

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Crédit et la Banque AU MAROC

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences économiques)

Présentée et soutenue le 7 Juin 1929

PAR

F. NATAF

JURY

Président: M. OUALID, Professeur.
Suffragants: { M. ALLIX, Professeur.
 { M. ROGER PICARD, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE ORIENTALISTE PAUL GEUTHNER

13, rue Jacob, VI^e

—
1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE CRÉDIT ET LA BANQUE AU MAROC

« Le type économique des
Sociétés modernes peut être
qualifié d'Economie du Cré-
dit. »

Le Crédit et la Banque AU MAROC

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences économiques)

Présentée et soutenue le 7 Juin 1929

PAR

F. NATAF

JURY

Président: M. OUALID, Professeur.
Suffragants: { M. ALLIX, Professeur.
 { M. ROGER PICARD, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE ORIENTALISTE PAUL GEUTHNER
13, rue Jacob, VI^e

—
1929

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses:
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***



INTRODUCTION

Le Maroc a eu le privilège de servir de thème à de très nombreuses études. Dans presque tous les domaines : scientifique, littéraire, économique, la bibliographie est déjà imposante.

La matière du Crédit n'a cependant été qu'effleurée dans des ouvrages généraux — et seules, la Banque d'Etat du Maroc et la monnaie marocaine ont fait l'objet d'une étude spéciale dans trois ou quatre thèses. Il manquait jusqu'à présent une étude d'ensemble sur la question.

L'importance du sujet n'a certes pas dû échapper à ceux qui se sont intéressés à la vie économique du Maroc.

Le Crédit domine l'Economie dans tous les pays. Cela a été attesté récemment encore en Russie, où le nouveau Pouvoir a jugé nécessaire de commencer son vaste plan de réorganisation par la nationalisation des banques.

Le Crédit apparaît dans un rôle plus éminent encore au Maroc.

Dans la période qui a précédé l'instauration du Protectorat français sur ce pays, on peut affirmer que l'intervention financière a servi et préparé l'intervention militaire, d'où est sorti le traité de Protectorat de 1912.

Puis, il a fallu pourvoir à l'organisation, à l'outillage économique de ce grand territoire, hier encore livré à l'anarchie la plus complète.

Dans cette tâche immense, réalisée avec un succès qui frappe d'admiration tous ceux qui visitent le Maroc, et qui se poursuit sous nos yeux à grands pas, le Crédit a joué un rôle de premier plan, soit par les émissions d'emprunts pour le compte de l'Etat et des grandes entreprises d'intérêt public (1), soit par le concours donné au Commerce, à l'Industrie et à

(1) Les emprunts d'Etat, comprenant les emprunts 1904, 1910, 1914 et 1918, se sont élevés au chiffre total de 705.624.000 fr. Les emprunts des ports marocains représentent la somme de 182.000.000 de fr. ; les emprunts de la Compagnie des Chemins de fer du Maroc, la somme de 571.000.000 de fr. D'autres emprunts ont été réalisés pour le compte de la Société l'Energie électrique du Maroc, de la Société Générale des abattoirs municipaux et industriels du Maroc, etc...

l'Agriculture, sous forme d'escomptes et d'avances, par les Etablissements de Banque installés au Maroc.

L'intérêt du sujet devait donc attirer l'attention. Son étendue, par contre, était de nature à rebuter. Et nous comprenons aujourd'hui ceux qui ont pu être tentés de traiter ce sujet, et qui l'ont ensuite délaissé.

S'il est, en effet, relativement aisé de se documenter sur les institutions de crédit de caractère officiel ou semi-officiel, il y a, dans ce domaine, toute une catégorie d'établissements qui remplissent un rôle important et sur lesquels il est extrêmement difficile d'obtenir des renseignements : ce sont les banques.

Il est banal de dire que, dans le monde, bien des situations ou des réputations, bien des prestiges, particuliers ou collectifs, sont surfaits. Si cette affirmation est vraie d'une manière générale, elle se vérifie mieux encore dans un certain nombre de professions qui vivent de la confiance du public : entre autres, la Médecine, la Banque.

Le banquier, en particulier, a créé autour de son activité une atmosphère de mystère qui constitue sa sauvegarde.

Le public est mal renseigné sur cette activité. Les bilans que les banques publient annuellement sont si condensés (parfois même tendancieux) (1), qu'on n'en peut forcément tirer que des indications vagues et incomplètes.

Un renseignement manque à tous les bilans de banques (sauf à ceux des banques d'émission), c'est le chiffre de leur réescompte.

Telle banque, au capital de 10.000.000 de francs, laissera ignorer 20 ou 30 millions d'engagements, qui disparaissent de son bilan par le jeu du réescompte. Sa situation paraîtra saine, équilibrée, avec un actif réalisable couvrant le passif exigible ; mais survienne une crise, les retours d'impayés se multiplient, et sur les 30 millions de réescompte, 3, 4 ou 5 millions peuvent revenir à la banque et constituer des immobilisations. L'équilibre apparent de la situation se trouve

(1) Dans une thèse récente : *La rationalisation des Banques en Allemagne*, par G. Le Montréer, l'auteur a pu écrire (p. 77) : « La sincérité des bilans au cours de ces dernières années laisse fort à désirer, et si nous n'avons qu'une certitude, c'est bien celle de leur infidélité systématique. »

Un autre auteur (André E. Sayous, *De la réglementation des Banques en France*, dans la *Revue Economique Internationale*, 17 mai 1925) déclare, au sujet des grandes banques françaises, que par l'insuffisance des bilans qu'elles publient, notamment en « massant » par trop les chiffres, elles renseignent mal, sinon induisent en erreur sur leur situation.

rompu, sans qu'aucune indication au bilan ait pu rendre cette rupture prévisible au public (1).

Voici un autre exemple : une banque au capital de 100.000.000, dont les disponibilités couvrent largement les exigibilités ; on pourrait, dans un pareil cas, ne pas s'inquiéter du risque que représentent ses engagements, dissimulés par le réescompte. Mais examinons encore son bilan. Nous relevons à l'actif un poste « compte d'ordre » de près de 60.000.000. Que représente ce chapitre de l'actif ? Nous n'avons aucune indication sur l'emploi qui est fait de plus de la moitié du capital de la banque. Une partie aussi importante de l'actif échappe complètement à notre analyse.

Pour le Maroc, ce n'est pas tout. Les banques dont l'activité s'exerce exclusivement dans le pays publient des bilans qui, malgré quelques obscurités ou lacunes, nous renseignent, au moins superficiellement, sur leur situation.

Mais d'autres banques, non des moindres, sont des succursales d'établissements installés aussi dans d'autres pays. Il en est ainsi de la Compagnie Algérienne, qui a 24 agences et sous-agences établies au Maroc, sur un réseau total de 156 agences. Il en est de même du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, avec 17 agences marocaines, sur un réseau total de 114 agences, et de quelques autres établissements.

Ces banques publient un bilan global, qui ne fournit aucune espèce de renseignement comptable sur leur activité particulière au Maroc.

Nous avons tenté de combler cette lacune en nous adressant aux représentants locaux de ces établissements. D'une manière générale, la plupart se sont dérobés, sous le prétexte qu'au Maroc surtout, où la concurrence bancaire est si âpre, il n'était pas possible de livrer à la publicité des chiffres qui renseigneraient les établissements concurrents.

L'argument paraît spécieux pour deux raisons : il est rare que, par des indiscretions, chaque banque ne soit pas renseignée d'une manière assez précise sur l'activité des banques voisines. De plus, les renseignements que ces banques veulent cacher avec un grand soin, sont ceux-là mêmes que, pour leur part, les établissements exerçant toute leur activité au Maroc publient régulièrement tous les ans. En somme, les autres

(1) En Suède, les banques doivent publier, en appendice au bilan, une note qui renseigne sur le montant des effets réescomptés, et même sur l'importance des crédits octroyés et non utilisés.

établissements font le secret sur des chiffres qu'ils livreraient tout naturellement à la publicité si, au lieu de faire partie d'une banque à multiples ramifications, ils avaient toute leur activité concentrée au Maroc.

Un directeur de banque locale nous a répondu qu'il craindrait, en nous communiquant notamment le chiffre de ses profits et pertes, de « gêner ses collègues ». Nous avons trouvé ses collègues plus modestes et sans doute plus près de la réalité. Car il est permis de penser que la seule raison de cette attitude des banques, c'est la médiocrité des résultats obtenus. Nous y reviendrons.

Quoi qu'il en soit, le chapitre de notre étude consacré aux banques s'en est ressenti, et il s'y trouvera quelques lacunes que les explications qui précèdent feront excuser.

*
* *

Dans un travail sur le Crédit, nous avons estimé intéressant de donner un aperçu historique de la situation monétaire passée et présente du Maroc. Nous y avons consacré notre premier chapitre.

Il nous a paru nécessaire également, dans un pays musulman — la matière du crédit étant par ailleurs liée à celle de l'intérêt — d'examiner la question de l'intérêt et de l'usure en droit musulman, particulièrement dans la législation et la jurisprudence marocaines. Cette question est traitée dans notre deuxième chapitre.

Les chapitres suivants sont consacrés à l'objet principal de notre étude : le Crédit et la Banque au Maroc.

Enfin un dernier chapitre contient une vue d'ensemble sur l'organisation du Crédit en général, bref exposé des théories présentées sur la matière et des essais ou réformes tentés dans différents pays, et qui sont caractéristiques des tendances actuelles.

Pour terminer, nous nous sommes risqué à exposer en larges traits un projet d'organisation nouvelle du Crédit bancaire au Maroc.

CHAPITRE PREMIER

LA MONNAIE

L'histoire de la monnaie au Maroc se développe sur quatre périodes distinctes :

La première période remonte à une époque antérieure à l'occupation romaine, sur laquelle nous possédons peu de renseignements. On sait seulement que la monnaie était déjà connue au Maroc, par quelques pièces d'or et d'argent que l'on a retrouvées, datant de cette époque (1).

La deuxième période commence avec l'occupation arabe et s'arrête à la réforme de Moulay Hassan, en 1881.

La monnaie est alors basée sur les principes coraniques et l'unité monétaire marocaine est le *mitqal* ou *dinar*, pièce d'or qui vaut à l'origine 10 *ouqias* d'argent. L'*ouqia* vaut elle-même 4 *mouzounas* d'argent, et la *mouzouna*, après avoir valu 48 *flous* (pluriel de *fels*) de bronze, en vaut ensuite 24 et finalement 6.

Le mitqal, à l'origine d'un poids de 4 grammes 729, maintient son poids jusqu'en 1674. Il s'altère par la suite et tombe à 3 grammes en 1761. Il disparaît enfin de la circulation, thésaurisé ou fondu par les sultans ou par les particuliers. Le mitqal-or est alors remplacé par un mitqal-argent.

Des tentatives pour restaurer la monnaie d'or sont faites d'abord par le sultan Moulay Mohammed ben Abderrahman, puis vers 1868, par Moulay Abderrahman. Elles échouent, et les nouvelles pièces disparaissent comme les précédentes, de sorte qu'à la fin du XIX^e siècle il n'existe plus dans la circulation de pièces d'or musulmanes.

(1) *La Numismatique au Maroc*, article de Henri Rabanit, dans la revue *France-Maroc*, décembre 1920, p. 264.

La monnaie d'argent comprend à l'origine des ouqias et des mouzounas créées en 1600 par le sultan saadien Ahmed el Mansour. En 1761, on voit apparaître le mitqal-argent, qui remplace le mitqal-or. L'ouqia et la mouzouna subissent le même sort que le mitqal-or et disparaissent. Le mitqal-argent se déprécie rapidement.

La monnaie de bronze est représentée par le fels. Les flous sont de trois sortes : une pièce de un fels, appelée *zalaghi* ; une pièce de 4 flous, appelée *arbaa-flous* ; une pièce de 8 flous, *imenia-flous*. Vers 1880, toutes les monnaies d'or et d'argent finissent par n'être plus que des monnaies fictives, et seuls les flous de bronze subsistent dans la circulation. Il faut 6 flous pour faire une mouzouna, 24 pour faire une ouqia, et 240 pour un mitqal.

*
* *

Le voisinage de l'Espagne, ses relations avec le Maroc amènent de bonne heure l'introduction de sa monnaie dans le pays. Celle de la monnaie française se produit après la guerre de 1844, à la suite du développement des rapports commerciaux franco-marocains dans le Maroc oriental.

Au contact des monnaies étrangères, l'argent marocain, qui ne repose plus sur un étalon d'or, diminue de valeur. Au xvii^e siècle, le douro espagnol, dit *rial kébir*, vaut 5 onces et demie, accusant une prime d'une demi-once sur la monnaie indigène. Au début du xviii^e siècle, il vaut 7 onces 1/2, en 1767 9 onces, au commencement du xix^e siècle 10 onces ou un mitqal, et il atteint 16 onces en 1845. A la même époque, l'écu français ou *rial séghir*, est coté 15 onces.

La dépréciation de la monnaie marocaine s'accroît encore : vers 1870, le douro espagnol s'échange contre 35 onces, et en 1890 il vaut 140 onces ou 14 mitqal, soit 28 fois le pair.

Vers le milieu du xix^e siècle, deux sultans successivement, Moulay Abderrahman et Sidi Mohammed, avaient essayé de réagir contre cette dépréciation, mais les mesures anti-économiques qu'ils avaient prises étaient restées sans effet, et la monnaie marocaine avait fini par être délaissée pour la monnaie espagnole.

*
* *

Ici se place la troisième période de l'histoire monétaire du Maroc, qui est marquée par un événement important, la réforme tentée en 1881 par Moulay el Hassan.

La nouvelle monnaie est désignée sous le nom de monnaie *hassania* ou *hassani* (1), qu'elle gardera désormais. C'est une monnaie d'argent frappée sur le modèle des douros espagnols, au poids de 29 grammes 16 au douro. Elle comprend :

le douro ou <i>rial</i> et le demi-douro....	au titre de 900/1000 ^e
le quart de douro ou <i>rouboa</i> ; le dixième douro ou <i>dirhem</i> ; le vingtième de douro, ou <i>bilioun</i> , ou <i>guerch</i>	au titre de 835/1000 ^e

Le douro hassani est subdivisé en 5 pesetas, comme le douro espagnol, mais la peseta hassani n'existe pas effectivement ; c'est une monnaie de compte.

Cette tentative échoua complètement. La nouvelle monnaie, prise dans le système de la monnaie européenne, se vit donner par les Marocains eux-mêmes une valeur égale à celle du douro espagnol. Ainsi, la pièce de 10 dirhem, au lieu d'être considérée comme un mitqal, reçut une valeur 14 fois supérieure à celle que Moulay Hassan lui avait attribuée. Cela sans préjudice du change que la monnaie hassani eut à subir vis-à-vis du douro et de l'écu. D'autre part, le poids du douro hassani étant supérieur à celui de la monnaie espagnole ou française, il en résulta un accaparement de la monnaie hassani, qui obligea le sultan à la retirer de la circulation.

Les frappes de Moulay Hassan, effectuées à Paris et à Berlin, s'étaient élevées à 41.500.000 pesetas hassani. Moulay Abd el Aziz, en 1896, fait procéder à de nouvelles frappes pour une somme de 63.500.000 P. H. Ajoutées aux frappes précédentes, celles-ci excèdent les besoins du pays, et il s'ensuit une nouvelle dépréciation.

Alors, en 1901, une nouvelle frappe de Moulay Abd el Aziz est faite en Angleterre, aux mêmes poids et titre que celle de l'union latine. Le rial pèse 25 grammes, au lieu de 29 gr. 16. La nouvelle monnaie, dite monnaie *azizi*, du nom du sultan, est à son tour dépréciée par rapport à la monnaie *hassani*.

La monnaie de bronze a subsisté sans changement jusqu'en 1903. Moulay Abd el Aziz fait frapper, cette année, en Europe,

(1) Il est curieux de remarquer que ce terme *hassani*, qui se rapporte à un des plus grands règnes du Maroc, soit employé aujourd'hui dans un sens péjoratif : on dit couramment « un travail hassani » pour signifier un mauvais travail.

de nouvelles pièces de bronze, pour essayer de lutter contre la dépréciation de la monnaie. Ces pièces sont du type décimal, marquées 1, 2, 5, 10.

Mais les indigènes leur appliquent les valeurs du système ancien, et ces pièces deviennent respectivement : une mouzouna, *oujehaine* (ou deux mouzounas), *khamssa oujouh* (ou 5 mouzounas), *âchra oujouh* (ou 10 mouzounas).

Il en résulta une dépréciation de cette monnaie, car au lieu de 500 pièces pour un douro, il en fallut 560 dans le système mouzouna.

En 1911, Moulay Hafid fait une nouvelle frappe de monnaie à Paris. Le douro est encore de 25 grammes, comme celui de Moulay Abd el Aziz.

En 1912, à son avènement, Moulay Youssef fait procéder à une nouvelle frappe, toujours à 25 grammes par douro, suivies d'autres frappes, toujours du même modèle.

*
* *

Durant toute cette période, la monnaie espagnole circule de plus en plus dans le pays, et des conventions et règlements interviennent qui la reconnaissent officiellement : convention de Madrid en 1881, règlement du droit des portes de 1886.

L'usage de la monnaie française s'étend également, grâce à la proximité de la frontière d'Algérie et aux efforts des maisons françaises installées sur la côte depuis 1896.

La monnaie marocaine continue d'être l'objet de changes divers : change à l'intérieur entre monnaies anciennes, devenues des monnaies fictives, et monnaies réelles nouvelles : entre monnaies hassani et azizi ; sur la nouvelle monnaie de bronze ; enfin entre monnaies d'argent et monnaies de bronze — change avec l'extérieur, à la parité du change espagnol bien que le douro hassani eût dû valoir davantage, d'où il s'ensuit une dépréciation du douro hassani, qui accompagne le douro espagnol dans sa chute continue, laquelle, d'une perte de 2 % en 1892, l'entraîne à une perte de 37 % en 1902.

En 1903, la parité avec la monnaie espagnole se trouve rompue à la suite d'une surabondance de monnaie, due aux nouvelles frappes du sultan Abd el Aziz et, en outre, aux spéculations et au mauvais état des récoltes. On cote la peseta espagnole à 135 pour 100 francs et la peseta marocaine à 158.

En 1904 et 1905, années de mauvaises récoltes, le change marocain oscille entre 165 et 186 %. En 1906, année de récolte plus favorable, on cote la peseta à 144 %.

La dépréciation de la monnaie marocaine, et davantage les fluctuations incessantes qu'elle subit, causent un grand préjudice aux affaires. Les puissances européennes, réunies en conférence en 1906, sont amenées à s'occuper de la question.

*
* *

C'est alors que s'ouvre pour l'histoire de la monnaie marocaine une quatrième période qui comprend deux époques : celle qui va de la Conférence d'Algésiras à l'établissement du Protectorat français et à la guerre de 1914 — et celle qui, partant de 1914, s'étend sur les années de la guerre et de l'après-guerre jusqu'à nos jours.

En 1907, la Banque d'Etat du Maroc, issue de l'Acte d'Algésiras, est créée par un consortium de banques étrangères déléguées par leurs pays respectifs. On lui assigne comme but principal et immédiat l'assainissement de la situation monétaire. L'action de la Banque s'exerce aussitôt sur le marché, où elle vient contrebalancer celle de la spéculation. Le change évolue favorablement, et on cote le hassani successivement : en 1907, entre 168 et 147 pour 100 francs ; en 1908, entre 163 et 147 pour 100 francs ; en 1909-10, entre 154 et 143 pour 100 francs.

A partir de 1911, la Banque d'Etat retire de la circulation les vieux douros hassani et elle réalise de nouvelles frappes à l'Hôtel des Monnaies de Paris.

En 1911.....	P.H. 15.393.000
En 1912.....	P.H. 34.700.000
En 1913.....	P.H. 19.241.000
En 1914.....	P.H. 13.598.000
	82.932.000

Elle fait également des frappes de monnaies de bronze en 1914 et 1915 pour P.H. 372.512.

Le change continue son ascension. En 1911, la peseta cote 153 à 111 pour 100 francs ; en 1912-13, 125 à 120, et en 1924, 124 à 136.

La Banque d'Etat a reçu dans son acte de concession le privilège d'émission. Elle l'utilise seulement en 1910.

Elle fabrique des billets au porteur de 20 rials ou 100 P.H. pour un montant de 10.600.000 P.H.

Mais la circulation de ces billets est d'abord restreinte :

Au 31 décembre 1910, elle est de P.H. 58.100 ;

Au 31 décembre 1911, elle passe à P.H. 1.200.000 ;

Au 31 décembre 1913, à 3.130.800 ;

Et au 31 décembre 1914, à 3.918.700.

D'une part, en effet, les coupures de la Banque d'Etat sont d'un montant trop élevé, et ce n'est qu'en 1917 qu'elle émet des coupures de 4 rials ou 20 P.H., d'une diffusion plus facile ; d'autre part, l'indigène n'a pas confiance dans le billet de banque, et aussitôt qu'il peut, il l'échange contre de la monnaie métallique. L'Européen, de son côté, lui préfère franchement le billet de la Banque de France, ou celui de la Banque d'Algérie, auxquels il est habitué et qu'il trouve en quantités suffisantes sur le marché.

La monnaie algérienne, qui circule depuis longtemps en petites quantités dans le Maroc oriental, fait sa première apparition quasi officielle au Maroc occidental en 1907, sous la forme d'un envoi d'écus de 5 francs, destiné aux troupes d'occupation de Casablanca.

En 1911, la Banque d'Algérie fait une nouvelle tentative pour introduire sa monnaie au Maroc. Débitrice du Gouvernement français, elle lui propose de mettre à sa disposition au Maroc, où il en a besoin pour ses dépenses militaires, les sommes qu'elle lui doit. Cette tentative échoue devant l'opposition du Ministère des Affaires étrangères. Forte cependant de l'appui du Ministère des Finances, la Banque d'Algérie ne se décourage pas, et en 1912 elle installe au Maroc une filiale : la Banque Algéro-tunisienne pour le commerce d'exportation, qui va aider à la diffusion du billet algérien.

D'autre part, le Protectorat, instauré la même année, adopte la monnaie française comme monnaie officielle, concurremment avec le hassani, donnant ainsi au billet de la Banque d'Algérie, le seul en circulation, une consécration quasi officielle.

Cette circulation s'élèvera, au 31 mai 1915, à environ 50.000.000 de francs. Elle sera évaluée, en 1917, à environ 150 ou 200 millions (1).

A ce moment, la circulation hassani de la Banque d'Etat s'élève en monnaie métallique à P. H. 95.287.182 et en monnaie de papier à P.H. 4.043.240.

(1) Voir *La question du hassani*, par F. Piétri, dans la revue *France-Maroc* du 15 février 1918.

*
* *

La guerre de 1914 éclate. Une panique se produit parmi la population de Casablanca, qui se rue vers les établissements de crédit pour retirer ses dépôts, et réclame de la monnaie métallique. On arrête ce mouvement au moyen de dahirs : dahir du 5 août 1914, donnant cours légal et force libératoire aux billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie ; dahir punissant de prison et d'amende ceux qui exigeraient un change entre espèces françaises et billets des Banques de France ou d'Algérie.

On ne peut, en effet, faire appel à la Banque d'Etat, dont le billet, comme on l'a vu, est impopulaire et dont, au surplus, l'encaisse métallique risquerait de fondre immédiatement. On a recours à la Banque Algéro-tunisienne (filiale de la Banque d'Algérie), qui fournit immédiatement 15 millions de francs en billets algériens. La Banque d'Etat intervient seulement quelques jours plus tard avec 5 millions en billets français, qu'elle a fait venir de la métropole.

La crise est à peu près résolue, mais il faut veiller à l'avenir. Le change du hassani se maintient aux environs de 0 fr. 80 la peseta. Des dahirs du 1^{er} décembre 1913 sur la compétence des Justices de paix, puis du 11 mars 1915 sur l'enregistrement, fixent à ce taux la valeur de la peseta hassani, par rapport au franc. Mais dans la pratique, il subsiste un change variable, qui cause un sérieux préjudice aux transactions. Les intérêts économiques émettent le vœu que la monnaie hassani soit stabilisée — tandis que des commissions réunies à Paris en 1915 et 1916 se prononcent pour l'élimination du hassani et son remplacement par la monnaie française.

La Banque d'Etat, de son côté, pour répondre à la demande de la population, continue à frapper du hassani. Elle jettera successivement sur le marché :

En 1915.....	P.H. 4.141.775
En 1917.....	P.H. 11.303.407
En 1918.....	P.H. 11.400.000
En 1919.....	P.H. 19.887.000

Ces quantités sont vite absorbées. Le change du hassani se maintient néanmoins, de juin 1916 à septembre 1917, au cours de 124 %. Cette stabilisation de fait est favorable aux affaires. Elle est également désirée par le Gouvernement, qui y voit

un moyen de rendre confiance à l'indigène, de le familiariser avec la monnaie française, de couper court à l'agiotage, et de simplifier la comptabilité publique. Pour maintenir ce cours, le Protectorat n'hésitera pas à utiliser une partie de la réserve de hassani qu'il possède à la Banque d'Etat.

Mais diverses circonstances vont entraîner une nouvelle hausse du hassani : la balance commerciale du Maroc s'améliore du fait des exportations provoquées par les achats de l'intendance française, le billet français subit un change défavorable par suite de la fréquence des émissions, enfin la hausse de l'argent qui se manifeste en 1917 précipitera la crise.

Le métal argent-fin, qui valait environ 100 frs. le kilo en 1913, passe en 1917 à 160 frs, atteint jusqu'à 220 frs et se stabilise en octobre 1917 à 170.

La monnaie métallique marocaine est drainée vers Tanger, où elle atteint le cours de 118 %. Il faut interdire l'envoi de hassani à Tanger. Mais, en zone française même, il se crée un marché privé du hassani, qui cote la P. H. de 122 à 118. Le hassani risque de disparaître dans les opérations de fonte. Le 18 septembre 1917, le Gouvernement renonce au cours de 124 et fixe à la Banque d'Etat le cours à 110. Ce cours lui-même, en raison de la hausse continue de l'argent, ne peut être maintenu longtemps, et pour éviter que le hassani ne fasse prime sur le franc, le Gouvernement marocain décide, le 8 octobre 1917, que la Banque d'Etat cédera désormais le hassani à 100. Cette mesure est confirmée par une note insérée au Bulletin Officiel du Protectorat, du 15 octobre 1917.

C'est la parité entre monnaie française et monnaie hassani établie, non par dahir comme on l'a souvent écrit, mais par une simple note de la Direction Générale des Finances (que renforcent les dispositions du dahir du 7 décembre 1915 interdisant le change sur espèces françaises).

Cependant cette mesure, qui n'est encore qu'un essai de stabilisation (de même caractère que celle tentée précédemment au cours de 124 %), est suivie d'autres mesures qui semblent annoncer une démonétisation prochaine ; on supprime le hassani dans le budget du Protectorat et des villes, dans les comptabilités publiques, et, à partir de janvier 1918, il cesse d'être une monnaie de compte admise et reconnue par l'Etat.

Le régime de la parité, grâce aux efforts combinés du Gouvernement et de la Banque d'Etat, va durer deux années, permettant de « masquer la situation véritable du franc, d'affirmer

le Crédit de la France, en un mot de tenir le coup contre l'appréciation fatale du hassani » (1).

La Banque d'Etat vend le hassani pour le compte du Gouvernement. Pour faire face à la demande, qui s'intensifie, elle réalise de nouvelles frappes : 11.400.000 P. H. en 1918 — 19.887.000 P. H. en 1919. Sa circulation de billets, par ailleurs, se développe ; de 4.685.000 P. H. au 30 juin 1918, elle passe à 7.322.000 au 30 juin 1919. Cependant, son encaisse va diminuant : elle tombe à 5.804.000 P. H. en août 1919. La situation de la Banque devient assez critique.

D'autre part, l'argent fin, qui avait subi une baisse en octobre 1917, s'est remis à monter en 1918, et son ascension se poursuit en 1919, déterminant une hausse de la valeur intrinsèque de la peseta hassani, hausse que vient accuser davantage la baisse du franc par rapport aux devises anglo-saxonnes.

De janvier 1919 à janvier 1920, l'argent fin passe de 48,437 à 84,50 ; la livre anglaise de 26 à 43,25, et le kilogramme de métal fin en France passe de 182,40 à 530,50 — enfin, le métal fin contenu dans le douro hassani passe de 4,15 à 12,05.

Une crise devait fatalement en résulter, qui se déclenche dans les derniers mois de 1919. Le hassani, dont la valeur intrinsèque dépasse la valeur représentative, est l'objet d'une spéculation effrénée à Tanger et en zone espagnole. Le 3 octobre 1919, à Tanger, le hassani fait prime sur le franc. Les demandes de numéraire abondent et, malgré les gros efforts qu'elle fait pour les servir, la Banque d'Etat se trouve dans l'impossibilité de faire face, le 8 octobre, à une demande d'un million. Les événements alors se précipitent, la spéculation gagne les villes du Maroc français. Le 14 octobre, la Banque d'Etat à Marrakech refuse de faire l'échange du franc contre le hassani. Des incidents se produisent, des indigènes crachent sur les billets de banque et les déchirent.

Devant cette situation, deux alternatives s'offraient au Gouvernement : ou bien abandonner le marché de la monnaie aux oscillations du change, ou bien s'en tenir au taux officiel de stabilisation et provoquer fatalement la fuite des espèces métalliques.

Dans d'autres pays à étalon monétaire d'argent (Indes, Philippines, Malaisie), le même problème avait été résolu par des

(1) F. Piétri, *loc. cit.*

stabilisations successives, qui suivaient les fluctuations du taux de l'argent.

Au Maroc, le problème était plus ardu à résoudre, car à la crise de l'argent se superposait au même moment une crise du change français. Le franc-papier qui, lui aussi, avait connu une véritable stabilisation de fait durant toute la guerre, grâce aux crédits ouverts par les Trésoreries américaine et britannique, venait d'être abandonné à ses propres forces par les Alliés, au lendemain du traité de Versailles. Le déficit de la balance française, de 1918 à 1919, qui atteignait 40 milliards de francs, allait peser brusquement sur la valeur du billet de la Banque de France. Aussi voyait-on le dollar, monnaie d'or-type, monter sur le marché de Paris de 6,45 le 28 juin 1919, à 10,75 le 31 décembre, et à 16,65 le 23 avril 1920. Durant le même laps de temps, la peseta espagnole, à laquelle la peseta hassani avait traditionnellement tendance à s'accrocher lorsqu'on lui rendait sa liberté, montait de 127 à près de 300.

Ordonner des stabilisations successives, en même temps que se produisaient des fluctuations aussi brusques et aussi profondes, eût été une mesure plus dangereuse qu'utile.

C'est dans ces conditions, qu'en octobre 1919, le Gouvernement est amené à déclarer dans un communiqué à la presse, après avoir exposé la question monétaire et démontré l'impossibilité de continuer la frappe au cours de la parité, qu'il renonçait à ce régime et rendait provisoirement au hassani sa liberté.

Le gouvernement prend en même temps des mesures pour défendre moralement le franc, en maintenir l'usage, et enrayer dans la mesure du possible l'enchérissement général :

Suppression absolue des envois de hassani à Tanger et en zone espagnole ;

Interdiction à tous comptables et régisseurs de deniers publics de payer autrement qu'en francs, cette monnaie étant, depuis le premier janvier 1918, la seule monnaie comptable officielle ;

Invitation aux municipalités de Casablanca, Mazagan, Meknès, d'émettre sur-le-champ des coupures municipales garanties par des versements au Trésor ;

Emissions par l'Etat de coupures d'Etat de 2 f. — 1f. — 0,50 et 0,25 — à raison de 40.000 frs par jour ;

Ordre aux diverses municipalités de maintenir très énergiquement les mercuriales de marché en francs, sans augmentations ;

Création, au besoin, de boucheries municipales ; vente de

sucres en régie (réalisée à Casablanca et à Rabat) ; emploi du sucre pour soutenir indirectement le franc ;

Surveillance exercée par les autorités locales sur les ventes de hassani par la Banque d'Etat, de manière à réserver le métal aux commerçants sérieux, à l'exclusion des spéculateurs ;

Ordre à la Banque d'Etat de prendre journallement l'attache de la Direction des Finances pour fixer les cours à pratiquer, et de les télégraphier aux places ne possédant pas de succursale ;

Transformation en francs du budget spécial des habous, resté en hassani, sans augmentation du prix des loyers touchés par cette administration ;

Application du dahir de 1917 sur la spéculation :

Aux accapareurs de monnaie ;

Aux commerçants arguant de la hausse du hassani pour augmenter le prix des denrées d'importation.

Ces mesures demeurent cependant sans effet.

Dès la rupture de la parité, le 16 octobre 1919, le hassani est coté à 62,50 pour 100 francs. Puis le cours du franc s'améliore ; on cote :

le 20 octobre	69 P.H.	pour 100 frs.
le 21 —	75 P.H.	—
le 22 —	80 P.H.	—
le 23 —	83 P.H.	—

Cependant, le 8 février 1920, les 100 frs. valent 52 P.H. 50 : c'est le cours le plus bas.

Il y a dans le public une effervescence extrême. Il se produit une véritable ruée vers les banques, que l'on doit fermer et garder militairement. Des troubles sont près d'éclater dans le Sud.

Les conséquences de la crise sont de trois ordres.

Au point de vue économique, la monnaie divisionnaire disparaissant, les échanges deviennent difficiles. Les produits de l'alimentation haussent de 35 à 60 %, les chantiers sont désertés, les ouvriers exigeant d'être payés en hassani. Les contrats à livrer ne sont pas exécutés.

Au point de vue moral, on a pu écrire que le billet avait perdu 500 % de son prestige. Ce prestige est surtout atteint dans la région de Marrakech, qui n'est pas directement soumise à l'influence française.

Enfin, une agitation politique s'est produite dans tous les milieux, faite de méfiance ouverte ou dissimulée chez l'indigène, de franc mécontentement chez les Européens, qui attaquent la Résidence Générale et la Banque d'Etat, que l'on rend responsables de la situation.

A Casablanca, se crée un « Comité de défense du franc », qui organise meetings et manifestations, au cours desquels on réclame la fermeture de la Banque d'Etat, le remplacement du Résident Général par un Résident civil.

La presse publie des articles extrêmement violents, des Chambres de Commerce et d'Agriculture donnent leur démission pour protester contre la dépréciation du franc, suivies par certaines municipalités.

On réclame l'annexion du Maroc, le retour à la parité.

Le Gouvernement français intervient : une mission d'enquête est confiée à un inspecteur général des Finances, afin de déterminer les mesures à prendre pour doter le Maroc d'un régime monétaire sain et stable.

Deux thèses s'affrontent : celle du Gouvernement et de la Colonie française, qui veulent la suppression de la dualité monétaire ; celle de la Banque d'Etat qui préconise la création d'une monnaie, qui ne soit ni le franc, ni le douro.

Le rapport de l'inspecteur des Finances, du 9 décembre 1919, propose la création d'un franc-or pour remplacer le hassani et auquel le cours forcé serait donné, car la situation ne permet guère d'envisager une circulation métallique.

Une commission inter-ministérielle est désignée par le Ministre des Finances, le 23 février 1920, pour étudier la question du régime monétaire au Maroc. La commission siège du 28 février au 11 mars, sous la pression de télégrammes pressants de la Résidence Générale, réclamant d'urgence une solution.

Elle prend pour base d'études un projet de démonétisation du Directeur Général des Finances du Protectorat marocain, et de ses délibérations sort un texte qui deviendra le dahir du 19 mars 1920 :

« Louange à Dieu seul !

« Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu très haut en illustrer la teneur — que notre Majesté Chérifienne ;

« Considérant qu'en raison des variations extraordinaires qui affectent la valeur du métal argent, il importe au bon ordre

et à la facilité des transactions de suspendre l'emploi de nos monnaies d'argent comme instrument monétaire ;

« Considérant que, faute de prendre une pareille mesure, nos monnaies d'argent actuellement en circulation risqueraient d'être exportées frauduleusement au détriment de la richesse publique ;

« Qu'il convient en conséquence que le trésor chérifien retire de la circulation les dites monnaies, en attendant le rétablissement du régime monétaire normal, qui sera institué en conformité des dispositions que prendront les autres Etats ;

« Que la monnaie qu'il convient d'adopter pour toutes les transactions est le franc, non seulement à cause des hautes garanties qu'il présente, et auxquelles nous ajoutons et maintenons la nôtre, mais encore parce que cette monnaie est d'ores et déjà celle de nos comptes publics et en laquelle notamment se paient les impôts et, en général, toutes les dettes envers l'Etat ;

« Considérant enfin qu'en attendant l'institution d'un billet-franc par Notre Banque d'Etat, il y a lieu d'opérer le retrait des espèces métalliques, au moyen des billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie, ayant actuellement cours dans la zone française de notre Empire ;

« A décrété ce qui suit :

Article premier. — A dater du 20 mars, toutes monnaies d'argent frappées au sceau de nos prédécesseurs et de nous-même, en rials makhzanis, demis, quarts, dixièmes et vingtièmes de rials, cesseront d'avoir valeur légale et libératoire dans la zone française de notre Empire.

En conséquence, nul ne sera admis, à partir de cette date, à stipuler dans un contrat un paiement en ces monnaies ; celles-ci ne pourront être ni exigées d'un débiteur, ni imposées à un créancier à un titre et pour une opération quelconques.

Article II. — Jusqu'au 20 avril, dans les localités pourvues d'un représentant du Trésor chérifien, jusqu'au 20 mai dans les autres, tout détenteur de ces monnaies pourra en faire effectuer le rachat à nos Caisses publiques, ou aux guichets de la Banque d'Etat du Maroc, au taux de 10 frs pour le rial, 5 frs. pour le demi-rial, 2,50 pour le quart de rial, 1 fr. pour la dixième de rial, 50 centimes pour le vingtième de rial, payables au gré de l'Etat en billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie, et pour l'appoint, en coupures divisionnaires du Protectorat, lesquelles auront désormais cours légal et force libératoire, jusqu'à concurrence de 20 frs.

Article III. — Le billon marocain continuera à circuler au pair avec le billon français.

Article IV. — Passés les délais fixés à l'article 2, la circulation des pièces démonétisées sera interdite, sous peine de leur saisie et rachat obligatoire au pair du franc. Les billets de la Banque d'Etat du Maroc cesseront d'être remboursés en monnaie d'argent et ne seront acceptés qu'au pair du franc.

Article V. — Les contrats en hassani en cours, venant à échéance pendant la période ci-dessus, se régleront en francs au taux de conversion fixé par l'article 2.

Article VI. — Passés les délais fixés à l'article 2, tout change sur les monnaies retirées sera interdit et tombera sous le coup des peines édictées par nos dahirs des 11 septembre 1914 et 7 décembre 1915 pour les changes de monnaie française à monnaie française.

Article VII. — Sauf autorisation spéciale, toute fonte de monnaie est désormais interdite sous les peines édictées par les mêmes dahirs. »

Le dahir de démonétisation est accueilli favorablement par les Européens comme par les indigènes. Ceux-ci, qui détiennent de fortes quantités de hassani, s'empressent de les porter aux guichets de la Banque d'Etat.

Au 31 mars, il est rentré un total de 48.102.395 P.H. Au 7 juin, 84.000.000. sont retirés sur une circulation totale d'environ 220.000.000, dont 5.000.000 sont à Tanger, 15.000.000 dans la zone espagnole et 30 à 40.000.000 en régions insoumises. On a récupéré 50 % du métal de la zone française pour un prix total de 140.000.000 de frs. Les achats, en effet, avaient commencé avant le dahir de démonétisation. Du 15 octobre 1919 au 10 mars 1920, ils s'étaient élevés à 29.565.000 P.H., acquis au cours de 130 à 150.

Du 10 mars au 31 mars, les achats à 200 ont porté sur P.H. 18.537.000.

Du 31 mars au 7 juin, ils se sont élevés à 35.897.600.

Le stock de métal ainsi récupéré l'a été à un prix de revient moyen de 1,75 par P.H.

*
**

Le hassani a disparu de la circulation : une partie est **rentrée dans les coffres de la Banque d'Etat**, une partie est **thésaurisée**. La circulation, au lendemain de la démonétisation, se compose uniquement des billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie.

Un dahir du 21 juin 1920 a mis fin à cette situation, en créant le billet de banque libellé en franc marocain. En même temps, il **décrétait** le cours forcé de ce billet, dont l'émission était confiée à la Banque d'Etat du Maroc, en vertu de son privilège.

« Considérant, dit ce dahir, que notre dahir du 19 mars 1920 prescrivait le retrait des monnaies d'argent en circulation, stipule qu'en attendant l'émission ultérieure d'un billet de notre Banque d'Etat libellé en francs, le dit retrait sera provisoirement effectué en billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie ;

« Considérant que le moment est venu de créer dans notre Empire une monnaie fiduciaire qui lui soit propre, tout en permettant avec les monnaies française et algérienne, pour l'utilité et la tranquillité transactionnelles, un échange au pair constant ;

« Considérant enfin qu'il importe jusqu'au jour où la circulation métallique sera normalement rétablie, d'autoriser notre Banque d'Etat à ne point rembourser le dit billet à présentation.

« Article premier. — La monnaie légale de la zone française de notre Empire, ayant force libératoire dans les paiements, est désormais le franc.

« Article 2. — Aussi longtemps que la Banque de France et la Banque d'Algérie seront dispensées de rembourser leurs billets en numéraire, notre Banque d'Etat est également dispensée de rembourser à présentation ses billets de banque libellés en francs et de conserver une encaisse.

« Article 3. — Les billets de notre Banque d'Etat conservent seuls cours légal et force libératoire tant dans les Caisses publiques que pour les règlements entre les particuliers.

« Article 4. — A titre transitoire, les billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie continueront à être acceptés dans les transactions jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par arrêté de notre Grand Vizir. »

Les termes de ce dahir supposent un accord réalisé entre la Banque d'Etat du Maroc, forte de sa situation de droit, et la Banque d'Algérie, forte de sa situation de fait au Maroc.

Cet accord, qui est intervenu le 8 mars, donne à la Banque d'Etat la possibilité de s'appuyer, par l'entremise de la Banque d'Algérie, sur le compte courant du Trésor, de façon à permettre l'unification des circulations française, algérienne et marocaine. Il reste cependant quelques points litigieux, qui sont

soumis à l'arbitrage du Ministre des Finances français. C'est dans la certitude d'un arrangement définitif entre les deux établissements que le Gouvernement chérifien a pris le dahir du 21 juin 1920, qui crée le franc marocain. Or la décision du Ministre, rendue publique en juillet, n'a pas été acceptée par la Banque d'Algérie.

Toute la question se trouve de ce fait remise en état, et le danger apparaît de voir se rétablir un change entre les monnaies métropolitaine et marocaine.

Le Protectorat s'est alors préoccupé d'obtenir pour la Banque d'Etat l'établissement d'une convention avec le Trésor français, qui assure au franc marocain la stabilité et la parité avec le franc français.

Les négociations engagées dans ce but aboutissent, en décembre 1921, à la signature de deux conventions : l'une en date du 28 décembre 1921 avec le Gouvernement chérifien, l'autre en date du 29 décembre 1921 avec le Trésor français.

La convention du 28 décembre prévoit la cession par le Gouvernement chérifien à la Banque d'Etat de 40.000.000 de P.H. démonétisées qui se trouvaient détenues par la Banque pour le compte du Gouvernement.

Cette cession permet à la Banque d'émission de renforcer son encaisse métallique et de mieux gager sa circulation, tant que durera le cours forcé. Toutefois, il est stipulé qu'à la réalisation de ce stock métallique, c'est le Gouvernement qui supportera les risques de perte, ou profitera, s'il y a lieu, des bénéfices provenant d'une hausse éventuelle du métal.

La Banque d'Etat se remboursera du prix de la cession, soit 40.000.000 de francs.

Cette convention a été abrogée par celle du 10 novembre 1924, qui a décidé la vente de l'encaisse hassani. L'application de cette convention a liquidé officiellement la question du hassani en zone française.

La monnaie hassani continue cependant de circuler dans la zone de Tanger, dans la zone espagnole, ainsi qu'en pays dissident. Il n'est pas douteux que des stocks de hassani existent également en zone française, thésaurisés par un certain nombre de riches marocains. Et tout porte à penser que le Gouvernement y a dû recourir, lorsqu'en novembre 1927, à la suite de l'enlèvement de quelques français par des tribus insoumises, il fallut régler à celles-ci la rançon destinée au rachat des captifs.

La convention du 29 décembre 1921 établit un compte cou-

rant entre le Trésor français et la Banque d'Etat du Maroc, sur le modèle de celui qui existe entre le Trésor français et la Banque d'Algérie. L'existence de ce compte courant dispense la Banque d'Etat de faire des couvertures effectives sur la France et assure de ce fait le maintien d'une parité presque absolue entre le franc marocain et le franc français.

Pour le fonctionnement et les modalités de ce compte et pour sa critique, nous renvoyons à l'étude publiée en 1923 sous le titre : *Comment a été résolue la question monétaire au Maroc*, par M. Branly, Directeur Général des Finances du Protectorat.

Signalons en particulier qu'il a été prévu deux freins pour éviter que l'un des deux pays ne s'endette exagérément par rapport à l'autre : d'une part, la Banque d'Etat est tenue d'immobiliser le tiers de sa circulation de billets, soit en espèces métalliques, soit en francs français, déposés à la Caisse centrale du Trésor à Paris. Par exemple, pour une circulation de 240.000.000, si l'encaisse métallique de la Banque est de 50.000.000, celle-ci doit déposer à Paris 30.000.000 de francs français à un compte indisponible et non productif d'intérêts. Cette garantie est une barrière élevée contre le développement exagéré des opérations, contre les abus du crédit.

D'autre part, deuxième frein : lorsque le compte courant (abstraction faite du compte de dépôt dont on vient de parler et qui est distinct) indique un crédit en faveur du Trésor français, celui-ci perçoit sur la partie du solde dépassant 60.000.000 des intérêts qui croissent non pas proportionnellement à l'importance de ce crédit mais progressivement (1), « en sorte, dit M. Branly, que la Banque, lorsque sa dette qui représente la balance passive des opérations franco-marocaines, dépasse une certaine somme, a tout intérêt à la voir diminuer ». Nous verrons cependant, au chapitre consacré à la Banque d'Etat du Maroc, que celle-ci a parfois trouvé avantage à rester débitrice de sommes importantes au Trésor français, alors qu'elle avait le moyen de réduire son découvert.

(1) Le taux des intérêts est fixé de la façon suivante :

Sur la tranche de	60 à 65 millions de francs	1	%
— — —	65 à 70 — — —	2	%
— — —	70 à 80 — — —	2,50	%
— — —	80 à 100 — — —	2,75	%
— — —	100 à 125 — — —	3	%

Au-dessus de 125 millions, au taux moyen des bons de la Défense pendant le semestre précédant la date initiale du relevé de comptes, sans que ce taux puisse être inférieur à 3 %.

La convention du 29 décembre 1921, conclue pour une durée de trois années, a été renouvelée avec quelques modifications par la convention du 29 décembre 1924, pour une nouvelle période de trois années. Un avenant à cette convention a été signé le 27 juin 1927, afin d'y apporter quelques retouches et d'en assurer la prolongation pour un nouveau terme de trois années, à partir du 31 décembre 1927 (1).

La convention avec le Gouvernement chérifien, en date du 28 décembre 1921, a été modifiée par une convention du 10 novembre 1924, qui a notamment créé au profit de l'Etat une redevance annuelle calculée d'après le montant de la circulation effective des billets de la Banque d'Etat (2).

*
* *

En vertu des conventions des 28 et 29 décembre 1921, le système monétaire légal au Maroc ne doit plus comprendre que les billets de la Banque d'Etat du Maroc. Les billets de la Banque d'Algérie qui continuent à circuler à titre transitoire par application de l'article 4 du dahir du 21 juin 1920, doivent être retirés. Leur retrait n'ayant pas été obtenu à l'amiable, par suite de la rupture des négociations entre la Banque d'Etat et la Banque d'Algérie, un arrêté viziriel du 4 mars 1921 est intervenu pour faire cesser cette circulation.

Mais si le billet algérien est refusé à tous les guichets officiels (postes, douanes, perceptions), il est accepté dans le commerce, et sa circulation, au lieu de diminuer, se développe. Les statistiques donnent la proportion des billets marocains et des billets algériens pour 100 frs de papier en circulation :

(1) La crise des changes de 1925 et 1926 avait donné naissance à un mouvement d'opinion en faveur d'une rupture de la parité avec le franc français. Ce mouvement, qu'on disait soutenu par de puissants intérêts, n'a jamais été pris au sérieux par la Direction des Finances et a échoué.

(2) Cette redevance est double. Une première redevance de base est de $1/3$ % l'an du taux moyen de l'escompte, lorsque celui-ci ne dépasse pas 5 % ; de $1/7$ %, lorsque ce taux moyen est entre 5 et 6 % ; de $1/6$ %, lorsque ce taux est au-dessus de 6 %. Le résultat obtenu en appliquant ce tarif à la circulation effective est divisé par 12 pour obtenir le chiffre correspondant au mois en cours, qui ne pourra être inférieur à 62.500 fr. La deuxième redevance n'est due que lorsque le taux d'escompte est supérieur à 4 % ; pour un taux d'escompte inférieur à 5 %, le tarif est de $5/8$ % pour une circulation ne dépassant pas 250 millions de francs, et de $7/8$ % pour une circulation supérieure ; pour les taux compris entre 5 et 6 %, le tarif est de $7/8$ % et de $11/8$ % pour les mêmes paliers de la circulation ; pour les taux entre 6 et 7 %, le tarif est de $11/8$ % et de $13/8$ % pour les mêmes paliers, pour un taux égal ou supérieur à 7 %, le tarif est de $13/8$ % et $15/8$ %.

Le total de la redevance payée par la Banque à l'Etat s'est élevé à frs. 5.186.390 en 1925, 7.748.146 en 1926, et 6.220.702 en 1927.

Novembre 1923 : 66 frs en billets de la Banque d'Etat,
33 frs en billets de la Banque d'Algérie ;

Novembre 1924 : 51 frs en billets de la Banque d'Etat,
47 frs en billets de la Banque d'Algérie,

le solde étant représenté par les billets de la Banque de France.

Or, depuis la convention du 10 novembre 1924, la Banque d'Etat verse, comme on l'a vu, au Gouvernement chérifien, une redevance qui varie avec le montant de la circulation. Celui-ci, par contre, ne perçoit aucune redevance sur la circulation des billets algériens. Il a donc intérêt à restreindre cette circulation et il prend dans ce but un dahir en date du 6 janvier 1925, qui soumet à une autorisation préalable de la Direction Générale des Finances toute introduction de billets n'ayant pas cours légal, supérieure à 25.000 frs. De cette manière, tandis que la Banque d'Etat s'applique à collecter le billet algérien et le réexporte sur l'Algérie, le Gouvernement de son côté peut surveiller et filtrer l'entrée de nouveaux billets de la Banque d'Algérie.

La situation devient difficile pour la Banque Algéro-tunisienne qui représente au Maroc l'institut d'émission algérien. Son maintien est désormais une charge sans utilité pour la Banque d'Algérie. Un accord finit par intervenir entre les deux établissements d'émission, à la date du 14 janvier 1925. En vertu de cet accord, chacune des deux Banques s'engage à respecter strictement les droits de l'autre et s'interdit toute activité directe ou indirecte sur le domaine de l'autre. La Banque Algéro-tunisienne retire les billets algériens en circulation, en les échangeant au pair contre les billets marocains, et à la date du 15 juin 1925, elle ferme ses guichets. Désormais, seul circule au Maroc français le billet libellé en francs de la Banque d'Etat du Maroc (1).

*
* *

Il est intéressant de connaître le montant de la circulation

(1) Il y a bien l'art. 37 de l'acte d'Algésiras qui stipule : « ...La monnaie espagnole continuera à être admise à la circulation avec force libératoire. » Légalement donc, la monnaie espagnole peut circuler au Maroc parallèlement à la monnaie marocaine, parce que ni le dahir du 21 juin 1920 ni l'arrêté viziriel du 4 mars 1922 n'ont pu abolir une disposition qui résulte d'une convention internationale. En fait, elle ne circule qu'en petites quantités dans les régions voisines de la zone espagnole.

fiduciaire de la Banque d'Etat et l'encaisse qui lui sert de garantie.

La circulation s'est élevée en 1920, première année d'émission du franc marocain, à 20.252.995 frs. Elle s'est développée constamment par la suite, et les bilans de fin d'année indiquent les montants ci-après :

1921.....	frs : 140.131.635
1922.....	240.941.790
1923.....	239.732.830
1924.....	280.104.630
1925.....	394.357.730
1926.....	415.733.410
1927.....	447.189.830

On remarquera que cette circulation de papier a remplacé une circulation métallique qui a été évaluée avant la guerre à environ 150.000.000 frs. Elle est donc actuellement à peine trois fois supérieure à ce qu'elle était en 1914, alors que, sans même tenir compte de l'essor économique du Maroc, la proportion eût dû être, par le simple jeu de la dépréciation de la monnaie, du simple au quintuple (et même au septuple, si l'on considère la dépréciation de l'or).

Ce phénomène s'explique sans doute par l'usage implanté au Maroc du chèque et des comptes courants de banques.

La garantie de la circulation était constituée au début par une encaisse d'argent, comprenant le hassani que possédait la Banque d'Etat et celui provenant de la démonétisation, et qui lui a été cédée par le Gouvernement chérifien, par l'accord du 28 décembre 1921, et par une encaisse or et un dépôt en billets de la Banque de France au Trésor.

A la suite de la convention du 10 novembre 1924 avec le Gouvernement marocain, l'encaisse hassani a été réalisée, et depuis l'accord du 29 décembre 1924 avec le Trésor français, la garantie de la circulation est représentée principalement par une encaisse de devises étrangères et un dépôt de billets au Trésor français.

Garantie de l'émission de la Banque d'Etat

Années	Monnaie d'argent	Monnaie d'or	Devises étrangères	Dépôt au Trésor	Total
1922	48.119.669 74	1.959.696 36		34.000.000 00	84.079.366 10
1923	47.547.591 43	1.962.037 50		41.000.000 00	90.509.628 93
1924	42.276.154 96	1.965.124 74		50.000.000 00	94.241.279 70
1925	7.559.484 51	1.966.666 90	43.380.770 83	79.000.000 00	134.906.922 24
1926	10.366.654 58	2.001.749 92	70.273.568 74	57.000.000 00	139.641.973 24
1927	11.760.707 07	2.013.169 17	85.810.370 66	55.000.000 00	154.584.246 90

Il convient de signaler que l'encaisse-or et devises étrangères figure au bilan de la Banque d'Etat au pair.

A la fin de décembre 1927, pour une circulation de 447.149.830, l'encaisse totale s'élève à frs 154.584.256,90, dépassant légèrement la proportion du tiers qui lui est imposée par son acte de concession. Dans cette encaisse, l'or et les devises convertibles en or représentent, au pair, frs 87.823.539,83, soit plus de la moitié de l'encaisse totale et $1/5$ de la circulation, alors que, statutairement, ces pourcentages ont été fixés respectivement à $1/3$ et $1/9$.

D'autre part, on peut prévoir que la stabilisation récente du franc français aura prochainement sa répercussion sur le franc marocain et sur le bilan de la Banque d'Etat. Réévaluée sur la base de l'indice qui a été adopté en France, l'encaisse or, argent et devises de la Banque d'Etat représentera à elle seule, sans compter le dépôt au Trésor, une couverture presque intégrale de la circulation.

Au premier bilan de la Banque de France publié après la revalorisation, la proportion de l'encaisse-or réévaluée aux engagements à vue était de 40,45 % (au moment où nous écrivons, août 1928, elle est de 39,54 %).

On voit que le billet marocain est couvert par une garantie qui est très largement supérieure, non seulement à celle prévue par l'acte de concession de la Banque d'Etat, mais également à celle du billet français. On peut même affirmer qu'aucun autre billet de banque étranger ne possède à l'heure actuelle une garantie effective plus solide (1).

(1) A la suite de la loi monétaire française du 25 juin 1928 sur la stabilisation, deux nouvelles conventions viennent d'être signées, l'une entre la Banque d'Etat du Maroc et le Trésor Français, l'autre entre la Banque d'Etat et le Gouvernement marocain.

La Convention entre la Banque d'Etat et le Trésor Français a pour but de maintenir, comme par le passé, la parité du franc marocain avec le franc français. Elle est la reproduction dans ses grandes lignes des conventions antérieures.

La convention entre la Banque d'Etat et le Gouvernement marocain modifie au contraire sensiblement les accords précédents.

L'institut d'émission marocain a consenti à majorer les redevances versées jusqu'à ce jour au Gouvernement. En outre, la Banque versera au Gouvernement la totalité des bénéfices de change réalisés sur son encaisse de métaux précieux et devises étrangères.

Ces conventions vont être approuvées dans un nouveau dahir monétaire, qui définira le franc marocain comme constitué par un poids d'or identique à celui du franc français.

Les échanges de billets contre de l'or auront lieu à Rabat et à Tanger, par quantité minimum de 215.000 francs, les versements d'or étant effectués en lingots à Paris.

Des pièces d'argent de 10 et de 20 francs, au sceau du sultan, vont être émises au début de l'année 1929.

CHAPITRE II

L'INTÉRÊT ET L'USURE

L'usure, formellement condamnée par les législations anciennes, est également l'objet d'une interdiction absolue de la part des législations modernes. La différence qui existe dans ce domaine, entre le passé et le présent, se réfère à la matière de l'intérêt. Tandis que les législations anciennes ont confondu dans la même condamnation l'intérêt et l'usure, les législations modernes admettent la licéité de l'intérêt.

On rencontre l'interdiction du prêt à intérêt aussi bien dans la Torah ou droit hébraïque, que dans l'Evangile et la législation canonique, et enfin dans le droit musulman.

Les principes de la loi canonique, en la matière, ne présentent plus qu'un intérêt historique. Mais dans une étude sur le Maroc, pays où le droit coranique et le droit mosaïque n'ont pas cessé d'être appliqués, il semble intéressant de s'arrêter aux règles qui gouvernent cette matière dans les deux législations sémitiques.

La loi mosaïque renferme deux versets qui se rapportent à la question de l'intérêt (Deutéronome, sect. 6, Ki-thetsé, ch. 23) :

Verset 20. — « N'exige point d'intérêts de ton frère — intérêts pour argent, intérêts pour denrées ou pour toute autre chose susceptible d'accroissement. »

Verset 21. — « A l'étranger, tu peux prêter à intérêt ; tu ne le dois pas à l'égard de ton frère, si tu veux que l'Eternel ton Dieu bénisse tes divers travaux dans le pays où tu vas entrer pour en prendre possession. »

Ces textes sont formels. Cependant, les traductions ont amené des controverses. On a discuté notamment autour du mot *intérêts*, que certains ont rendu par *usure*. En réalité, la loi condamne et l'intérêt et l'usure, non l'usure seule. D'autre

part, la loi autorise l'intérêt avec l'étranger, non l'usure. L'erreur provient de la traduction du mot *intérêt* par *usura* et ensuite du mot *usura* par *usure* en français ; alors que *usura* n'a pas le sens moderne de *usure*, mais indique le prix de l'usage ou la consommation d'une chose prêtée. La défense de la loi s'applique donc à un *intérêt* quelconque.

Les commentateurs modernes résument l'esprit de la loi hébraïque en matière d'intérêt :

L'usure est condamnée sans restrictions, non par la lettre du mosaïsme, qui l'ignore, mais par son esprit éminemment humain.

La perception d'intérêt n'est licite qu'envers le commerçant, païen ou non, spéculant avec des capitaux.

Le prêt gratuit est de rigueur avec le nécessiteux, israélite ou non, si mieux on n'aime lui faire un don pur et simple.

Ils ajoutent que le Talmud recommande comme une conduite méritoire de s'abstenir de prêter à intérêt, même à un non israélite.

*
* *

En droit musulman, on trouve l'interdiction du prêt à intérêt dans le Coran, et dans les Hadiths (paroles et actes rapportés du Prophète). Le Coran mentionne cette interdiction dans plusieurs versets. Comme pour la défense concernant le vin, il procède par étapes progressives. L'usage du prêt à intérêt et celui du vin étaient alors très répandus. Le Prophète eut pouvoir obtenir une atténuation de ces pratiques par de simples conseils et recommandations. Et c'est devant l'échec de ce procédé qu'il en arriva finalement à prononcer une défense formelle.

Cette évolution est sensible, quand on cite les versets du Coran dans leur ordre chronologique :

Verset 277 (sourate II) : « Dieu anéantit l'usure et multiplie avec usure le prix des aumônes. Dieu hait tout homme incrédule et criminel. »

Verset 278 (sourate II) : « O Croyants ! craignez Dieu, et abandonnez ce qui vous reste encore de l'usure, si vous êtes fidèles. »

Verset 279 (sourate II) : « Si vous ne le faites pas, attendez-vous à la guerre de la part de Dieu et de son Envoyé. Si vous vous repentez, votre capital vous reste encore. Ne lésez personne et vous ne serez pas lésés. »

Verset 125 (sourate III) : « O Croyants ! ne vous livrez pas

à l'usure en portant la somme au double et toujours au double. Craignez le Seigneur et vous serez heureux. »

Verset 38 (sourate XXX) : « L'argent que vous donnez à usure pour le grossir avec le bien des autres ne grossira pas auprès de Dieu. »

Et enfin le dernier verset sur la matière interdit formellement l'usure :

Verset 276 (sourate II) : « Ceux qui avalent le produit de l'usure se lèveront au jour de la Résurrection comme celui que Satan a souillé de son contact. Et cela parce qu'ils disent : l'usure est la même chose que la vente. Dieu a permis la vente, il a interdit l'usure. Celui à qui parviendra cet avertissement du Seigneur et qui mettra un terme à cette iniquité, obtiendra le pardon du passé ; son sort dépendra alors de Dieu. Ceux qui retourneront à l'usure seront livrés au feu, où ils demeureront éternellement. »

Le terme *usure* traduit le mot arabe *riba*. Dans la doctrine musulmane moderne, pour essayer de légitimer le prêt à intérêt, on a voulu distinguer l'intérêt de l'usure, et on a appelé l'intérêt du mot *faïdh*, réservant le terme *riba* à l'usure proprement dite.

Dans la réalité, il ne paraît pas douteux que le Coran a voulu condamner à la fois l'intérêt et l'usure. Le mot *riba* qu'il a employé, vient de *raba* qui signifie : « être élevé, être au-dessus du niveau », sans impliquer nécessairement une idée d'exagération. Tout ce qui est « au-dessus du niveau (du capital) » est interdit. C'est bien tout intérêt qui est défendu. Il est intéressant d'observer que *riba* a la même racine que le mot hébreu *tarbit*, auquel les commentateurs du Pentateuque, sous les textes se rapportant à l'intérêt, donnent le sens d'*accroissement*, sans aucune idée nécessaire d'exagération, c'est-à-dire d'intérêt, non d'usure. Ces commentateurs ajoutent subtilement que, l'usure impliquant un taux d'intérêt supérieur au taux légal, et le taux légal de l'intérêt n'existant pas en droit mosaïque, la loi ne peut se rapporter qu'à l'intérêt.

L'identité de racine des deux termes *riba* et *tarbit* permet de soutenir le même raisonnement en matière de droit musulman, et de conclure que le *riba* c'est d'abord le prêt à intérêt, et *a fortiori* l'usure.

Le Coran confond donc dans la même appellation de *riba*, et dans la même interdiction, deux choses distinctes en droit moderne : l'usure et l'intérêt.

Cette assimilation subsiste dans les hadiths qui renferment

une doctrine développée de l'usure, comportant notamment la détermination des matières usuraires : métaux précieux (or et argent) et denrées alimentaires (froment, blé, orge, dattes et sel).

Mais la conception de l'usure a été étendue encore par les docteurs de l'Islam, qui ont considéré les produits désignés par les hadiths comme de simples spécimens, auxquels il faut assimiler ceux qui jouent un rôle identique dans la vie économique. Ainsi l'Ecole hanéfite assimile le cuivre et le fer à l'or et à l'argent, les substances médicinales au sel.

De plus, ce n'est pas seulement le contrat de prêt qui est annulé pour usure ; la doctrine annule également certains contrats de change, de vente, de gage, etc..., qui ne remplissent pas toutes les conditions de validité de ces contrats, comme constituant des opérations indirectes, dissimulées d'usure.

Cette doctrine rigoriste ne s'est pas développée sans réactions. Elle a été combattue d'abord par les philosophes arabes, tels que El Kindi, Avicenne, Averroès, et Ibn Tofaïl. Elle s'est vu opposer plus tard une doctrine néo-musulmane issue des nécessités de la vie économique contemporaine. Celle-ci s'est dessinée notamment pour justifier les emprunts d'Etat, soit du Gouvernement ottoman, soit du Gouvernement égyptien. Elle a pour base la distinction entre l'usure « qui double et redouble » le principal de la créance, qui demeure prohibée, et l'intérêt ou loyer du capital moderne, qui deviendrait légitime.

La doctrine orthodoxe elle-même est loin d'avoir aujourd'hui sa rigueur ancienne. Un de ses représentants les plus éminents, le très libéral Cheikh Mohammed Abdou, Grand Mufti d'Egypte (mort en 1905), a reconnu la licéité du « dividende » donné à ses déposants par la Caisse d'Epargne, et n'a pas condamné la pratique du placement à intérêt du capital de l'orphelin en bas âge et de l'étudiant adonné aux études.

Objet d'une interdiction générale dans le Coran, précisée par les hadiths et étendue par la doctrine ancienne, le prêt à intérêt, confondu jusque-là avec l'usure, s'en trouve plus ou moins distingué dans la doctrine moderne, dans la mesure où cette doctrine s'est laissé influencer par les nouvelles conditions de la vie économique.

Il apparaît dès lors intéressant de rechercher comment la doctrine, qui évolue sous l'action des nécessités pratiques, plus fortes que les théories, a réagi à son tour sur le droit positif, la jurisprudence des pays musulmans, et notamment du Maroc.

Certains Etats musulmans admettent maintenant l'intérêt du capital : le Gouvernement turc depuis un firman impérial de 1851, le Gouvernement égyptien dans son Code civil de 1896.

La Tunisie, par contre, n'a pas suivi la Turquie et l'Egypte dans cette voie, et son code interdit expressément le prêt à intérêt entre musulmans. Il en est de même du Maroc, où la question de l'intérêt demeure régie théoriquement par la loi religieuse.

Cependant, l'usage au Maroc semble s'écarter sensiblement de la théorie, et on relève dans différents domaines des conceptions ou des pratiques en contradiction franche ou dissimulée avec les principes anciens.

La première question qui, dans ce domaine, appelle l'attention, est celle des emprunts négociés en Europe par les sultans marocains.

Le premier emprunt remonte à 1862, sous le règne de Sidi Mohammed. C'est un emprunt de 500.000 livres à 5 % négocié en Angleterre, à la suite de la victoire espagnole de Tétouan, pour servir à payer l'indemnité de guerre imposée par l'Espagne.

Il eût été naturel qu'avant de réaliser une opération de prêt à intérêt, un sultan musulman, cumulant les pouvoirs temporel et spirituel dans son pays, s'inquiât du caractère licite ou illicite de cette opération au regard de la loi religieuse.

Nous avons, en effet, recueilli une consultation juridique donnée à l'occasion de cet emprunt au sultan Sidi Mohammed par un grand jurisconsulte marocain de l'époque, Moulay Ahmed el Iraqui ; mais, chose curieuse, la consultation traite d'une tout autre question que celle de l'intérêt.

Il s'agissait pour le sultan de savoir s'il pouvait légitimement accepter la paix espagnole, moyennant le paiement d'une indemnité de guerre qui excédait les possibilités du Trésor. Malgré, du reste, la réponse négative du jurisconsulte interrogé, le sultan conclut la paix aux conditions imposées par l'Espagne.

Il apparaît donc que la question de licéité de l'intérêt n'a pas dû préoccuper le sultan, ou encore qu'elle a été tranchée par une consultation orale dont il n'est pas resté de traces.

Il est possible qu'on ait considéré l'opération d'emprunt à intérêt comme licite, en s'appuyant sur le fait que l'interdiction du prêt à intérêt édictée par le Coran paraît, si l'on s'en

tient à la lettre des textes, s'adresser uniquement au prêteur, non à l'emprunteur. Dans cette théorie, celui qui, poussé par le besoin, emprunte à intérêt, ne commet pas un acte illicite, et toute la réprobation de la loi retombe sur le prêteur.

A la vérité, la doctrine orthodoxe, s'inspirant de l'esprit du Coran, ne semble admettre aucune distinction entre les deux contractants.

D'autres emprunts d'Etat ont été négociés par la suite, sous Adb el Aziz notamment en 1904, sous Moulay Hafid en 1910. (Nous ne parlons pas des emprunts négociés depuis l'établissement du Protectorat.) Il semble que, pour ces emprunts, les sultans régnants n'aient eu qu'à se prévaloir du précédent de 1862.

*
**

Avec le développement de l'activité économique et la diffusion des usages européens modernes en matière commerciale, depuis le Protectorat, les tribunaux marocains sont arrivés par la force des choses à connaître de procès où la question de l'intérêt était posée.

Dans cette matière, la jurisprudence des tribunaux indigènes apparaît à la fois uniforme et contradictoire. Elle est uniforme, si l'on se réfère aux décisions d'un même degré de juridiction ; contradictoire, si l'on envisage les jugements et arrêts de différents degrés de juridiction. On entend ici par jurisprudence, non comme en France un ensemble de décisions de justice contrôlées par une Cour suprême dont les arrêts s'imposent, sous certaines conditions, à tous les tribunaux — mais l'ensemble des décisions des différents tribunaux chérifiens, sans qu'il y ait influence des unes sur les autres.

Les tribunaux du premier degré : tribunal de Pacha dans les villes, tribunal de Caïd dans les campagnes, s'en tiennent d'une manière constante aux principes rigides de la loi religieuse. En aucun cas, ils ne condamnent le débiteur à payer des intérêts.

Le Haut-Tribunal chérifien, juridiction d'appel, a une jurisprudence aussi constante que celle des tribunaux du premier degré, mais dans un sens opposé.

Le Haut-Tribunal accorde en principe des intérêts. Cependant, soit qu'il éprouve des scrupules ou que sa doctrine ne soit pas encore solidement établie, il paraît faire des distinctions toutes théoriques d'ailleurs, et portant sur la terminologie employée.

En premier lieu, quand il s'agit de traites acceptées et **impayées**, le Haut-Tribunal chérifien condamne aux intérêts de droit. Comme il n'y a pas d'intérêt légal en droit musulman, il est fait application du taux en vigueur devant les tribunaux français du Maroc.

Il existe à cet égard de nombreux arrêts rendus dans des procès mettant aux prises un musulman et un non-musulman, ou même des adversaires tous deux musulmans (1).

En second lieu, lorsqu'il y a simple créance résultant d'un compte courant ou d'une reconnaissance de dette, le Haut-Tribunal accorde, au lieu des intérêts, des dommages et intérêts (2).

Nous avons toutefois relevé un arrêt de cette juridiction condamnant à des dommages et intérêts, bien que la créance fût représentée par une traite acceptée. Dans cette affaire, les adversaires étaient l'un commerçant et l'autre fonctionnaire (donc en principe non commerçant) (3). Faut-il en inférer que les intérêts sont accordés seulement dans le cas où le procès met aux prises deux commerçants ? Nous n'avons pu obtenir là-dessus de précisions.

Des juges du Haut-Tribunal chérifien que nous avons questionnés, prétendent que les intérêts ou les dommages et intérêts accordés par cette juridiction ne correspondent pas, dans la conception de celle-ci, aux intérêts en usage dans la coutume européenne.

Ces intérêts et dommages et intérêts ne seraient, dans la pensée des magistrats chérifiens, qu'une « indemnité octroyée à titre de réparation pécuniaire pour la perte causée au créancier par le retard du débiteur ».

De plus, il n'y aurait pas de rapport constant entre le montant du principal de la créance, la durée du retard et le montant des intérêts accordés, ce qui écarterait l'idée d'un

(1) Cf. arrêt du 15 avril 1925 du Haut-Tribunal chérifien, dans aff. Banque d'Etat du Maroc c. I. Malka (dans cette affaire le débiteur a été condamné aux intérêts de droit du jour du protêt) ; arrêt du 27 mai 1924, dans aff. Succession Ahmed Aouad c. Taïbi Chlih (dans cette affaire le Haut-Tribunal a condamné le débiteur au paiement d'intérêts). Il est à noter que ces deux espèces se réfèrent à des appels de jugements rendus par des tribunaux de Pachas qui avaient prononcé la condamnation du débiteur, mais sans l'astreindre à payer des intérêts.

(2) Cf. arrêt du 26 septembre 1927, dans aff. Mohammed ben Souda c. Murdoch Butler ; arrêt du 15 janvier 1927, dans aff. M'hammed ben Saïd Gharrit c. Sudry et Toledano ; arrêt du 8 août 1927, dans aff. Aziz ben Kaddour ben Embarek et Haj Ali el Aboudi c. Kebir ould Hdja Rakhi et Othman Medkouri.

(3) Cf. arrêt du 30 août 1927, dans aff. Haj Mohammed Bouhlal frères c. Mohammed ben Ahmed Reghai.

taux d'intérêt fixe, d'un intérêt conçu de la même manière que dans les législations européennes.

Il est intéressant de remarquer que la même argumentation se rencontre dans la jurisprudence européenne jusqu'au ^{xvii}^e siècle, époque où certaines juridictions ont admis la stipulation d'intérêt. Jusque-là, l'entorse à la loi canonique était représentée comme une indemnité due par le débiteur qui se trouvait *in mora*, en retard.

Il n'en est pas moins vrai que la discussion est toute théorique, et que cette indemnité accordée par le Haut-Tribunal chérifien, qu'on l'appelle intérêt, dommages et intérêts ou réparation pécuniaire, équivaut pratiquement à un intérêt, à un accroissement du capital, au *riba* formellement interdit par le Coran.

La jurisprudence marocaine s'éloigne donc du principe légal. Le plus curieux, c'est qu'elle ne s'appuie pas sur une construction théorique. Les juges dont elle est l'œuvre sont des musulmans attachés à la lettre du Coran. Ils n'ont pas voulu tourner le principe du Livre Saint, ni cherché à étayer leurs décisions par une argumentation de nature à faire admettre la licéité de l'intérêt.

Ils semblent plutôt y avoir été portés par l'usage, qui se répand de plus en plus parmi les musulmans du Maroc, de payer ou de percevoir des intérêts.

Cet usage de l'intérêt existe dans les rapports du commerce et des banques. Les commerçants indigènes font leurs transactions tantôt avec des musulmans, tantôt avec des non-musulmans. Lorsqu'ils traitent avec ces derniers, ils sont tenus de leur payer des intérêts. Obligés de subir cette charge, ils la font supporter à leur tour à leurs coreligionnaires, quand ils traitent avec eux.

Dans leurs relations avec les banques, ils payent des agios sur leurs escomptes, des intérêts sur leurs comptes débiteurs. Et certains parmi eux acceptent les intérêts qu'on leur sert sur leurs comptes de dépôt. Ils considèrent que c'est une compensation aux intérêts qu'on exige d'eux quand ils sont débiteurs, ou encore une sorte de participation aux bénéfices d'une affaire bancaire, une espèce de dividende.

On retrouve, au reste, les mêmes moyens invoqués dans d'autres pays musulmans pour légitimer l'intérêt. Le Gouvernement égyptien a institué, en 1904, une Caisse d'épargne, qui verse sous le nom de « dividende » un intérêt pur et simple à

ses déposants. Nous avons vu que le Cheikh Abdou admet la licéité de cet intérêt déguisé.

Dans le même sens, l'attitude du Gouvernement marocain vis-à-vis de la Banque d'Etat du Maroc est à remarquer. On sait que le capital de cet établissement a été souscrit par des groupes financiers représentant différents Etats et que le Gouvernement du Maroc a pris une part dans cette souscription. De plus, le conseil d'administration de cette Banque comprend un administrateur marocain.

Ici, on ne saurait appliquer le raisonnement qui a pu faire admettre la légitimité des emprunts d'Etat. Le Gouvernement marocain n'est plus un emprunteur passif, il va s'intéresser activement à une affaire dont l'objet principal consiste en des opérations de prêts à intérêt.

Ce précédent a permis d'autres participations de musulmans à des affaires similaires. Nous citerons la Banque marocaine pour l'Agriculture, le Commerce, l'Industrie, aujourd'hui disparue, dont un grand nombre d'actionnaires étaient des musulmans marocains et qui avait dans son conseil d'administration un notable commerçant indigène de Fès.

*
**

Ces manifestations d'un esprit nouveau sont pourtant assez isolées. Par contre, on rencontre depuis longtemps l'usage, généralisé dans les pays chrétiens et dans les pays islamiques, de contrats destinés à tourner la prohibition de l'intérêt.

Dans les Etats régis par la loi canonique, jusqu'au ^{xiii}^e siècle, le contrat de prêt était remplacé par l'engagement mobilier ou mort-gage, sorte de nantissement conférant au créancier le droit de percevoir, à titre d'intérêt, le fruit de la chose donnée en gage.

Ce placement ayant été condamné au ^{xiii}^e siècle, un nouveau mode de crédit, l'achat de rentes, lui fut préféré, parce qu'il offrait le caractère de perpétuité et qu'il échappait à la prohibition prononcée par l'Eglise.

Puis, à la suite de St. Thomas d'Aquin, dont la doctrine s'était montrée moins absolue dans la condamnation du prêt à intérêts, d'autres docteurs, comme St. Antonin et St. Bernardin, avaient soutenu que le capital qui sert à créer un outillage d'où découle une production matérielle constante, peut légitimement produire un intérêt. La commandite fut alors considérée comme licite.

A ces procédés s'ajoutaient des subterfuges que les rois sanctionnaient : le plus souvent on inscrivait dans les contrats le total du capital et des intérêts, comme si le tout avait été également prêté ; ou bien une amende pénalisait le retard, et celui-ci était censé toujours se produire.

Dans le monde islamique, on pratique souvent la commandite, *el qirad*. Dans la théorie, ce contrat se rapproche tellement du contrat de prêt à intérêt qu'il en est résulté une particularité singulière dans ses modes de preuve : si le commandité prétend que les fonds qu'il détient lui ont été remis à titre de prêt et non de commandite, sa déclaration fera foi, car on présume que le bailleur, en soutenant le contraire, cherche à en tirer profit. Bien mieux, la partie qui se prévaut du prêt aura toujours gain de cause.

Mais la rigueur avec laquelle la doctrine a traité le contrat de commandite n'a pas dépassé le domaine de la théorie. Et, dans la pratique, la commandite est devenue d'un usage très fréquent.

On connaît également la vente à réméré, *bid et-tsénia*. Ce contrat a été longtemps considéré comme un acte entaché de nullité, parce qu'on y a vu une vente « que l'on peut accuser de combinaison de prêt » (1). Toutefois on finit par permettre la vente à réméré dans le cas où elle était nécessaire pour la satisfaction d'un besoin public ou privé. Dans cette opération, l'acheteur peut légitimement s'approprier les fruits produits par le gage et jouir de celui-ci, en y habitant, en le cultivant, ou en le donnant à bail (2).

La commandite, sous le nom de *dsqa*, est pratiquée aussi par les israélites marocains pour tourner l'interdiction de l'intérêt. Son caractère de prêt à intérêt est plus accusé ici que dans la commandite musulmane. On permet, en effet, au commandité, s'il ne veut pas rendre compte de la marche de son affaire au bailleur, de stipuler au profit de celui-ci un bénéfice à forfait. La stipulation d'un forfait enlevant tout risque à la participation du commanditaire, transforme l'opération en un prêt à intérêt pur et simple. Souvent même le commanditaire se fait donner une garantie immobilière, et le contrat devient en fait une opération de prêt hypothécaire.

Un autre contrat usité chez les juifs est la *maskona*, quali-

(1) Khalil, trad. Seignette, t. III, p. 258.

(2) Bel Khotja, *Choix splendide de préceptes cueillis dans la loi*, trad. Goguyer, p. 55-56.

fée de contrat d'antichrèse, mais qu'il faut plutôt rapprocher du contrat de rente constituée de l'ancien droit français. Dans cette opération, le prêteur transmet à son emprunteur la propriété d'un capital, à titre perpétuel ou amortissable, sauf la faculté laissée à ce dernier de se libérer à tout moment. En garantie de ce capital, l'emprunteur remet au bailleur la jouissance d'un immeuble qu'il pourra occuper, louer, et dont il disposera à son gré jusqu'au remboursement ou à l'amortissement total de sa créance. La jouissance de l'immeuble ou les loyers perçus ne diminuent pas le montant du principal de la créance et représentent en fait les intérêts du prêt.

On rencontre enfin une dernière forme de prêt à intérêt dissimulé ; c'est, comme chez les musulmans, la vente à réméré, *mikhir bi-hataba*. C'est un contrat théoriquement non limité dans sa durée, pratiquement d'une durée de 5 à 10 ans, dans lequel l'acheteur ou prêteur dispose librement de l'immeuble vendu, dont les revenus lui tiennent lieu d'intérêt. A l'échéance, le vendeur-emprunteur doit exercer son droit de réméré, à défaut de quoi la propriété de l'immeuble reste au prêteur, sans que cela donne lieu à aucune procédure de réalisation en justice.

Pour mieux dissimuler le caractère véritable de ce contrat, on a l'habitude de scinder l'opération en deux actes : on commence par établir un acte de vente ferme ; puis, quelques jours après, les mêmes notaires qui ont établi cet acte, en dressent un autre qui transforme le premier en vente à réméré. Cette modification du premier contrat est représentée comme une sorte de faveur bénévole consentie par l'acheteur à son vendeur.

Les trois contrats de *dsqa*, *maskona* et *mikhir bi-hataba* sont considérés par la jurisprudence des tribunaux rabbiniques comme des actes licites et valables. Il n'est pas nié cependant que ces contrats servent à réaliser de véritables prêts à intérêt. On justifie cette jurisprudence en invoquant la tolérance dont ces contrats ont bénéficié de tout temps (1).

Faut-il citer encore dans ce domaine l'usage courant, aussi

(1) Il convient de préciser que depuis le dahir du 22 mai 1918, portant réorganisation des tribunaux rabbiniques, et le dahir du 4 août 1918, réglant la juridiction des pachas et caïds, les tribunaux rabbiniques ne sont plus compétents qu'en matière de statut personnel et de statut successoral. Les affaires civiles et commerciales entre israélites marocains relèvent de la juridiction des pachas et caïds, tout en restant régie par la loi juive et par l'ancienne jurisprudence des tribunaux rabbiniques.

bien chez les musulmans que chez les israélites, des prêts sur gages ? Sortes de monts-de-piété privés condamnés par la loi religieuse et par la loi laïque, ces pratiques sont le fait de quelques vieilles femmes, veuves ou divorcées, qui font ainsi fructifier de petites économies pour assurer leur existence. Elles consistent dans des prêts de sommes minimales, à intérêts élevés payés à la semaine ou au mois : habituellement 50 centimes par mois et par douro, soit 120 % l'an. Elles sont tolérées à cause de leur caractère modique, et ne donnent jamais lieu ni à écrits ni à procès.

*
* *

On sait que l'interdiction de l'intérêt, prononcée par le Coran, est due à la pratique généralisée de l'usure à l'époque anté-islamique et dans les premiers temps de l'Islam. C'est un épisode de la lutte contre l'usure qui, en empêchant de régler l'intérêt, loin de supprimer le mal, développe au contraire toutes les manœuvres frauduleuses pour tourner la loi.

Au Maroc notamment, l'usure est arrivée pour ainsi dire à faire partie intégrante de la vie économique du pays. On fait de l'usure en vendant du sucre à terme et en le rachetant immédiatement au comptant, avec une différence de cours qui équivaut à un intérêt de 2 à 300 % (1). D'autres formes d'usure consistent dans l'achat de récoltes en herbe, de toisons de laine avant l'époque de la tonte, en avances de semences, etc... Mais ces affaires présentent quelques risques qui, jusqu'à un certain point, atténuent le procédé usuraire. Les opérations de vente à terme de sucre sont certainement les plus caractéristiques du délit d'usure.

La fréquence et l'importance de ces opérations en ont fait une véritable plaie sociale pour le Maroc, comme pour d'autres contrées de l'Afrique. Aussi la lutte contre l'usure est-elle devenue une des préoccupations les plus sérieuses des gouvernements de ces pays, notamment du Maroc, de l'Algérie et de l'Égypte.

En Égypte, on a institué dans ce but le Crédit agricole consenti par l'intermédiaire d'une banque, le Crédit foncier égyptien, qui en prend le bénéfice et les risques. Le Gouvernement n'intervient que pour faire recouvrer par ses agents, en même

(1) Un cas type de ce genre est rapporté en détail par Michaux-Bellaire dans sa conférence sur l'usure publiée dans les *Archives marocaines*, vol. XXVII, 1927, p. 319-332.

temps que l'impôt foncier, les créances échues. L'innovation intéressante, et qui caractérise ce système, consiste en ce que les premières opérations du Crédit foncier ont été consenties aux emprunteurs en vue de liquider d'anciennes dettes pour lesquelles ils payaient des intérêts fort élevés, et c'est la Banque elle-même qui en a effectué le remboursement aux créanciers de ses clients.

L'Algérie, placée sous le régime de la liberté du taux de l'intérêt par l'ordonnance du 7 décembre 1835, vit l'usure sévir sur la population entière, affectant plus gravement les indigènes en raison de leur nature imprévoyante. La lutte se manifesta ici sous la forme de la constitution, à partir de 1886, de Sociétés indigènes de prévoyance. Ces Sociétés prêtent au taux de 5 %. Mais ce taux n'est qu'apparent et, en réalité, en comprenant la commission prélevée par chacun des intermédiaires appelés à fournir des renseignements sur la solvabilité de l'emprunteur (cheikh, caïd, etc...) ou à le cautionner, on arrive à un taux d'environ 20 %. Ce taux lui-même constitue néanmoins un progrès, comparé à ceux autrement iniques qui sont pratiqués par les particuliers ; aussi les Sociétés de prévoyance prirent-elles un assez grand développement.

Au Maroc, comme en Algérie, à l'inverse de ce qui se passe en Egypte, le Crédit agricole, s'il est accessible théoriquement à tous les agriculteurs sans distinction d'origine, est dans la pratique réservé aux colons européens.

Pour venir en aide aux indigènes et tâcher de les soustraire aux griffes des usuriers, le Gouvernement marocain conçut la création de Sociétés de prévoyance sur le modèle de celles qui existent en Algérie. Instituées en 1918, ces Sociétés se sont développées rapidement et, en 1927 on en comptait 54, groupant 620.000 sociétaires et groupées elles-mêmes, cette année-là, dans une Caisse Centrale des Sociétés de prévoyance. Elles avaient distribué, à la fin de 1927, pour 35.000.000 de prêts et secours.

Le 22 novembre 1926, au Conseil Supérieur du Gouvernement, le Résident Général s'exprimait à leur égard en ces termes :

« Ces Sociétés feront mieux encore ; elles nous fourniront un des meilleurs moyens de la lutte que nous entendons mener contre l'usure. Je n'ignore pas les profondes et désastreuses racines que le mal a poussées dans les pays d'Islam. Alors que la loi du Prophète condamne avec une hauteur dédaigneuse le prêt à intérêt, la rapacité du trafiquant a spéculé sur l'igno-

rance et l'insouciance du fellah ; elle a poussé loin l'art de tourner la loi. Le billet à ordre, anodin d'apparence, se transforme à échéance en imaginaires sacs d'orge, plus tard en quinquinaux de sucre et de thé et, le cycle fini, la saisie opérée, en de trop réels hectares de terre. Contre cette plaie, le traitement sévère qu'un dahir prépare et que nous exercerons sans pitié, ne saurait suffire.

« Il faut priver l'usurier de la complicité inconsciente de sa victime ; il faut éduquer l'indigène et barrer le chemin à l'usure. Je rêve sur tous les souks, d'un modeste édifice ayant pour enseigne : Bureau de Prévoyance, où avec un minimum de formes, avec les garanties données sur le moment par les notables de la tribu, l'emprunteur recevrait le prêt qu'il sollicite, et pour lequel l'usurier tient dans la foule la plume et le papier prêts. »

On retrouve dans la législation marocaine, dans des décisions de jurisprudence et dans des circulaires administratives, les mêmes préoccupations de lutte contre l'usure.

Alors qu'en France et en Algérie, le taux de l'intérêt conventionnel est libre, au Maroc, le dahir du 9 octobre 1913 l'a limité à 12 %. Cette mesure de caractère assez arbitraire a produit un résultat curieux. A la suite des hausses successives du taux d'escompte de la Banque de France et de la Banque d'Etat du Maroc survenues au lendemain de la guerre, les banques marocaines ont dû généralement pratiquer des taux supérieurs au taux-limite fixé par ce dahir. A ce moment, ceux qui prétendent que la banque est une institution d'usure, auraient eu beau jeu pour préciser leurs accusations. A la vérité, le Gouvernement qui, par dahir du 20 mars 1926 (B.O. 701 du 30 mars 1926), avait relevé le taux de l'intérêt légal, fixé précédemment à 6 % et l'avait porté à 7 % en matière civile et 8 % en matière commerciale, aurait dû en même temps modifier le taux maximum de l'intérêt conventionnel.

Au surplus, jusqu'au dahir du 31 août 1926, la limitation du taux de l'intérêt conventionnel en droit marocain n'avait qu'une sanction civile et pas de sanction pénale.

L'article 878 du Code des Obligations et Contrats dispose en effet :

« Celui qui, abusant des besoins, de la faiblesse d'esprit ou de l'inexpérience d'une autre personne, se fait promettre, pour consentir un prêt ou le renouveler à l'échéance, des intérêts ou autres avantages qui excèdent notablement le taux normal de l'intérêt et la valeur du service rendu, selon les lieux

et les circonstances de l'affaire, peut être l'objet de poursuites pénales. Les clauses et conventions passées en contravention du présent article peuvent être annulées à la requête de la partie et même d'office ; le taux stipulé peut être réduit, et le débiteur peut répéter comme indû ce qu'il aurait payé au-dessus du taux fixé par le Tribunal. S'il y a plusieurs créanciers, ils sont tenus solidairement. »

Un jugement du Tribunal de Paix de Rabat-Sud, en date du 15 décembre 1925, a fait application de cet article et réduit d'office un engagement jugé usuraire, en exprimant le regret que, dans l'état présent de la loi, le juge n'ait pas le moyen de prononcer une sanction pénale (1).

Le dahir du 31 août 1926 a comblé la lacune dont se plaint ce jugement, en instituant des pénalités sévères contre quiconque se sera rendu coupable des faits prévus par l'article 878 du Code des Obligations et Contrats.

Ces pénalités consistent dans une amende, qui peut être égale à la moitié des capitaux prêtés à un taux usuraire ou à la moitié de la valeur du service rendu — et dans un emprisonnement de 8 jours à 6 mois. Elles s'ajoutent à la sanction civile de l'article 878 et s'appliquent à tous les cas de prêts usuraires en espèces ou en nature et à toutes les conventions à caractère usuraire, chaque fois que le service rendu se trouve rémunéré dans une proportion exagérée. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait habitude d'usure, comme en France : toute infraction est punie, sans que l'habitude soit un élément constitutif du délit. Toutefois, il faut que la partie bénéficiaire ait abusé de la faiblesse d'esprit, de l'inexpérience, ou des besoins de la partie lésée.

Dans son désir de lutter contre l'usure, le législateur marocain, par l'article 878 ci-dessus, paraît avoir laissé un trop large pouvoir d'appréciation au juge.

D'autre part, il semble marquer par là une tendance à introduire la lésion comme un principe général de nullité des contrats, alors que la législation française ne l'admet jusqu'à présent que dans un certain nombre de cas particuliers : vente d'immeubles, actes de partage, etc... Cette tendance, jugée dangereuse en France a, du reste, des défenseurs convaincus en France et dans d'autres pays. Elle trouve un appui dans la théorie nouvelle, représentée surtout en Angleterre dans la doc-

(1) *Gazette des Tribunaux du Maroc*, n° 217 du 1^{er} avril 1926, p. 413.

trine de l'Équité, d'après laquelle l'obligation doit être examinée, non pas tant du côté du devoir du débiteur que, plus encore, du côté du devoir du créancier, et dont la règle : le créancier ne peut pas réclamer sa créance en choquant la conscience, en choquant l'esprit de justice — a trouvé son expression dans ce dicton anglais : « L'équité exige des mains nettes, l'équité exige une claire conscience. »

Quoi qu'il en soit, les dispositions de l'article 878 n'ont pas donné lieu jusqu'ici à de nombreuses applications. Elles semblent ignorées des intéressés, et n'étant pas du goût des prêteurs d'argent et des brasseurs d'affaires, ceux-ci, sans doute, « sauraient mauvais gré aux avocats qui y auraient recours et en faciliteraient la pratique, ce qui conduit les avocats eux-mêmes à ne s'avancer dans la voie nouvelle qu'avec discrétion et prudence ».

L'ancien premier président de la Cour d'appel de Rabat, Berge, qui s'exprime ainsi dans son ouvrage : *La Justice française au Maroc*, émet néanmoins l'espoir « qu'on obtiendra dans l'avenir des résultats plus efficaces que par le passé d'une législation qui est certainement la plus puissante de toutes celles qui ont été instituées à toute époque, dans tous pays, contre l'usure ».

Nous avons vu cependant que tel ne paraît pas être l'opinion du Résident Général de France au Maroc, dans son discours précédemment cité.

Cette opinion, fondée sur les résultats pratiques d'une expérience de 13 années, vient confirmer les propositions énoncées sur la matière par un grand économiste contemporain, Courcelle-Seneuil.

« On a remarqué, dit-il, que les lois contre l'usure ont toujours eu pour effet d'élever le taux de l'intérêt, parce qu'elles écartent la concurrence des prêteurs honnêtes et ajoutent aux risques de ceux qui bravent les peines établies contre les usuriers » (1).

Quant à l'action de la jurisprudence en cette matière, il la juge en ces termes : « Les inégalités de la jurisprudence, inévitables lorsqu'il s'agit d'un délit arbitraire, tel que l'usure, occasionnent aussi de véritables crises commerciales. Turgot décrit une crise de ce genre dans l'introduction de son Mémoire

(1) Courcelle-Seneuil, *Les opérations de banque*, p. 29.

sur les prêts d'argent. Tacite en décrit une autre, plus grande et plus remarquable (*Annales*, livre 6, Chap. 16-17 » (1).

Et il conclut en préconisant, comme le fait aujourd'hui le Résident Général, « des lumières et de l'instruction publique », et des institutions de crédit adaptées aux besoins du pays.

Dans son zèle contre l'usure, le législateur marocain a été encore plus loin. On est tout surpris, en effet, de relever au Code des Obligations et Contrats, un article 870 qui fait sienne cette disposition rétrograde et anti-économique au premier chef des anciennes lois religieuses : la prohibition du prêt à intérêt.

L'article 870 décide : « Entre musulmans, la stipulation d'intérêt est nulle et rend nul le contrat, soit qu'elle soit expresse, soit qu'elle prenne la forme d'un présent ou autre avantage fait au prêteur ou à toute autre personne interposée. »

Avec l'article 484 et l'article 986 qui se réfèrent à d'autres matières (2), l'article 870 a été reproduit du Code tunisien, où ces dispositions se conçoivent du fait qu'elles sont appliquées par des tribunaux *indigènes*, dont les justiciables peuvent être des *musulmans* ou des *israélites*.

Dans un Code qui est appliqué par une juridiction française du Protectorat, quelle peut être, dans ces conditions, la portée de l'article 870 (et des articles 484 et 986) ?

En général, on considère que cet article est le résultat d'une erreur et qu'il est pratiquement sans application devant les tribunaux français.

Une jurisprudence ancienne de la Cour d'appel d'Alger pourrait faire admettre une autre interprétation. Cette jurisprudence découle d'un arrêt du 1^{er} août 1848, qui dispose :

« La stipulation d'intérêt dans un prêt d'argent de la part d'indigènes algériens implique chez eux l'intention de soumettre leur convention à la loi française.

« Par suite, le créancier est fondé à réclamer le paiement des intérêts stipulés, alors même que le prêt à intérêt serait prohibé par la loi musulmane » (3).

Dans ce sens, l'article 870 serait destiné à empêcher une jurisprudence semblable de s'établir au Maroc par le recours des indigènes à la justice française.

Mais cette interprétation paraît devoir être écartée, parce

(1) Courcelle-Seneuil, *loc. cit.*, p. 30.

(2) L'article 484 déclare nulle entre musulmans la vente de choses déclarées impures par la loi religieuse. L'art. 986 déclare nulle entre musulmans toute société ayant pour objet des choses prohibées par la loi religieuse.

(3) Affaire *Kriskis c. Mohammed ben Lamine*, rapportée dans Robert Estoublon, *Jurisprudence algérienne*, 1890.

qu'au Maroc l'extension de juridiction qu'elle implique n'est pas possible, l'incompétence des tribunaux français à l'égard des ressortissants indigènes étant d'ordre public.

Il resterait une dernière explication de ce texte, à laquelle on ne paraît pas avoir pensé et qui semble être la plus acceptable. L'article 870 s'appliquerait aux instances où l'un des adversaires ou bien les deux adversaires, indigènes musulmans, sont en même temps ressortissants des juridictions françaises, comme anciens protégés français ou anciens protégés des puissances étrangères ayant renoncé aux capitulations. Dans ce cas, l'affaire est de la compétence des tribunaux français et l'article 870 peut trouver son application.

Cependant, cette application ici-même soulèverait des difficultés. Il ne faut pas perdre de vue que la législation marocaine, établie par le Protectorat français, est une législation laïque, et que des dispositions comme celles de l'article 870 (et des articles 484 et 986), qui mettent en cause la religion des justiciables, apparaissent contraires à l'esprit qui doit inspirer une telle législation.

Qu'advierait-il d'un procès entre deux musulmans protégés français (ou entre un protégé français et un marocain), dans le cas où l'un d'eux ou tous les deux déclareraient, pour les besoins de la cause, n'être pas musulmans, alors que le tribunal saurait pertinemment que les deux parties sont musulmanes ? Or dans tout procès de cette espèce, l'hypothèse que nous formulons se réalisera forcément, le créancier demandeur ayant intérêt à soutenir qu'il n'est pas musulman, pour échapper à l'application de l'article 870. Que fera le tribunal dans cette hypothèse ? Devra-t-il admettre l'affirmation du demandeur, la sachant contraire à la vérité, et par conséquent écarter l'article 870 ? Ou bien passera-t-il outre à cette affirmation et appliquera-t-il l'article 870 ? Dans ce dernier cas, comment motivera-t-il son jugement en présence de l'attitude du demandeur ? Fera-t-il faire au défendeur la preuve de la qualité de musulman du demandeur, et de quelle manière le défendeur administrera-t-il cette preuve ? Suffira-t-il de la commune renommée, et celle-ci pourra-t-elle prévaloir contre une déclaration formelle de l'intéressé, dans une matière qui relève de l'intime conviction de chacun de nous ?

D'autre part, le créancier protégé français, qui a recherché et obtenu la protection française, surtout pour échapper à la juridiction chérifienne et bénéficier des dispositions de la loi française, n'est-il pas fondé à réclamer l'application des prin-

cipes généraux du droit français, notamment dans le cas qui nous occupe, de l'article 1134 du C.C., qui établit le grand principe de l'autonomie de la volonté dans les contrats et obligations ?

Si les parties ont stipulé un intérêt d'un commun accord, si en outre l'une d'elles nie qu'elle est musulmane, comment un tribunal français essentiellement laïc pourra-t-il passer outre et appliquer la disposition de l'article 870 ?

La sévérité excessive et injustifiée dont il ferait preuve en l'occurrence se comprendrait d'autant moins à l'heure actuelle, qu'elle apparaîtrait en contradiction formelle avec la tendance constante de la jurisprudence du Haut-Tribunal chérifien qui, si elle ne sanctionne pas encore la stipulation d'intérêt, accorde néanmoins au créancier, dont la créance n'a pas été payée à l'échéance, une réparation sous forme d'intérêt ou de dommages et intérêts.

Il semble bien que, dans toutes les hypothèses indiquées, l'article 870 ne puisse pas trouver une application rationnelle, et qu'il y aurait peut-être lieu de l'abroger purement et simplement, en même temps que les autres dispositions similaires du Code des Obligations et Contrats.

En résumé, la loi religieuse musulmane a prohibé formellement l'intérêt et l'usure. La doctrine orthodoxe a élargi cette prohibition. La doctrine néo-musulmane essaie d'établir une distinction entre les deux notions d'intérêt et d'usure, et de faire admettre la liberté de l'intérêt.

Dans la pratique, les Etats musulmans ont une tendance marquée à admettre la licéité de l'intérêt. Au Maroc, cette tendance s'est manifestée par la négociation d'emprunts à l'étranger, par la participation de l'Etat ou de particuliers musulmans dans des affaires de banque, et par une jurisprudence qui, sous des appellations diverses, admet l'intérêt.

L'usure sévit au Maroc, où elle constitue une véritable plaie sociale. Elle est combattue par des mesures législatives dont les résultats sont illusoires, et par des mesures économiques qui paraissent seules susceptibles, par leur mise au point et leur extension progressives, d'apporter une solution satisfaisante à ce grave problème.

Ajoutons que, dans ce domaine, les réformes tant législatives qu'économiques sont loin de présenter leur physionomie définitive.

Il est extrêmement délicat de donner dans la loi un crité-

rium précis et en même temps assez compréhensif, de l'acte usuraire, et il est impossible de résoudre la difficulté en étendant le pouvoir arbitraire du juge par des circulaires administratives : ou bien le juge appliquera la loi sans se soucier des circulaires, et ce sera le cas le plus fréquent, ou bien, plus rarement sans doute, il voudra appliquer les circulaires, et ce sera l'arbitraire le plus absolu sous le couvert des directives administratives.

Qu'on éduque l'indigène, qu'on l'habitue à réclamer dans ses contrats l'insertion de clauses qui le protègent en cas de mauvaise récolte : par exemple, spécifier que la vente à livrer consentie est une vente de la récolte ; obliger le prêteur en cas de mauvaise récolte à accepter le renouvellement de l'opération à des conditions normales. Qu'on le protège en cas de saisie immobilière, qu'on institue en sa faveur un bien insaisissable. Ce sont des mesures qui ne laissent place à aucun arbitraire, qui répondent à la tendance actuelle de protéger le débiteur, sans conduire à un état d'instabilité des contrats, dangereuse pour le développement des transactions économiques.

Ces mesures, d'ailleurs provisoires, il conviendra de les compléter au plus tôt par une organisation du Crédit capable de rendre inutile le recours de l'indigène à l'usurier. L'accession des indigènes au Crédit agricole, par l'extension des caisses de crédit existantes ou par la transformation des Sociétés indigènes de prévoyance en véritables institutions de crédit sur le modèle des Caisses de Crédit agricole, ne serait-ce pas la formule la plus efficace pour venir à bout des pratiques néfastes de l'usure ?

CHAPITRE III

LE CRÉDIT ET LA BANQUE

Nous abordons l'objet principal de notre étude, que nous subdiviserons en deux parties.

Une partie traitera, en différents chapitres, des Banques :

Anciennes Banques installées au Maroc avant le Protectorat français ;

Banque d'Etat du Maroc ;

Banque Algéro-tunisienne ;

Banques de Commerce ;

Opérations et conditions de banque ;

Clientèle et méthode de travail.

La deuxième partie sera consacrée à des modalités spéciales de crédit :

Crédit agricole ;

Crédit hypothécaire ;

Crédit hôtelier ;

Crédit populaire ;

Crédit aux Mutilés et Anciens Combattants ;

Magasins généraux et Warrants ;

Chèques postaux et Caisse d'épargne.

Puis nous traiterons de l'organisation de la Banque dans la doctrine et dans les faits, et nous aborderons la conclusion.

*
* *

Les Banques

Les premières maisons de banque installées au Maroc étaient des maisons de commerce, dont les opérations de banque ne représentaient qu'une branche spéciale de leur acti-

tivité. C'étaient, en général, des maisons juives. Elles avaient leur siège à Tanger et des correspondants dans les principales villes du Maroc.

Les plus connues étaient les maisons : Moses et Isaac Nahon, Nahon et Israel, Théo Furt et Cie, Moses Pariente, Salvador Hassan et Hijo, Delmar Hermanos.

Leur activité bancaire était limitée aux opérations de dépôt et de chèque, et aux opérations de change.

Les dépôts provenaient surtout des sommes qui leur étaient confiées par des Juifs émigrés en grand nombre en Amérique du Sud, et qui s'augmentaient des envois réguliers que ces derniers leur faisaient. Ils les conservaient généralement jusqu'au jour où les déposants revenaient au pays. Les dépôts étaient en outre alimentés par les provisions constituées par des maisons de commerce de l'intérieur, en vue de leurs opérations de change.

Ces opérations de change étaient, à l'époque, la principale branche d'affaires des banques, et la plus productive.

Ces dernières centralisaient presque tout le mouvement des changes de l'intérieur et des opérations de chèques sur l'étranger.

Les commerçants de l'intérieur versaient aux correspondants locaux des banques tangeroises, le montant en monnaie hassani des chèques dont ils avaient besoin pour leurs couvertures à l'extérieur. Les correspondants faisaient parvenir les sommes encaissées aux maisons de Tanger, par le moyen de *rekhas*, courriers qui accomplissaient le trajet à pied ou à dos de mulet. Les banques de Tanger couvraient alors les établissements étrangers créanciers des commerçants marocains, au moyen de chèques ou virements sur les correspondants qu'elles avaient dans les principales places : Paris, Londres, etc...

Ces couvertures étaient loin de représenter le montant total des marchandises fournies par les maisons étrangères.

Il existait, entre ces maisons et les principaux commerçants du Maroc, des comptes courants. Ces comptes étaient débités de la valeur des marchandises livrées aux maisons marocaines, et crédités du montant des produits que celles-ci exportaient à destination des maisons étrangères. Mais les exportations du Maroc étant en général inférieures aux importations, les comptes courants se soldaient par un débit à la charge des maisons marocaines.

Le Maroc commerçait surtout avec l'Angleterre et avec la

France. Dans leurs rapports avec les maisons anglaises, les commerçants marocains couvraient périodiquement leur solde débiteur en achetant du chèque sur Londres.

Les achats de chèques se faisaient, comme on l'a vu, par l'entremise des banques de Tanger. Mais on pouvait également se procurer du chèque auprès de certains exportateurs du Maroc, qui, n'ayant pas de compte courant avec des maisons anglaises, vendaient sur place les tirages qu'ils faisaient sur leurs acheteurs. Cela se produisait principalement pendant la campagne des céréales.

En France, les commerçants marocains étaient en relations surtout avec Marseille. Deux maisons importantes de cette place s'étaient spécialisées dans les affaires avec le Maroc : la Maison Paquet et la Maison Jules Deville. Elles monopolisaient presque le commerce d'importation et d'exportation du Maroc avec la France. Les commerçants du Maroc leur adressaient les produits qu'ils exportaient ; ces deux maisons en assuraient le placement en France. Le montant de la vente, sous déduction d'une commission, était inscrit au crédit d'un compte ouvert au nom du client marocain. Ces maisons se chargeaient également des achats à effectuer en France pour le compte des commerçants du Maroc, et la valeur de ces achats était portée au débit du même compte.

En somme, les comptes courants étaient crédités du montant des exportations du Maroc et débités de la valeur des importations, sous déduction de la commission prélevée par les deux maisons marseillaises. Ce qui les distinguait des comptes courants des maisons anglaises, c'est que les soldes n'en étaient jamais couverts. C'étaient des comptes courants à intérêts réciproques, qui fonctionnaient d'une manière permanente. Ils ont subsisté jusqu'à ces dernières années. Quelques-uns n'ont pas été soldés et font actuellement l'objet de demandes en règlement devant les tribunaux du Maroc.

La place de Fès, dont le commerce a toujours été extrêmement florissant, entretenait en outre des relations directes avec **Paris**, où des correspondants procédaient de la même manière que les maisons de Marseille, au moyen d'un compte courant qui englobait les opérations d'importation et d'exportation.

Enfin certaines maisons, principalement la Maison Braunschwig, étaient spécialisées dans les opérations avec le Sultan, les grands dignitaires de la Cour et les plus importants notables marocains. Elles avaient des comptes courants, où ces derniers versaient les chèques qu'ils recevaient de l'étranger et,

en contre partie, les fournissaient en or, argent et marchandises diverses.

Ces opérations nous éloignent du Crédit bancaire proprement dit et nous rapprochent du Crédit commercial.

L'extension de celui-ci a été surtout l'œuvre des maisons allemandes établies de bonne heure au Maroc. Elles avaient des sièges à Tanger, Casablanca et Mogador. Elles s'occupaient en particulier de l'importation des objets manufacturés d'Allemagne et d'Europe. Elles les introduisaient parmi les populations et, pour répandre leur usage, elles consentaient des crédits de longue durée, sous la forme de comptes courants ouverts à la clientèle.

Le plus souvent le règlement s'opérait au moyen de ventes, aux maisons allemandes, de produits du pays.

*
* *

Avant de quitter ce chapitre, signalons que les banques de Tanger ont joué un rôle dans les opérations d'emprunts et de frappes des sultans du Maroc. En 1903, le sultan Moulay Abd el Aziz a recours à leur intermédiaire pour des frappes qui sont effectuées à Berlin. La Maison Yahia Toledano et la **Compagnie Marocaine** négocient et réalisent une opération de 18.000.000 de pesetas, la Maison Braunschvig une opération de 5.500.000 pesetas, et la Banque Moses Pariente une opération de 16.000.000 de pesetas.

En janvier 1904, à la suite de la réforme malheureuse du *tertib*, le sultan se trouvait dans le plus grand dénuement. Pour faire face à ses échéances, notamment à celle des trois emprunts usuraires qu'il a contractés en 1902 et en 1903, il est obligé de se faire avancer par une maison de Tanger (dont le nom ne nous est pas indiqué) la somme nécessaire, donnant en gage les livraisons de monnaie qu'il attend, pour la valeur du métal argent qu'elles contiennent.

Les relations des banques privées de l'époque avec le sultan ressortent encore de l'état des créanciers du makhzen, qui a été dressé en 1910 en vue de la négociation de l'emprunt qui sera réalisé par Moulay Hafid le 17 mai de cette année. Dans cet état, figurent la maison Braunschvig pour une créance de 3.000.000, et la Banque Pariente pour 2.100.000 francs.

*
* *

Des banques européennes se sont installées au Maroc dès avant le Protectorat français.

Le Comptoir National d'Escompte de Paris possédait des agences à Casablanca, Tanger, Mogador, depuis 1896.

En s'établissant la première au Maroc, cette banque n'a fait que poursuivre l'application d'un programme qui l'a portée à s'intéresser aux entreprises coloniales de la France, et aux pays où l'influence française commençait à pénétrer.

On trouve le Comptoir National d'Escompte de Paris en Cochinchine dès le lendemain de la conquête. Il y créait la Banque de l'Indochine avec le concours de la Société Générale, du Crédit Industriel et Commercial, et de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Il est banquier des banques en Indochine, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Afrique Occidentale.

Il est installé à Madagascar dès 1885, plus de dix ans avant l'occupation de la grande île par la France.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'on trouve le Comptoir National d'Escompte de Paris établi au Maroc longtemps avant le Protectorat français.

Nous n'avons malheureusement pas de renseignements sur son activité dans le pays. Il semble avoir eu de grandes visées, puisqu'il avait réussi à obtenir du Gouvernement français la promesse qu'on lui réserverait éventuellement la concession d'une Banque d'Etat au Maroc.

Mais cette promesse ne devait pas être tenue. L'accord secret franco-espagnol du 1^{er} septembre 1905 reconnaissait, en effet, à l'Espagne une participation dans l'organisation de la future Banque d'Etat. L'accord signé le 28 septembre 1905 avec le Gouvernement allemand admettait, en outre, la participation allemande, ce qui devait donner finalement à l'institution projetée un caractère international.

Dans ces conditions, le Comptoir National d'Escompte dut renoncer à ses visées. Il fut entendu que ses installations, comme son personnel, seraient repris par la future Banque d'Etat. L'installation, en 1907, de celle-ci amena la disparition du Comptoir.

La Deutsche Orient Bank Aktiengesellschaft s'est établie en 1906 à Casablanca et à Tanger. Son activité s'exerça dans

ces deux ports jusqu'en 1912, époque où elle céda ses agences à la Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France. Sur cette activité, nous ne sommes pas renseignés, les archives de la Deutsche Orient Bank ayant été récemment détruites par la Société Générale.

*
* *

La Banque de Paris et des Pays-Bas

Une étude sur le crédit au Maroc serait incomplète si l'on omettait de mentionner la Banque de Paris et des Pays-Bas, bien qu'elle ne soit pas installée dans le pays.

La première manifestation de l'activité de cette grande banque d'affaires au Maroc remonte assez loin : en octobre 1902, elle participe déjà à un prêt de 7.500.000 francs, consenti au makhzen par l'intermédiaire de la Société des Etablissements Gautsch. Le 12 juin 1904, comme chef et représentant d'un consortium de banques françaises, elle signait avec le sultan le premier grand emprunt marocain.

Ce précédent la désignait en qualité de délégué du groupe français, pour souscrire les parts qui, dans le capital de la Banque d'Etat, revenaient à ce groupe, en tant que représentant de la France, et en compensation de certains privilèges dont il faisait abandon. Son influence ne fit que grandir par la suite au sein de l'administration du nouvel institut d'émission, et finit par devenir une sorte d'hégémonie de fait dans la gestion de cette institution.

Un peu plus tard, pour prix du concours qu'elle a apporté au relèvement financier du Maroc, la Banque de Paris obtint la concession du monopole de la Régie des Tabacs.

Mais c'est surtout à partir de 1912, après l'établissement du Protectorat français, que les intérêts de la Banque de Paris au Maroc vont s'étendre, par la part qu'elle prend à la création de nombreuses sociétés, dont l'action s'exercera dans les différentes branches de l'activité économique :

Nous citerons en particulier :

Dans le groupe des banques,

La Banque d'Etat du Maroc ;

La Banque Commerciale du Maroc ;

Dans le groupe industriel :

L'Energie Electrique du Maroc ;

La Société Marocaine de Distribution d'Eau et d'Electricité (S. M. D.) ;

La Société Générale des Abattoirs municipaux et industriels au Maroc ;

La Société des Moulins du Maghreb ;

La Société des Brasseries du Maroc ;

La Société des Chaux et Ciments du Maroc ;

Dans le groupe commercial :

La Société anonyme marocaine d'Alimentation (S. A. M. A.) ;

La Société marocaine de Charbons et Briquettes ;

Dans le groupe agricole et immobilier :

La Société du Sebou ;

La Société Générale pour le développement de Casablanca ;

Dans le groupe des transports :

La Société des Chemins de fer du Maroc ;

La Société franco-espagnole du chemin de fer de Tanger-Fès ;

La Compagnie Générale de Transports et Tourisme au Maroc ;

La Compagnie des Tramways et Autobus de Casablanca ;

Dans la construction :

La Société des ports marocains de Rabat-Salé et Méhédya-Kénitra ;

La Construction civile ;

La Société Générale d'Entreprises au Maroc, et diverses sociétés, telles que la Compagnie Générale du Maroc, la Société Internationale de Régie co-intéressée des Tabacs au Maroc ; la Manutention marocaine, l'Entreprise Maritime et commerciale, la Compagnie minière de l'Afrique du Nord, etc...

Cette simple énumération, d'ailleurs incomplète, nous dispense d'insister sur le rôle considérable joué par la Banque de Paris et des Pays-Bas dans la vie économique du Maroc, et sur le pouvoir énorme qu'elle exerce dans le pays.

CHAPITRE IV

LA BANQUE D'ÉTAT DU MAROC

Le budget du Maroc, alimenté par le produit des impôts et des douanes, avait longtemps suffi aux besoins normaux des sultans. Dans l'histoire financière du pays jusqu'au début du ^{xx}^e siècle, on ne relève qu'un seul emprunt négocié en 1862, sous le règne de Sidi Mohammed, avec la Maison Robinson et Flining de Londres, et destiné à régler une indemnité de guerre à l'Espagne. Cet emprunt de 500.000 livres sterling fut complètement amorti en 1882.

Sous l'énergique règne de Moulay el Hassan, l'autorité du sultan s'étend sur la plus grande partie du pays, les finances sont prospères, et bien que vers les dernières années de ce règne, l'Europe commence à s'intéresser au Maroc, rien ne laisse prévoir encore la marche rapide des événements qui vont se dérouler jusqu'à l'établissement du Protectorat français.

En 1894, Moulay Abd el Aziz, tout jeune, succède à son père Moulay el Hassan. Mais il ne règne que depuis la mort du grand vizir Ba Ahmed qui, jusqu'en 1900, a été le véritable maître de l'Empire.

Moulay Abd el Aziz s'entoure d'une Cour composée d'aventuriers européens, qui l'entraînent dans des dépenses folles de pur luxe. Le Trésor public est rapidement dilapidé. Les revenus ordinaires du makhzen deviennent insuffisants.

C'est le début des embarras financiers du Maroc et le moment qu'attendait la diplomatie européenne pour déployer son activité.

Sir Arthur Nicholson, ministre d'Angleterre au Maroc, suggère au sultan l'idée d'un nouveau *tertib*, impôt agricole, qui présentera cette particularité de s'appliquer à tous, indigènes et européens, d'être égal pour tous. Mais ce *tertib* a le tort

de s'écarter totalement des taxes traditionnelles prescrites par le Coran, et il est combattu par les anciens privilégiés, caïds et chorfas, qu'il menace dans leurs intérêts. Les puissances étrangères, qui doivent le ratifier pour qu'il puisse être appliqué à leurs ressortissants, ne se hâtent pas de donner leur adhésion. Les anciens impôts ont été abolis, mais le nouveau *tertib* ne se paie pas.

Faute d'argent, on ne paie plus la solde des troupes. Les soldats désertent. Dans les derniers mois de 1902, un prétendant au trône, le Rogui Bou Hmara, soulève les tribus contre le sultan et, le 11 janvier 1903, il menace Fès.

Alors le Maroc, qui jusqu'à ce jour n'a pas de dette publique, est obligé de recourir à l'emprunt. Les puissances qui sont si lentes à ratifier le règlement sur le *tertib*, accueillent avec empressement les ouvertures du sultan. La France, en octobre 1902, par l'intermédiaire des Etablissements Gautsch, l'Angleterre, en avril 1903, par l'intermédiaire des Banques Cassel et Stern, l'Espagne, en juillet 1903, par un Syndicat de banques espagnoles, lui font consentir trois emprunts, chacun de 7.500.000 francs.

L'intérêt politique de l'opération ne fait pas perdre de vue aux prêteurs leur intérêt financier : les trois emprunts sont pris ferme à 62 % amortissables dès la deuxième année, avec taux d'intérêt de 6 %, commissions de banques non comprises. Ils sont gagés sur une partie des revenus douaniers.

Cependant les emprunts n'amélioreront pas la situation militaire et, à la fin de 1903, sans argent pour entretenir des soldats et sans soldats pour appliquer le *tertib* que les puissances ont fini par ratifier, Abd el Aziz, sur des douanes dont les recettes diminuent tous les jours, doit assurer le service de trois emprunts usuraires, entretenir sa maison et défendre son pouvoir contre la rébellion. La monarchie marocaine est acculée à la faillite.

Le sultan a recours à des frappes métalliques, qui ont pour effet d'aggraver la dépréciation de la monnaie et de précipiter la crise.

Il faut recourir à un nouvel emprunt. Avec le concours des représentants de la France, l'emprunt est négocié avec la Banque de Paris et des Pays-Bas, représentant un consortium de banques françaises. Cet emprunt est de la plus haute importance pour l'avenir des relations franco-marocaines. Conclu, le 12 juin 1904, pour un montant de 62.500.000 frs. à 5 % remboursables en 36 années et pris ferme à 80 %, il a comme

garantie privilégiée la totalité du produit des douanes et, en cas d'insuffisance, tous les revenus de l'Etat, sur lesquels chaque jour on prélèvera 60 % pour le service de l'emprunt.

Le fonctionnement de cette garantie est assuré par l'organisation d'un contrôle des douanes exercé par des agents français. C'est la première immixtion officielle d'un gouvernement étranger dans l'administration marocaine. Et l'on doit à l'expérience qu'avaient des milieux musulmans les premiers agents de ce service, recrutés dans l'administration tunisienne, à leur modération et à leur doigté, le succès plein de promesses d'avenir du premier contact de la France avec l'administration marocaine.

D'autre part, le consortium des banques obtient un droit de préférence (à égalité de conditions) pour les emprunts futurs, pour l'achat et la vente de l'or et de l'argent, pour la frappe de monnaies et, chose plus importante, la promesse d'une Banque d'Etat.

Le contrat du 12 juin 1904 était « un coup de maître » des banques françaises. Sans doute celles-ci faisaient leurs affaires, mais elles faisaient davantage celles de la France. Le droit de préférence en matière d'emprunts publics, qu'elles obtenaient, équivalait à la constitution d'un monopole du marché financier marocain entre les mains de la France. En outre, le contrôle des douanes conféré aux créanciers français affectait le caractère d'une mesure politique impliquant l'intervention éventuelle de la France dans la marche des services financiers du makhzen et, un jour ou l'autre, dans sa vie tout entière.

Mais, en 1905, deux événements devaient modifier cette situation. Des transactions diplomatiques secrètes entre la France et l'Espagne décidaient que la future Banque d'Etat marocaine ne pourrait plus être exclusivement française, mais franco-espagnole. Puis l'Allemagne s'étant mise au travers de la politique française au Maroc, avec le débarquement du kaiser à Tanger, le 13 mars 1905, la France dut accepter d'aller régler la question marocaine à Algésiras.

La conférence internationale d'Algésiras inaugure ses séances le 16 janvier 1906. La discussion sur l'institution de la Banque marocaine appelle l'examen de deux projets, l'un français et l'autre allemand. Le projet allemand méconnaît les droits du consortium français et fait de la Banque une machine de guerre politique contre l'influence de la France. Le projet français, tout en sauvegardant les droits de la France, veut enlever à la future Banque internationale toute influence poli-

tique : la Banque sera exclusivement un instrument de crédit et de régularisation, non un instrument politique et un élément administratif.

Après de longues et laborieuses délibérations, l'accord s'établit sur un projet intermédiaire qui fait l'objet des articles 31 à 38 de l'acte général de la Conférence d'Algésiras, signé le 7 avril 1906.

La Banque d'Etat est définitivement constituée le 25 février 1907. Elle se substitue, dans les trois ports où il était établi : Casablanca, Tanger, Mogador, au Comptoir National d'Escompte de Paris, et elle s'installe dès le 25 avril.

Nous exposerons plus loin son organisation, ses attributions et ses caractéristiques. Il nous paraît intéressant, au préalable, de poursuivre à larges traits l'esquisse des événements qui se sont déroulés jusqu'à l'établissement du Protectorat français, et qui l'ont amené. On verra le rôle important joué par les contingences financières sur le développement de cette période historique pour le Maroc.

L'emprunt de 1904 fut utilisé en partie à régler les emprunts usuraires de 1902 et 1903 et quelques autres petits emprunts. Le reste fut vite absorbé par la lutte du makhzen contre Bou Hmara.

Le sultan, une fois de plus, dut recourir à l'étranger. Un emprunt de 10.000.000 de marks-or fut négocié en août 1905 auprès d'un consortium de banques allemandes, pour une durée de deux ans. Cet emprunt lui permet de vivre jusqu'au début de 1907. A ce moment, le Trésor est de nouveau presque vide, et le sultan, pour subvenir à ses besoins immédiats, est obligé de négocier un emprunt particulier de 2.000.000 à Tanger.

Le pays est livré à l'anarchie. Les « haines indigènes paraissent sentir que les temps approchent où elles seront condamnées à l'impuissance et leur suprême convulsion enveloppe les établissements étrangers de périls inouïs (1) ». Dès 1906, un peu partout, à Tanger comme à Marrakech, les Européens sont molestés. En 1907, on enregistre un attentat à Fès, l'assassinat du docteur Mauchamp à Marrakech. Puis, le 30 juillet, ce sont les événements de Casablanca, où neuf ouvriers européens du port trouvent une mort affreuse. C'est le débarquement des

(1) Pierre Bonnet, *La Banque d'Etat du Maroc et le problème marocain*, p. 255.

troupes françaises du général Drude, suivi d'un contingent de troupes espagnoles, et l'occupation de Casablanca et de sa banlieue.

Le makhzen doit régler les frais de cette expédition, qui s'élèvent, pour la France et l'Espagne, à 76 millions. Il doit indemniser les familles des ouvriers assassinés à Casablanca, pour un montant de 900.000 frs. En outre, une commission internationale est chargée de fixer les indemnités dues aux Européens et aux Marocains, en raison des dommages directs subis par la propriété privée du fait des troubles de Casablanca. Cette commission terminera ses travaux le 7 janvier 1910 et arrêtera le montant total des indemnités à payer par le makhzen à la somme de 13.070.000 francs.

Pendant que son Trésor vide, ses ressources absorbées par le service des emprunts antérieurs, le sultan voit la situation financière de son Empire aggravée par les nouvelles charges nées des affaires de Casablanca, son frère Moulay Hafid se fait proclamer sultan à Marrakech.

Abd el Aziz, qui a déjà utilisé l'avance statutaire d'un million prévue dans l'acte de concession de la Banque d'Etat, en est réduit à solliciter une nouvelle avance d'un million. Elle lui est consentie après bien des difficultés, à la suite d'une intervention pressante du ministre de France, en deux versements de 500.000 frs, mais trop tard pour sauver son prestige. Moulay Hafid a rallié à sa cause un grand nombre de tribus. Il devient très délicat de prendre position dans le conflit. La France se refuse à mettre ses troupes à la disposition d'Abd el Aziz. Cependant elle intervient pour lui faire accorder de nouvelles avances : 100.000 frs par la Compagnie Algérienne, 1.500.000 par le consortium des banques françaises, et enfin, en février 1908, 2.500.000 frs par un groupe financier franco-espagnol, où la Banque d'Etat participe pour 500.000 francs.

Ces emprunts ne sont pas un remède à la situation, qui empire tous les jours. Les troupes désertent. Moulay Hafid, après une marche rapide qui ne rencontre aucun obstacle, occupe Fès. Abd el Aziz se fait battre par les lieutenants du prétendant et ce dernier, en août-septembre 1908, est proclamé sultan dans la plupart des villes du Maroc.

L'Allemagne s'empresse de le reconnaître, mais les autres puissances feront attendre leur reconnaissance et ne la lui accorderont qu'en novembre, après qu'il aura souscrit à toutes les conventions liant le Maroc aux puissances, notamment à

l'Acte d'Algésiras, et assumé toutes les obligations contractées par son frère.

Il le fera d'autant plus volontiers que la situation du Trésor à ce moment apparaît des plus précaires. Pour un revenu net d'environ 9 millions, Moulay Hafid doit faire face au paiement des indemnités dues pour les événements de Casablanca : 19 millions environ aux particuliers, 76 millions aux Gouvernements français et espagnol ; au remboursement des avances consenties antérieurement par des banques privées : Banque Mendelssohn, Banque Pariente et Cie, pour environ 18.600.000 francs ; au règlement des travaux effectués à Casablanca, Safi, Tanger, par des maisons étrangères et s'élevant à 16 millions. Enfin la Banque d'Etat qui, outre l'avance statutaire de deux années et les 4 millions nécessaires au fonctionnement de la Police, a consenti pour 5 millions de prêts, considère que plus des deux tiers de son capital sont absorbés et souhaite la restitution prochaine de ses 11 millions d'avances.

Le passif du makhzen exigible au commencement de 1909 (en dehors de l'emprunt de 1904 et de la dette de guerre de 76.000.000) s'élève à environ 70 à 80 millions de francs.

« Comment Moulay Hafid, frustré des impôts réguliers, privé provisoirement des deux tiers des recettes douanières, définitivement des deux cinquièmes, et réduit à 9 millions à peine de revenus annuels, pourra-t-il liquider 70 à 80 millions de dettes immédiatement exigibles, garantir 60 à 70 millions de créances à échéances lointaines, sans cesser de payer son personnel, sans cesser surtout d'équiper et d'armer les milliers de soldats dont dépend le salut de la monarchie, voilà le problème qui, à cette heure décisive, pèse sur la roue de la destinée marocaine (1). »

Il est nécessaire de recourir à un emprunt. Le triomphe de Moulay Hafid assure l'heureuse issue de l'opération. Le conseil d'administration de la Banque d'Etat requiert de promptes négociations ; le Quai d'Orsay se charge d'en faire comprendre le caractère au sultan.

Mais comment garantir cet emprunt ? Les revenus libres du makhzen ne pourraient servir de gage à un emprunt, qui devrait être assez important pour payer le passif exigible de l'Etat marocain et assurer à Moulay Hafid, avec une armée solide, le recouvrement d'impôts qui lui apporteraient le salut.

(1) Pierre Bonnet, *loc. cit.*, p. 305.

Au problème de l'emprunt est liée la question de l'évacuation des régions occupées par les troupes françaises ; la France n'évacuera les Chaouia et la région frontière que lorsque le sultan y aura organisé de solides garnisons ; Casablanca, qu'après liquidation de son passif ; ces deux conditions ne sont réalisables qu'au moyen d'un emprunt. Les négociations avec la France, commencées à Paris le 23 mai 1909, se révèlent extrêmement laborieuses et n'aboutissent qu'en mars 1910 à un double accord : l'un relatif aux Chaouia et à la région frontière, l'autre à la question financière. Il est convenu que les dépenses militaires de la France lui seront remboursées par annuités, et que les créances internationales seront réglées sur le produit de l'emprunt.

L'emprunt est conclu le 17 mai 1910. Il sera de 101.124.000 francs, pris ferme à 89 % avec taux d'intérêt de 5 %, commissions de banques comprises. L'amortissement commencera le 1^{er} octobre 1911 et se fera en 74 années. L'emprunt est garanti par les recettes douanières que laisse libres le service de l'emprunt 1904, par la redevance du monopole du tabac et du kif, par le produit des *mostafadat* (contributions) et du *zakât* (aumône légale), par le revenu des biens domaniaux dans tous les ports, enfin par la portion revenant au makhzen dans le produit de la taxe urbaine. Tous ces revenus seront englobés sous le contrôle du délégué des porteurs de titres de 1904.

Le Gouvernement français, qui avait songé un moment à donner sa garantie, sans d'ailleurs rencontrer de sérieuses objections des puissances étrangères, l'a finalement refusée, et l'opération s'est réalisée par la mise en gage et la surveillance des dernières ressources du makhzen. Maintenant privé des douanes, des marchés, des monopoles et de la taxe urbaine, toujours dépouillé des contributions régulières, « le sultan regarde se dresser devant sa misère ses sujets qui chassent l'ordre, et l'Europe qui en exige le retour » (1).

Jaurès pouvait s'écrier à la Chambre des Députés, le 16 juin 1911 : « La politique financière qui a été pratiquée au Maroc et dont j'ai souvent dénoncé les effets à cette tribune, la politique qui consiste à régler immédiatement à la charge du sultan, même les dettes usuraires accumulées sur lui, à confisquer toutes ses ressources traditionnelles, à lui prendre le produit de toutes ses douanes, le produit de ses domaines,

(1) Pierre Bonnet, *loc. cit.*, p. 339.

cette politique-là ne pouvait aboutir qu'à une chose : créer une telle impuissance du makhzen, obliger tellement le makhzen, pour vivre, à exercer sur ses tribus fidèles des prélèvements redoutables, que cette politique ne pouvait aboutir qu'à créer l'impuissance, l'anarchie, des prétextes d'intervention. »

De fait, l'insurrection, loin de cesser, se propage dans le pays ; et au début de 1911, le Bled Makhzen tout entier secoue l'autorité du sultan, que ses troupes, dont la solde n'est pas payée, abandonnent pour passer à l'ennemi. A peine, en effet, l'emprunt de mai 1910 a-t-il permis la liquidation des dettes anciennes, et de nouvelles factures ont été présentées au sultan.

Ne disposant d'aucune ressource, ce dernier ne voit de remède à la situation que dans un nouvel emprunt qui lui permettrait, tout en réorganisant son armée, d'entreprendre des travaux publics de première nécessité pour la prospérité du pays. Il envoie à cet effet une ambassade en France. Mais le makhzen ne possède plus aucun gage qui puisse être offert aux nouveaux prêteurs. La France n'a aucun intérêt à donner sa garantie. Le projet d'emprunt est donc voué à un échec et, en mars 1911, il est rejeté.

Entre temps, les événements se sont précipités au Maroc. Le sultan, dans Fès, est sérieusement menacé. Le 13 mars, il a fait tenir au ministre de France des offres « d'entente complète et intime en vue d'inaugurer un régime de réformes générales ». Le dénuement et la révolte, qui en est la fatale conséquence, semblent livrer le sultan et le Maroc à la France.

Le traité de Protectorat pouvait être signé dès ce moment, mais l'Allemagne devait, une fois de plus, se dresser devant les plans français. Il faut négocier avec elle, lui abandonner le Moyen-Congo, pour signer l'accord du 4 novembre 1911 qui, sous certaines réserves, laisse à la France les mains libres au Maroc.

Le traité de Protectorat intervient enfin le 30 mars 1912.

*
* *

Cet exposé peut sembler étranger à notre étude. Il intéressera cependant ceux qui savent l'importance capitale qu'a prise le Crédit dans notre économie moderne, en illustrant d'un exemple frappant l'influence du Crédit sur les plus grands événements. L'analyse de l'histoire marocaine dans les pre-

nières années du xx^e siècle montre que l'établissement du Protectorat français est incontestablement le résultat des efforts conjugués de la finance et de la politique.

Que l'occupation de tout un grand pays soit l'œuvre d'une politique de crédit intelligente, voilà qui est de nature à justifier la pensée placée en exergue de cette étude : « Le type économique des Sociétés modernes peut être qualifié d'économie du Crédit. »

Quant à ceux qui prétendent que les colonies sont des terres d'exploitation pour les financiers, ils verront par cet exemple que parfois les financiers méritent, par leur action, la situation prépondérante qu'ils occupent dans les colonies.

*
* *

La Banque d'Etat du Maroc s'est constituée sous forme de Société anonyme marocaine, avec siège social à Tanger, au capital de 15.400.000 frs, divisé en 14 parts. Les puissances représentées à la Conférence d'Algésiras : France, Angleterre, Allemagne, Espagne, Italie, Portugal, Russie, Belgique, Hollande, Autriche-Hongrie, Suède, Maroc (sauf les Etats-Unis qui y ont renoncé), ont droit à une part qui est souscrite par un groupe financier ou un délégué désigné par chaque puissance. Il est en outre reconnu à la France deux parts, qui sont attribuées au consortium des banques signataires du contrat du 12 juin 1904, en compensation de la cession qui est faite à la Banque d'Etat du Maroc :

1° du droit de préférence pour les emprunts, les frappes de monnaie, les ventes et achats d'or et d'argent, spécifié à l'article 33 du contrat ;

2° du droit inscrit à l'article 32, paragraphe 2 du contrat, concernant le solde disponible des recettes douanières, sous réserve expressé du privilège conféré en premier rang par l'article 11 du même contrat aux porteurs de titres sur la totalité du produit des douanes (1).

(1) Depuis la fin de la guerre de 1914-1918, les parts de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ont été rétrocédées au groupe français. La France possède donc à l'heure actuelle six parts du capital social de la Banque d'Etat. Les autres parts sont détenues par la Société Générale de Belgique, la Banque d'Espagne, la Banque d'Italie, la Banque de Portugal, MM. Glyn, Mills Currie and Co (pour la Grande-Bretagne), la Nederlandsche Handel-Mat-schappij (pour la Hollande), la Skandinaviska Kredit Aktiebolaget (pour la Suède), et l'Amin El Haj Driss ben Jelloun (pour le Maroc).

La Banque est créée pour une durée de 40 années, à partir du 31 décembre 1906.

Elle remplit le rôle d'un *organe administratif*. A ce titre, elle consent des avances au makhzen : elle est tenue de lui faire, à valoir sur les rentrées du Trésor, une avance en compte courant à concurrence d'un million ; de lui ouvrir pour une durée de 10 années un crédit qui ne peut dépasser les 2/3 de son capital initial, pour être employé aux dépenses d'installation et d'entretien du corps de police. Elle peut, en outre, lui consentir des avances facultatives, à la condition que l'ensemble de ces crédits n'excède pas la totalité du capital initial de la Banque.

La Banque d'Etat est *agent financier du makhzen*. Elle jouit d'un droit de préférence, à conditions égales, sur toutes les maisons de banque, pour les emprunts publics que le Gouvernement marocain voudrait contracter. Elle fait le service de tous les emprunts (sauf celui de 1904). Elle paie ou négocie les bons du Trésor ou autres effets de trésorerie émis par le makhzen.

La Banque remplit les fonctions de *Trésorier-payeur de l'Empire* (1). Elle reçoit obligatoirement les versements provenant du produit des douanes, à l'exclusion de la partie utilisée pour le service de l'emprunt 1904 ; du produit intégral de la « taxe spéciale » créée en vertu de l'article 66 de l'acte d'Algésiras ; de tous les revenus que le Gouvernement marocain pourrait affecter à la garantie de ses emprunts (2). Elle est chargée d'opérer pour le compte du Gouvernement le règlement de tous ordres de paiement émanant de l'Administration chérifienne.

Il est ouvert au Trésor, sur les livres de la Banque d'Etat, un compte courant général et un compte spécial pour la « taxe spéciale ». Ces comptes portent intérêt en recettes et en dépenses à 3 %. Une commission de 1/4 % sur les opérations effectuées au crédit et au débit est allouée à la Banque.

La Banque joue le rôle d'un *instrument de régularisation monétaire*. En Vertu de l'article 37 de l'acte de concession, elle a la faculté de prendre toutes les mesures qu'elle juge utiles

(1) Cette fonction, la Banque d'Etat l'a d'abord exercée exclusivement pour la zone française du Maroc. C'est seulement depuis la convention signée avec le Gouvernement espagnol, le 23 mars 1928, qu'elle est chargée de remplir la même fonction en zone espagnole.

(2) Après l'emprunt du 17 mai 1910, la totalité des revenus de l'Etat fut versée à la Banque d'Etat, sauf, bien entendu, la partie des recettes douanières destinée au service de l'emprunt 1904.

pour assainir la situation de la monnaie. Elle possède à cet égard le privilège exclusif de l'achat des métaux précieux, de la frappe et de la refonte des monnaies, de toute autre opération monétaire qu'elle fera pour le compte du Gouvernement marocain. Elle a le privilège d'émettre des billets au porteur ayant cours légal et force libératoire. Son pouvoir d'émission est toutefois limité :

1° Le montant des billets en circulation ne peut dépasser le triple de son encaisse ;

2° Cette encaisse doit être constituée pour au moins un tiers en or ou monnaies d'or.

Enfin la Banque d'Etat, en tant qu'*institution de crédit*, fait toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque ordinaire.

*
* *

Le Conseil d'Administration de la Banque d'Etat est composé d'un délégué par groupe ayant souscrit le capital, soit au total quatorze membres. A l'origine, il y avait dix administrateurs étrangers, trois français et un marocain. Depuis le retrait de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, le Conseil comprend sept membres étrangers, six français et un marocain.

Il existe un Conseil des censeurs, composé à l'origine de quatre membres désignés respectivement par la Banque d'Allemagne, la Banque d'Espagne, la Banque d'Angleterre et la Banque de France. Depuis la fin de la guerre, l'Allemagne n'a plus de représentant à ce Conseil.

Les censeurs ont pour principale attribution de veiller au bon fonctionnement de la Banque et à la stricte observation des clauses de la concession et des statuts ;

Veiller à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets ;

Surveiller les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire.

A côté des censeurs qui exercent le contrôle au nom des puissances signataires, le sultan exerce sa surveillance par un haut-commissaire et deux commissaires-adjoints marocains.

Le haut-commissaire contrôle la gestion de la Banque dans ses rapports avec les dispositions de l'acte de concession ; les relations de la Banque avec le Trésor impérial ; l'émission des billets de Banque. Il doit à cet égard signer chaque billet.

Une commission d'escompte est instituée à Tanger. Elle est

composée d'au moins six membres, choisis par le Conseil d'Administration parmi les notables résidant à Tanger, actionnaires de la Banque ; son rôle consiste à donner un avis sur les escomptes et ouvertures de crédit. Elle adresse sur ces questions un rapport mensuel au Conseil d'Administration (1).

*
* *

La Banque d'Etat du Maroc est de nationalité marocaine. Elle est toutefois régie par la législation française sur les sociétés.

En ce qui concerne la compétence en matière judiciaire, il y a lieu de distinguer : les actions intentées au Maroc par la Banque sont portées devant le tribunal consulaire du défendeur (2) ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence normales. Les actions intentées au Maroc contre la Banque sont portées devant un tribunal spécial, composé de trois consuls et deux assesseurs commerçants, désignés annuellement par le Corps Diplomatique. Un recours est possible contre les décisions de ce tribunal devant la Cour fédérale de Lausanne. Les contestations entre le Gouvernement marocain et la Banque ou entre la Banque et ses actionnaires relèvent directement et sans appel de la même Cour.

*
* *

Lors de son installation, la Banque d'Etat du Maroc avait pour principale mission de financer l'organisation et le fonctionnement de la Police, dont la création avait été prévue par l'acte d'Algésiras. La Banque a pourvu au paiement des dépenses nécessaires avec régularité et avec les précautions voulues pour assurer à ces avances leur exacte destination.

Comme agent financier du Maroc, la Banque d'Etat s'est occupée de l'émission de l'emprunt du 17 mai 1910 sur les places de Paris, Madrid et Berlin. Elle assure le service de cet

(1) Depuis 1923, à la demande des Chambres de commerce de la zone française, la Banque d'Etat a été amenée à créer à Casablanca un Comité consultatif constitué par six notables commerçants, colons et industriels de cette ville, dont la mission n'est pas celle d'un Comité d'escompte, mais consiste à fournir à la Banque des avis sur les affaires touchant les intérêts économiques de la place.

(2) Les tribunaux consulaires qui fonctionnent encore à l'heure actuelle sont ceux des Puissances qui n'ont pas renoncé aux capitulations : Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne. Tous les autres ressortissants européens sont soumis à la compétence des tribunaux français.

emprunt et des emprunts postérieurs, au moyen des revenus de l'Etat qui doivent être versés à ses caisses.

Au début, la Banque n'a pas rempli complètement son rôle de trésorier-payeur du makhzen. En 1907 et 1908, les versements n'atteignaient que des chiffres minimes, et on aurait attendu longtemps une soumission complète du sultan, sans les nouvelles obligations qu'est venu lui imposer l'emprunt de 1910. A partir de ce moment, le contrôle de la Dette fait verser régulièrement dans les caisses de la Banque le revenu affecté à l'emprunt, et comme le makhzen ne dispose, en dehors de ces revenus, que de ressources insignifiantes, on peut dire que, dès 1910, la Banque a exercé complètement son rôle de trésorier-payeur.

La Banque d'Etat devait également réaliser l'assainissement de la circulation monétaire. Pour atteindre ce but, elle pouvait soit procéder immédiatement à une frappe de nouvelles monnaies marocaines et à une émission de billets de banque, soit surveiller le développement économique du pays et créer les moyens d'échange au fur et à mesure de l'extension des besoins de la circulation.

Elle adopte cette deuxième solution. Aidée de deux autres banques : la Compagnie Algérienne et le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, elle se met à acheter et vendre la devise hassani au cours du jour et supprime par là un certain nombre d'agiateurs. Si bien que le cours de la peseta hassani qui, en 1905 et 1906, évoluait entre 185 et 142, se fixe vers la fin de 1907 entre 156 et 160.

Cette stabilité relative se maintient encore les années suivantes. En 1908, le cours oscille entre 150 et 160 ; en 1909, il varie entre 143 et 154, avec tendance à se fixer à 150. La Banque d'Etat, il est vrai, a été aidée par deux bonnes récoltes qui ont influé sur l'amélioration des cours, entraînant par ailleurs une diminution de son stock de monnaies métalliques.

Pour répondre aux besoins éventuels du public, la Banque d'Etat projette de réaliser une émission de papier-monnaie hassani. Mais la récolte, en 1910, a été mauvaise et la demande de monnaie a diminué. Néanmoins, la Banque fait sa première émission le 2 décembre 1910, mais c'est pour affirmer, sous une forme tangible, son privilège d'émission. Les billets émis sont de 20 rials makhzanis, ou 100 pesetas hassani.

La circulation de ce billet se développe lentement : elle est de 1.196.100 P.H. à la fin de 1911 ; de 1.445.500 P.H. à la fin de

1912 ; de 3.130.800 P.H. à la fin de 1913. On en a donné plusieurs raisons :

1° Faiblesse du portefeuille hassani, c'est-à-dire des effets que la Banque peut escompter et qui permettent la diffusion des billets ;

2° Insuffisance du nombre des agences de la Banque d'Etat ;

3° Hostilité ou méfiance de l'indigène contre la monnaie de papier, qu'il accepte, mais présente aussitôt au remboursement, sans la faire circuler ;

4° Taux élevé de sa valeur rendant son usage impossible dans les petites transactions.

Au reste, avant de songer à diffuser une monnaie fiduciaire reposant sur le crédit, il est nécessaire de consolider ce crédit, en unifiant le système monétaire et en lui rendant sa fixité.

La Banque d'Etat procède au retrait de la circulation de la vieille monnaie, de poids et de titre élevés, et utilise le métal pour frapper de nouvelles pièces au poids de 25 grammes et au titre de 900/1000°, comme les écus français. En 1914, la Banque aura ainsi frappé un total de 82.935.233 P.H.

Comme cette opération, faite pour le compte du Gouvernement, lui laisse des bénéfices, il est décidé que le tiers, puis les deux tiers de ce profit seront réservés pour l'assainissement de la monnaie. Un fonds de réserve important est ainsi constitué, qui aura son utilité quelques années plus tard.

Cette action de la Banque d'Etat, jointe à l'influence progressive de la pacification et à une balance commerciale favorable, provoque une amélioration du change qui cote : en 1911, 153 à 111 ; en 1912-13, 125 à 120 ; en 1914, 124 à 136.

Mais la guerre de 1914 et la crise qu'elle entraîne au Maroc vont compliquer l'œuvre poursuivie par la Banque d'Etat. Une alerte s'est produite à Casablanca, qui n'a été résolue que par l'intervention de la Banque d'Algérie. Et le Gouvernement est obligé, par dahir du 5 août 1914, de donner aux billets de la Banque de France et de la Banque d'Algérie cours légal et force libératoire dans la zone française du Maroc.

L'histoire monétaire de cette période, qui s'ouvre avec la guerre, a été rapportée au chapitre que nous avons consacré à la monnaie. Nous renvoyons à cet exposé et à l'exposé clair et très complet qui en a été donné par M. B. Sidbon-Beyda dans sa thèse de 1921 sur *La question monétaire au Maroc*.

Cette période s'est terminée par la démonétisation du hassani, l'expulsion du Maroc des circulations fiduciaires étran-

gères et l'émission par la Banque d'Etat d'un billet libellé en franc marocain, ayant seul cours légal et force libératoire en zone française, et assuré de la parité avec le franc français, grâce à l'institution d'un compte courant avec le Trésor français.

On trouvera une documentation étendue sur les dernières réformes du Maroc en matière monétaire, dans la thèse de M. Reynier sur *La Banque d'Etat du Maroc et les banques d'émissions coloniales*, 1926.

*
* *

La Banque d'Etat, organisme international, investi du privilège d'émission dans un pays de Protectorat français, présente un caractère original qui offre un grand intérêt. Plusieurs études ou thèses lui ont été consacrées. Mais les ouvrages publiés jusqu'à ce jour se sont occupés des origines de la Banque, de son organisation et, les plus récents, de son privilège d'émission, sans aborder l'étude de l'activité de la Banque d'Etat en tant qu'établissement de crédit et d'escompte et l'examen de ses résultats comme société privée, ni exposer son rôle dans la vie économique du pays.

C'est une lacune qu'il nous a paru intéressant d'essayer de combler dans la mesure de la documentation qui a été mise à notre disposition.

L'histoire de la Banque d'Etat dans ce domaine peut se diviser en trois périodes ayant chacune sa physionomie propre :

- 1° La période qui va de la création de la Banque à la guerre de 1914 ;
- 2° Celle qui comprend les années de guerre jusqu'au traité de paix ;
- 3° L'après-guerre jusqu'à ce jour.

*
* *

Créée le 25 février 1907, la Banque d'Etat s'est installée en avril à Casablanca, Mogador et Tanger, dans les locaux du Comptoir National d'Escompte, dont elle a pris la suite.

Malgré cette circonstance, la première année est une année de prise de contact, que viendront d'ailleurs troubler les événements malheureux de Casablanca. L'activité de la Banque est des plus modérées. Son bilan, au 31 décembre 1907, se totalisait par 23.580.063 francs. Avec un capital versé de 7.701.875

francs, son portefeuille d'effets escomptés présente un solde de 1.253.606 francs. Les comptes courants sont débiteurs de frs : 785.250. Au passif les comptes créditeurs accusent un total de frs : 3.005.687. Les profits et pertes nets s'élèvent à frs : 241.891.

L'activité commerciale est insignifiante. La Banque en profite pour s'organiser, étudier le pays. Elle s'efforce de remplir les buts à caractère officiel que lui assigne son acte de concession : aide au makhzen, organisation de la police, assainissement de la monnaie.

L'année suivante, la situation est à peu près inchangée. Les bénéfices à frs 389.051 se sont améliorés par suite de l'augmentation des avances à l'Etat.

L'exercice 1909 voit appeler en juin le troisième quart du capital. Avec une nouvelle avance des comptes du Gouvernement et une amélioration des résultats qui passent à frs 562.477, c'est à peu près le seul changement qui apparaît au bilan. Celui-ci se totalise par frs 31.021.169. On note une stagnation des affaires entraînant la diminution d'un portefeuille qui était déjà peu important. En attendant l'émission de ses billets hassani, la Banque met en circulation des bons de caisses, qui obtiennent un certain succès.

L'année 1910 ne diffère pas des années précédentes en ce qui concerne l'activité commerciale. Les affaires sont toujours très calmes et la récolte, qui a été médiocre, ajoute au marasme des transactions.

Pour la Banque, cependant, cette année est marquée par un événement important : la réalisation par son intermédiaire d'un emprunt de 101.124.000 frs pour le compte du Gouvernement marocain. Si les bénéfices découlant des opérations commerciales sont toujours modestes, par contre la Banque reçoit le remboursement de ses avances au makhzen en capital et intérêts, et la part qu'elle a prise à l'émission de l'emprunt lui assure un résultat satisfaisant, qui se traduit par une augmentation sensible de ses profits et pertes nets de l'année, passés à frs 1.908.830.

A la fin de l'année, la Banque a mis en circulation les premiers billets de banque hassani de 100 pesetas. Le Conseil note à ce sujet que « la quantité de papier commercial escomptable en monnaie marocaine est peu importante ; les ressources produites par l'émission du billet de banque trouveront donc difficilement leur emploi ; la création du billet est un service

gratuit, sinon onéreux, que la Banque d'Etat du Maroc rend au public ».

Mais nous savons, par le rapport des censeurs, qu'en procédant à cette émission, la Banque a entendu « affirmer sous une forme tangible son privilège d'émission ». Ce « service gratuit », comme on voit, n'est pas sans intérêt pour la Banque.

Le bilan au 31 décembre 1910 présente, par suite de l'emprunt, une nouvelle physionomie. Le portefeuille effets est plutôt en diminution. Les comptes créditeurs apparaissent en augmentation, mais cette augmentation est accidentelle et due à des règlements effectués par l'Etat à des créanciers qui n'ont retiré leurs fonds qu'après la clôture de l'exercice. Les comptes qui traduisent le mouvement des opérations commerciales sont plutôt faibles. Par contre, le bilan, qui se totalise par frs 52.879.373, présente une série de comptes nouveaux et des changements notables à des postes anciens, le tout provenant de la réalisation de l'emprunt. Au passif, les comptes cautionnements, Gouvernement marocain (compte courant général et compte de provisions spéciales), emprunt 1910 (réserve et coupons) et recette de la « taxe spéciale » forment un total de frs 18.445.055 : à l'actif, leur contre-partie est représentée par des placements en titres et reports effectués à l'étranger.

Nous avons indiqué que l'accroissement important des bénéfices de cet exercice est dû à la participation de la Banque à l'émission de l'emprunt. Il provient, pour une partie également, du mouvement qui en est résulté dans les comptes de la Banque. En s'installant au Maroc, celle-ci avait discerné l'analogie étroite qui existe entre la civilisation de ce pays et la civilisation médiévale en Europe, et elle semble en avoir tiré une déduction favorable à ses intérêts. On nous dit, en effet, que, procédant comme on faisait au moyen âge, elle a refusé pendant longtemps de verser un intérêt aux dépôts du Gouvernement (1), contrairement aux conditions prévues à cet égard dans son acte de concession et bien qu'elle trouvât, comme on l'a vu, l'emploi de ces dépôts dans des placements à l'étranger. Ceci expliquerait que les bénéfices soient passés d'une année à l'autre de frs 562.477 à frs 1.908.830.

L'année 1911 a été favorisée par une bonne récolte qui a

(1) Il y a tout lieu de penser que ce régime subsiste, bien que nous ayons dépassé le stade de civilisation envisagé. A présent, une autre raison le justifie : c'est que les instituts d'émission, en général, ne servent pas d'intérêts à leurs déposants.

amené une reprise des affaires. La Banque d'Etat a ouvert de nouvelles agences à Rabat et à Oujda. Le total du bilan s'élève à frs 64.528.731. Les différents postes relatifs aux comptes du Gouvernement ne présentent pas de changement notable. Par contre, ceux qui expriment le mouvement commercial sont en sensible développement : le portefeuille effets a doublé, les comptes débiteurs ont passé de frs 582.359 à frs 5.773.784. Au passif, les comptes créditeurs à frs 18.445.192 ont également doublé. Les profits et pertes ressortent à 1.268.145 frs. Ils proviennent en partie du développement des opérations ordinaires de banque et surtout, d'après le rapport du Conseil, de l'utilisation temporaire des dépôts, en particulier du dépôt du Gouvernement.

L'exercice 1912 a vu se produire les événements de Fès et la signature, le 30 mars de cette année, du traité de Protectorat. Le mouvement commercial s'est néanmoins maintenu et dans une certaine mesure développé. La Banque a ouvert une agence à Mazagan. Son bilan se totalise par frs 86.690.348.

Les postes en progression sensible sont, à l'actif, ceux du portefeuille effets et des comptes débiteurs, qui s'élèvent ensemble à frs 13.878.391 (contre 8.269.715) ; au passif, les dépôts et comptes créditeurs à frs 39.501.968 (contre 18.445.192). Les placements de la Banque à l'étranger passent de frs 28.682.223 à frs 40.159.219. Les profits et pertes atteignent 1.752.733 francs.

L'année 1913 a été marquée au Maroc par une mauvaise récolte qui a causé une crise de mévente dans les affaires, et par une première crise immobilière due à la spéculation. Néanmoins les opérations de la Banque continuent de se développer. Son bilan s'élève à frs 101.972.812. Le portefeuille effets et les comptes débiteurs ont encore progressé à 31.037.820 frs. Les dépôts et comptes créditeurs sont à 47.611.437 francs.

La Banque d'Etat se rend bien compte que son rôle doit être de seconder les efforts de l'Etat pour favoriser le développement du pays. Elle est disposée à aider le commerce en augmentant ses facilités d'escompte direct. Elle souhaite de voir les banques, qui lui ont réescompté au cours de cette année une partie de leur portefeuille, recourir de plus en plus à ses services. Mais en attendant que ses moyens de placement dans le pays se développent, force lui est d'employer l'excédent de ses ressources à l'étranger. En 1913, les placements de cette catégorie s'élevaient à frs 24.648.063. Les bénéfices provenant en partie de ces placements qui ont profité de l'élévation acci-

dentelle en Europe du taux de l'intérêt, sont de l'ordre de 1.570.970. La Banque a ouvert deux nouvelles agences : à Larache, manifestant par là sa volonté d'étendre son privilège, conformément à son acte de concession, à la zone espagnole, et à Safi.

L'année 1914 clôt la première période de l'existence de la Banque d'Etat du Maroc ; c'est l'année de la guerre et des bouleversements qu'elle a provoqués dans tous les domaines. La France, sans l'énergique audace du Maréchal Lyautey, eût perdu le Maroc. La Banque d'Etat vit son privilège dangereusement menacé par la Banque d'Algérie. Ce premier épisode de la rivalité entre les deux établissements d'émission a été relaté plus haut. La Banque d'Algérie a marqué là un avantage sérieux sur son adversaire, dont elle s'est longtemps prévalu, et qui a été un avertissement pour la Banque d'Etat.

La guerre a provoqué un arrêt des affaires. Les postes correspondant dans le bilan de la Banque d'Etat à l'activité commerciale s'en sont ressentis. Le portefeuille effets et les comptes débiteurs ont diminué à frs 23.382.175, les comptes créditeurs à frs 14.552.936. Par contre, nous relevons un accroissement des comptes officiels, qui se totalisent par frs 80.745.520.

Ces disponibilités proviennent en partie de la réalisation, à la veille de la guerre, d'une première tranche de frs 70.250.000 sur l'emprunt de 230.000.000 autorisé en 1914 par le Parlement français. Elles ont permis à la Banque d'Etat de porter à frs 44.933.235 ses placements à l'étranger. Les bénéfices néanmoins apparaissent en recul à frs 905.294.

Avec l'année 1915 s'ouvre la deuxième période de l'activité de la Banque d'Etat du Maroc. Elle se développe sur les cinq années de guerre, jusqu'au traité de paix. Nous possédons peu de renseignements sur cette période : un seul bilan, celui de l'exercice 1919, et quelques chiffres épars dans le rapport du Conseil d'Administration, qui englobe les exercices 1914 à 1919.

Nous avons dit que la Banque d'Etat avait senti sa situation ébranlée par l'activité déployée par la Banque d'Algérie, au cours de la crise provoquée par la déclaration de guerre. Le rapport du Conseil d'Administration s'étend longuement sur cet épisode ; il fait un historique du mouvement des changes jusqu'à la rupture de la parité en octobre 1919 ; mais il ne fournit aucune indication sur l'activité commerciale de la Banque.

La Banque a ouvert des agences à Marrakech en 1915 et, en zone espagnole : à El Ksar et Tétouan, en 1916.

Les profits et pertes ont encore baissé à frs 677.769 en 1915,

pour revenir à frs 870.805 en 1916 et à frs 857.863 en 1917. En 1918, le makhzen réalise la deuxième tranche de l'emprunt voté en 1914, pour un montant de frs 182.000.000.

D'autre part, la dépréciation de la monnaie française amène un accroissement du volume des transactions. La Banque profite de ces circonstances et ses bénéfices atteignent cette année frs 2.184.782.

Pour l'exercice 1919, le dernier de la période de guerre, un bilan a été publié qui se totalise par frs 206.895.979. Certains postes sont en sensible progression : à l'actif, le portefeuille effets s'élève à frs 74.608.696, les comptes débiteurs à frs 14.024.120 ; au passif, les dépôts et comptes créditeurs sont à frs 38.935.286 et les comptes du Gouvernement à frs 112.400.219. Les profits et pertes ressortent à frs 3.627.378.

*
**

Avec l'année 1920, nous abordons la troisième période de l'existence de la Banque d'Etat. C'est celle qui présente le plus d'intérêt.

La démonétisation du hassani a été décrétée par le dahir du 19 mars 1920. Un dahir du 21 juin suivant instituait le franc marocain et lui donnait cours légal et force libératoire dans l'étendue du Protectorat français, à l'exclusion de toutes autres monnaies. En novembre, la Banque d'Etat réalisait sa première émission de billets libellés en francs.

Le bilan de la Banque marque, par son importance, le début d'une ère nouvelle pour les affaires marocaines et pour la prospérité de l'institut d'émission. Il se totalise par frs 403.350.873.

A l'actif, les postes portefeuille effets et comptes débiteurs s'établissent à frs 99.339.024, avec une augmentation remarquable des effets sur le Maroc, qui passent de frs 24.600.000 en 1919 à frs 69.800.000. Au passif, les comptes créditeurs sont à frs 45.825.377, et les comptes du Gouvernement s'élèvent à frs 277.567.305. Les bénéfices, acquis sans circulation productive de billets de banque, puisque les billets émis au 31 décembre 1920 atteignent à peine 20.000.000 de frs, s'élèvent à frs 4.952.705.

La Banque d'Etat a ouvert cette année son agence de Fès.

En 1921, la situation de la Banque d'Etat, au moins au point de vue officiel, s'est définitivement consolidée par la signature des deux conventions des 28 et 29 décembre 1921, dont il a été

parlé au chapitre de la monnaie et par l'arrêté viziriel du 4 mars 1922, qui supprime en zone française les circulations fiduciaires autres que celles de la Banque d'Etat.

Au cours de cette année de crise mondiale, la Banque d'Etat a prêté son concours aux grandes entreprises qui exécutent des travaux de ports et de chemins de fer au Maroc, et leur a permis, par des avances temporaires, d'attendre l'heure où elles pourront se procurer, par des appels au public, les moyens financiers nécessaires. Elle a ouvert des crédits pour la campagne d'affaires, afin d'atténuer la raréfaction des capitaux causée par la crise.

La Banque a ouvert une agence à Meknès. Son activité accrue s'exprime dans le bilan arrêté au 31 décembre 1921, qui se totalise par frs 791.018.718. La plupart des postes sont en progrès marqué sur l'exercice précédent.

Trois postes attirent principalement l'attention : les billets en circulation qui passent de frs 20.252.995 à frs 140.131.635, après avoir atteint leur maximum le 1^{er} octobre, au moment où la campagne d'affaires bat son plein, avec frs 165.179.000 ; les comptes du Gouvernement marocain qui présentent ensemble un total créditeur de frs 532.860.608 ; et les placements à l'extérieur qui forment la contre-partie partielle des comptes du Gouvernement pour un montant de frs 383.239.912. On peut dire, à cet égard, que la majeure partie des profits et pertes de l'exercice, qui s'élèvent à frs 7.251.563, provient de ces opérations réalisées au moyen des disponibilités de l'Etat.

Le bilan de l'exercice 1922 présente un aspect différent de ceux des années précédentes. L'émission de billets et l'établissement du compte courant avec le Trésor français devaient avoir pour contre-partie l'organisation d'une encaisse dans les termes de l'acte de concession de la Banque. Cette encaisse a été constituée par le rachat, en vertu de la convention du 28 décembre 1921, des 40.000.000 de pesetas hassani que le Gouvernement possédait depuis la démonétisation. L'encaisse métallique figure au bilan du 31 décembre 1922 pour frs 50.079.366. En outre, en vertu de la convention du 29 décembre 1921 avec le Trésor français, un dépôt en billets français a été fait par la Banque, au Trésor à Paris, pour la somme de frs 34.000.000.

Le concours donné par la Banque aux affaires ressort à frs 82.908.516 d'effets escomptés sur le Maroc, frs 70.812.088 d'effets escomptés hors du Maroc, et frs 33.086.872 d'avances à découvert.

Le concours donné à la Banque par le public s'est élevé à

frs 240.941.790, représentant l'émission de billets de banque et à frs 108.737.154 de dépôts et comptes créditeurs.

Le concours donné à la Banque par l'Etat s'élève à frs 117.668.349, chiffre auquel ressortent ses différents comptes créditeurs chez l'institut d'émission.

Enfin la Banque apparaît débitrice envers le Trésor français à Rabat de frs 195.044.593.

L'ensemble de ces disponibilités a permis à la Banque d'Etat d'effectuer des placements à l'extérieur pour un total de frs 379.920.700. Néanmoins les bénéfices pour l'exercice 1922, atteignant frs 6.297.535, sont en diminution sur ceux de l'exercice précédent. Le Conseil d'Administration, en signalant ce recul de profits de la Banque, l'impute à la crise qui sévit au Maroc et qu'il expose en ces termes : « En vous entretenant l'année dernière de la crise aiguë dont avait souffert le Maroc en 1921, nous indiquions qu'on ne pouvait prévoir ni que son terme fût proche, ni que son maximum d'intensité eût été atteint. En fait, l'année 1922 n'a pas été plus satisfaisante que la précédente. Médiocre a été la récolte, médiocres ont été les bénéfices des agriculteurs indigènes ou colons, et il en est résulté fatalement une stagnation des affaires, car la puissance d'achat du Maroc, intimement liée à la production agricole, varie avec celle-ci chaque année. »

Pour qui a vécu en Afrique, il est aisé d'imaginer ce que représente une récolte déficitaire se produisant à la suite d'une précédente mauvaise récolte : c'est la misère pour une multitude de pauvres cultivateurs, souvent la famine pour un grand nombre ; c'est l'impossibilité pour la plupart, lorsqu'ils se sont saignés pour payer le *tertib*, de faire face au règlement de leurs dettes, c'est l'usure s'abattant sur leurs biens, leur expropriation forcée et toutes les détresses qui en sont la suite...

Cette année, les bénéfices de la Banque d'Etat atteignent frs 6.297.000 (tous amortissements et réserves prélevés) pour un capital versé de frs 11.550.000 ; le rendement de celui-ci s'établit au taux de 54 %.

L'année 1923 n'est pas plus favorable aux milieux économiques : la récolte est pour la troisième fois déficitaire, la crise immobilière atteint son maximum d'acuité. Mais la Banque s'est ressaisie, ses résultats vont s'améliorer. Si le mouvement des affaires apparaît en régression ou stationnaire, si les dépôts diminuent, par contre une augmentation des comptes du Gouvernement, qui passent de frs 117.666.349 à 287.836.767, va lui permettre d'accroître encore le chiffre de ses

placements au dehors, qu'elle portera de frs 379.920.700 à frs 464.227.940, et d'enregistrer des bénéfices en augmentation à frs 8.876.282.

Le 1^{er} janvier 1924, la Banque d'Etat installe une agence à Paris. L'année 1924 est marquée au Maroc par une reprise notable de l'activité commerciale et par un assainissement du Crédit, conséquence d'une récolte abondante, réalisée à des prix élevés.

L'amélioration de la situation ne pouvait qu'influer favorablement sur celle du commerce extérieur, ainsi qu'en témoigne le tableau des importations et des exportations pendant les cinq dernières années :

	Importations	Exportations	Excédents des importations
1920	1.000 millions	296 millions	704 millions
1921	909 »	306 »	603 »
1922	778 »	237 »	541 »
1923	780 »	272 »	508 »
1924	925 »	622 »	303 »

La reprise de l'activité commerciale s'est traduite par un concours plus important accordé par la Banque aux affaires. Le portefeuille des effets escomptés au 31 décembre 1924 s'élève à frs 95.489.594 pour les effets sur le Maroc, et frs 74.123.226 pour les effets hors du Maroc ;

Les comptes débiteurs atteignent frs 55.923.052 ;

Les comptes créditeurs sont à frs 130.990.414 ;

Les billets en circulation à frs 280.104.630 ;

Les comptes du Gouvernement sont créditeurs de frs 306.437.104 ;

Les placements à l'extérieur atteignent le chiffre de frs 541.869.331 ;

Et les profits et pertes frs 9.523.892.

Au cours de cette année, la Banque a renouvelé ses conventions avec le Trésor français et le Gouvernement marocain.

En 1925, la situation économique est demeurée satisfaisante et la Banque d'Etat a enregistré une nouvelle progression des différents postes de son bilan, qui se totalise par frs 1.266.030.996.

Le portefeuille effets, de frs 169.612.820 en 1924, passe à frs 314.153.531. Les comptes débiteurs progressent à 62.485.681 francs. Les comptes créditeurs atteignent 209.111.175 frs.

Les billets en circulation sont à 394.357.730 francs. Les comptes créditeurs du Gouvernement se développent à 397 millions 617.286 francs. Une avance parallèle est accusée par les sommes placées à l'extérieur, qui s'élèvent à 591.597.697 frs.

Les profits et pertes ressortent à 10.871.115 frs.

Par décision de l'Assemblée générale du 11 mai 1925, le fonds de réserve spéciale constitué en vue de la libération du capital a été appliqué à cette libération.

Pendant l'année 1926, le Maroc a été éprouvé par une mauvaise récolte et par la crise aiguë des changes. Les rendements déficitaires ont durement affecté l'agriculture ; l'agitation des changes a pesé gravement sur le commerce. La balance commerciale en a subi le contre-coup ; les importations se sont élevées à frs 1.692.000.000, contre 711.000.000 d'exportations, accusant un déficit de près de un milliard.

On s'étonne, dans ces conditions, que le poste portefeuille effets de la Banque apparaisse en augmentation sensible sur 1925, à frs. 380.031.751. Mais cette augmentation est due en partie aux avances consenties aux compagnies de chemins de fer à un moment où le marché ne se prêtait pas au placement de leurs obligations.

Le bilan au 31 décembre 1926 se totalise par francs : 1.520.991.403. Les différents comptes ne présentent pas de changement notable, à l'exception toutefois du compte Trésor français à Rabat qui, par suite du déficit considérable de la balance commerciale, accuse un solde créditeur de frs 408.187.926.

Les bénéfices sont en progression à frs 15.001.382.

En vertu des décisions de l'Assemblée générale extraordinaire du 8 mai 1926, le capital de la Banque a été porté à 30.800.000 francs, par prélèvement de 15.400.000 francs sur les réserves.

L'année 1927 a été au Maroc une année de production moyenne et de moyenne activité. Le déficit de la balance commerciale s'est élevé à frs 942.000.000. Mais l'abondance des capitaux dont a bénéficié cette année le marché français amène des disponibilités au Maroc. Cette circonstance entraîne une réduction du portefeuille effets de la Banque d'Etat, qui tombe de frs 380.031.751 à frs 179.116.241. Les autres postes apparaissent sans grand changement, sauf le compte du Trésor français à Rabat, qui baisse à frs 212.772.782. L'amortissement de ce compte a été effectué au moyen d'un versement de 210

millions de francs prélevés sur les disponibilités de la Banque en France. Celles-ci restent néanmoins assez importantes, puisqu'elles s'élèvent encore à frs 531.804.378.

Les bénéfices de l'exercice ressortent à frs 16.075.313.

Le rapport de l'exercice 1927 signale que, le 23 mars 1928, la Banque d'Etat a signé, avec la Direction Générale du Maroc et des Colonies à Madrid, un accord en vertu duquel la Banque est réintégrée, à partir du 1^{er} avril, dans ses fonctions de Trésorier-payeur de la zone espagnole. Cet accord lui impose la création de trois nouveaux sièges à Arzila, Nador et Villa-Sanjurjo, qui vont compléter son réseau d'agences au Maroc.



Après avoir passé rapidement en revue les postes les plus intéressants dans les bilans successifs de la Banque d'Etat, il nous paraît utile de nous arrêter à quelques points particulièrement importants.

L'acte de concession de la Banque d'Etat lui impose une encaisse égale au tiers de sa circulation. Cette encaisse doit être, à concurrence d'au moins un tiers, représentée par de l'or ou de la monnaie d'or.

La première émission de billets de la Banque d'Etat a lieu en 1920. Mais c'est en 1921 qu'elle se développe, pour atteindre, le 1^{er} octobre, frs 165.179.000. On ne trouve cependant aucune trace d'encaisse métallique au bilan de 1921, et le collège des censeurs discrètement n'y fait aucune allusion dans son rapport de cette année. Il s'empresse d'ailleurs d'exprimer sa satisfaction dans le rapport de l'année suivante, lorsque la Banque eut régularisé cette situation.

Le bilan au 31 décembre 1922 indique une circulation de frs 240.941.790 et une encaisse métallique de frs 50.079.366, plus un dépôt de billets au Trésor public à Paris de frs 34.000.000, soit une couverture de 35 %, dont 20 % en monnaie métallique.

D'autre part, la Banque a commencé à constituer des disponibilités en dollars et en livres sterling. Ces disponibilités, qui atteignent, au 31 décembre 1924 et au cours du pair, frs 14.407.842, sont, depuis la nouvelle convention du 29 décembre 1924 avec le Trésor, comprises dans l'encaisse métallique, pour le calcul des sommes qui doivent être déposées par la Banque d'Etat au Trésor public, en complément du tiers statutaire de la circulation de la Banque.

Par la convention du 10 novembre 1924 avec le Gouvernement chérifien, la Banque a rétrocédé à ce dernier les 40.000.000 de pesetas hassani qui lui avaient servi jusque-là d'encaisse métallique ; son effort va tendre maintenant à renforcer son encaisse en devises appréciées.

Au 31 décembre 1927, cet effort a réussi à constituer un stock de devises, évalué au pair à frs 85.810.370. La circulation des billets s'élève à cette date à frs 447.189.830 et l'encaisse totale qui garantit cette circulation se compose des éléments suivants :

Encaisse métallique	{	Or	2.013.169	
		Argent et		
		billets ...	11.760.707	
				13.773.876
Disponibilités en dollars et livres sterling....				85.810.370
Dépôt au Trésor public à Paris.....				55.000.000
				154.584.246

Les devises qui rentrent dans la composition de cette encaisse sont évaluées au cours du pair. La différence entre ce cours et le prix réel d'achat est portée sous la rubrique « comptes d'ordre ». Un premier amortissement avait été effectué en 1924 et avait ramené les cours inventoriés au bilan de cet exercice à 62,62 pour la livre sterling et 13,25 pour le dollar. Grâce à cet amortissement, le cours moyen des devises à la fin 1926 s'établissait à 113,12 pour la livre et 23,31 pour le dollar.

Dans ces conditions, le prix de revient de l'encaisse de la Banque d'Etat ne paraît pas très éloigné de sa valeur réelle actuelle, et la stabilisation qui vient de procurer en France un bénéfice considérable à l'Etat, ne semble pas devoir se traduire pour la Banque d'Etat du Maroc par un profit bien appréciable.

Ce profit, quel qu'il soit, sera vraisemblablement versé au Gouvernement chérifien, qui ne manquera pas de l'utiliser en faveur du Crédit agricole et des institutions économiques similaires. L'exemple lui en est donné par le Gouvernement français qui vient, par une loi du 18 juillet 1928, d'ouvrir, par prélèvement sur les bénéfices réalisés par la stabilisation, un crédit de frs 580.000.000 en faveur du Crédit agricole et de l'électrification des campagnes.

*
* *

Nous donnons ci-dessous un tableau montrant la progres-

sion des trois rubriques qui se réfèrent, dans le bilan de la banque d'Etat, au mouvement des opérations principales effectuées par cet établissement avec le commerce marocain :

Années	Portefeuille des effets escomptés	Comptes courants débiteurs	Comptes de dépôts et comptes créditeurs
1907	1.253.606	758.250	3.005.687
1908	1.503.712	620.427	2.680.018
1909	1.158.798	920.859	4.647.656
1910	1.155.415	582.359	9.268.118
1911	2.495.931	5.773.784	18.445.192
1912	6.417.371	7.461.020	39.501.968
1913	10.781.916	20.255.904	19.213.521
1914	16.084.324	7.297.851	14.552.936
1919	74.608.696	14.024.140	38.935.686
1920	76.600.769	22.738.255	45.825.377
1921	129.956.345	28.221.578	46.931.706
1922	153.720.604	33.086.872	90.808.748
1923	139.903.094	34.329.630	71.447.707
1924	169.612.820	55.923.052	114.338.868
1925	314.153.531	62.485.681	182.592.809
1926	380.024.751	69.227.523	184.397.830
1927	179.116.241	83.575.078	225.177.945
	1.658.547.924	447.281.963	1.111.771.772

Ces chiffres permettent de faire un calcul curieux, bien que nécessairement approximatif, puisque nous ne possédons pas le total du mouvement de chaque compte, mais un solde de fin d'année, qui peut être considéré comme un chiffre moyen.

Le total du portefeuille effets, y compris les effets hors du Maroc, s'élève depuis la création de la Banque jusqu'au 31 décembre 1927 à.....frs 1.658.547.924

Le total des comptes courants débiteurs pour la même période est de.....frs 447.281.963

Ensemble, la moyenne des escomptes et avances de la Banque s'élève àfrs 2.105.829.887

Ce qui donne, par année, une moyenne de
frs 123.872.346

Les comptes créditeurs, calculés également sur les chiffres de fin d'année, forment un total, pour la même période, de.....frs 1.111.771.772

soit une moyenne, par année, defrs 65.398.339

Enfin la circulation fiduciaire moyenne, basée sur le même calcul, produit un total de 2.192.184.128
et une moyenne annuelle defrs 146.145.608

En raisonnant sur ces chiffres moyens, on peut dire que, par un effet de la loi, la Banque fait un premier emprunt au public, au moyen de son émission, de.....frs 146.145.608
que par un effet de la confiance des déposants, elle lui fait un deuxième emprunt defrs 65.398.339

en sorte qu'au total elle emprunte au public ..frs 211.543.947

De son côté, sous forme d'escomptes et d'avances en comptes courants, elle prête au public 123.872.346

de telle manière qu'en fin de compte c'est le public qui reste créancier de la Banque de ..frs 87.671.601

Au moyen d'un calcul analogue, restreint cette fois à une période qui va de 1922 à 1927, on obtient des chiffres qui traduisent plus fidèlement la physionomie actuelle de la situation que nous signalons, et qui la caractérisent plus fortement.

On trouve alors que les emprunts de la Banque au public s'élèvent, sous forme d'émission, àfrs 336.351.265
et sous forme de dépôts à.....frs 162.786.157

Ensemble.....frs 499.137.422
et qu'elle lui avance sous forme d'escomptes et de découvertsfrs 279.193.886

ce qui constitue finalement la Banque débitrice envers le public defrs 219.943.536

On reconnaît que c'est le rôle classique et normal d'une banque d'être un intermédiaire entre ceux qui possèdent des disponibilités sans en avoir l'emploi, et ceux qui ont l'utilisation de ces disponibilités sans en posséder eux-mêmes.

Mais une banque d'émission surtout remplit-elle entièrement son rôle, quand elle enlève à la production du pays plus des 2/5 des ressources que celui-ci lui fournit, soit par l'émission, soit par les dépôts ?

Il y a plus, car nous n'avons pas tenu compte jusqu'à présent des sommes considérables qui figurent dans les comptes de

la Banque au crédit du Gouvernement et qui atteignent pour la période envisagée plus haut frs 1.866.000.000, soit une moyenne annuelle de 311.000.000.

Toutes ces ressources que la Banque n'utilise pas au Maroc, elle les emploie dans des placements à l'extérieur, en titres, reports et autres opérations fructueuses pour elle. La moyenne annuelle de ces placements pour la même période ressort à frs 520.000.000.

On ne conteste pas à la Banque d'Etat, si elle ne trouve pas l'emploi de ces sommes à l'intérieur du pays, le droit de les placer au dehors. On veut même admettre qu'elle dispense largement ses crédits aux entreprises locales, et qu'elle n'a recours aux placements extérieurs que lorsqu'elle constate que le marché marocain est saturé de crédit. Sans doute les hommes d'affaires l'entendent différemment ; mais nous savons que si l'on écoutait les hommes d'affaires, il n'y aurait jamais de limite à leurs besoins de crédits. L'organisme qui a la responsabilité du crédit d'un pays a néanmoins le droit de penser autrement.

Mais, ce point admis, ne reste-t-il rien d'autre à déterminer ? Ne pourrait-on pas se demander qui doit bénéficier du produit des placements effectués au dehors, au moyen des disponibilités puisées dans le pays ?

Une banque a un privilège aussi exceptionnel que le privilège d'émission, elle a en outre l'exclusivité des opérations de l'Etat. On veut bien admettre tout cela, on veut bien qu'elle en tire un bénéfice légitime. Mais n'a-t-on pas le droit d'exiger d'elle qu'elle utilise tous ces avantages au seul profit du pays qui les lui concède ?

Dès l'instant où, à l'aide de ces privilèges, elle prétend réaliser des bénéfices au dehors, sans aucun profit pour le pays, on est fondé à lui demander que les bénéfices qu'elle retire de cette activité extérieure soient versés à des œuvres d'intérêt général dans le pays.

L'emploi au dehors de sommes très importantes appelle une autre observation.

On remarque que le taux d'escompte de la Banque d'Etat, s'il suit les variations du taux de la Banque de France, a tendance à être affecté immédiatement par les hausses, et à suivre, au contraire, comme à regret, les baisses, en maintenant dans tous les cas un écart entre les deux taux. Le tableau ci-après accuse nettement cette tendance :

Banque de France		Banque d'Etat du Maroc	
Dates	Taux	Taux	Dates
8 avril 1920 *	6	6	10 avril 1920
28 juillet 1921	5,50	6	31 décembre 1921
11 mars 1922	5	5,50	7 avril 1922
10 janvier 1924	5,50	6,50	23 janvier 1924
17 janvier 1924	6	6	15 mars 1924
11 décembre 1924	7	7	17 décembre 1924
9 juillet 1925	6	6,50	10 août 1925
31 juillet 1926	7,50	8	8 août 1926
16 décembre 1926	6,50	7,50	1 ^{er} janvier 1927
4 février 1927	5,50	6,50	8 février 1927
15 avril 1927	5	—	—
30 décembre 1927	4	—	—
19 janvier 1928	3,50	5,50	24 janvier 1928

Ainsi le 16 décembre 1926, la Banque de France abaisse son taux de 7,50 à 6,50. La Banque d'Etat attend jusqu'au 1^{er} janvier 1927 et, comme étrennes de nouvel an, elle annonce une baisse de 8 à 7,50. Entre temps, les Chambres de commerce se sont émues et ont protesté auprès de la Résidence. Que répond-on à ces protestations ? Que « ce décalage est susceptible de favoriser l'afflux des capitaux métropolitains vers le Maroc », et que, d'autre part, « la diminution (réclamée par le monde des affaires) rencontre quelque opposition de la part du Trésor français, car celui-ci se trouve être créancier à Rabat de plus de 320.000.000 auprès de la Banque d'Etat du Maroc » (1).

Quatre mois plus tard, le 15 avril 1927, la Banque de France abaisse son taux de 5,50 à 5. Le taux de la Banque d'Etat est maintenu à 6,50 depuis le 8 février. Les Chambres de commerce s'adressent de nouveau à la Résidence. Le Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, après avoir questionné son collègue des Finances, répond : « C'est le Trésor français qui fait des objections à ce que la Banque d'Etat abaisse son taux d'escompte. La raison en est que l'institut d'émission marocain se trouve être débiteur depuis plus de six mois d'une somme supérieure à 400 millions de francs à l'égard du Trésor français.

« Le déficit de la balance des comptes marocains, traduit par cette avance préjudiciable aux intérêts de la Trésorerie

(1) Lettre du délégué à la Résidence Générale au Président de la Chambre de Commerce de Casablanca, en date du 28 décembre 1926.

française, risquerait de s'aggraver, si le taux d'escompte était abaissé » (1).

Des arguments exposés dans cette correspondance, celui qui se réfère à la nécessité de maintenir un écart entre le taux de la Banque d'Etat du Maroc et le taux de la Banque de France, pour attirer les capitaux métropolitains au Maroc, peut être admis tant qu'il ne sert à justifier qu'une différence raisonnable entre les deux taux.

Quant à celui qui se fonde sur l'opposition du Trésor français, il ne saurait être retenu après un examen de la situation de la Banque d'Etat.

A fin décembre 1926, au moment où se produit la première réclamation des Chambres de commerce, la Banque est débitrice envers le Trésor français de frs 408.187.926. Mais à la même époque, ses disponibilités hors du Maroc, et libres de toute charge, s'élèvent à frs 610.454.146. Etait-il donc interdit à la Banque d'Etat de réaliser une partie, sinon la totalité, de ces disponibilités et de couvrir ou de réduire son compte au Trésor ? Une seule raison pouvait la retenir, c'est la différence, toute à son profit, qui existe entre le taux auquel elle place ces disponibilités et l'intérêt qu'elle sert au Trésor français. Question de profit personnel pour la Banque, qui primait l'intérêt de la collectivité, lequel eût commandé de couvrir le Trésor et d'abaisser le taux d'escompte.

La situation que nous soulignons ici est d'ailleurs permanente depuis que fonctionne le compte courant avec le Trésor français.

A fin 1922, le Trésor était créancier de frs 195.044.593, tandis que les disponibilités de la Banque au dehors s'élevaient à frs 379.920.700.

En 1923, nous trouvons à ces deux postes respectivement : frs 119.357.415 et 464.227.940.

En 1924 :	177.658.899 et 541.869.331
En 1925 :	190.423.151 et 591.597.697
En 1926 :	408.187.626 et 610.454.146
En 1927 :	212.772.782 et 531.804.378

Il ressort de cet exposé que les placements de la Banque

(1) Lettre au Président de la Chambre de Commerce de Casablanca, en date du 21 juin 1927.

d'Etat à l'extérieur, non seulement ne profitent pas au pays, mais dans certains cas lui causent un réel préjudice.

Il est à noter qu'une partie de ces placements est faite au moyen des sommes déposées à la Banque, au crédit du Gouvernement.

Il est remarquable également que le découvert de la Banque auprès du Trésor ne représente même pas 50 % des sommes que la Banque d'Etat a dû employer au dehors pour constituer son encaisse métallique.

Que la Banque puisse recourir à ses disponibilités à l'extérieur pour réduire le compte du Trésor, cela résulte de l'expérience même, puisque à deux reprises, à la demande du Ministère des Finances, en 1925 pour un montant de 150 millions, et en 1927 pour un montant de 210 millions, elle a déjà utilisé ce moyen de diminuer son découvert.

Nous ne croyons pas nécessaire d'insister sur l'opportunité des mesures à prendre pour réglementer ces placements, de manière à éviter qu'ils portent préjudice aux intérêts de la collectivité et que, ceci étant assuré, les profits de ces opérations soient consacrés à des œuvres d'intérêt général au Maroc.

*
**

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la Banque d'Etat réalise des bénéfices importants.

Les dividendes qu'elle a distribués à ses actionnaires se sont élevés à :

En 1909 : 5 % ; 1910 à 1919 : 6 % ; 1920 : 12,50 % ; 1921 et 1922 : 20 % ; 1923 : 26,66 % ; 1924 : 33,33 % ; 1925 : 40 %.

En 1926, le capital ayant été porté au double par un prélèvement sur les réserves, chaque action a été doublée par la remise d'une action nouvelle par action ancienne ; le dividende s'est élevé à 30 % par action, soit 60 % pour les deux actions réunies.

En 1927, le dividende a atteint 35 %, soit 70 % pour les deux actions.

Les sommes réparties à titre de dividende depuis la création de la Banque se sont élevées au 31 décembre 1927 à
frs 46.584.846

Les sommes allouées au Conseil d'administration ont atteint à la même date..... 7.540.816

A ces sommes s'ajoutent :

Le montant du quatrième quart du capital initial libéré par un prélèvement sur les réserves effectué en 1925.....	3.850.000
Le montant de l'augmentation de capital réalisée par un prélèvement identique en 1926	15.400.000
Le montant de la réserve légale s'élevant au 31 décembre 1927 à frs.....	7.700.000
Le montant de la réserve supplémentaire à la même date, soit.....	12.000.000
Ensemble, frs	93.075.662

Cette somme de bénéfices a été réalisée par la Banque d'Etat sur une période de 21 années, dont les dix premières ont été d'abord des années d'organisation, puis des années troublées par des événements exceptionnels, et avec un capital effectivement versé de frs 11.550.000.

Et nous n'avons pas tenu compte de la plus-value considérable acquise par les immeubles de la Banque, ni de la hausse extraordinaire de ses actions, qui sont traitées hors bourse entre 16 et 17.000 francs l'action de 500 francs au nominal.

Remarquons à ce sujet que l'actionnaire qui a conservé ses actions depuis l'origine et qui a reçu une nouvelle action pour chaque action ancienne, en 1926, a vu sa valeur de 500 francs (qui ne lui a d'ailleurs coûté que 375 francs) passer à 33 ou 34.000 francs.

On mesure toute la portée de cette plus-value, quand on la considère comparativement aux cours des actions de la Banque de France et de la Banque d'Algérie, cotées aux environs de frs 24.000 et 18.000.

*
* *

Il est juste, pour terminer, de mentionner à la louange de la Banque d'Etat du Maroc, le concours qu'elle accorde à diverses institutions d'intérêt général.

La Banque d'Etat a souscrit une part dans le capital de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc. Elle contribue à constituer et à maintenir la dotation dont celle-ci dispose en faveur du crédit à moyen terme. Cette contribution s'élève présen-

tement à la somme de 11.000.000 de francs ; elle produit intérêt à un taux réduit, fixé à l'heure actuelle à 4,50 % (1).

Son concours aux Caisses de crédit agricole comprend : une avance gratuite d'un million, et une fiche d'escompte à taux d'intérêt réduit — actuellement 4,50 % — de près de 40 millions.

Le Crédit hôtelier, institué au Maroc par le dahir du 24 décembre 1927, est alimenté par une dotation formée en partie par une avance de la Banque d'Etat d'un million.

Enfin, indirectement, la Banque d'Etat vient en aide aux agriculteurs et aux mutilés et anciens combattants, par la redevance annuelle qu'elle verse à l'Etat et grâce à laquelle celui-ci peut consentir des ristournes d'intérêt, sous certaines conditions, aux emprunteurs de la Caisse de prêts — et des avantages particuliers aux agriculteurs, mutilés et anciens combattants.

*
**

L'acte de concession de la Banque d'Etat et son privilège d'émission viennent à expiration le 31 décembre 1946. Quelles dispositions seront prises en vue de cette échéance ? Le privilège sera-t-il renouvelé purement et simplement ? Sera-t-il renouvelé avec des modifications ? Ou bien sera-t-il transféré à la Banque d'Algérie ? Ou enfin créera-t-on un établissement spécial, exclusivement français, auquel sera concédé le privilège ?

Question fort importante, qui mérite d'être envisagée dès à présent.

Certaine opinion autorisée prévoit qu'à la fin de son privilège, la Banque d'Etat disparaîtra et sera remplacée par la Banque d'Algérie. On invoque à l'appui de cette solution le caractère international de la Banque d'Etat. Il est pour le moins paradoxal que, dans un pays d'influence française, l'institut d'émission soit une Banque internationale. Que, malgré cette circonstance, la Banque ait toujours servi les intérêts français au Maroc, nul ne le conteste. Il n'en reste pas moins que ce caractère peut constituer à un moment donné une gêne sérieuse, sinon un véritable danger.

Au début de la guerre de 1914, le Gouvernement français avait conçu l'espoir qu'une réforme de l'acte d'Algésiras pour-

(1) Le même taux est appliqué en fait aux banques : officiellement, elles réescomptent à 5 1/2, mais la Banque d'Etat leur consent en fin d'année une ristourne de 1 %.

rait, à la fin des hostilités, libérer la Banque d'Etat de l'hypothèque étrangère. Cet espoir ne s'est réalisé que partiellement. Seules les parts de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Russie ont pu être reprises par la France. Les autres pays associés à cet institut, alliés ou neutres, ont conservé leur participation. Sera-t-on plus heureux dans l'avenir et obtiendra-t-on, d'ici la fin de la concession, qu'ils renoncent à cette participation ? En l'état actuel des choses, cela paraît douteux. Mais à l'expiration de la concession, en 1946, le Gouvernement marocain reprend sa liberté, et il a alors la faculté de retirer purement et simplement son privilège à la Banque d'Etat, pour le concéder à un autre Etablissement qui pourrait être la Banque d'Etat remaniée, sans participation étrangère. Toutefois, même dans ce cas, le Gouvernement marocain ne serait-il pas obligé de tenir compte des intérêts spéciaux de l'Espagne et de lui reconnaître une part dans la nouvelle Banque d'émission ? Il semble difficile qu'il en soit autrement. Il est vraisemblable que la Banque internationale sera remplacée par une banque franco-espagnole, à moins de créer deux banques d'émission indépendantes, l'une exclusivement française, pour la zone française, et l'autre exclusivement espagnole pour la zone voisine.

On reproche également à la Banque d'Etat d'être sous l'influence directe de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et exposée par cela même à favoriser les nombreuses affaires créées par la Banque de Paris au Maroc, au détriment des affaires concurrentes.

Ce reproche ne paraît pas justifié. En premier lieu, dans bien des cas, les affaires de la Banque de Paris jouissent d'un monopole ou d'un quasi monopole de fait, et la Banque d'Etat n'a pas l'occasion d'être appelée à aider des affaires concurrentes. En second lieu, l'expérience semble prouver que la Banque d'Etat, si elle peut favoriser spécialement les sociétés contrôlées par la Banque de Paris, n'en prête pas moins son concours à d'autres entreprises importantes du pays, dans lesquelles la grande Banque d'affaires française n'a aucun intérêt.

Au surplus, si cet argument était de nature à être pris en considération par le Gouvernement, il est probable que celui-ci n'aurait pas, tout récemment encore, confié à la Banque de Paris et des Pays-Bas le soin de créer la Banque d'émission de Madagascar.

Soyons convaincus qu'un pareil argument, qu'il soit fondé ou non, aura peu d'influence dans la détermination que le

Gouvernement devra prendre en 1946. Souhaitons seulement que l'influence de la Banque de Paris ne pèse pas trop en faveur d'un renouvellement du privilège de la Banque d'Etat, où tous les avantages demeuraient à celle-ci.

Ceux qui, dans cette question, soutiennent le parti de la Banque d'Algérie, sont nombreux. La première manifestation importante de cette opinion fut celle de la commission interministérielle chargée, en 1915, d'étudier le régime monétaire au Maroc. Son vœu tendant à l'extension à la zone française du Maroc, du privilège d'émission de la Banque d'Algérie, s'appuyait sur l'intérêt qu'il y avait pour le Trésor français à réaliser l'unité de compte courant pour toute l'Afrique du Nord et pour l'intérêt général, à réaliser l'unité monétaire des trois pays voisins.

Vers la même époque, le rapporteur de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre des Députés s'exprimait en ces termes : « On doit songer dès à présent aux réformes à introduire dans ce pays (le Maroc) en matière bancaire. La Banque d'Etat y est née d'un compromis peu satisfaisant avec des obstacles accumulés par une nation ennemie abusant tout à la fois de ses droits et de l'esprit pacifique de la France. Ces obstacles n'existeront plus désormais, et l'œuvre manquée d'hier est à refaire. » On sait que le traité de paix n'a pas réalisé les espoirs de ce rapporteur.

On ajoute que la Banque d'Algérie présente l'avantage, comme la Banque de France et la Banque d'Angleterre, de jouir d'un indépendance complète à l'égard des milieux d'affaires.

D'autre part, créée spécialement pour un pays neuf, elle a reçu une organisation souple et acquis une expérience des habitudes de travail africaines, qui la désignent pour continuer avec succès l'œuvre commencée par la Banque d'Etat.

On tire argument aussi du fait que la Banque d'Algérie a vu étendre son privilège à la Tunisie, sans que pour cela le Protectorat voisin, qui a pourtant des intérêts parfois concurrents de ceux de l'Algérie, par ses mines notamment et certains de ses produits agricoles, ait eu à pâtir de cette situation. Mais l'assimilation du Maroc à la Tunisie paraît un peu abusive. Quelles que soient l'analogie de leur organisation politique et administrative et celle de leur climat et de leur population, il existe entre ces deux pays une différence capitale qui tient à leur importance respective : la Tunisie a une superficie de 125.000 kilomètres carrés et une population de 2 millions d'habitants ; le Maroc, d'une superficie trois fois plus étendue, est

peuplé de 5 millions d'habitants. La culture occupe au Maroc une superficie double de celle qu'elle occupe en Tunisie ; la production, en année de bonne récolte, est triple au Maroc de ce qu'elle est dans les mêmes conditions en Tunisie. L'élevage, qui n'a pu encore bénéficier ici des méthodes européennes, accuse un nombre d'ovins double de celui de la Tunisie, et un nombre de bovins presque triple. Le commerce extérieur du Maroc atteint presque celui de la Tunisie avec 2.403.000.000 en 1926 et 2.644.000.000 en 1927, contre 2.630.000.000 et 2.798.000.000 pour la Tunisie.

Pense-t-on qu'un pays qui montre un tel développement après seize années d'occupation, alors que ses ressources sont loin d'être entièrement exploitées, ne mérite pas de posséder une Banque d'émission propre ? Et n'est-il pas plus facile, plus logique, et en même temps plus utile aux intérêts généraux du pays, de maintenir la Banque d'Etat avec son organisation complète, son personnel compétent, et avec l'expérience qu'elle aura acquise d'un contact étroit de 40 années avec l'économie marocaine ?

La solution du problème sera recherchée dans une transformation de la Banque d'Etat, qui lui enlèverait son caractère international et qui rapprocherait son organisation de celle des banques d'émission les plus récemment créées.

Notons que l'on n'a pas attendu la fin du privilège pour prendre des mesures qui ont atténué le caractère international de la Banque ; le retrait de trois nations anciennement associées à l'institut d'émission est un précédent qui facilitera, le moment venu, le départ des autres puissances.

On n'a pas non plus attendu la fin du privilège pour reconnaître la nécessité de certaines retouches aux statuts de la Banque d'Etat. Les conventions avec le Gouvernement chérifien des 28 décembre 1921 et 10 novembre 1924 en sont une manifestation.

La nouvelle Banque d'Etat, issue de la réforme de l'établissement actuel, pourra être conçue sur le modèle de la Banque de Madagascar, la dernière née des banques d'émission françaises.

Une double innovation, d'un grand intérêt, caractérise l'organisation de la Banque de Madagascar. Afin d'associer étroitement à la gestion et aux bénéfices de l'institut d'émission le Gouvernement local et la population du pays, le capital a été souscrit dans les proportions suivantes :

15 % par la Banque de Paris et des Pays-Bas ;

10 % par le Comptoir National d'Escompte de Paris ;
20 % par la colonie de Madagascar ;
20 % par les habitants de Madagascar ;
35 % par toutes les personnalités et sociétés ayant des intérêts dans l'île.

Il a été créé trois mille parts bénéficiaires au porteur, sans valeur nominale, qui ont été remises à l'Etat et qui donnent droit à une portion des bénéfices restant à répartir après prélèvement de :

5 % pour la réserve légale ;
10 % pour une réserve supplémentaire ;
8 % pour servir un premier dividende statutaire ;
et 10 % pour être distribués au personnel.

Sur le solde des profits, les parts bénéficiaires de l'Etat ont droit à une portion qui varie entre 50 et 75 %. Ces parts ont également droit à une portion identique de l'actif social, lors de la liquidation de la Banque.

D'autres dispositions intéressantes, quoique secondaires, inspirées de l'exemple de la Banque de Madagascar, pourront être également insérées dans l'acte de concession de la nouvelle Banque d'Etat du Maroc. Entre autres, les opérations de recouvrement et de paiement pour le compte du Gouvernement seront effectuées au pair, sans commission.

*
* *

On pourrait enfin envisager une dernière formule de réforme de la Banque d'Etat. Elle consisterait à comprendre la Banque d'émission dans la réorganisation générale du système bancaire au Maroc, telle que nous en traçons une esquisse dans notre conclusion. On en verra l'exposé à la fin de cette étude.

CHAPITRE V

LA BANQUE ALGÉRO-TUNISIENNE

La Banque d'Algérie a nourri de bonne heure l'ambition d'étendre son privilège d'émission au Maroc. Dès 1912, avant même la signature du traité de Protectorat, elle manifeste officiellement ses visées, en sollicitant du Gouvernement français l'autorisation d'installer des succursales au Maroc. Contre cette prétention, la Banque d'Etat proteste par lettre du 23 février 1912, adressée au Ministre des Affaires étrangères. La Banque d'Algérie obtient une réponse officieuse favorable, mais on lui signifie qu'il est plus opportun d'ajourner à une date ultérieure la création au Maroc des agences envisagées.

En août 1914, à la faveur de la crise qu'a déclenchée la déclaration de guerre, et forte de l'appui non dissimulé du Ministère des Finances, elle croira le moment venu de réaliser son projet et elle renouvellera sa demande. Cependant, sa démarche n'a pas plus de succès qu'en 1912.

Entre temps, pour tourner la difficulté, et sans aucun mystère, elle a créé, le 1^{er} novembre 1912, et installé dans les principales places du Maroc, une filiale, la Banque Algéro-tunisienne pour le commerce d'exportation, société anonyme au capital de 50.000 francs, chargée de la représenter officieusement, de fournir au Trésor aux armées, les billets de banque algériens et d'en étendre l'usage.

Le Gouvernement du Protectorat assiste à la diffusion du billet algérien, sans le combattre, enregistrant seulement les faits accomplis. Il contribue même pour sa part à cette diffusion en adoptant, dès 1912, la monnaie française comme monnaie officielle, concurremment avec le hassani, donnant ainsi

au billet de la Banque d'Algérie, le seul en circulation, une consécration quasi officielle.

L'histoire de ce billet au Maroc va se confondre, à partir de ce moment, avec l'histoire de la circulation monétaire et celle de l'institut d'émission marocain. Nous en avons retracé les différents épisodes aux chapitres consacrés à la monnaie et à la Banque d'Etat.

L'activité déployée par la Banque Algéro-tunisienne peut être envisagée sous divers points de vue. Nous ne rappellerons que pour mémoire le rôle utile qu'elle a joué lors de la déclaration de guerre.

Comme agent de la Banque d'Algérie, chargée de défendre les intérêts particuliers de cet établissement en tant qu'institut d'émission, elle a rempli sa mission avec une habileté et une intelligence dignes d'une meilleure cause, et marqué des avantages sérieux sur la Banque d'Etat.

Comme banque d'escompte et de crédit, elle a fourni au commerce un concours précieux, soit par les facilités qu'elle a accordées, soit en contribuant à maintenir les conditions de banque, en particulier le taux de l'escompte, à un niveau favorable aux affaires.

Sa coexistence avec la Banque d'Etat, comme agent d'une banque d'émission et de réescompte, présentait néanmoins de graves inconvénients.

La rivalité des deux instituts d'émission produisait le plus fâcheux effet sur l'esprit des indigènes.

Ceux-ci, qu'on avait difficilement familiarisés avec le billet de banque, ne pouvaient pas discerner les raisons cachées de la lutte qui mettait aux prises le billet algérien et le billet marocain, et finissaient par perdre toute confiance dans le franc. C'était un résultat désastreux pour la politique de prestige français qu'on poursuivait au Maroc.

D'autre part, si les commerçants voyaient leur intérêt particulier satisfait par l'abondance relative et le bon marché des crédits qui découlaient de la coexistence de deux banques de réescompte, l'intérêt général du commerce était exposé à de sérieux mécomptes. Sans aller jusqu'à prétendre, comme on l'a fait, que cette situation entraînait une inflation de crédit — il est difficile de soutenir pareille opinion dans un pays neuf où les besoins de capitaux sont toujours considérables — on peut reprocher à un régime de dualité bancaire de cette nature de rendre le contrôle du crédit impossible.

Dans un pays où il n'existe qu'une seule banque de rées-

compte, la majeure partie du papier escompté se réunit dans le portefeuille de cet établissement, qui en assure ainsi le contrôle et peut à l'occasion donner des avertissements utiles aux banques d'escompte.

Lorsqu'il existe deux banques de réescompte, il arrive généralement qu'elles se partagent la clientèle des banques locales, et le contrôle du papier devient alors impossible. Ce fut le cas au Maroc jusqu'en 1925 : on savait que tel établissement travaillait exclusivement avec la Banque Algéro-tunisienne, que tel autre travaillait surtout avec la Banque d'Etat. Il était facile dès lors à deux commerçants gênés dans leur trésorerie, d'échanger des effets de complaisance et de les négocier en banque, sans courir le risque de se voir démasqués par la réunion des deux effets dans les mains d'un même établissement de réescompte. Dans ce sens, mais dans ce sens seulement, il pouvait y avoir inflation de crédit ; et l'on peut estimer que la dualité de la Banque d'Etat et de la Banque Algéro-tunisienne a dû contribuer au développement anormal de la pratique si dangereuse des traites de complaisance. On a assisté, en 1921, à la déconfiture de presque toute une colonie de commerçants étrangers, précédemment très active, qui a eu pour cause initiale l'usage abusif qu'ils avaient fait de la complaisance en matière bancaire.

Sous les réserves qui précèdent, on ne peut toutefois nier que la Banque Algéro-tunisienne n'ait apporté, pendant de longues années, une aide fort utile aux affaires. Il eût été sans doute intéressant de pouvoir étudier ses bilans annuels pour déterminer l'importance de son activité dans ce domaine. Il nous a été malheureusement impossible de nous procurer la documentation nécessaire (1).

En vertu de l'accord intervenu entre la Banque d'Etat et la Banque d'Algérie, le 14 janvier 1925, la Banque Algéro-tunisienne a fermé ses guichets le 15 juin suivant, et cédé son fonds de commerce à la Banque d'Etat, qui l'a, dans la suite, rétrocédé au Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.

(1) Sollicité par nous, le Directeur Général de la Banque d'Algérie a bien voulu, par lettre du 30 juillet 1928, nous faire connaître que « la Banque Algéro-tunisienne étant dissoute depuis le 15 juillet 1925, il n'avait aucun moyen de nous fournir la documentation demandée ».

CHAPITRE VI

LES BANQUES DE COMMERCE

Nous groupons dans ce chapitre les établissements qui exercent au Maroc l'activité bancaire ordinaire. Leurs opérations principales consistent dans l'escompte du papier commercial et les avances de courte durée au commerce.

Toutefois, certains de ces établissements font des opérations qui sortent du cadre des opérations habituelles des banques de commerce : tels les crédits hypothécaires, plus rarement les participations industrielles et financières.

Les banques de commerce installées au Maroc comprennent des succursales d'établissements de banque français, des succursales d'établissements algériens, des sociétés françaises ou marocaines exerçant leur activité exclusivement au Maroc, enfin des succursales d'établissements de banque étrangers.

Les Banques françaises

La *Société Générale* pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France a pris, à la fin de 1912, la suite de la Deutsche Orient Bank, sur les places de Tanger et de Casablanca, où la Banque allemande était installée depuis 1906.

La Société Générale n'a pas cherché à créer d'autre succursale au Maroc. Le but qu'elle poursuit n'est pas tant de concurrencer les banques locales que de fournir à sa clientèle de France un correspondant qui puisse lui donner toute satisfaction.

Elle a néanmoins, dans les premières années, déployé une certaine activité qui lui valut, au moment de la crise de 1920, de se trouver assez fortement engagée dans plusieurs faillites et déconfitures. Depuis cette époque, elle est revenue à son

premiers principes et, à l'heure actuelle, elle ne joue plus qu'un rôle secondaire dans le trafic bancaire.

En 1923, elle a fermé son agence de Tanger, qui ne pouvait être qu'une charge dans une place où le grand nombre de banques et l'insécurité des transactions rendaient les résultats très aléatoires.

On sait que les banques françaises, comme du reste les banques algériennes installées au Maroc, ne publient pas un bilan spécial à leur activité dans ce pays.

Les seuls renseignements que nous possédions à cet égard sont ceux qui ont été publiés dans l'Annuaire de Statistiques Générales du Maroc pour l'année 1926.

Nous reproduisons ci-dessous les chiffres concernant la Société Générale :

Mouvement de Caisse :

Solde au 1 ^{er} janvier 1926.....	517.864,92
Encaissements	547.493.484,38
	548.011.349,25
Paiements	547.616.528,91
Solde au 31 décembre 1926	394.820,34

Mouvement du Portefeuille :

Solde au 1 ^{er} janvier 1926	6.868.237,49
Effets entrés	262.879.779,68
	269.748.017,17
Effets sortis	243.472.264,08
Solde au 31 décembre 1926	16.275.753,09

Mouvement des dépôts :

Solde au 1 ^{er} janvier 1926	9.129.011,55
Versements	138.804.545,28
	147.933.556,83
Paiements	137.607.186,05
Solde au 31 décembre 1926.....	10.326.370,78

Bilan de la Société Générale au 31 décembre 1927 (1)

ACTIF

Espèces en caisse, au Trésor et à la		
Banque de France	Frs	1.388.433.263,20
Avoir dans les banques et chez les		
correspondants		1.919.729.646,05
Portefeuille effets et bons de la Défense		
Nationale		4.793.500.314,84
Coupons à encaisser		73.993.610,74
Reports		243.892.216,28
Avances sur garanties		213.058.282,20
Comptes courants divers		1.713.222.219,55
Rentes, actions, bons et obligations..		35.119.815,80
Participations financières		22.600.937,15
Immeubles et Immobilière Parisienne		
et Départementale		56.397.038,75
Comptes d'ordre		96.443.905,93
Appels différés sur actions		250.000.000,00
Intérêts sur actions (coupons au 15 no-		
vembre 1927)		10.000.000,00
Total de l'Actif.....	Frs	<u>10.816.391.295,49</u>

PASSIF

Capital	500.000.000,00
Réserves	75.499.841,08
Comptes de chèques	2.926.147.331,58
Dépôts à échéance fixe	120.842.700,00
Acceptations à payer	100.849.153,14
Comptes courants divers	6.818.019.467,64
Comptes d'ordre	213.745.234,62
Intérêts et dividendes à payer aux ac- tionnaires	5.812.103,11
Solde du dernier exercice	12.207.701,49
Profits et pertes (frais généraux dé- duits)	43.267.780,83
Total du Passif.....	Frs 10.816.391.295,49

(1) Nous reproduisons ce bilan, ainsi que les bilans de la Société Marseillaise, de la Compagnie Algérienne, du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie et de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, bien qu'ils ne fournissent aucune indication sur l'activité spéciale de ces banques au Maroc. Ils renseigneront sur la situation générale de ces établissements.

La *Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial* s'est installée au Maroc en 1920, avec l'intention initiale de recueillir des dépôts pour les transférer en France. Elle établit des agences à Casablanca, Rabat, Marrakech et Tanger. Plus tard, en 1928, elle crée une agence à Fès.

Jusqu'en 1923, elle se spécialise dans les opérations de titres et de dépôts ; puis, se rendant compte sans doute que, dans l'état économique actuel du Maroc, les opérations de ce genre ne sauraient à elles seules produire des résultats suffisants, elle ouvre ses guichets aux opérations d'escompte, de change et de crédit.

L'activité de cette banque reste modérée. Son agence de Tanger notamment a réduit considérablement ses opérations, et seule la succursale de Casablanca fait preuve d'une certaine vitalité.

Mouvement des principaux comptes de la Société Marseillaise pour l'année 1926 :

Mouvement de Caisse :

Solde au 31 décembre 1925.....	434.629,25
Encaissements	1.515.501.541,75
	1.515.936.171,00
Paiements	1.515.466.103,80
Solde au 31 décembre 1926	470.067,20

Mouvement du Portefeuille :

Solde au 31 décembre 1925.....	6.217.298,00
Effets entrés	141.666.205,65
	147.883.503,65
Effets sortis	137.676.580,66
Solde au 31 décembre 1926.....	10.206.922,99

Mouvement des dépôts :

Solde au 31 décembre 1925	14.501.947,84
Versements	491.853.539,80
	506.355.487,64
Paiements	489.207.983,18
Solde au 31 décembre 1926.....	17.147.504,46

Bilan de la Société Marseillaise au 31 décembre 1927

ACTIF

Caisse, Banque et Trésor.....	Frs	116.077.025,63
Portefeuille et Bons Défense Nationale..		509.076.741,02
Correspondants et banquiers		65.666.535,97
Avances sur titres et reports.....		78.665.898,20
Comptes courants		112.280.498,74
Rentes, actions, obligations et partici- pations financières		2.820.457,99
Comptes d'ordres et divers		4.683.751,86
Immeubles sociaux		22.900.000,00
		912.170.909,50

PASSIF

Dépôts à vue et comptes courants.....		787.823.495,95
Comptes d'ordres et divers.....		7.944.550,18
Profits et pertes, exercice précédent....		1.217.075,27
Réserves { Statutaire	7.035.000	
Supplémentaire	21.165.000	30.450.000,00
Immobilière	2.250.000	
Capital		75.000.000,00
Profits et pertes, exercice 1927.....		9.735.788,10
		912.170.909,50

Les Banques algériennes

La *Compagnie Algérienne*, société anonyme ayant son siège social à Paris, a été constituée le 27 décembre 1877 au capital de 10 millions, porté par augmentations successives à 100 millions en 1920. Ses premiers comptoirs ont été installés à Alger, Bône, Constantine, Oran et Marseille. En 1881, elle s'est installée en Tunisie, et en 1904 au Maroc. Elle compte aujourd'hui 156 agences. Parmi les banques du Maroc, elle possède le réseau le plus complet.

Elle s'est installée à Tanger en 1904, puis successivement à Casablanca (1906), Safi (1909), Oujda (1911), Rabat, Mazagan et Larache (1912), Fès (1913), Taza et Ouezzan (1923), Petitjean

(1925), Azemmour, Berkane et Ber-Rechid (1926), Souk el Arba du Gharb (1928).

Son prestige de grande banque, la réputation qu'elle s'était acquise en Algérie et en Tunisie, la présence dans la colonie européenne du Maroc d'un nombreux élément algérien et tunisien lui ont permis de se constituer rapidement une importante clientèle de dépôt. Les crédits qu'elle a été en mesure d'accorder, grâce notamment au chiffre important de ses dépôts, les conditions avantageuses et les facilités de toutes sortes qu'elle a pu accorder, grâce à son organisation qui s'étend sur l'Afrique du Nord, la France et même l'étranger, lui ont assuré la plus grosse clientèle d'affaires.

A l'heure actuelle, la Compagnie Algérienne est l'établissement de crédit qui accuse le mouvement d'affaires le plus important au Maroc. Il est seulement regrettable que, dans un pays venu à l'économie moderne à une époque très tourmentée, et avec le système défectueux de l'organisation bancaire du Maroc, cette activité intense n'ait pu s'exercer sans quelques déchets et immobilisations.

La Compagnie Algérienne traite toutes les opérations ordinaires de banque : escompte, avances, titres, change, etc... Elle exécute, en outre, des opérations de crédit hypothécaire à long terme, qui n'entrent pas habituellement dans les attributions d'une banque d'escompte. Elle a pris des participations dans quelques affaires marocaines : l'Energie Electrique du Maroc, la Compagnie des Chemins de Fer du Maroc, la Compagnie des Tramways et Autobus de Casablanca, la Compagnie Générale du Maroc, la Société des Magasins Généraux et War-rants, la Compagnie Marocaine.

En ce qui concerne cet établissement, l'Annuaire des Statistiques du Maroc fournit des renseignements qui se réfèrent aux années 1919 et 1926. Nous les reproduisons ci-dessous :

Mouvement de Caisse :

	Année 1919	Année 1926
Solde au 1 ^{er} janvier	1.370.847,49	1.544.690,47
Encaissements	552.713.986,86	1.812.774.790,40
	554.084.834,35	1.814.319.480,87
Paiements	553.010.103,57	1.812.676.677,92
Solde au 31 décembre	<u>1.074.730,78</u>	<u>1.642.802,95</u>

Mouvement du Portefeuille :

Solde au 1 ^{er} janvier	10.514.404,07	47.953.349,53
Effets entrés	236.141.602,77	847.828.381,55
	246.656.006,84	895.781.731,08
Effets sortis	228.820.438,02	833.843.185,66
Solde au 31 décembre	17.835.568,82	61.938.545,42

Mouvement des dépôts :

Solde au 1 ^{er} janvier	12.612.863,44	65.563.706,94
Versements	366.371.428,45	1.257.541.049,81
	378.984.291,89	1.323.104.756,75
Paiements	354.320.333,04	1.239.603.482,16
Solde au 31 décembre	24.663.958,85	83.501.274,59

Bilan de la Compagnie Algérienne au 31 décembre 1927

ACTIF

Caisse et banques	Frs	52.075.443,47
Effets en portefeuille et bons de la Défense Nationale		1.090.026.714,17
Rentes, actions et obligations		8.666.340,37
Avances garanties		105.727.594,81
Comptes courants		361.445.432,98
Acquéreurs d'immeubles		262.426,26
Immeubles urbains		46.565.377,76
Immeubles ruraux		6.224.758,33
Comptes d'ordres et divers.....		61.991.082,69
		1.732.985.160,84

PASSIF

Capital		100.000.000,00
Réserves	{	
Primes sur actions		70.000.000,00
Statutaire		10.000.000,00
Extraordinaire		13.373.810,50
Dépôts et comptes courants		1.292.223.285,80
Comptes exigibles après encaissement		71.019.842,94

Bons à échéance	16.875.000,00
Effets à payer	31.946.782,92
Comptes d'ordre et divers	91.343.074,48
Caisse de prévoyance du personnel..	16.360.436,70
Dividendes à payer	269.188,25
Profits et pertes de l'exercice 1927....	19.573.739,25
	1.732.985.160,84

*
**

Le *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie*, société anonyme dont le siège est à Alger, a été constitué le 9 décembre 1880, au capital de 60.000.000 de frs, porté par augmentations successives à frs 125.000.000. Son activité s'exerce en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Il est établi, en outre, à Londres, Gibraltar, Malte et Beyrouth.

Au Maroc, depuis 1909, il possède des agences à Casablanca, Fédhala, Fès, Kenitra, Kourigha, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oued-Zem, Oujda, Rabat, Safi, Settat, Tanger, et en zone espagnole, à Larache et Melilla.

Le Crédit Foncier occupe la deuxième place parmi les banques du Maroc. Comme la Compagnie Algérienne, il exécute toutes les opérations ordinaires de banque et, de plus, des opérations de prêts hypothécaires. Dans cette dernière branche d'affaires, il agit tantôt pour son compte personnel, tantôt pour le compte du Crédit Foncier de France, dont il est le représentant au Maroc. Au 31 décembre 1926, les prêts réalisés pour le compte du Crédit Foncier de France ont atteint le chiffre de 477

pour un montant de :	Frs	24.736.200,00
Les prêts réalisés pour son compte		
personnel se sont élevés à.....	320	
pour un montant de.....		32.206.473,00
Ensemble	797	56.942.673,00
Les prêts remboursés ont été de.....	299	
pour un montant de.....		26.055.952,27
Les prêts en cours ressortaient au		
chiffre de	498	
pour un montant de.....		30.886.720,73

L'activité du Crédit Foncier dans ce domaine a diminué sensiblement depuis la création de la Caisse de Prêts immobi-

liers du Maroc ,dont il a assuré la constitution en souscrivant la totalité du capital initial, et aidé le développement en participant aux augmentations de capital ultérieures de cette Société.

Le Crédit Foncier a également créé la Société des Magasins Généraux et Warrants du Maroc, transformée, en 1927, en Compagnie Chérifienne de Magasins Généraux. Il s'est intéressé à un certain nombre d'autres affaires marocaines : Compagnie du port de Fedhala, Compania del Nort Africano, Compagnie du Sebou, Compagnie Fasi d'Electricité, Energie Electrique du Maroc, Société des Tramways et Autobus de Casablanca, Société Internationale pour le développement de Tanger.

*Mouvement des comptes du Crédit Foncier
d'Algérie et de Tunisie au 31 décembre 1926*

Mouvement de Caisse :

Solde au 1 ^{er} janvier 1926.....	766.706,89
Encaissements	1.938.050.639,82
	1.938.817.346,71
Paiements	1.937.414.211,61
Solde au 31 décembre 1926.....	<u><u>1.403.135,10</u></u>

Mouvement du Portefeuille :

Solde au 1 ^{er} janvier 1926.....	54.808.745,26
Effets entrés	722.431.403,31
	777.240.148,56
Effets sortis	740.932.515,58
Solde au 31 décembre 1926.....	<u><u>36.307.632,98</u></u>

Mouvement des dépôts :

Solde au 1 ^{er} janvier 1926.....	81.135.041,86
Versements	1.861.007.914,16
	1.942.142.956,02
Paiements	1.859.273.563,60
Solde au 31 décembre 1926.....	<u><u>82.869.392,42</u></u>

Bilan du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie
au 31 décembre 1927

ACTIF

Espèces en caisse et déposées dans les banques		104.700.045,86
Portefeuille		989.355.563,90
Correspondants		78.034.133,07
Actions, obligations, rentes		23.592.309,16
Avance à la Caisse de Prêts Im- mobiliers du Maroc		866.666,67
Hôtels, mobilier et agencement des sièges		38.033.711,82
Immeubles acquis à la suite d'ex- propriations		1.453.448,09
Prêts en participation avec le Cré- dit Foncier de France :		
1° Fonciers	94.137.523,89	144.848.082,04
2° Communaux	50.710.558,15	
Mandat Crédit Foncier d'Orient & Caisse hypothécaire d'Egypte		42.314.880,25
Opérations sur garanties diverses	58.134.265,67	68.931.659,77
Avances sur titres et reports....	10.797.394,10	
Débiteurs en compte courant		281.609.693,70
Participations financières		30.463.038,99
Débiteurs par acceptations		29.069.495,50
Total de l'Actif.....		<u>1.833.272.728,82</u>

PASSIF

Capital		125.000.000,00
Réserves	Légale	7.545.291,81
	Immobilière	418.762,17
	Fonds de prévoyance pour risques en cours	15.979.297,26
		23.943.351,24
Caisse de retraite ou de pré- voyance pour le personnel....		350.000,00
Crédit Foncier de France, son compte de participation		144.848.082,04
Crédit Foncier d'Orient, son compte de mandat		19.487.750,00

Caisse hypothécaire d'Egypte, son compte de mandat	30.000.000,00	
Dépôts et comptes courants à vue	1.027.558.876,51	
Bons de caisse et dépôts à préavis	200.194.996,55	
Correspondants et créditeurs en compte courant	192.127.304,00	
Acceptations	29.069.495,50	
Lettres de crédit	1.475.087,88	
Mandats et chèques à payer....	21.837.436,16	52.382.019,54
Comptes d'ordre		8.478.437,98
Dividendes		8.357.194,61
Profits et pertes, reliquat de 1927		544.616,35
Total du Passif.....	1.833.272.728,82	

*
**

La *Banque Industrielle de l'Afrique du Nord*, société anonyme au capital de 12.500.000 francs, ayant son siège social à Paris, est une filiale de la Banque d'Algérie, créée en 1919.

Etablie d'abord à Alger, Oran et Tunis, elle s'est installée à Casablanca le 1^{er} juin 1925, après la disparition de la Banque Algéro-tunisienne. La Banque d'Algérie, qui n'a pas renoncé à ses visées sur le Maroc, maintient de la sorte un organe d'observation dans le pays.

Cet établissement ne recherche pas les affaires, fait un mouvement réduit d'escompte et de dépôts, et s'est contenté jusqu'à présent d'accorder son concours à deux ou trois entreprises industrielles importantes.

*Bilan de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord,
au 31 décembre 1927*

ACTIF

Actionnaires	Frs	6.250.000,00
Espèces en caisse.....		1.836.683,84
Banque d'Algérie		1.041.411,98
Effets à recevoir		45.944.042,85
Comptes courants débiteurs.....		17.597.475,48
Correspondants		297.281,98
Débiteurs par cautions		20.479.020,99
Portefeuille titres		678.709,80
Immeubles		651.343,27
Comptes d'ordre et divers.....		1.629.002,14
		<u>96.404.972,33</u>

PASSIF

Capital	12.500.000,00
Réserve légale	428.525,85
Réserves extraordinaires	7.150.000,00
Somme avancée par la Banque d'Algérie (loi du 29 décembre 1918).....	5.000.000,00
Comptes courants créditeurs	38.391.039,08
Engagements par caution.....	20.479.020,99
Comptes d'ordre et divers.....	9.099.477,08
Dividendes à payer.....	172.741,23
Profits et pertes :	
Solde reporté des exercices	
antérieurs	519.980,41
Bénéfices de l'exercice 1927	2.664.187,69
	3.184.168,10
	96.404.972,33

*
***Les Banques marocaines*

Nous réunissons sous cette rubrique les banques françaises créées spécialement pour le Maroc, et dont toute l'activité s'exerce dans ce pays : Banque Commerciale du Maroc, Banque Française du Maroc, ainsi que les banques marocaines proprement dites : Crédit du Maghreb, Banque Foncière du Maroc.

La *Banque Commerciale du Maroc*, société anonyme dont le siège social est à Paris, a été créée le 1^{er} juin 1911 par la Banque Transatlantique, avec la participation de la Banque Lazard de Paris, de la Compagnie Générale du Maroc (filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas) et d'autres souscripteurs. Son capital initial de 2 millions a été porté successivement à 5 millions en 1914, et 10 millions en 1921 ; puis réduit à 5 millions et reporté en même temps à 8 millions en 1926, et fixé finalement à 12 millions en 1928.

La Banque Commerciale s'est établie à Casablanca à la fin de 1911, à Tanger en 1913, à Rabat en 1920, à Marrakech et Fès en 1927.

Les crises successives qu'a traversées le Maroc ont affecté un moment la situation de cet établissement, qui a dû procéder, comme on l'a vu, à une réduction de son capital. Par la suite, grâce aux nouvelles ressources qu'il a trouvées notamment auprès de la Banque Transatlantique, il a repris une activité normale et son développement se poursuit depuis à un rythme rapide et dans des conditions favorables.

Les chiffres comparés de son bilan pour les exercices 1926 et 1927 montrent la progression des affaires de cette banque.

Bilan de la Banque Commerciale du Maroc

ACTIF

	Au 31 décembre 1926	Au 31 décembre 1927
Actionnaires	57.500,00	»
Caisse et banques.....	565.453,96	4.363.288,71
Effets en portefeuille.....	18.874.042,72	33.025.738,75
Comptes courants et crédits sur garantie	12.467.397,06	20.794.624,08
Effets à l'encaissement.....	5.505.342,07	11.582.744,45
Débiteurs par avals.....	2.031.566,06	4.579.986,50
Avances sur titres.....	311.516,16	270.617,17
Actions, rentes, participations	306.127,70	420.980,55
Matériel et mobilier.....	594.210,33	816.480,88
Immeubles	2.465.351,87	3.062.805,92
Opérations de change à terme	4.174.129,25	1.119.228,15
Frais de premier établissement	1,00	1,00
Agences	»	13.734.198,11
Comptes d'ordre	653.328,89	720.968,66
	<u>48.005.967,07</u>	<u>94.491.662,93</u>

PASSIF

Capital	8.000.000	8.000.000,00
Réserve statutaire	»	64.821,52
Réserve de prévoyance	»	1.000.000,00
Correspondants	6.715.631,13	12.638.031,18
Comptes courants et dépôts..	19.434.285,95	35.186.474,07
Comptes courants encaisse- ments	4.893.827,49	11.747.951,46
Avals et garanties	2.031.566,06	4.579.986,50
Effets à payer	185.450,03	408.618,52
Réescompte	143.837,00	171.217,80
Dividendes à payer	2.587,50	»
Opérations de change à terme	4.151.209,25	1.119.228,15
Agences	»	15.391.260,82
Comptes d'ordre	1.042.439,20	2.137.799,61
Profits et pertes	1.405.133,46	2.046.273,30
	<u>48.005.967,07</u>	<u>94.491.662,93</u>

Pour permettre la comparaison du mouvement de cette banque avec ceux des autres établissements installés au Maroc, nous reproduisons ci-dessous les chiffres fournis par l'Annuaire de Statistiques générales du Maroc, pour l'exercice 1926 :

Mouvement de Caisse :

Solde au 1 ^{er} janvier 1926	671.238,06
Encaissements	597.319.054,59
	597.990.293,65
Paiements	597.424.839,69
Solde au 31 décembre 1926	585.453,96

Mouvement du Portefeuille :

Solde au 1 ^{er} janvier 1926	{	escompte	3.307.973,40	
		recouvrements	800.812,28	
				4.108.785,68
Effets entrés	{	escompte	228.182.540,96	
		recouvrements	46.300.401,17	
				274.482.942,13
				278.591.727,81
Effets sortis	{	escompte	220.169.776,96	
		recouvrements	45.834.155,72	
				266.003.932,68
Solde au 31 décembre 1926	{	escompte	11.320.737,40	
		recouvrements	1.267.057,73	
				12.587.795,13

Mouvement des dépôts :

Solde au 1 ^{er} janvier 1926	8.930.720,49
Versements	200.319.742,99
	209.250.463,48
Remboursements	199.609.159,92
Solde au 31 décembre 1926	9.641.303,55

La Banque Commerciale représente au Maroc, dans les ports où elle est installée, la Compagnie Générale Transatlantique.



La *Banque Française du Maroc*, société anonyme ayant son siège social à Paris, a été constituée le 18 octobre 1923, au capital de 30.000.000 de francs, par la fusion de la Société Foncière, société immobilière au capital de 12.500.000 francs versés, du Crédit Foncier Marocain et du Crédit Franco-marocain du Commerce extérieur, sociétés au capital de 25 millions chacune, un quart versé, avec le concours financier de la Banque Nationale française du Commerce extérieur.

L'apport de la Société Foncière étant constitué par un actif immobilier agricole, l'activité de la banque s'est trouvée partagée entre une branche bancaire et une branche agricole.

Les opérations de banque proprement dites ont occupé une large place dans son activité, principalement en 1925 et 1926. Puis ces opérations ont été réduites progressivement et, à l'heure actuelle, la Banque Française du Maroc s'est limitée à la clientèle de quelques maisons importantes. Elle reporte toute son activité sur la gestion de son domaine agricole.

Son capital a été porté, en 1928, à 45 millions.

Bilan de la Banque Française du Maroc au 31 décembre 1927

ACTIF

Espèces en caisse et en banques, Bons et Obligations du Trésor	3.484.345,28
Débiteurs divers	10.253.753,01
Portefeuille effets	113.469,25
Portefeuille titres	6.110.111,00
Terrains et immeubles	18.925.896,92
Cheptel, matériel, mobilier et produits en magasins des exploitations agricoles	1.401.770,37
Fabrique d'agglomérés de ciments	480.072,95
Comptes d'ordre	938.998,77
	41.708.417,55

PASSIF

Capital	30.000.000,00
Réserve légale	315.349,72

Créditeurs divers	3.328.353,58
Crédits mobilisés	1.190.000,00
Obligations	3.700.000,00
Comptes d'ordre	56.150,82

Profits et pertes :

Bénéfices de l'exercice 1927.....	1.603.707,93	
Report antérieur	1.514.855,50	
		3.118.563,43
		<u>41.708.417,55</u>

*
**

Le *Crédit du Maghreb*, société anonyme ayant son siège social à Casablanca, a été constitué le 9 septembre 1924, au capital de 3.000.000, porté en 1928 à 5.000.000, dont 3.500.000 versés. Il n'est établi qu'à Casablanca.

A côté des opérations courantes de banque, cet établissement a institué, pour la première fois au Maroc, le système des bons de crédit, consistant en une sorte de prêt de consommation, amortissables en une période de 5 mois. Les bons remis aux emprunteurs leur permettent de régler les achats qu'ils font chez les commerçants de la place, qui ont déclaré accepter ce mode de règlement. Ils sont remboursés aux commerçants par la banque sur simple présentation. Cette branche d'opérations paraît n'avoir pas donné les résultats escomptés par la banque et est devenue une branche accessoire de son activité. Pour les opérations ordinaires de banque, le *Crédit du Maghreb*, de création trop récente, occupe encore une place modeste parmi les autres établissements de crédit.

Bilan du Crédit du Maghreb au 31 décembre 1926 (1)

ACTIF		PASSIF	
Caisses et banques	424.000	Capital	3.000.000
Comptes courants..	1.229.000	Fournisseurs	22.000
Actionnaires	15.000	Comptes courants..	920.000
Portef ^{le} commerc ^l .	1.824.000	Créditeurs divers..	10.000

(1) Ce bilan est emprunté à l'annuaire *France-Maroc*, 1928, où il est donné comme ci dessus, en milliers de francs.

Bons de crédit	461.000	Report de l'exerci-	
Prêts hypothécaires	168.000	ce 1925	10.000
Immeuble	57.000	Bénéfices de l'exer-	
Portefeuille titres..	8.000	cice	224.000
	<u>4.186.000</u>		<u>4.186.000</u>

*
**

La *Banque Foncière du Maroc*, ayant pour objet spécial les opérations de prêts hypothécaires, trouvera sa place au chapitre consacré plus loin au Crédit hypothécaire.

*
**

Les Banques étrangères

Il n'existe actuellement qu'une seule banque étrangère établie en zone française : la *Bank of British West Africa Ltd.* Au capital autorisé de 4.000.000 de livres sterling et souscrit de 3.000.000 de livres, cette banque, dont le siège social est à Londres, s'est installée au Maroc en 1915. Elle possède des agences à Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech, Mazagan, Safi, Mogador et Tanger.

Elle exécute toutes les opérations courantes de banque, principalement les opérations d'escompte, de dépôts et de change. Son capital imposant, sa nationalité et le prestige qui s'y attache dans un pays où l'Angleterre n'a pas encore renoncé aux capitulations, lui gagnent la confiance des déposants, surtout parmi l'élément indigène, qui forme la majeure partie de sa clientèle. D'autre part, sa position privilégiée pour traiter les opérations en livres sterling, devise qui fait l'objet au Maroc de la plus grande somme de transactions après le franc, lui permet de s'assurer une place prépondérante dans le compartiment des changes. C'est, du reste, des changes et des dépôts qu'elle retire la meilleure partie de ses profits.

Nous n'avons pas eu la possibilité de nous documenter sur le mouvement d'affaires, ni sur les résultats de cette banque anglaise. Ses frais généraux étant très élevés, il est permis de penser que les résultats obtenus ne sont pas en rapport avec l'activité qu'on lui voit déployer.

On signale l'ouverture prochaine à Casablanca d'une succur-

sale d'une des plus importantes banques italiennes, la *Banca Commerciale Italiana*.

Cet établissement, qui est représenté en France par une branche filiale, a néanmoins décidé d'établir au Maroc une succursale relevant directement de son siège social à Milan. Ceci paraît en harmonie avec la préoccupation politique qui est à la base de la décision prise par cette banque de venir au Maroc.

*
* *

Deux autres banques sont à citer, bien qu'elles aient disparu : la Banque Marocaine pour l'Agriculture, le Commerce et l'Industrie — et la Banque de l'Union Marocaine.

La *Banque Marocaine* a été constituée en 1920. Elle se présentait avec un caractère original, du fait qu'une grande partie de son capital avait été souscrite dans les milieux indigènes. Un commerçant musulman notable de Fès était membre de son conseil d'administration.

La formule paraissait heureuse et aurait dû conduire au succès. Mais des irrégularités commises dès la constitution de la société, d'autres survenues par la suite et une mauvaise gestion firent rapidement périliciter la banque qui finit par suspendre ses paiements et fermer ses guichets.

Elle fut déclarée en état de faillite, le 30 novembre 1922. Plus tard, aucun concordat n'ayant été proposé, la masse des créanciers fut constituée en état d'union. Deux distributions de dividendes ont eu lieu, d'ensemble 35 %. On prévoit qu'une dernière distribution de 15 % clôturera la faillite. Encore faut-il préciser que ces répartitions n'ont été rendues possibles que par la récupération d'une somme de 910.000 frs, réalisée sur le conseil d'administration. Les administrateurs avaient, en effet, prélevé une commission de 10 % sur le capital souscrit en espèces, sans aucune autorisation, ni des statuts, ni de l'assemblée générale. Un certain nombre d'entre eux avaient de plus retro-cédé à la banque, qui les avait rachetées au moyen d'un prélèvement sur ses dépôts, une partie des actions qu'ils avaient souscrites lors de la création de la banque. Le syndic de la faillite a obtenu dans les deux cas des arrêts de condamnation.

La *Banque de l'Union Marocaine* a été constituée le 13 juillet 1920, au capital de 2.500.000 frs. Elle avait dans son programme un triple objet : les opérations ordinaires de banque, la participation à toutes affaires commerciales, indus-

trielles, agricoles et immobilières, la création d'une bourse des valeurs marocaines. Elle a de fait constitué ou participé à la constitution de quelques sociétés : les Docks de l'Agriculture, la Société Marocaine de Pêcheries et Salaisons, la Société anonyme Lyon-Annonay, etc...

Ce programme de banque d'affaires était en disproportion évidente avec les moyens modestes dont elle disposait. Elle ne tarda pas à s'en apercevoir, lorsque à la suite de la faillite de la Banque Marocaine, les déposants commencèrent à lui marquer une certaine méfiance. Les immobilisations qu'elle s'étaient imprudemment créées l'accablèrent à déposer son bilan le 26 janvier 1924. Elle fut admise au bénéfice de la liquidation judiciaire par jugement du 18 avril 1924, et elle obtint, le 6 septembre suivant, le vote d'un concordat à 50 % payable en 4 ans.

*
**

L'échec et la disparition de ces deux banques n'ont pas, dans ces conditions, de quoi surprendre, et les crises subies par le Maroc n'ont pu, à leur égard, que précipiter les événements.

On doit signaler ici que les crises commerciales ou immobilières qui ont affecté le Maroc depuis la fin de la guerre, ont atteint tous les établissements de crédit dans une mesure variable. Mais ces établissements ont pu, fort heureusement, supporter pertes et immobilisations, grâce à leur organisation solide et aux concours dont ils disposaient en France.

Parfois les déboires des banques ont été occasionnés par des erreurs de gestion. Mais ces erreurs sont inhérentes au système bancaire du Maroc. Les banques font toutes les opérations habituelles des établissements d'escompte et de crédit. On a vu que certaines s'adonnent même aux opérations hypothécaires, si dangereuses dans leur principe, pour des banques de dépôts.

En contradiction avec leur caractère de banques de dépôts, quelques-unes même ont participé à la constitution d'un certain nombre de sociétés.

De plus, toutes les banques s'adressent à toutes sortes de clientèles : gros et petit commerce, commerce d'importation et d'exportation, entreprises de travaux publics, agriculture, industrie, etc...

Il n'existe donc aucune espèce de spécialisation dans aucun sens et il s'ensuit que le contrôle des affaires devient pour ainsi dire impossible et la gestion des banques très aléatoire.

D'autre part, installées en grand nombre dans toutes les

villes du Maroc, supportant de lourds frais généraux, elles doivent se partager un mouvement d'affaires qui est encore loin d'atteindre une importance proportionnée à la capacité et aux besoins de travail de chacune.

Il en résulte, entre elles, une concurrence très âpre, qui les oblige à consentir parfois des crédits démesurés et à réduire leurs conditions à des taux souvent dérisoires.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les résultats enregistrés soient en général médiocres, et en tout état de cause hors de rapport avec l'importance de l'activité déployée, des frais généraux exposés, et des risques courus.

Cette situation est nettement ressentie par certains directeurs de banques, dont nous avons recueilli les doléances et qui se plaignent notamment que les bénéfices intéressants qu'on peut exceptionnellement enregistrer une année, sont en général vite absorbés par les pertes et les immobilisations des années suivantes.

Et c'est là, sans doute, l'unique raison du silence observé par les banques relativement à leurs résultats, et auquel il est fait allusion dans notre introduction.

LES OPÉRATIONS DE BANQUE

Les banques au Maroc effectuent toutes les opérations des banques d'escompte de France. C'est seulement par l'importance relative de ces opérations entre elles et par les méthodes de travail, qu'elles se distinguent des banques métropolitaines.

Les dépôts. — En dehors de la classe assez nombreuse des fonctionnaires, dont les petites économies forment autant de dépôts confiés généralement à la Banque d'Etat, il existe au Maroc peu de dépôts immobiliers, comme on en voit en Algérie et en Tunisie. Il y a peu de rentiers, et la plupart des dépôts sont des dépôts mobiles appartenant à des commerçants ou à des industriels.

Parmi les indigènes, les commerçants ont appris à user des services de la banque, mais leurs dépôts sont très mobiles. Les propriétaires, qui possèdent parfois des disponibilités importantes, commencent à peine à se familiariser avec la banque, et peu nombreux sont encore ceux qui lui confient leurs réserves.

Les dépôts indigènes sont recherchés, parce que la plupart des musulmans, sauf quelques commerçants, refusent ordinairement de percevoir des intérêts, par obéissance à la loi coranique.

Si les dépôts immobiliers sont relativement rares au Maroc, les autres dépôts forment une masse qui peut être évaluée, pour l'ensemble du Maroc français, à plus de 400 millions de francs.

L'escompte. — L'escompte du papier de commerce constitue la base principale de l'activité bancaire au Maroc. Les effets sont de deux sortes : effets simples et effets documentaires. Le mouvement d'escompte des effets documentaires est plus ou moins important, suivant l'importance de la récolte. Au Maroc,

pays agricole, c'est en effet la campagne des céréales, qui s'étend de juin à novembre, qui conditionne l'exportation, laquelle donne lieu à la création du papier documentaire. Le reste de l'année, l'exportation se ralentit et le papier documentaire devient plus rare.

En 1924, année de bonne récolte, dans l'ensemble du Maroc français, il a été escompté pour plus de 300 millions d'effets documentaires.

Ce genre de papier était très recherché par la Banque d'Etat et par la Banque Algéro-tunisienne, parce qu'il représentait de la couverture sur la France. La concurrence aidant, ces deux établissements étaient arrivés à le prendre à l'escompte aux banques et aux plus grosses maisons de commerce, au pair. Les banques, à leur tour, consentaient à leur clientèle des conditions très réduites : généralement une simple commission de 2 pour mille, qui constituait pour elles un bénéfice net.

Ces conditions ont été augmentées à la disparition de la Banque Algéro-tunisienne.

Les effets de commerce simples sont généralement des effets à 30, 60 ou 90 jours, très rarement à 120 jours.

A l'époque de la grande poussée d'activité du Maroc, qui s'est étendue des premières années du Protectorat jusqu'à 1920, les facilités de crédit furent telles, qu'en dehors même des crédits d'escompte et des découverts largement accordés, il y eut un certain relâchement dans l'examen du papier d'escompté. Les clients, à la recherche de moyens d'action toujours plus grands, en profitèrent pour recourir d'une manière intense aux signatures de complaisance. Il s'en est suivi des faillites très nombreuses.

On trouve encore dans la circulation un papier dont la nature tient à la fois du papier de commerce et du papier de complaisance, et que les banques ordinairement tolèrent : c'est du papier tiré par des commerçants de gros ou demi-gros sur des commerçants de détail qui sont leurs commandités. Le lien de commanditaire à commandité enlève à ce papier la qualité de papier de commerce proprement dit ; cependant c'est un papier qui représente une vente réelle de marchandise, et non une complaisance pure et simple ; il n'y a jamais dans ce cas croisement de signatures.

Il existe aussi, dans une proportion restreinte, du papier tiré sur un agent ou sur un correspondant en représentation d'une partie des marchandises qui lui sont consignées. On rencontre enfin, dans la même mesure, des effets d'une nature qui

touche davantage à la complaisance, tirés par un commerçant sur un autre commerçant en vue de la réalisation en compte à demi d'une opération déterminée.

Dans la masse que constitue le papier de commerce proprement dit, les effets de ces différentes catégories représentent d'ailleurs un pourcentage infime.

Le découvert. — Les conditions du découvert en blanc au Maroc diffèrent de celles en usage en France ou en Tunisie.

En France comme en Tunisie, un crédit à découvert n'est accordé que pour une opération déterminée ou pour une période de temps fixée d'avance et au maximum à la durée des crédits de campagne, soit quatre à cinq mois.

Au Maroc, par suite de la variété plus grande des produits du sol, la campagne des céréales dure de six à neuf mois, suivant l'importance de la récolte ; les crédits de campagne sont en conséquence d'une durée plus longue.

D'autre part, entre deux campagnes de céréales s'intercalent, d'octobre à mars une campagne d'œufs, de décembre à avril une campagne d'huile, et enfin de mars à juin une campagne, plus importante, de laines ; sans compter un certain nombre d'autres produits dont le commerce, s'échelonnant sur l'année presque entière, réduit au minimum la période d'accalmie des affaires au Maroc.

Cette situation particulière, s'ajoutant à la concurrence bancaire, a abouti à l'institution de trois espèces de découverts :

1° Les découverts mensuels accordés aux clients d'importance moyenne, solvables et bien cotés, mais dont la situation ne justifie pas l'octroi d'un découvert permanent.

2° Les découverts de campagne accordés pour la campagne des céréales, qui s'étend du mois de juin au mois de décembre — dans les années de bonne récolte, ces crédits sont parfois prorogés jusqu'à fin mars ; et pour la campagne des laines, qui va de mars à juin.

3° Les découverts permanents accordés en principe pour une durée indéterminée, mais révocables à tout moment. Ces découverts sont ordinairement révisés tous les ans.

Les crédits mensuels doivent être couverts au moins une fois par mois. Certaines banques exigent cette couverture en fin de mois, d'autres dans le courant du mois.

Pour éviter de donner aux crédits de campagne un caractère permanent, on impose généralement un délai d'un mois entre la couverture d'un crédit et l'octroi de nouvelles facilités.

Ayant d'autre part discerné que parfois des commerçants utilisaient les crédits d'une banque pour couvrir ceux d'un établissement concurrent, les banques ont voulu s'entendre pour fixer à la même date le point de départ et la couverture des crédits de campagne. Ce projet, dont la réalisation eût, dans une certaine mesure, garanti aux banques la liquidité de leurs crédits, n'a pas eu de suite.

Une autre particularité du crédit au Maroc, c'est son caractère très accusé de crédit personnel.

Tandis qu'en France la garantie réelle joue un rôle important, au Maroc, la plupart des crédits courants de banque : crédit d'escompte, crédit en compte-courant, crédit de campagne, sont consentis sans autre garantie que celle qui découle de la réputation de moralité et de solvabilité de l'emprunteur. On peut dire dans ce sens que le crédit au Maroc est plus facile qu'en France (1).

Les changes. — Toutes les banques s'occupent de change. Ces opérations portent principalement sur la livre sterling, la lire italienne, le franc belge, et la peseta espagnole.

Elles sont de deux sortes :

1° Les ventes et achats fermes à la clientèle avec un écart variable sur le cours en bourse ; les ventes et achats pour son compte à la Bourse de Paris, moyennant une commission ;

2° A coté de ces opérations de vente et achat, l'instabilité des changes durant ces dernières années avait déterminé les commerçants à recourir à des crédits en devises étrangères.

A l'origine, ces crédits avaient pour but d'éviter au commerçant le risque des fluctuations qui pouvaient se produire entre le moment où il réglait sa marchandise, et celui où il la recevait et la vendait au consommateur local. Dans la pratique, on a parfois utilisé ces crédits, soit dans le but d'attendre des cours plus favorables pour se couvrir, soit même dans un but de pure spéculation.

Les titres. — Les titres, qui forment un des compartiments les plus importants et les plus intéressants des banques fran-

(1) Ce caractère s'explique par le fait qu'au début du Protectorat, la clientèle des banques était composée en grande partie d'immigrants, qui souvent n'avaient pas de biens susceptibles d'être donnés en gage ; de plus, les procédés de mise en gage étaient rudimentaires. Plus tard, lorsqu'il devint possible d'obtenir et de formaliser des garanties réelles sûres, l'habitude était déjà prise de part et d'autre de s'en passer ; de là, le grand usage du crédit sans garantie, du crédit personnel.

çaises, ne constituent qu'une branche secondaire de l'activité des banques marocaines.

Il ne saurait d'ailleurs en être autrement dans un pays neuf, où il existe peu de rentiers et où l'épargne, qui commence à peine à se constituer, recherche elle-même des placements plus rémunérateurs dans les affaires.

Par voie de conséquence, les opérations d'avances sur titres ne sont pas très fréquentes.

Les avances sur marchandises. — Les avances sur marchandises faisaient l'objet d'opérations importantes jusqu'à la crise de 1920. Les déboires que la plupart des banques ont alors enregistrés, par suite de la débâcle des cours, les ont amenées à supprimer provisoirement ce genre d'opérations. Elles les ont reprises plus tard, mais avec une plus grande prudence et en les limitant à quelques produits de consommation courante, tels que le thé et le sucre.

*
* *

Les conditions de banque

Nous avons signalé plus haut la rivalité qui existait entre la Banque d'Etat et la Banque Algéro-tunisienne. Si toutes les autres banques travaillaient indistinctement avec ces deux banques de réescompte, sauf toutefois la Compagnie Algérienne, qui ouvertement faisait cause commune avec la Banque Algéro-tunisienne, il n'en est pas moins vrai qu'elles avaient chacune leurs préférences plus ou moins marquées. Le Crédit Foncier, par exemple, était obligé de ménager davantage la Banque Algéro-tunisienne, à cause des rapports qu'il entretient en Algérie et en Tunisie avec la Banque d'Algérie. Par contre, la Banque Française du Maroc et la Banque Commerciale du Maroc avaient plutôt tendance à s'appuyer sur la Banque d'Etat et à favoriser cet établissement.

Tant qu'a duré cet antagonisme, aucun essai ne fut jamais tenté pour créer une entente sur les tarifs bancaires.

Un essai d'accord sur une question particulière, la sécurité des assurances maritimes en matière d'effets documentaires, dû à l'initiative de la Banque d'Etat, échoua par suite du mauvais esprit que créait cet antagonisme. La question présentait pourtant un intérêt évident pour la clientèle et pour les banques, et ne touchait à aucune des prérogatives de celles-ci.

Il a fallu attendre près d'un an, après la disparition de la Banque Algéro-tunisienne, pour arriver à établir une entente.

Un accord du 11 mai 1926, signé par toutes les banques installées au Maroc, modifié et complété le 24 août 1927, a fixé les conditions minima qui seront appliquées désormais par toutes les banques pour un certain nombre d'opérations : encaissements d'effets, acceptations, avals, cautions, lettres de garantie, chèques et virements, garde de titres, vérification de tirages, paiement de coupons, opérations de bourse.

Cette énumération montre qu'on a laissé en dehors de l'accord : les opérations de dépôt et les opérations d'escompte et de crédit. Les deux compartiments les plus importants de l'activité bancaire restent livrés à la libre concurrence et à ses multiples inconvénients.

Le taux des intérêts servi généralement aux comptes de dépôts à vue varie suivant l'importance du dépôt, entre 2 et 4 %. Les dépôts à préavis reçoivent un intérêt supérieur de $\frac{1}{2}$ à 1 %.

Le taux d'escompte est celui de la Banque d'Etat, augmenté d'un pourcentage qui varie suivant la qualité du client ; avec le taux actuel de 5 $\frac{1}{2}$, on applique ordinairement de 6 à 9 %. Il s'ajoute parfois, surtout dans les places de l'intérieur et pour la petite clientèle, une commission de $\frac{1}{8}$ à $\frac{1}{2}$ %.

Le taux des intérêts débiteurs appliqué aux avances à découvert est en général celui de l'escompte, majoré de 1 % et d'une commission trimestrielle de compte de $\frac{1}{8}$ à $\frac{1}{2}$ %.

*
**

Clientèle et méthode de travail

La clientèle des banques est composée d'Européens, et d'indigènes, juifs et musulmans.

La clientèle indigène comprend uniquement des commerçants : grossistes, demi-grossistes et détaillants.

La clientèle européenne comprend des commerçants, des industriels, des entrepreneurs de travaux publics et des colons.

A l'exception de Casablanca, où l'élément européen, nombreux, occupe une place importante dans les affaires, dans toutes les autres villes du Maroc, le commerce est tenu principalement par l'élément indigène, juif et musulman.

Le commerce des produits européens n'est réellement important qu'à Casablanca. Dans les autres centres, il occupe une

place restreinte. Et, aussi bien à Casablanca qu'ailleurs, le commerce des produits indigènes prédomine.

Pour les banques, la clientèle indigène présente l'avantage d'être composée de commerçants fixés au pays d'une manière permanente et pourvus d'une grande expérience des hommes et des affaires du Maroc. Ces clients offrent de sérieuses garanties du fait que leur richesse est en partie constituée par des immeubles et que leurs nombreux liens de parenté créent entre eux une solidarité sur laquelle on peut compter en temps de crise.

Ces remarques s'appliquent aussi bien aux commerçants musulmans qu'aux commerçants israélites. Ces derniers ont sur les premiers l'avantage d'une plus grande activité commerciale et d'une adaptation plus rapide aux méthodes européennes de travail.

Dans la clientèle européenne, les maisons de commerce comprennent :

1° Des sociétés importantes possédant de gros moyens et généralement affiliées à des groupes financiers puissants, de France ou de l'étranger. Ces sociétés constituent une clientèle sûre et en même temps très intéressante pour son mouvement d'affaires, et ces deux raisons font qu'elle est recherchée des banques.

2° Des sociétés moins importantes et des commerçants particuliers qui font des opérations de gros sur une moindre échelle et des opérations de demi-gros et de détail. Ces maisons intéressent les banques par leur nombre et par les conditions plus élevées qu'elles peuvent leur appliquer.

Les entrepreneurs de travaux publics consentent, en garantie des facilités qui leur sont accordées, des délégations sur les mandats qu'ils doivent toucher de l'Administration. Les crédits à cette catégorie de clientèle ont parfois souffert des retards que subissent souvent les règlements de l'Administration.

Les colons ont habituellement recours aux caisses de Crédit agricole. Seuls, quelques colons importants qui, à côté de leur exploitation agricole, s'occupent d'opérations diverses : agricoles, d'élevage ou commerciales, avec les indigènes du bled, s'adressent aux banques pour obtenir des crédits d'es-compte et de campagne.

D'une manière générale, afin de se mettre à la portée d'une clientèle encore peu familiarisée avec les usages bancaires,

les banques — et la Banque d'Etat elle-même — ont dû simplifier leur méthode de travail et la rendre moins administrative et moins paperassière qu'en France. Certains conseils d'administration ont même compris qu'ils ne pouvaient pas, du siège central, ordinairement installé à Paris, diriger dans le détail l'activité de leurs agences du Maroc ; ils ont laissé à leurs représentants locaux une initiative que n'ont pas les directeurs d'agences dans la Métropole.

Mais les établissements à ramifications dans divers pays sont liés par un ensemble de traditions et de directives, dont elles peuvent difficilement se libérer. Seule, une banque exerçant toute son activité au Maroc est en mesure d'adapter étroitement sa méthode aux exigences locales et de s'assurer par là une situation solide et prospère dans le pays. Tel est, en Tunisie, le cas de la Banque de Tunisie, dont la croissante prospérité est un exemple des résultats qu'ont peut obtenir par une gestion intelligemment adaptée aux besoins locaux (1).

La clientèle arabe, dans son ensemble, n'a pas appris à organiser une comptabilité à l'européenne. Elle n'a pas d'échéancier et n'apprécie pas suffisamment l'importance d'une échéance. L'origine de ce défaut a été attribuée à tort aux juifs, qui en auraient tiré parti en en faisant une espèce de prêt usuraire (2). Nous en voyons plutôt l'explication dans deux circonstances spéciales.

Les effets de commerce à échéance fixe ont succédé à l'usage des comptes courants, dont le règlement s'opérait par acomptes successifs versés soit périodiquement, et dans ce cas avec une régularité non rigoureuse, soit même au gré du client, aux époques qui lui convenaient. Ce système a été appliqué avec succès — mais aussi avec excès — par les maisons allemandes installées au Maroc avant la guerre, qui faisaient accepter une échéance pour le principe et se contentaient dans la pratique d'une libération par acomptes. On en trouve une autre application de nos jours à Fès, dans les crédits de la minoterie : les minotiers européens font accepter à leurs acheteurs indigènes des effets à vue, et ces derniers se libèrent par verse-

(1) Au capital de 8.000.000 moitié versé, la Banque de Tunisie a pu, à la fin de l'exercice 1927, libérer entièrement ses actions au moyen d'un prélèvement de 4.000.000 sur ses réserves. Ses dépôts et comptes courants créditeurs au 31 décembre 1927 se sont élevés à 87.820.044. Ses profits et pertes à 1.782.872. Elle a distribué à ses actionnaires un dividende de 18 %.

(2) A. Reynier, *La Banque d'Etat du Maroc et les Banques d'émission coloniales*, p. 27.

ments échelonnés qui sont inscrits au verso de l'effet jusqu'à son amortissement intégral.

D'autre part, il ne faut pas oublier que la formation intellectuelle et morale du musulman, tout empreinte de fatalisme, se traduit chez lui par une répugnance marquée pour toute promesse ou tout engagement comportant une date fixe de réalisation.

C'est dans ces deux ordres de circonstances, croyons-nous, qu'il convient de rechercher la véritable explication de l'habitude qu'ont en général les musulmans de payer leurs effets avec retard.

Les commerçants israélites sont ordinairement mieux organisés et respectent mieux l'échéance.

La comptabilité étant rudimentaire chez la plupart des commerçants indigènes, on connaît peu l'usage et la portée du bilan. Les bilans qui sont fournis aux banques sont en général ou incomplets ou tendancieux. Les crédits, dans ces conditions, sont basés beaucoup moins sur l'étude de ces bilans, que sur le résultat des enquêtes auxquelles il est procédé pour chaque client auprès des commerçants de la place.

Plus qu'en France, l'organisation du service des renseignements doit faire ici l'objet des soins les plus attentifs de la banque. Dans un pays neuf, où la clientèle indigène est difficile à pénétrer, où la clientèle européenne est souvent mal connue, ce service devient le rouage essentiel des établissements de crédit, et il est de l'intérêt des banques, aussi bien que du commerce sain, qu'il soit parfaitement organisé.

Il semble cependant qu'on ne lui attache pas toute l'importance qu'il mérite.

Un rapport de la session du Comité d'études économiques du Maroc, de 1918, s'exprimait en ces termes :

« Les banques du Maroc ont, à notre avis, le très grave défaut de ne pas suivre méticuleusement le développement des affaires et les hommes qui les dirigent... Les bureaux d'étude manquent complètement à nos établissements de crédit. Ils sont cependant à la banque ce que le laboratoire est à l'usine... A Paris, à Londres, à New-York, la haute banque a imaginé de très importants bureaux d'études. Sur des bases plus modestes, mais aussi tangibles, nos banques devraient posséder les moyens d'investigation et d'étude qui leur manquent. Et ainsi, mieux pénétrées des besoins de la place, mieux renseignées sur la valeur des hommes et des choses, elles apporteraient à ce pays un des plus puissants instruments de

succès dont il ait besoin : le crédit sous toutes ses formes. »

Les banques n'ont pas modifié, depuis, leurs méthodes ; on peut affirmer que les déboires qu'elles ont enregistrés tiennent en partie à leur négligence à cet égard.

Disons à leur décharge qu'il est extrêmement difficile, en particulier pour la clientèle indigène, d'obtenir des informations sincères, si l'on n'acquiert pas sa confiance par un contact direct et par la connaissance de la langue et des mœurs locales, conditions qui ne sont pas toujours aisées à réunir.

CHAPITRE VIII

LE CRÉDIT AGRICOLE

En dehors des phosphates, qui deviennent un élément de plus en plus important de la balance commerciale du Maroc (1), l'exploitation du sous-sol ne joue pour le moment qu'un rôle très secondaire dans la vie économique du pays. L'industrie, en attendant l'aménagement des forces hydrauliques qui existent en abondance, est encore à l'état embryonnaire.

L'économie actuelle du Maroc repose presque entièrement sur la production agricole.

Aussi l'attention du Gouvernement a-t-elle été vite attirée sur l'intérêt qu'il y avait à encourager l'agriculture.

Nous verrons plus loin l'œuvre accomplie dans cette voie auprès des agriculteurs indigènes par les Sociétés indigènes agricoles de prévoyance.

En ce qui concerne la colonisation européenne, l'action du Gouvernement s'est efficacement manifestée par l'attribution annuelle de lots de colonisation, la répartition de primes à certaines cultures ou plantations, l'organisation d'un service vétérinaire, la sélection et l'introduction d'espèces et de variétés nouvelles de plantes et l'importation d'animaux reproducteurs de choix.

Mais l'agriculture exige des capitaux importants, soit pour les acquisitions de terres et de matériel pour le défrichement, soit comme fonds de roulement pour faire face, au cours de la campagne agricole, aux achats de semences, d'engrais, aux travaux d'entretien, etc..., soit enfin pour pratiquer l'élevage,

(1) Cf. R. Chapuis, *L'Exploitation des Phosphates au Maroc*, thèse, Paris 1928.

considéré comme une des productions aux revenus les plus assurés.

Or, le colon isolé qui vient au Maroc est rarement possesseur d'une fortune suffisante pour réaliser par ses seuls moyens un programme aussi étendu. Il lui faut recourir au crédit.

Ce crédit, il le trouve difficilement auprès des établissements de banque du Maroc, dont l'activité est suffisamment absorbée par les affaires urbaines.

L'administration du Protectorat a été, dans ces conditions, amenée à rechercher les moyens propres à venir en aide aux colons et, dès 1918, elle s'est préoccupée de jeter les bases d'institution du Crédit agricole mutuel.

Le dahir du 15 janvier 1919 est le résultat de cette première étude faite quelques jours après l'armistice et moins de sept ans après la signature du traité de Protectorat.

*
* *

Dans les principaux Etats européens, des lois spéciales ont eu pour effet de provoquer ou d'encourager la constitution de sociétés ou d'organismes destinés à apporter à l'agriculture une aide efficace et régulière.

En Allemagne, on rencontre principalement des banques de crédit agricole mutuel, du type Raiffeisen, coopératives à responsabilité collective et illimitée, auxquelles est dû pour une grande part, le développement de l'agriculture dans ce pays.

En Italie et en Espagne, il existe des banques rurales ou caisses de crédit, qui effectuent des prêts à leurs sociétaires liés entre eux par un engagement personnel et solidaire.

En Belgique, des banques rurales servent d'intermédiaire entre les agriculteurs et la Caisse générale d'épargne. Les associés sont en principe responsables solidairement des sommes prêtées, et les emprunteurs doivent fournir dans certains cas des garanties réelles.

En France, après un essai malheureux de constitution d'une Banque de crédit agricole (1860) et un système spécial d'es-compte organisé au profit des agriculteurs par la Banque de France, une loi de 1894 a réglementé la constitution de Sociétés de crédit agricole. Les caisses ainsi créées bénéficiaient de fonds provenant d'une avance de 40.000.000 de frs, consentie

au Trésor par la Banque de France, ainsi que d'une subvention annuelle prélevée sur les redevances de l'institut d'émission.

A la suite de la stabilisation du franc, une loi du 18 juillet 1928 a ouvert un crédit de 500.000.000 de francs en faveur du Crédit agricole.

Le caractère essentiel du crédit agricole en France est d'être personnel, mutuel et strictement professionnel. Il a pour base la confiance personnelle inspirée à ses pairs par un agriculteur, qui offre subsidiairement une garantie sous forme de gage mobilier ou immobilier.

Ces Sociétés peuvent se constituer avec ou sans capital social. Les membres s'obligent par une souscription, dont une partie est versée, le cas échéant, au moment de la souscription. La tendance récente des Sociétés constituées avec un capital est de limiter la responsabilité de leurs membres au montant de leur souscription. Les Sociétés sans capital comportent la responsabilité solidaire et illimitée des associés, comme dans le type Raiffeisen en Allemagne.

Elles ne doivent pas distribuer de dividendes. Après un prélèvement pour constituer un fonds de réserve, les bénéfices sont répartis au prorata des opérations faites par les membres avec la société.

Au-dessus des caisses de crédit locales, se trouvent des caisses régionales, dont le rôle essentiel consiste à faire parvenir aux caisses locales les fonds mis à leur disposition par l'Etat, et à permettre, dans les conditions fixées par les statuts de la Banque de France, le réescompte des effets souscrits.

Au sommet de cette organisation, la loi du 5 août 1920 a créé un office qui gère la dotation du Crédit agricole et établit entre les Sociétés un lien permanent et une communauté de tendances et de méthodes.

A côté des Sociétés de crédit agricole, il existe aussi des Sociétés coopératives qui ont en général un des buts suivants : produire, transformer ou vendre des produits agricoles, construire et aménager les locaux nécessaires à leur industrie, acheter et utiliser le matériel de transport, les machines et instruments nécessaires aux opérations d'intérêt collectif.

Le Crédit agricole en France est : ou individuel, consenti à des particuliers ; ou collectif, consenti à des associations, telles les coopératives. Quant à sa durée, il est soit à court terme, soit à moyen ou à long terme.

*
* *

Au Maroc, l'organisation actuelle du Crédit agricole est l'œuvre d'un certain nombre de dahirs et d'arrêtés viziriels : dahir organique et arrêté viziriel du 9 mai 1923 (B. O. 551 du 15 mai 1923) ; dahirs des 26 novembre 1923 (B. O. 582 du 18 décembre 1923) ; 6 septembre 1924 (B. O. 620 du 9 septembre 1924) ; 10 mars 1925 (B. O. 649 du 31 mars 1925) ; 25 novembre 1925 (B. O. 684 du 1^{er} décembre 1925) ; 7 avril 1926 (B. O. 706 du 4 mai 1926) ; 20 juin 1928 (B. O. 820 du 10 juillet 1928).

Il convient de rappeler le premier dahir organique du 15 janvier 1919 qui, s'inspirant de la législation française, avait créé des caisses à deux échelons : caisses centrales et caisses locales. Il fut reconnu par la suite que l'état de dispersion de la colonisation au Maroc ne permettait pas la création de caisses locales comme en France, où elles se justifient par l'existence de groupements d'agriculteurs installés dans une même commune.

D'autre part, le dahir de 1919 n'avait prévu que des opérations de crédit à court terme, et les associations agricoles ne cessaient de réclamer l'institution du crédit à moyen terme.

L'Administration fut donc amenée à étudier avec les représentants des caisses, les conditions de création d'un nouvel organisme, et le résultat de ces travaux a abouti au dahir du 9 mai 1923.

Ce dahir supprime les caisses locales, institue le crédit à moyen terme, sous forme de prêt remboursable par amortissements annuels et enfin modifie le caractère des Sociétés agricoles.

En vertu de ce dahir et des textes ultérieurs sur la matière, l'organisation du Crédit agricole comprend à l'heure actuelle trois caisses centrales :

1° La Caisse de crédit agricole mutuel du Nord du Maroc. Elle a son siège à Rabat, et des sections locales à Rabat, Kenitra, Sidi Sliman, Had-Kourt, Si Allal Tazi, Souk el Arba, Meknès et Fès.

2° La Caisse de crédit agricole mutuel du Sud du Maroc ; siège à Casablanca, sections locales à Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador et Marrakech.

3° La Caisse de crédit agricole mutuel du Maroc oriental ; siège à Oujda ; sections locales à Oujda et Berkane.

Les Caisses de crédit agricole sont administrées par un Conseil nommé par l'Assemblée générale des actionnaires. Le

Conseil a seul qualité pour autoriser les avances et régler leurs modalités. Des comités d'escompte constitués dans les sections locales examinent les demandes, les transmettent avec avis motivé au Conseil et sont garants de l'utilisation agricole des avances consenties.

Mutuelles par définition, les Caisses de crédit agricole ne consentent des prêts ou ouvertures de crédits qu'à leurs adhérents et au prorata des parts que ceux-ci ont souscrites. Ces parts sont nominatives et ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément du conseil d'administration. Les opérations principales des caisses de crédit consistent en des prêts d'argent à court terme ou à moyen terme à leurs sociétaires. Elles facilitent également la constitution de coopératives agricoles pour l'achat de matières premières ou l'exécution de travaux agricoles.

Prêts à court terme ou de campagne

Les prêts à court terme sont destinés à faciliter la trésorerie des cultivateurs pour l'exécution des divers travaux agricoles au cours d'une même campagne agricole : achat de semences, d'engrais, d'animaux de labour, de carburants ; paiement de main-d'œuvre, etc... Ils sont consentis pour une durée maximum de dix mois, avec un intervalle obligatoire de deux mois entre le remboursement définitif d'un prêt et la réalisation d'un nouvel emprunt. Ceci a pour but de ne pas dénaturer le caractère essentiel de ce prêt, destiné à assurer aux colons des disponibilités financières réelles et annuelles.

Le total des prêts, en rapport avec la valeur du gage, ne peut être supérieur à 100.000 francs par emprunteur et par campagne agricole. Jusqu'à concurrence du maximum pour lequel il a été autorisé, chaque emprunteur peut réaliser son emprunt en une ou plusieurs fois, sous forme d'effets souscrits à l'ordre de la Caisse de crédit ; mais tous les prêts consentis à un emprunteur au cours de la campagne doivent être compris dans la même période de dix mois et avoir la même échéance.

Pour obtenir le bénéfice d'un prêt à court terme, l'agriculteur intéressé doit faire partie, en qualité de sociétaire, de la Caisse de crédit agricole dont dépend la région où se trouve son exploitation, et avoir souscrit un nombre de parts proportionnel au montant de l'emprunt demandé. Le taux de cette proportion varie suivant les caisses ; il est fixé au maximum à 4.000 frs par part souscrite de 400 frs.

Les sociétaires auxquels la Caisse consent un prêt doivent lui remettre un billet accepté et négociable de même somme. Ces effets, établis dans la forme habituelle, sont garantis par aval, nantissement ou warrant.

L'aval doit être donné par un membre de la Caisse.

Lorsque le montant du prêt est tel qu'une garantie subsidiaire doit être exigée, le sociétaire fournit une sureté réelle sous forme de contrat de nantissement ou de warrant.

Le nantissement ordinaire exige la remise du gage au créancier. L'inconvénient de cette tradition dans le nantissement agricole a déterminé le législateur marocain à soumettre celui-ci à une réglementation spéciale. Aux termes du dahir du 27 août 1918 (B. O. 307 du 9 septembre 1918), modifié par le dahir du 2 août 1919 (B. O. 356 du 18 août 1919), « les récoltes détachées ou non, les produits naturels ou industriels de l'exploitation agricole, le cheptel, le matériel agricole non immeuble par destination, peuvent faire l'objet d'un nantissement sans être mis en possession du créancier. A moins que les choses données en gage n'aient été de convention expresse confiées à la garde d'un tiers, l'emprunteur en est constitué gardien ».

Le warrant est réglementé par le dahir du 6 juillet 1915 (B. O. 144 du 26 juillet 1915). Les Caisses peuvent accepter le warrant, qui est lui-même un effet négociable, aux lieu et place de l'effet à souscrire.

Les opérations du crédit à court terme sont financées par :

1° Une avance gratuite d'un million consentie par la Banque d'Etat.

2° Une cote de réescompte à taux réduit (actuellement 4,50 %) attribuée par l'institut d'émission aux effets sous crits par les colons et endossés par les Caisses de crédit. Cette cote, primitivement fixée à 20 millions, atteint à l'heure actuelle près de 40 millions.

3° Une avance gratuite de l'Etat, d'importance variable, qui s'est élevée pour l'année 1927 à 5.551.380 francs, portant au 31 décembre 1927 les avances totales de l'Etat, au titre du crédit à court terme, à 14.448.200 francs.

Le total des opérations des Caisses pour le crédit à court terme a atteint, au 31 décembre 1927, 28.452.526 francs.

Prêts à moyen terme

Les opérations de prêts à moyen terme par les Caisses de Crédit agricole ont été organisées par le dahir du 9 mai 1923 et celui du 25 novembre 1925 (B. O. 684 du 1^{er} décembre 1925).

Aux termes de cette législation, des prêts à moyen terme peuvent être consentis par les Caisses de Crédit agricole en vue des opérations ci-après :

Achats de bétail et principalement d'animaux reproducteurs destinés à l'amélioration du troupeau, achat de matériel, travaux de défoncement, de défrichement, plantations d'arbres fruitiers, industriels, vignes, constructions non durables jusqu'à concurrence de 40 % du prêt, et en général toutes opérations destinées à augmenter la valeur du fonds et amortissables habituellement en moins de six ans, exceptionnellement en dix ans au plus.

Les prêts à moyen terme sont remboursables en dix années au maximum, par amortissements annuels d'un huitième à partir de la troisième année.

Le maximum du prêt, réalisable en une ou plusieurs tranches, ne peut être supérieur à 150.000 francs. En cas de cumul avec des prêts à court terme, le montant total des deux prêts ne peut dépasser 225.000 francs par sociétaire.

Les prêts à moyen terme comportent obligatoirement des garanties réelles, telles que nantissement mobilier, warrant ou hypothèque.

Dans la pratique, les Caisses de Crédit agricole demandent à leurs sociétaires des garanties hypothécaires sur propriétés immatriculées, ou pour les lots de colonisation, en cours d'immatriculation.

De même que dans le crédit à court terme, pour avoir droit au crédit à moyen terme, il faut faire partie d'une Caisse de Crédit agricole et avoir souscrit un nombre de parts proportionnel au montant de l'emprunt demandé. Le taux de cette proportion est en principe de 1.000 frs pour une part de 400 frs, sur laquelle il n'est versé que le premier quart. Un sociétaire a donc, en général, droit à un prêt décuple du montant versé de sa souscription.

Le dahir du 9 mai 1923 avait fixé la durée des prêts à six ans au maximum.

Le dahir du 25 novembre 1925 a porté la durée maximum à dix années et a chargé de ces opérations la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc. Cette institution consent aux Caisses de

Crédit agricole mutuel des ouvertures de crédit correspondant aux sommes dues par les bénéficiaires de prêts à moyen terme réalisés dans les conditions fixées par les deux dahirs précités. Les contrats établis entre les Caisses de Crédit agricole et leurs sociétaires font l'objet de transferts par simple endossement à la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc.

La manière dont les opérations sont organisées par la Caisse de prêts sera examinée au chapitre relatif à cette institution, qui mérite qu'on lui consacre une étude spéciale.

Les fonds nécessaires aux opérations à moyen terme sont prélevés sur une dotation constituée par des versements de l'Etat, de la Banque d'Etat du Maroc et de la Caisse de prêts. Cette dotation s'élève à l'heure actuelle à 24.200.000 francs, comprenant une avance de l'Etat de 11 millions, une avance de la Banque d'Etat de 11 millions, et une avance de la Caisse de prêts égale au dixième de ces deux avances réunies, soit 2.200.000 francs.

Le montant des prêts à moyen terme est passé de 6.929.406 francs au 31 décembre 1925, à 12.119.212 francs au 31 décembre 1926, 21.894.764 francs au 31 décembre 1927 et 22.407.016 francs au 31 juin 1928.

Le crédit à long terme

Le crédit à long terme a été organisé par un dahir du 29 octobre 1924 (B. O. 629 du 11 novembre 1924), modifié par le dahir du 25 novembre 1925 (B. O. 684 du 1^{er} décembre 1925), portant institution de nouvelles formes de crédit hypothécaire, par l'intermédiaire de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc.

Le crédit à long terme a pour objet de fournir aux agriculteurs les moyens d'augmenter ou d'améliorer leur capital foncier, le fonds de terre lui-même. Il s'oppose dans ce sens au Crédit agricole proprement dit, qui a pour but de procurer aux cultivateurs des semences, du bétail, des engrais, du matériel, des plantes, et il se confond avec le Crédit foncier ou Crédit hypothécaire.

Comme d'autre part les textes régissant la matière s'appliquent tant aux prêts urbains qu'aux prêts ruraux, l'étude de cette forme d'opérations trouvera une place plus normale au chapitre consacré à la Caisse de prêts.

Les prêts ruraux à long terme ont atteint au 30 juin 1928, en ce qui concerne la Caisse de prêts, 52.072.500 francs.

L'organisation du crédit agricole au Maroc comporte également le *Crédit collectif* destiné à aider des groupements de colons constitués généralement en coopératives. Ces coopératives reçoivent des avances de l'Etat par l'entremise de la Caisse de Crédit agricole de leur circonscription. La Caisse de Crédit est garante de ces sommes envers l'Etat. De plus, une garantie subsidiaire est donnée à l'Etat sous forme d'hypothèque sur l'ensemble des immeubles appartenant aux coopératives, ou qu'elles projettent d'acquérir ou de construire au moyen de ces avances.

Ces avances se sont élevées, au 31 décembre 1927, à 785.620 francs. Elles se répartissent entre les coopératives désignées ci-après : Coopératives de battage de Beni-Mtir, de Guelmame Oued-Arrimène ; Coopératives de battage et de pressage des Zaërs, de Boufekrane, de Zouara-Segiaa-Douiet ; Coopérative de moisson et de battage de Souk el Jamaa ; Coopérative de labour, de battage et de pressage des Quatre-Rivières ; Coopérative de défrichement et de labour d'Ain-Kharouba ; Société coopérative d'achat et de vente du Nord-marocain.

D'autres coopératives ont été créées, qui n'avaient pas encore, à fin 1926, bénéficié des avances de l'Etat ; ce sont : la Coopérative d'achat et de vente du Sud du Maroc, dite « l'Auxiliaire agricole », la Coopérative agricole des Beni-Hassan, la Coopérative agricole et cotonnière des Trifas, la Coopérative agricole de transit en commun, la Coopérative agricole de la région d'Oujda.

*
* *

On voit que le Crédit agricole, tel qu'il est organisé au Maroc, est différent des types existant en Europe.

Il présente un caractère original, où se discerne une tendance mi-étatiste, mi-coopérative.

L'ensemble des avances consenties par l'Etat en faveur du Crédit agricole à court et moyen termes s'élève, au 31 décembre 1927, à 25.448.200 francs.

De plus, l'Etat prélève annuellement sur la redevance de la Banque d'Etat une somme variable qu'il verse aux Caisses de Crédit agricole pour être distribuée entre les emprunteurs à titre de ristournes d'intérêt. Ces ristournes se sont élevées, au 31 décembre 1926, à 113.265 francs.

Il y a là un effort louable de l'Administration, qui s'exerce parallèlement et sert de soutien à celui par lequel elle tend, depuis trois ans surtout, à développer la colonisation au Maroc.

Il est appelé à produire les résultats les plus heureux pour l'essor de l'agriculture et la prospérité générale du pays.

Cependant, après avoir rendu un juste hommage à l'action féconde du Gouvernement dans ce domaine, il est permis de regretter que, dans la pratique, cette organisation de crédit ne s'étende pas à une catégorie importante d'agriculteurs, les fellahs indigènes.

On a créé en leur faveur des Sociétés de prévoyance ; mais il est avéré que cette institution, exclusivement indigène, a une tendance trop marquée à se borner à une activité de bienfaisance plutôt qu'à apporter au cultivateur indigène un concours sérieux et efficace pour l'aider à développer son exploitation, à améliorer et à intensifier ses cultures.

Des caisses agricoles mixtes, judicieusement organisées et balançant équitablement les influences, pourraient exercer une action très utile, tant au point de vue économique que politique.

N'oublions pas que l'agriculture indigène représente de beaucoup la majeure partie de la production agricole du Maroc. Les statistiques au 31 décembre 1926 établissent à 2.044 le nombre des colons européens installés au Maroc, à 643.990 hectares la superficie totale de leurs exploitations, et à 122.696 hectares leurs surfacesensemencées, contre 9.700.000 hectares cultivables et 2.658.629 hectares cultivés pour l'agriculture indigène. Les membres des Sociétés indigènes de prévoyance étaient à la même date au nombre de 551.464, contre 1.289 membres des Caisses de Crédit agricole. Soit une proportion de 26.979 fellahs indigènes pour 100 colons européens, et de 2.166 hectares cultivés à l'indigène pour 100 hectares cultivés à l'européenne.

S'il est donc légitime d'encourager les colons français et européens, il importe tout autant, dans l'intérêt général du pays, que l'élément agricole le plus nombreux reçoive les encouragements et l'aide nécessaires.

L'Egypte offre un exemple de Crédit agricole institué en faveur de la population indigène. Cette institution avait un double objet : lutter contre l'usure et encourager l'agriculture. Son succès semble établi par le fait suivant : la totalité des prêts arrivant à échéance en 1900, soit 5.035 prêts représentant une somme totale de 28.122 livres égyptiennes, ont été intégralement remboursés à leur date.

Il est, en effet, remarquable de constater qu'en dépit de leur réputation d'imprévoyance, des indigènes ont pu faire

honneur d'une manière aussi stricte à leurs échéances.

Lord Cromer, à qui l'on doit cette institution en Egypte, pouvait dire, à la suite des résultats obtenus, « qu'avec des conditions favorables à l'économie, le fellah égyptien se montrera probablement plus économe que le paysan anglais, sinon autant que le paysan français ».

Il resterait sans doute un obstacle assez sérieux à l'extension aux cultivateurs marocains du système de crédit agricole dont bénéficient seuls actuellement les colons européens : c'est l'organisation des garanties, notamment des garanties hypothécaires pour le crédit à moyen et long terme, impliquant l'immatriculation des terres. Sous ce rapport, on constate qu'un grand nombre de grands propriétaires ruraux indigènes recourent à l'immatriculation. Quant aux autres, ils trouveraient dans la possibilité d'obtenir plus facilement des crédits, un encouragement à faire immatriculer leurs propriétés. Ce serait un avantage de plus qu'on retirerait de l'extension du crédit agricole aux indigènes.

Le Crédit agricole a pour garantie tantôt la propriété agricole, tantôt le matériel ou le bétail appartenant à l'emprunteur. Au Maroc, où l'on cherche à développer l'élevage, il semble que l'on devrait étudier la possibilité d'organiser en sa faveur un crédit spécial. L'élevage du mouton entre autres, qui fait l'objet d'une attention particulière de la part des services d'élevage du Protectorat, s'il était encouragé par une aide financière, procurerait un appoint important à la balance commerciale du Maroc.

Il existe à cet égard une organisation originale en Australie. Là, l'emprunteur peut offrir en gage, non seulement les animaux, mais même la laine croissant sur le dos du mouton, indépendamment de la bête elle-même. Et le créancier gagiste a le pouvoir de suivre la laine, soit sur le dos du mouton, soit après la tonte.

L'intérêt de cette forme originale de crédit est considérable dans un pays de grand élevage comme l'Australie. Mais le Maroc possède déjà un troupeau d'ovins d'une certaine importance : l'exportation des laines s'est élevée en 1926 à près de 8.500.000 kgs, pour une valeur d'environ 80.000.000 de frs. C'est une richesse que l'Administration cherche à développer. Le crédit pourrait apporter un utile concours à ce développement (1).

(1) L'organisation de ce crédit spécial aurait notamment pour résultat de diminuer le nombre des opérations usuraires d'avances sur laines, d'une pratique si courante au Maroc.

Situation des Caisses de Crédit Agricole

au 31 décembre 1927.

	Caisse de crédit du Nord du Maroc	Caisse de crédit du Sud du Maroc	Caisse de crédit du Maroc Oriental
Siège social	Rabat	Casablanca	Oujda
Date de constitution	22 février 1919	6 avril 1919	18 juillet 1920
Capital souscrit au 1^{er} janvier 1928	9.318.800. »»	9.426.400. »»	2.159.600. »»
Engagement solidaire limité à...	18.637.600. »»	18.852.800. »»	4.219.200. »»
Nombre d'adhérents	578	774	208
Nombre de sections locales	8	5	2

ACTIF

Coopératives, prêts à long terme	785.620.00	—	—
Immeubles	—	—	266.026.84
Mobilier et matériel	8.394.35	1. »»	48.659.03
Portefeuille } moyen terme	11.736.183. »»	7.392.536.75	2.766.044.66
Portefeuille } court terme	12.216.331.25	12.338.407.95	3.897.786.47
Avances à régulariser	—	394.164.74	230.752.55
Débiteurs divers	104.709.10	851.372.14	636.799.46
Coopératives, leur compte courant	11.830.73	—	56.359.03
Sociétaires, leur compte souscription	6.989.100. »»	7.069.800. »»	1.619.700. »»
Banque d'Etat, ses divers comptes	48.677.98	68.960.41	209.773.21
Chèques postaux	8.868.90	144.394.02	4.729.90
Caisses	16.982.05	182.000. »»	—
Compte transitoire	31.926.697.36	28.441.836.99	9.736.181.17

PASSIF

Capital	9.318.800. »»	9.426.400. »»	2.159.600. »»
Réserves	1.090.805.08	996.207.73	226.000. »»
Avances de l'Etat	6.529.140. »»	6.419.080. »»	1.500.000. »»
Avances de la Banque d'Etat	333.333.33	333.333.33	333.333.33
Portefeuille } court terme	1.416.000. »»	685.000. »»	1.730.698.80
Portefeuille } moyen terme	8.880.508. »»	6.374.050.09	2.721.600.41
Créditeurs divers	3.039.744.18	542.412.33	617.940.80
Dépôts	954.166.08	2.803.057.80	316.504.91
Intérêts à payer	57.716. »»	—	—
Comptes transitoires	94.282.20	356.500. »»	65.917.23
Profits et pertes	212.202.49	505.795.71	64.585.89
	31.926.697.36	28.441.836.99	9.736.181.17

CAISSES DE CREDIT AGRICOLE

Moyens d'action au 31 décembre 1927

CAISSES	Versements de souscripteurs	Réserves	Avances de l'Etat	Avances de la Banque d'Etat	Transfert à la C. P. L.M.M.	Récompte à la Banque d'Etat	Dépôts	Total des moyens d'action
NORD	2.329.700	1.303.007	6.529.140	333.333	8.880.508	1.416.000	954.176	21.745.854
SUD	2.356.600	1.502.004	6.419.080	333.333	6.374.050	1.714.319	2.003.068	21.502.944
ORIENTAL	539.900	290.585	1.500.000	333.333	2.721.600	1.730.698	316.505	7.432.621
	5.226.200	3.095.595	14.448.200	1.000.000	17.976.158	4.861.517	4.073.729	49.651.600

Prêts en cours au 31 décembre 1927

CAISSES	PRÊTS OU AVANCES		Prêts aux Coopératives	Total des prêts
	Court terme	Moyen terme		
NORD	12.216.331	11.736.183	785.620	24.738.134 (1)
SUD	12.338.407	7.392.537		19.730.944
ORIENTAL	3.897.788	2.766.044		6.663.832
	28.452.526	21.894.764	785.620	51.132.910

(1) Le surplus des ressources est fourni par divers comptes créditeurs.

*
* *

Les Sociétés indigènes agricoles de prévoyance

Les Sociétés indigènes de prévoyance ont été organisées par le dahir du 28 janvier 1922 (B. O. 488 du 25 février 1922), qui a abrogé et remplacé les dahirs des 26 mai 1917, 19 juillet 1919 et 12 avril 1920, et a été modifié et complété par les dahirs des 11 mars 1924 (B. O. 599 du 15 avril 1924) et 15 juin 1927 (B. O. 765 du 21 juin 1927).

Elles assurent en principe un triple programme : d'aide financière aux fellahs sous forme de prêts ou de secours, de vulgarisation agricole et d'éducation morale et politique des indigènes.

Leur caractère principal est d'être obligatoires ; en font partie tous les cultivateurs indigènes non protégés étrangers, inscrits au rôle du *tertib*.

Leurs ressources comprennent notamment : les cotisations annuelles des sociétaires, consistant en centimes additionnels au principal du *tertib*, et des subventions remboursables accordées par le budget de l'Etat.

A la fin de l'année 1927, il existait 54 sociétés groupant 620.000 sociétaires.

Une caisse centrale des Sociétés indigènes de prévoyance, instituée par le dahir du 15 juin 1927, a pour objet :

1° de faciliter les opérations de prêts ou de secours effectuées par les Sociétés indigènes de prévoyance ;

2° de recevoir de l'Etat des avances remboursables, d'en consentir à ces Sociétés et de leur attribuer des subventions ;

3° de gérer le fonds de secours général et les fonds de réserve des Sociétés de prévoyance ;

4° de contracter des emprunts.

La Caisse centrale est administrée par un Comité de direction siégeant à Rabat, sous la présidence du Directeur général des Affaires indigènes.

Depuis le dahir organique du 28 janvier 1922, les Sociétés de prévoyance peuvent consentir en outre des prêts de campagne, des prêts à moyen terme. Ces derniers prêts doivent être garantis par des cautions solvables, ou par la remise d'un titre de propriété délivré par le Cadi, qui reste entre les mains du Président de la Société ou de l'autorité de contrôle, jusqu'au remboursement du prêt.

Les prêts consentis annuellement par ces Sociétés, depuis leur création en 1917, se sont élevés aux chiffres suivants :

Campagne agricole	1917-18	Frs 1.133.191,86
	1918-19	480.444,64
	1919-20	2.392.598,99
	1920-21	3.530.906,82
	1921-22	3.454.075,32
	1922-23	5.476.964,49
	1923-24	7.465.547,83
	1924-25	8.285.786,77
	1925-26	10.863.165,91

L'ensemble des prêts consentis, partie en espèces et partie en nature, a atteint au 1^{er} octobre 1926, frs :

Pour un nombre de 620.000 adhérents. 43.082.682,63

Le programme de vulgarisation agricole comprend l'aménagement de fermes d'élevage et de bergeries, de pépinières, et l'amélioration des semences par le triage et le sulfatage. En 1926, il existait 8 fermes d'élevage et bergeries, 4 pépinières et 232 trieurs.

Par la diffusion des méthodes améliorées d'agriculture et d'élevage, par l'étude, lors des sessions des conseils d'administration, de questions d'ordre général intéressant la vie économique de chaque tribu, par la lutte contre l'usure, les Sociétés indigènes de prévoyance contribuent à l'éducation morale et politique des indigènes.

L'œuvre ainsi accomplie doit être appréciée comme le résultat d'un effort de début. Mais l'avenir des Sociétés en tant qu'organismes de crédit risque d'être compromis, si l'on persiste dans la tendance actuelle de se servir de leurs ressources comme d'une masse de secours dans les années de mauvaise récolte.

CHAPITRE IX

LE CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE

Le Crédit hypothécaire a pour base une garantie immobilière constituée sous forme d'hypothèque.

L'hypothèque suppose l'existence d'un régime foncier comportant une publicité organisée.

Dans les législations musulmanes anciennes, telle la législation marocaine, le régime foncier ne connaît pas de publicité.

C'est cependant cette législation qu'il a fallu appliquer dans les premières années du Protectorat français au Maroc, avant l'organisation du régime de l'immatriculation ; et c'est elle qui reste encore en vigueur pour toutes les propriétés non immatriculées, qui sont le plus grand nombre.

Dans ce régime, l'hypothèque n'existe pas. On a recours au nantissement immobilier et, dans l'usage, ce nantissement est réalisé par deux sortes de contrats : le *rahn* (antichrèse) et le *bia et-itsénia* (vente à réméré).

Les Européens, dans leurs transactions avec les indigènes, ont adopté généralement soit le contrat de vente à réméré, soit un deuxième procédé plus sommaire, consistant dans la remise au créancier du titre de propriété arabe constitué en gage par simple acte sous seing privé.

La vente à réméré, qui est à l'origine une modalité de vente simple affectée d'une condition suspensive pour le vendeur, résolutoire pour l'acheteur, a servi dans un grand nombre de législations à tourner la prohibition du prêt à intérêt. Il en est résulté que la vente à réméré a été traitée tantôt comme une variété de vente, tantôt comme représentant un acte de nantissement immobilier.

On a déjà dit qu'en droit musulman la vente à réméré a été longtemps considérée comme un acte entaché de nullité, parce qu'on y a vu une vente « que l'on peut accuser de combi-

naison de prêt », mais on finit par la permettre dans le cas où elle était nécessaire pour la satisfaction d'un besoin public ou privé (1).

En Algérie et en Tunisie, elle est réputée conclue à titre de nantissement et n'est qu'un mode particulier de la *rahnia*, dont toutes les règles lui sont en principe applicables (2).

Au Maroc, le Code des obligations et contrats consacre à cette matière ses articles 585 à 600. L'article 586 limite à 3 ans le délai maximum dans lequel la faculté de rachat peut être exercée ; ce délai est de 5 ans en droit français (art. 1650 C. C.). L'article 600 décide : « Lorsque la convention dénommée vente à réméré constitue en réalité un nantissement, les effets du contrat entre les parties sont régis selon les cas par les dispositions relatives au gage ou à l'hypothèque. Mais l'acte n'est opposable aux tiers que s'il a été fait en la forme requise par la loi pour la constitution du gage ou de l'hypothèque. »

En pratique, la vente à réméré au Maroc se présente : soit sous la forme simple, c'est alors un véritable contrat de vente à réméré régi par les articles 585 à 600 du Code des obligations ; soit sous la forme d'une vente pure et simple ou d'une vente à réméré accompagnée d'une contre-lettre remise par l'acheteur à son vendeur et qui détermine la nature exacte du contrat.

Il existe peu de décisions de justice sur la matière (3). Il semble que les tribunaux français du Maroc apprécient de tels contrats d'après l'intention expresse ou présumée des parties. Leur jurisprudence s'écarte de celle des tribunaux algériens et tunisiens, qui traitent invariablement la vente à réméré comme un contrat de nantissement.

Le deuxième procédé utilisé pour garantir une créance au moyen d'un gage immobilier consistait dans la remise en dépôt au créancier du titre de propriété. Ce procédé était d'un usage très courant il y a quelques années, en particulier dans les opérations de banque.

On s'est demandé longtemps si une garantie constituée sous cette forme était valable et opposable aux tiers, et la question était demeurée incertaine jusqu'en 1924. En 1924,

(1) Khalil, *loc. cit.*

(2) Cf. sur cette question, Morand, *Etudes de Droit musulman algérien*, Alger, 1910.

(3) Voir jugement du Tribunal de première instance de Casablanca, du 16 mars 1925, dans la Gazette des Tribunaux du Maroc, n° 185, du 23 juillet 1925. p. 236

pour la première fois, l'espèce fut soumise à la Cour d'appel de Rabat, qui la trancha par son arrêt du 13 mai 1924 (affaire Compagnie Algérienne c. Faillite Mfeddel Berrada), rapporté au recueil des arrêts de la Cour d'appel de Rabat (4^{ème} trimestre 1924, p. 472) et résumé ainsi :

I. — Contredit élevé par le syndic d'une faillite contre le caractère privilégié d'une créance assortie d'un droit réel de nantissement immobilier.

II. — Les prescriptions de l'article 208 du dahir formant Code de commerce, aux termes desquelles la validité d'une hypothèque au regard de la masse est soumise à son inscription dans un certain délai, ne peuvent s'appliquer qu'aux immeubles immatriculés.

Les immeubles non immatriculés restent soumis, quant aux droits réels qui les grèvent, à la législation du pays, laquelle ne prévoit aucun régime spécial de publicité.

Pour cette catégorie d'immeubles, le nantissement immobilier, contrat consensuel entre les deux parties, est valable au regard des tiers, lorsqu'il est constaté dans un acte ayant date certaine, qui détermine le montant des sommes garanties, précise les garanties données et est accompagné de la remise concomitante des titres de propriété.

La jurisprudence établie par cet arrêt a été confirmée par un autre arrêt du 23 juin 1925, publié au recueil des arrêts (4^{ème} trimestre 1925, p. 235, affaire Attias c. Mazouz Omar Kaouchi et Thami Berrada).

*
**

Dès l'installation du Protectorat français au Maroc, l'Administration s'est préoccupée d'assurer la sécurité des transactions immobilières exposées jusque-là aux incertitudes d'un régime où les faux circulaient nombreux, donnant naissance à de multiples contestations et procès.

Deux systèmes s'offraient à elle : le système français de publicité personnelle, groupant sous le nom du propriétaire tous les actes translatifs ou modificatifs de la propriété et des droits réels qui peuvent la grever, et le système australien connu sous le nom de système Torrens, inauguré en Australie du Sud en 1858, régime de publicité réelle faisant abstraction de la personne du propriétaire pour ne considérer que la propriété, ayant pour caractéristique de constituer un titre de propriété, définitif et inattaquable, puis de grouper sur ce titre,

véritable état civil de la propriété, tous les droits réels et charges foncières intéressant l'immeuble, ainsi que les mutations et modifications y relatives.

Outre les inconvénients graves que présente le régime français : hypothèques occultes, vérification de la propriété, ce régime de publicité personnelle, fondé sur le nom et la personne du propriétaire, suppose l'existence d'un état civil établi. Il eût donc été inapplicable au Maroc, où les indigènes n'ont pas d'état civil organisé.

Le système Torrens, par contre, avait été appliqué avec succès dans plusieurs colonies françaises : Madagascar, Congo, Dahomey, Sénégal, Indochine, et dans un pays de Protectorat, la Tunisie (1).

C'est un régime adapté de l'acte Torrens qui fut institué au Maroc par le dahir organique du 12 août 1913, complété par un dahir du 2 juin 1915.

Ce régime a pour base de publicité l'immeuble lui-même, que la procédure d'immatriculation a pour effet de déterminer topographiquement et juridiquement.

L'immatriculation a un caractère facultatif. Entraînant, en effet, compétence des tribunaux français sur les immeubles immatriculés, il n'était pas possible d'en faire une obligation absolue à l'égard notamment des ressortissants des puissances qui n'ont pas renoncé au régime des capitulations.

L'immatriculation produit des effets irrévocables au point de vue de l'établissement du droit de propriété. Tous les titres de propriété antérieurs sont annulés ; seul le titre foncier existe, emportant avec lui la preuve décisive du droit de propriété, même à l'égard du véritable propriétaire, à qui il ne reste qu'un recours contre l'Administration, prise dans la personne du Conservateur de la propriété foncière.

Ce régime a été mis en application, en juin 1915, par la création d'une Conservation de la propriété foncière à Casablanca. Puis successivement ont été instituées des Conservations : à Oujda, par dahir du 11 mars 1917 ; Rabat, par dahir du 25 octobre 1919 ; Marrakech, par dahir du 20 mars 1923, et Meknès, par dahir du 25 septembre 1923.

(1) Le même système est également en vigueur en Allemagne, en Autriche, en Espagne et en Suisse. Il a été maintenu en Alsace-Lorraine pour une durée de dix années par la loi du 1^{er} juin 1924. A noter qu'en France même, c'est un système de publicité réelle qui régit la transmission des meubles soumis à publicité : navires, aéronefs.

*
* *

La propriété foncière, dégagée ainsi de toute espèce de doute quant à la validité du titre, est rendue aisément convertible en garantie pour des avances. L'hypothèque, régulièrement prise sur une propriété immatriculée, représente une garantie de premier ordre, à l'abri de toute discussion.

Il y avait dans ce régime une base solide sur laquelle pouvait fonctionner le Crédit hypothécaire.

Le Crédit hypothécaire au Maroc a été organisé par un dahir et un arrêté viziriel du 22 décembre 1919 (B. O. 375 du 29 décembre 1919) sur les Sociétés de Crédit foncier, qui ont étendu au Maroc les privilèges du Crédit foncier établis par le décret-loi du 28 décembre 1852 et la loi du 10 juin 1853.

Avant cette législation, il existait déjà des Sociétés qui s'adonnaient aux opérations de prêts hypothécaires, sans se prévaloir d'aucun privilège ni être astreintes à aucune obligation d'ordre administratif.

Quelques-unes de ces Sociétés subsistent encore ; d'autres ont été constituées postérieurement au dahir. Tel est le cas de la plupart des banques qui, tantôt prennent hypothèque pour garantir une ouverture de crédit de courte durée, tantôt, comme la Compagnie Algérienne, consentent de véritables prêts hypothécaires de durée variable. Tel est également le cas d'un certain nombre de Sociétés ayant pour objet principal les opérations de prêts hypothécaires, comme la Banque Foncière du Maroc, au capital de 10 millions, le Crédit Immobilier du Maroc, au capital de 6 millions, la Mutuelle Hypothécaire franco-sud-américaine, au capital de 10 millions.

Le régime spécial du dahir du 22 décembre 1919 est celui sous lequel fonctionne le Crédit Foncier de France, qui a étendu son activité au Maroc, par l'intermédiaire du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.

Le Crédit Foncier de France consent des prêts amortissables, garantis par une hypothèque de premier rang sur propriétés immatriculées. Ces prêts sont d'un montant n'excédant jamais 50 % de la valeur du gage.

Les prêts consentis par cet établissement se sont élevés, au 31 décembre 1926, à un montant total de frs 24.736.200 pour 477 prêts.

*
* *

La Caisse de Prêts Immobiliers du Maroc

La pénurie de logements dans les villes du Maroc, la cherté excessive des loyers, ont amené l'Administration à envisager des réformes capables de donner satisfaction aux besoins du pays, particulièrement en encourageant la construction.

A la diligence de la Direction Générale des Finances du Protectorat, la création d'une Caisse de Prêts immobiliers, destinée à servir de bailleur de fonds à des Sociétés d'habitations à bon marché, fut décidée.

Le dahir du 22 décembre 1919 sur les Sociétés de Crédit foncier stipulait, dans son article 12, que le capital de la Caisse de Prêts immobiliers (à créer) serait souscrit par les soins des Sociétés de Crédit foncier agréées, au prorata du capital qu'elles utilisent au Maroc. Son article 11 précisait en outre que toute Société de Crédit foncier autorisée avancerait, lorsqu'elle en serait requise par la Direction Générale des Finances, une somme de un million sans intérêts à la Caisse de Prêts immobiliers. Le dahir du 2 mai 1928 (B. O. 811 du 8 mai 1928) sur les Sociétés de Crédit foncier, a porté cette avance à deux millions et demi.

Le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, ayant reçu seul (pour lui-même et pour le Crédit Foncier de France) l'autorisation prévue par ce dahir, devait souscrire le capital de la Caisse de Prêt et lui consentir l'avance gratuite d'un million, puis de deux millions et demi.

Le dahir du 23 décembre 1919 décrétait la création, sous le contrôle du Gouvernement, de la Caisse de Prêts immobiliers, destinée à faire des avances à intérêts réduits aux Sociétés d'habitations à bon marché. Il limitait le capital de la Caisse de Prêts à 250.000 frs, et décidait que celle-ci recevrait, outre les avances des Sociétés de Crédit foncier, une avance sans intérêts de l'Etat jusqu'à concurrence de 4 millions de francs. (Cette avance a été portée à 5 millions par le dahir du 2 mai 1928 sur la Caisse de Prêts.) Il déterminait les conditions auxquelles la Caisse de Prêts prêterait aux Sociétés d'habitations à bon marché et indiquait que ces prêts seraient garantis par une première hypothèque sur les terrains et constructions de ces Sociétés. La Caisse de Prêts jouit en outre, en ce qui concerne son gage, des privilèges consentis aux Sociétés de Crédit foncier.

Aux termes du dahir du 13 mars 1920, les avances du Crédit Foncier sont remboursées par annuités en 30 ans au maximum, à compter de la troisième année révolue de leur attribution, soit en fait à partir de 1924. Pour les avances de l'Etat, le paiement des annuités correspondantes s'opère suivant les mêmes modalités, sauf toutefois que le paiement effectif des dix premières annuités est différé jusqu'à la treizième année de l'attribution des dites avances.

Le taux des prêts aux Sociétés d'habitations était en principe fixé à 6 %, sans qu'il pût être inférieur au taux de la Banque de France, ni supérieur à ce taux augmenté de 1 %. Un dahir du 21 mai 1921 a modifié ce taux et l'a fixé uniformément à 1 % au-dessus du taux d'escompte de la Banque de France.

La Caisse de Prêts immobiliers a été constituée le 26 mai 1920, après que ses statuts eurent été approuvés par un arrêté ministériel du 14 mai 1920. Son capital originel était de 250.000 francs, souscrit entièrement par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie. Il a été porté successivement à 2 millions en 1924, 3 millions en 1925, 4 millions en 1926, et enfin, en décembre 1927, il a été fixé au capital actuel de frs 10.000.000, dont 3 millions versés, par souscription du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, de la Banque d'Etat du Maroc et de la Compagnie Algérienne.

Un dahir du 24 décembre 1919 (B. O. 375 du 29 décembre 1919) a prévu la création, sous le contrôle d'une Commission centrale des habitations à bon marché, de sociétés ayant pour but de construire des *habitations à bon marché*, en bénéficiant des prêts à taux réduit de la Caisse de Prêts immobiliers.

Le capital de ces sociétés doit être au minimum de 200.000 francs en titres nominatifs libérés d'au moins la moitié, et les avances de la Caisse de Prêts peuvent s'élever à cinq fois le capital actions nominal.

Ces sociétés sont tenues de requérir l'immatriculation de leurs immeubles et de faire inscrire l'hypothèque de la Caisse de Prêts. Aucune autre hypothèque n'est admise sur leurs immeubles.

Les loyers maxima afférant à chaque type d'immeuble sont fixés par la Commission centrale des habitations à bon marché.

A la suite de la constitution de la Caisse de Prêts immobiliers, il s'est créé un certain nombre de sociétés d'habitations à bon marché, régies par le dahir du 24 décembre 1919, modifié par le dahir du 13 mars 1920 (B. O. 386) :

A Rabat : l'Avenir de Rabat-Salé, société anonyme au capital de 466.400 frs ; la Maison Familiale, au capital de 400.000 frs ; le Foyer, au capital de 204.600 frs ; le Patrimoine, au capital de 344.000 frs ; Ed-Diar, au capital de 600.000 frs.

A Casablanca : la Société Casa-Logis, au capital de 200.000 francs ; le Nid d'Iris, au capital de 300.000 francs.

A Kenitra : la Société le Bon Logis, au capital de 370.500 francs.

A Meknès : la Société anonyme de Constructions à bon marché, au capital de 200.000 francs.

A la fin de 1924, les prêts aux sociétés d'habitations s'élevaient à 10.955.000 frs. Les immeubles construits par ces sociétés comprenaient 157 villas, 143 appartements, 33 magasins, 17 chambres et une coopérative.

Par ailleurs, la construction avait repris et la crise des logements semblait conjurée. A la demande de l'Administration, la Caisse de Prêts cessa à ce moment ses opérations avec les sociétés d'habitations à bon marché.

L'arrêt de ces opérations était dû également à l'insuccès partiel de l'expérience tentée par le Protectorat dans ce domaine. La situation de certaines sociétés d'habitations s'est, en effet, trouvée obérée par suite de la crise immobilière. Le Protectorat dut leur venir en aide au moyen de subventions. La Caisse de Prêts, de son côté, fut obligée de faire un effort en leur faveur, et pour secourir une société plus particulièrement atteinte, elle dut affecter le montant de sa réserve spéciale, s'élevant à plus de 400.000 frs, à l'amortissement d'une partie de sa créance sur cette société.

*
* *

La suspension des opérations d'avances aux sociétés d'habitations à bon marché se produisait au moment où le Gouvernement du Protectorat, conscient de l'importance que présentait le développement agricole du pays, donnait une nouvelle impulsion à la réalisation d'un large programme de colonisation.

De cette préoccupation est sorti notamment le dahir du 29 octobre 1924, remanié par le dahir du 25 novembre 1925 (B. O. 684 du 1^{er} décembre 1925), portant institution de nouvelles formes de Crédit hypothécaire — le *Crédit à long terme* — par l'intermédiaire de la Caisse de Prêts immobiliers. C'est le deuxième objet prévu aux statuts refondus de cette Société.

En vertu de cette législation, tout propriétaire d'un bien foncier immatriculé, et tout acquéreur ou attributaire d'un lot de colonisation immatriculé ou en cours d'immatriculation et remplissant les conditions prévues à l'article 2 du dahir du 22 mai 1922 (B. O. 502) (1), peut demander à la Caisse de Prêts l'estimation de sa propriété. La Caisse de Prêts procède à l'expertise de l'immeuble et un Comité de Direction, siégeant au Maroc, fixe le montant de l'estimation et indique le prêt maximum qui peut être consenti, et dont le montant peut atteindre 60 % de cette valeur. Un bulletin d'expertise est délivré au propriétaire, qui lui permet de requérir une inscription hypothécaire à son nom. C'est le système de la mobilisation de la propriété, introduit dans la législation marocaine par l'institution de l'hypothèque sur soi-même et la création des cédulas hypothécaires.

Le prêt est réalisé par endossement du certificat d'inscription hypothécaire, soit pour la totalité, soit par fractions successives d'un cinquième au moins, à l'ordre de la Caisse de Prêts. Il est effectué contre espèces ou contre remise de cédulas hypothécaires, auxquelles est attachée la garantie de la propriété et que l'emprunteur peut négocier auprès d'une banque ou d'un particulier quelconque. En fait, jusqu'à présent, la Caisse de Prêts a disposé de ressources suffisantes pour réaliser tous ses prêts contre espèces, et le système des cédulas hypothécaires n'a pas eu l'occasion d'être expérimenté.

Elle s'est procuré ses ressources au moyen de bons hypothécaires qu'elle a émis d'abord à 8 %, puis à 7 %, et qu'elle a placés, soit dans le public marocain, soit — pour la plus grande partie — auprès de la Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires civils du Protectorat.

Le taux des prêts est fixé actuellement à 9 % pour un prêt rural, et 9,50 % pour un prêt urbain.

Les emprunteurs ruraux, qui s'engagent à utiliser les fonds prêtés à des améliorations utiles et permanentes, bénéficient de

(1) Ce dahir a pour but de faciliter aux attributaires de lots de colonisation l'obtention du crédit hypothécaire pour continuer la valorisation de leur lot. L'article 2 dispose que l'Etat pourra céder son antériorité d'hypothèque en faveur d'un prêteur, lorsque les deux conditions suivantes seront réalisées :

1° lorsque l'attributaire du lot aura justifié de l'emploi à la valorisation de son lot de la totalité des fonds dont il a déclaré pouvoir disposer lors de l'attribution ;

2° lorsque l'emprunt que le colon se propose de contracter sera uniquement affecté à apporter au lot dont il est attributaire des améliorations qui seront reconnues utiles et permanentes par l'Administration, notamment celles dont l'exécution est imposée par le cahier des charges.

ristournes de l'Etat pendant 9 ans, qui réduisent ce taux à 5 % pour les trois premières années, 6 % pour les trois années suivantes, et 7 % pour les trois dernières années. Le total des ristournes attribuées s'est élevé, en 1926, à 472.607 frs, et, en 1927, à 1.051.026 fr. 10.

La durée des prêts est de 5 à 30 ans. Les prêts de 10 ans et plus comportent obligatoirement un amortissement annuel.

Les opérations de la Caisse de Prêts se distinguent par leur caractère impersonnel : le prêt est consenti au gage, sans qu'il soit tenu compte de la personnalité de l'emprunteur. Les considérations de personnes n'interviennent que très faiblement dans les décisions du Comité de Direction.

D'autre part, les prêts ne sont pas limités à un maximum : ils peuvent être augmentés indéfiniment sur la même propriété, au fur et à mesure de sa mise en valeur et de son extension.

Le Crédit hypothécaire à long terme, institué par les dahirs sus-mentionnés, a commencé à fonctionner en avril 1925 et a pris aussitôt un développement considérable. Le total des prêts est passé de 6.206.173 frs au 31 décembre 1925, à 22.906.200 frs au 31 décembre 1926, et 48.113.800 frs au 31 décembre 1927. Au 30 juin 1928, il s'élevait à la somme de 68.240.500 frs se répartissant comme suit :

Prêts ruraux.....	58.072.500 frs.
Prêts urbains.....	10.008.000 frs.
Prêts aux mutilés et anciens combattants	160.000 frs.

La progression du mouvement d'affaires à long terme de la Caisse de Prêts immobiliers semble indiquer que cette institution remplit normalement le rôle qui lui a été réservé par le Protectorat.

Son effort s'applique particulièrement aux prêts ruraux. La Caisse de Prêts vise surtout la colonisation agricole. Les prêts urbains sont peu importants. Son rôle au point de vue urbain s'est borné jusqu'à présent à un contrôle des taux. Son action à cet égard est déjà efficace, et il est à prévoir qu'insensiblement elle finira par monopoliser à son profit, et pour le plus grand avantage des emprunteurs, la totalité des opérations hypothécaires à long terme, urbaines et rurales.

Tableau des prêts hypothécaires à long terme consentis par la Caisse de Prêts immobiliers depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1927

1^o — D'après leur importance

Années	Jusqu'à 50,000		Jusqu'à 100,000		Jusqu'à 250,000		Jusqu'à 500,000		Au-dessus de 500,000		Total	
	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes
1923	19	472,306. ⁰⁰	18	1,307,673. ⁹¹	10	1,656,000. ⁰⁰	5	1,783,000. ⁰⁰	1	983,000. ⁰⁰	33	6,206,173. ⁹¹
1926	77	2,309,026. ⁰⁹	33	2,301,000. ⁰⁰	26	3,825,000. ⁰⁰	19	5,723,000. ⁰⁰	6	2,292,000. ⁰⁰	161	16,700,026. ⁰⁹
1927	39	1,381,000. ⁰⁰	41	3,343,300. ⁰⁰	42	6,339,600. ⁰⁰	23	7,327,300. ⁰⁰	6	6,215,000. ⁰⁰	173	25,207,000. ⁰⁰
Totaux	135	4,763,326.⁰⁹	94	7,151,973.⁹¹	78	11,821,600.⁰⁰	49	14,884,300.⁰⁰	11	9,492,000.⁰⁰	387	48,113,800.⁰⁰

2^o — D'après leur durée

Années	Au-dessous de 15 ans		De 15 ans		De 15 à 15 ans		De 16 à 20 ans		De 21 à 25 ans		De 26 à 30 ans		Total	
	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes
1925	5	131,000	4	699,000	22	1,841,673. ⁹¹	7	1,213,300. ⁰⁰	14	2,121,000. ⁰⁰	1	200,000. ⁰⁰	53	6,206,173. ⁹¹
1926	15	710,000	34	2,130,600	65	7,143,226. ⁰⁹	26	708,000. ⁰⁰	11	2,414,000. ⁰⁰	10	3,524,800. ⁰⁰	161	16,700,026. ⁰⁹
1927	3	144,800	35	4,416,000	32	7,091,200. ⁰⁰	37	6,208,000. ⁰⁰	8	4,778,000. ⁰⁰	38	5,371,000. ⁰⁰	173	25,207,000. ⁰⁰
Totaux	23	985,800	73	7,245,600	139	16,076,100.⁰⁰	70	8,189,300.⁰⁰	33	6,314,000.⁰⁰	49	9,305,800.⁰⁰	387	48,113,800.⁰⁰

3^o — D'après la nature des immeubles

Années	Propriétés urbaines.				Propriétés rurales.				Total des prêts ruraux.				Total général.	
	Lote de colonisation		Exportations libres		Lote de colonisation		Exportations libres		Lote de colonisation		Exportations libres		Lote de colonisation	
	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes	Nombres	Sommes
1925	44	830,000. ⁰⁰	2	176,347. ⁸²	43	1,199,836. ⁰⁹	46	5,376,173. ⁹¹	46	5,376,173. ⁹¹	53	6,206,173. ⁹¹	46	6,206,173. ⁹¹
1926	11	5,428,300. ⁰⁰	14	2,167,826. ⁰⁵	29	9,104,000. ⁰⁰	113	11,271,826. ⁰⁹	113	11,271,826. ⁰⁹	161	16,700,026. ⁰⁹	161	16,700,026. ⁰⁹
1927	87	1,094,800. ⁰⁰	87	9,492,200. ⁰⁰	75	14,620,600. ⁰⁰	162	24,412,800. ⁰⁰	162	24,412,800. ⁰⁰	173	25,207,000. ⁰⁰	173	25,207,000. ⁰⁰
Totaux	142	7,353,000.⁰⁰	124	11,836,373.⁸⁷	197	26,924,426.⁰⁹	321	40,700,800.⁰⁰	321	40,700,800.⁰⁰	387	48,113,800.⁰⁰	387	48,113,800.⁰⁰

Le rapide essor de la colonisation agricole au Maroc a fait ressortir, dès 1925, la nécessité de seconder, au point de vue du *Crédit à moyen terme*, l'action des Caisses de Crédit agricole mutuel, en faisant mettre à leur disposition les fonds destinés à satisfaire les besoins toujours croissants de l'agriculture marocaine.

C'est dans ces conditions qu'intervint le dahir du 25 novembre 1925, portant organisation du Crédit agricole à moyen terme par l'intermédiaire de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc.

En vertu de ce dahir, les Caisses régionales de Crédit agricole peuvent obtenir de la Caisse de Prêts, des ouvertures de crédit correspondant aux sommes dues par les bénéficiaires des prêts à moyen terme. Par une disposition originale du dahir, les contrats de prêts sont transférés par simple endossement à la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc. Celle-ci les reprend tels qu'ils ont été conclus par les Caisses régionales ; mais par les observations qu'elle peut faire à cette occasion, elle donne aux Caisses régionales des directives dont celles-ci ne manquent pas de tenir compte par la suite.

La durée des prêts est fixée au maximum à 10 ans. Le taux d'intérêt appliqué est égal au taux payé par la Caisse de Prêts à la Banque d'Etat, taux variable et fixé actuellement à 4 1/2 %.

Les opérations sont réalisées sur décision du Comité de Direction de la Caisse de Prêts, au moyen des fonds provenant d'une dotation constituée par des avances du Protectorat, de la Banque d'Etat du Maroc et de la Caisse de Prêts. Cette dotation s'élève à l'heure actuelle à frs 24.200.000.

Les opérations effectuées à ce titre, commencées en janvier 1926, ont atteint au 30 juin 1928 frs 22.407.016,68.

*
* *

L'ensemble des crédits consentis par la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc, depuis sa création en 1920, ressort aux chiffres ci-dessous :

Prêts aux Sociétés d'habitations à bon marché, réalisés du 26 mai 1920 au 31 décembre 1924....	10.955.000
Prêts hypothécaires à long terme, réalisés d'avril 1925 au 30 juin 1928.....	68.240.500
Prêts à moyen terme consentis aux Caisses de	

Crédit agricole, de janvier 1926 au 30 juin 1928.. 22.407.016

Total..... 101.602.516

On appréciera mieux encore l'activité de la Caisse de Prêts, en considérant la progression du chiffre de ses opérations dans la statistique générale des prêts hypothécaires au Maroc :

Années	Total des prêts hypothécaires au Maroc	Prêts consentis par la Caisse de Prêts immobiliers
1916	1.714.000	»
1917	4.679.178	»
1918	3.964.482	»
1919	5.805.770	»
1920	23.207.385	8.685.865
1921	48.306.214	
1922	73.988.324	791.000
1923	76.654.462	149.951
1924	54.319.151	1.328.184
1925	63.177.754	12.662.400
1926	68.496.561	33.291.000
1927	96.316.291	44.694.116
1 ^{er} semestre 1928	72.766.631	
	593.396.203	101.602.516

*
* *

Depuis le dahir du 24 décembre 1927 sur le *Crédit hôtelier*, la Caisse de Prêts immobiliers est autorisée à effectuer, contre garantie hypothécaire, des opérations de crédit à long terme en vue de la construction, de la réfection et de l'aménagement d'hôtels à voyageurs.

Nous consacrerons un chapitre spécial au *Crédit hôtelier*. Les opérations de la Caisse dans ce domaine n'ont pas encore commencé.

*
* *

Le dahir du 2 mai 1928 a fait entrer dans le ressort de l'activité de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc, les prêts à long terme institués par le dahir du 10 février 1926, en faveur des *Mutilés et Anciens combattants*.

Nous avons vu qu'à la date du 30 juin 1928, les prêts de cette catégorie consentis par la Caisse de Prêts immobiliers s'élevaient à frs 160.000.

Le Crédit aux mutilés et anciens combattants fait l'objet plus loin d'un chapitre spécial.

*
* *

Le Crédit en faveur des Sociétés d'habitations à bon marché avait cessé de fonctionner depuis la fin de l'année 1924. Ces opérations ne seront pas reprises.

Le dahir du 4 juillet 1928 (B. O. 821 du 17 juillet 1928) concernant les habitations salubres et à bon marché, a institué une nouvelle forme de *Crédit aux habitations*, par l'intermédiaire de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc.

La Caisse de Prêts est autorisée à consentir des prêts hypothécaires, remboursables en 30 annuités au maximum, en vue de la construction de maisons salubres et à bon marché à édifier dans les centres érigés en municipalités.

Ces opérations seront effectuées dans les conditions générales fixées par le dahir du 29 octobre 1924, modifié par le dahir du 25 novembre 1925, portant institution d'une nouvelle forme de *crédit hypothécaire*, et par le dahir du 22 décembre 1919 sur les Sociétés de Crédit foncier.

Les prêts seront au plus d'un montant égal à 60 % de la valeur du terrain et des constructions projetées.

Les ressources affectées à ces opérations proviennent d'une dotation constituée par des avances de l'Etat et par des avances des Sociétés de Crédit foncier, et pour le surplus par la création de bons hypothécaires.

Le Crédit institué par le nouveau dahir ne peut être accordé ni aux célibataires, ni aux veufs ou divorcés sans enfants ou ayant des enfant âgés de plus de 18 ans. Par contre, des avantages particuliers sont concédés :

1° Aux chefs de familles nombreuses comprenant au moins trois enfants, âgés de moins de 18 ans, présentés par l'Office des familles nombreuses françaises ;

2° Aux chefs de familles ayant au moins un enfant âgé de moins de 18 ans, présentés par l'Office des mutilés et anciens combattants, et rentrant dans la catégorie des titulaires d'une pension, au titre de la loi du 31 mars 1919, ou dans celle des anciens combattants tels qu'ils sont définis par le dahir du 2 décembre 1922 sur les emplois réservés.

La rémunération de la Caisse de Prêts pour ces opérations consiste dans une majoration de 2 %, calculée sur le montant des opérations réalisées et versée par l'Etat. Cette commission est réduite à 1 % pour les prêts consentis aux catégories de personnes mentionnées ci-dessus.

De plus, des avances de l'Etat, gratuites ou à intérêt réduit, peuvent être consenties à ces emprunteurs avec la garantie des offices respectifs. Ces avances sont au plus égales : 1° pour les familles nombreuses françaises, à 30 % du montant des dépenses à engager ; 2° pour les mutilés et anciens combattants, à 20 ou 30 % du montant de ces dépenses.

Ces avances sont prélevées sur un fonds spécial, constitué notamment par un versement initial de 2.000.000 de frs, fait par l'Etat à la Caisse de Prêts immobiliers.

Les familles nombreuses peuvent ainsi bénéficier d'avances représentant jusqu'à 90 % des dépenses à engager ; les mutilés et anciens combattants jusqu'à 80 à 90 % de ces dépenses.

Un arrêté du Secrétaire Général du Protectorat en date du 17 août 1928 (B. O. 827 du 28 août 1928) a fixé la valeur maximum des constructions prévues par le dahir du 4 juillet 1928, ainsi que la quotité, le taux d'intérêt et la durée des avances de l'Etat. Suivant le nombre des enfants, la valeur des constructions varie de 30 à 110.000 frs et plus, la quotité des avances entre 20 et 30 % des dépenses, le taux des intérêts entre 0 et 4 %, la durée entre 25 et 30 ans.

Le même arrêté a limité également le maximum du patrimoine au delà duquel les intéressés ne peuvent bénéficier des dispositions du dahir du 4 juillet 1928. Pour les familles nombreuses, mutilés et anciens combattants, ce maximum est fixé, d'après le nombre des enfants, entre 80 et 155.000 frs, pour les autres demandeurs, entre 100 et 240.000 frs.

On escompte des résultats très intéressants de l'application de cette nouvelle législation par la Caisse de Prêts. Le peuplement français au Maroc semble devoir être assuré principalement par la classe moyenne. A l'heure actuelle, cette classe, en raison du taux élevé des loyers, n'a pas les moyens de se loger convenablement et ne s'attache pas au pays. Lorsqu'elle pourra disposer en toute propriété de logements confortables, elle trouvera des satisfactions qui la retiendront dans le pays et elle y fera souche.

Indiquons pour servir d'exemple et de base de comparaison les caractéristiques essentielles du système tunisien dans ce domaine.

Là, l'œuvre des habitations familiales à bon marché est assurée par des Sociétés à base mutuelliste, subventionnées par l'Etat, et groupées dans une Caisse de crédit immobilier. Créées en 1920, ces Sociétés ont construit à ce jour près d'un millier de maisons. Le versement préalable demandé à l'attributaire est de $1/17^e$ du coût de la maison (au lieu de $1/5^e$ en France, et $2/5^e$ à $1/10^e$ au Maroc). L'amortissement se fait en dix ans. Grâce aux subventions et ristournes d'intérêts consenties par l'Etat, le taux du loyer-amortissement est de 5,50 %, et pour les familles nombreuses de 4,50 %.

Une particularité mérite plus spécialement d'être signalée : le décès prématuré du chef de famille peut anéantir subitement tous les efforts qu'il a faits pour garantir aux siens la propriété de leur maison d'habitation. L'assurance sur la vie obligatoire est venue parer à ce péril. Les Sociétés d'habitations à bon marché ont créé entre elles une Société d'assurances mutuelles : en cas de décès, la famille devient propriétaire de la maison, entièrement libérée des annuités restant à courir, que la Société d'assurances prend à sa charge.

L'organisation de cette assurance, complément nécessaire de l'institution des habitations à bon marché, est une réforme qu'il conviendrait d'introduire dès à présent dans la législation marocaine.

*
* *

Pour réaliser l'ensemble de son vaste programme, la Caisse de Prêts immobiliers dispose actuellement des ressources suivantes :

Capital versé de la Société.....	3.000.000
Réserves au 31 décembre 1927.....	1.088.134

Avances du Protectorat :

Sociétés d'habitations à bon marché	4.000.000
Habitations à bon marché (nouveau dahir)	mémoire (1)

(1) Le montant de cette avance n'a pas encore été fixé définitivement. Elle sera vraisemblablement de 3.000.000 de francs.

Habitations à bon marché (nouveau dahir) : prêts aux familles nombreuses, aux mutilés et anciens combattants	2.000.000	
Crédit à moyen terme.....	11.000.000	
Crédit hôtelier.....	1.000.000	
		18.000.000

Avances de la Banque d'Etat :

Crédit à moyen terme	11.000.000	
Crédit hôtelier	1.000.000	
		12.000.000

Avances du Crédit Foncier d'Algérie
et de Tunisie :

Sociétés d'habitations à bon marché (solde au 31 décembre 1927).....	866.666	
Habitations à bon marché (nouveau dahir)	1.500.000	
Cote de réescompte pour les effets des Sociétés d'habitations à bon marché	mémoire	
		2.366.666

Emission de bons hypothécaires pour le Crédit à long terme, environ	78.000.000	
Comptes courants créditeurs	mémoire	
Total.....	114.454.800	

L'émission des bons hypothécaires est déterminée de la manière ci-dessous :

Pour un capital maximum de 4.000.000 de frs, le total du montant des bons émis et des avances de l'Etat et de la Banque d'Etat peut atteindre jusqu'à dix fois ce capital ; pour un capital supérieur à 4 millions de francs, ce total peut s'élever à vingt fois le capital.

Avec son capital actuel de 10.000.000 de frs, les ressources de la Caisse de Prêts immobiliers peuvent atteindre, tant par l'émission de bons hypothécaires que par les avances de l'Etat et de la Banque d'Etat, au chiffre de 200 millions de francs.

*
* *

Dans les premières années de sa constitution, la Caisse de Prêts immobiliers a enregistré des bénéfices modérés. Nous avons eu l'occasion de signaler ses difficultés avec les Sociétés d'habitations à bon marché. Les résultats paraissent maintenant s'améliorer, et il est à prévoir que l'avenir apportera à cette Société la rémunération des efforts utiles qu'elle poursuit au Maroc.

Chaque catégorie d'opérations traitées par la Caisse de Prêts fait l'objet d'une comptabilité distincte et d'une répartition des bénéfices particulière. Le mode de répartition des bénéfices, en ce qui concerne le crédit à moyen terme, mérite d'être signalé.

Les bénéfices sont divisés en fin d'exercice en autant de parts qu'il y a de Caisses de crédit agricole qui auront fait, avec la Caisse de Prêts immobiliers, des opérations à moyen terme, proportionnellement aux intérêts payés dans l'exercice par chaque Caisse.

Chacune de ces parts est portée à une réserve dénommée « réserve n° 1 des opérations à moyen terme avec la Caisse X », jusqu'à ce que cette réserve atteigne le dixième des prêts en cours de cette Caisse. Cette réserve n° 1 une fois constituée et maintenue au dixième des prêts en cours, la part dont il s'agit est répartie :

50 % au Gouvernement ;

20 % à la Caisse de Prêts ;

30 % à un fonds dénommé « réserve n° 2 des opérations à moyen terme avec la Caisse X », jusqu'à concurrence de la moitié de la réserve n° 1 correspondante.

Cette réserve n° 2 est destinée à combler à due concurrence les prélèvements qui, à la suite de pertes, pourraient être faits sur la réserve n° 1.

Une fois cette réserve n° 2 constituée et maintenue au chiffre indiqué, la part des produits nets envisagés est répartie :

75 % au Gouvernement ;

25 % à la Caisse de Prêts.

La même répartition s'appliquera au partage des deux fonds de réserve, **pertes déduites**, en cas de liquidation des opérations.

Nous avons ainsi fini de mentionner les différentes parti-

cularités qui donnent à la Caisse de Prêts immobiliers son caractère original et qui soulignent tout l'intérêt de cette institution.

Ajoutons que ni la France, ni l'Algérie, ni la Tunisie ne possèdent d'œuvre similaire.

Première tentative de ce genre, il est naturel qu'elle n'ait pas trouvé immédiatement sa constitution définitive et que sa forme et ses attributions évoluent en s'adaptant aux besoins que révèle l'expérience.

*Bilan de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc
au 31 décembre 1927*

ACTIF

Actionnaires	frs 7.000.000,00
Caisse et banques	2.694.680,37
Mobilier	1,00
Frais d'augmentation de capital	1,00

*Opérations avec les Sociétés d'habitations
à bon marché :*

Portefeuille	7.366.844,05
Sociétés d'habitations à bon marché, leur compte courant	73.472,65

Opérations à long terme :

Prêts fonciers réalisés en numéraire	44.855.634,78
Débiteurs divers	49.628,05
Intérêts acquis mais non échus	1.837.772,36

Opérations à moyen terme :

Avances pour opérations à moyen terme ..	2.200.000,00
Crédits réalisés	17.976.158,30
Débiteurs divers	353.926,11

Total de l'Actif.....frs 84.408.118,67

PASSIF

Capital	frs 10.000.000,00
Réserve légale	88.295,46
Créditeurs divers	54.930,87

Dividendes	175.000,00
Report à nouveau, exercice 1927	31.037,20

*Opérations avec les Sociétés d'habitations
à bon marché :*

Avance du Protectorat	4.000.000,00
Avance du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie	866.666,67
Comptes d'ordres	44.652,75
Réserve spéciale	105.261,67

Opérations à long terme :

Bons hypothécaires en circulation	41.312.500,00
Créditeurs divers	1.820.520,14
Intérêts dus, mais non échus	806.688,35
Fonds de garantie des prêts cautionnés.....	7.987,41
Provisions pour risques des prêts à long terme	600.000,00

Opérations à moyen terme :

Avance du Protectorat	11.000.000,00
Avance de la Banque d'Etat du Maroc	11.000.000,00
Avances sociales	2.200.000,00
Réserves des opérations à moyen terme	294.578,15

Total du Passif.....frs	84.408.118,67
-------------------------	---------------

*
**

Les Sociétés hypothécaires

A côté du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie et du Crédit Foncier de France, dont l'activité s'exerce surtout dans le domaine des prêts urbains ; à côté de la Caisse de Prêts immobiliers, créée en 1920, et qui tend de plus en plus à monopoliser toutes les opérations hypothécaires à long terme, nous avons signalé l'existence de sociétés privées qui exercent leur activité dans le même domaine.

Ces sociétés enregistrèrent en général des mécomptes, tantôt par suite de l'incompétence de leurs dirigeants ou des agents qui les représentaient, tantôt plus simplement par un effet de la crise immobilière qu'a connue le Maroc, particuliè-

rement dans les années 1921-1922. Elles furent amenées à exécuter leurs gages et durent le plus souvent se rendre elles-mêmes acquéreurs des immeubles réalisés.

Cette circonstance, jointe aux pertes subies, les détermina à restreindre, parfois à cesser complètement, leurs opérations.

Parmi celles qui se sont maintenues, nous citerons la *Banque Foncière du Maroc*, née le 17 avril 1925 de la transformation en société anonyme marocaine de la Société anonyme française dénommée « Banque Foncière Franco-marocaine », suivant un procédé devenu courant au Maroc et destiné à faire échapper aux lourds impôts français les sociétés qui y ont recours.

La Banque Foncière Franco-marocaine avait été constituée le 1^{er} septembre 1921 au capital de 5 millions, un quart versé. Elle avait pour objet de consentir des prêts contre garantie, spécialement contre inscriptions hypothécaires, et de faire aux Etats, villes et associations syndicales, des prêts garantis par un impôt spécial ou une ressource permanente inscrite au budget.

La Banque Foncière n'a jamais réalisé d'opération répondant à ce deuxième objet. Ses prêts hypothécaires se sont élevés, en 1922, à frs 3.905.000, en 1923 à frs 2.701.485, en 1924 à frs 1.393.693. Ces opérations ont subi le contre-coup de la crise immobilière et la Banque a dû exécuter ses gages et se porter acquéreur de sept immeubles pour un montant de frs 2.194.328.

La Banque Foncière du Maroc, qui lui a succédé, a été créée au capital de 100.000 frs, porté en juillet 1925 à 10.000.000, dont 5.500.000 versés. Ayant le même objet que la Banque précédente, mais instruite par son expérience, elle a continué ses **opérations hypothécaires** avec une plus grande prudence, qui l'a déterminée à augmenter ses investissements immobiliers, passés de frs 2.194.328 en 1924, à frs 4.203.463 en 1927, au détriment des placements hypothécaires.

Elle a tendance à se spécialiser dans des prêts consentis à la construction au fur et à mesure de l'avancement des travaux, opérations qui sont de nature à faciliter et encourager la construction et qui se transforment, après l'achèvement des travaux, en prêts hypothécaires ordinaires.

Outre son capital versé, la Banque Foncière utilise des capitaux qui lui sont avancés par deux sociétés qui ont participé

à sa constitution : le Crédit Foncier du Nord en Argentine et la Société hypothécaire du Canada à Anvers.

Bilan de la Banque Foncière du Maroc au 31 décembre 1927

ACTIF

Actionnaires	frs	4.500.000,00
Caisse et banques		2.061.439,97
Avances hypothécaires		4.612.629,59
Immeubles		4.203.363,57
Débiteurs, service hypothécaire	68.620,53	
moins : participation....	2.880,00	
		65.740,53
Mobilier	32.435,00	
moins : amortissement ..	16.435,00	
		16.000,00
Frais de premier établissement	312.000,00	
moins : amortissement .	35.000,00	
		277.000,00
Total de l'Actif.....	frs	<u>15.736.173,66</u>

PASSIF

Capital	frs	10.000.000,00
Emprunts		5.100.000,00
Intérêts hypothécaires afférant à l'exercice futur		62.170,80
Provisions diverses		30.932,00
Provision pour dividendes 1925..	578,76	
Provision pour dividendes 1926..	4.689,52	5.268,28
Réserve légale		32.102,43
Créditeurs		132.595,00
Profits et pertes :		
Report de l'exercice précédent	12.328,45	
Bénéfices de l'exercice.....	360.776,70	373.105,15
Total du Passif.....	frs	<u>15.736.173,66</u>

CHAPITRE X

LE CRÉDIT HOTELIER

Le Crédit hôtelier a été institué au Maroc par le dahir organique du 24 décembre 1927 (B. O. 792 du 27 décembre 1927), modifié et complété par l'arrêté viziriel du 14 février 1928 (B. O. 804 du 20 mars 1928) et le dahir du 10 juin 1928 (B. O. 818 du 26 juin 1928).

Les opérations sont confiées à la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc.

Elles ont pour but d'aider à la construction, à la réfection et à l'aménagement d'hôtels à voyageurs. Le Syndicat d'Initiative et de Tourisme de Casablanca, ayant émis à cet égard la crainte que les hôtels existants, à la promulgation du dahir, ne puissent pas bénéficier des facilités de la nouvelle institution, a reçu de l'Administration l'assurance que le Crédit hôtelier serait également acquis à ces hôtels. Cependant il semble que, pratiquement les avances ne peuvent être consenties qu'en vue de la modernisation, de l'augmentation de capacité et de confort des hôtels existants, sans quoi le Crédit hôtelier se confondrait avec le Crédit hypothécaire ordinaire.

La durée des prêts est fixée, au maximum, à 20 ans. Leur montant ne doit pas dépasser 60 % de la valeur de l'immeuble, du matériel et du fonds de commerce.

Les prêts sont garantis par une première hypothèque sur l'immeuble, conformément au décret du 29 octobre 1924, modifié par le dahir du 25 novembre 1925, et par nantissement du matériel et du fonds de commerce, conformément aux dahirs du 31 décembre 1924 et du 3 septembre 1923.

Les opérations sont décidées par le Comité de Direction de la Caisse de Prêts immobiliers, auquel se joignent, avec voix délibérative, un délégué désigné annuellement par le Conseil

supérieur du Tourisme et un représentant de l'industrie hôtelière.

Une dotation spéciale est affectée à la réalisation des opérations du Crédit hôtelier. Elle s'élève à frs 2.500.000, constitués par une avance de l'Etat d'un million, une avance de la Banque d'Etat du Maroc d'un million, et un prélèvement de la Caisse de Prêts sur ses ressources propres, de 500.000 francs.

En outre, la Caisse de Prêts est autorisée à émettre des bons hypothécaires pour se procurer des ressources supplémentaires destinées au fonctionnement du Crédit hôtelier. Ces bons, risquant d'avoir sur le marché financier une valeur différente de celle des bons émis en vertu du dahir du 29 octobre 1924, il a paru opportun de marquer une distinction nette entre le prêt hypothécaire et le prêt sur nantissement, de manière à réaliser les prêts hypothécaires du Crédit hôtelier au moyen des bons institués par le dahir du 29 octobre 1924. Un dahir du 10 juin 1928 a précisé que les bons hypothécaires prévus par le dahir du 29 octobre 1924 comporteront, parmi leur garantie spéciale, la partie hypothécaire des prêts du Crédit hôtelier. La partie des prêts gagée par le nantissement du matériel et du fonds de commerce sera réalisée par la dotation dont il est parlé plus haut.

Le dahir du 24 décembre 1927 est muet sur le taux des intérêts à appliquer aux opérations du Crédit hôtelier. Le Syndicat d'Initiative et de Tourisme de Casablanca en a fait l'observation et a émis le vœu que ce taux ne dépasse pas de plus de 1 % le taux d'escompte de la Banque d'Etat.

Par contre, le dahir a admis le principe d'une ristourne d'intérêt en faveur des emprunteurs. L'arrêté viziriel du 14 mars 1928 a fixé le taux de cette ristourne à 2 1/2 % pour chacun des six premiers semestres, 2 % pour chacun des semestres suivants, et 1 1/2 % pour chacun des autres semestres ; il a arrêté le montant global de cette ristourne à un maximum de 450.000 frs pour l'année 1928.

Créé le 24 décembre 1927, mis au point seulement le 10 juin 1928, le Crédit hôtelier n'a pas encore fonctionné.

CHAPITRE XI

LE CRÉDIT POPULAIRE

Le Crédit populaire s'adresse au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie. Sa formule est celle du Crédit mutuel, qui a si bien réussi pour le Crédit agricole. Le Crédit populaire est très développé en Italie, en Allemagne, en Suisse et en Belgique. En France, l'institution a été organisée pour la première fois par la loi Clémentel, du 13 mars 1917, qui prévoit deux sortes d'organisations : la Banque populaire et la Société de caution mutuelle.

Les banques populaires sont des coopératives. Tout capitaliste peut souscrire au capital de ces banques, mais, en fait, les actionnaires sont surtout recrutés parmi les futurs clients. Les actions, dites parts sociales, sont nominatives et n'ont droit qu'à l'intérêt de l'argent au taux usuel. Les bénéfices ne sont pas distribués aux parts, mais répartis entre les clients, au prorata des opérations effectuées.

Les banques populaires profitent de facilités fiscales importantes et d'avances de l'Etat, qui peuvent atteindre deux fois leur capital versé. En revanche, elles sont soumises au contrôle administratif effectué par le service de l'Inspection générale du Crédit populaire dépendant du Ministère du Commerce.

Elles peuvent se livrer à toutes les opérations des banques ordinaires, notamment l'escompte du papier commercial à court terme avec ou sans garantie, les avances d'espèces, même à découvert et sans garantie. Elles n'ont pas le droit de faire des spéculations de bourse, ni de procéder à des émissions de sociétés.

A fin 1925, les banques populaires françaises étaient au nombre de 100, représentant, avec leurs succursales et bureaux auxiliaires, 361 établissements. Leur capital versé s'élevait à

64.000.000 de francs, avec 43.000 sociétaires. Leur portefeuille escompte atteignait le chiffre imposant de 3 milliards.

En 1923, a été créée la Caisse centrale des banques populaires, destinée à relier entre elles toutes les banques populaires et à leur donner une garantie nouvelle, tout en respectant le principe de leur autonomie.

*
* *

Un des pays où le crédit populaire s'est acclimaté de très bonne heure et a atteint un grand développement, est la Suisse.

La première association coopérative de crédit fut fondée en avril 1869, sous le nom de Banque populaire de Berne, par un groupe de 53 personnes, dont 25 étaient des ouvriers et des artisans, 14 de petits employés, et le reste des fonctionnaires et commerçants.

Lors de sa création, elle était installée dans une modeste chambre d'un loyer de 20 francs par mois. En 1880, elle avait créé plusieurs succursales et pris le nom de Banque Populaire suisse. En 1921, elle comprenait 18.000 sociétaires, disposait de 23 agences, et son capital, fixé à 95 millions, la plaçait au troisième rang des grandes banques suisses. Son bilan se totalisait par frs 880.919.537, et son chiffre d'affaires global s'élevait à frs 36.090.815.762. Elle fait partie du Cartel des banques suisses et prend part aux émissions d'obligations. Elle est restée cependant purement corporative ; l'esprit démocratique de ses statuts fondamentaux n'a pas été altéré. C'est en cela que réside sa particularité, qui en fait presque « une anomalie dans la finance mondiale ».

*
* *

Au Maroc, le problème du crédit populaire a été posé pour la première fois par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Casablanca, par un vœu du 30 janvier 1925, demandant au Gouvernement du Protectorat d'encourager et de faciliter la création de banques populaires dans les principales villes du Maroc, notamment à Casablanca, et d'affecter à la première mise de fonds indispensable à la création de ces nouveaux organismes une partie des ristournes qui doivent lui être consenties annuellement, à partir du 1^{er} janvier 1925, par la Banque d'Etat.

A la suite de ce vœu et des démarches de la Chambre de

Commerce, le Gouvernement du Protectorat a pressenti la Banque d'Etat du Maroc à l'effet d'obtenir son appui financier ; mais en raison des charges que cet établissement supportait déjà, notamment par sa participation au Crédit agricole, il ne lui fut pas possible d'accorder son concours à l'institution qu'on projetait de créer.

Le Gouvernement s'est alors décidé à créer ces organismes suivant le modèle établi par la loi française, en leur consentant lui-même des avances sans intérêt.

Un avant-projet établi par la Direction Générale des Finances fut soumis aux Chambres de Commerce et devint, avec les amendements proposés par les Chambres, le dahir du 25 mai 1926 (B. O. 714 du 29 juin 1926), portant organisation du crédit au petit et moyen commerce et à la petite et moyenne industrie.

Le capital des banques populaires marocaines doit être au minimum de 200.000 francs, formé de parts nominatives qui ne peuvent être, pour les membres participants, inférieures à 50 francs, ni supérieures à 5.000 francs.

Les avances gratuites de l'Etat peuvent s'élever jusqu'au triple du capital versé par les actionnaires. Ces avances sont consenties pour une durée maximum de 5 ans. Elles peuvent être renouvelées.

Le chiffre des ouvertures de crédit en compte courant, des cotes d'escompte et des avances sur nantissement sera, en ce qui concerne les sociétaires, respectivement égal, au maximum, à 2, 5, 10 fois le montant du capital souscrit par l'intéressé. Les taux d'intérêt seront au minimum celui du réescompte de la Banque d'Etat, majoré de deux points pour les avances en compte courant avec garantie personnelle, et de un point pour les opérations d'escompte et les avances avec garantie réelle.

En ce qui concerne les non-sociétaires, le chiffre des cotes d'escompte et des avances sera au maximum respectivement égal à 10.000 et 20.000 francs. Les avances en compte courant sans garantie réelle intégrale sont interdites. Les taux d'intérêt seront dans les deux cas celui de la Banque d'Etat du Maroc, majoré de deux points.

La durée des prêts ne pourra en aucun cas dépasser un an.

Les sociétaires n'engagent leur responsabilité que jusqu'à concurrence du capital qu'ils ont souscrit.

Les banques populaires sont soumises au contrôle des agents de la Direction Générale des Finances.

Toutes les autres caractéristiques de ces banques sont celles prévues par la loi française du 13 mars 1917.

Le crédit populaire au Maroc n'a fait l'objet jusqu'à ce jour d'aucune application pratique. Un projet serait actuellement à l'étude pour la création d'une Banque du Sud qui desservirait les places de Marrakech, Safi et Mogador.

CHAPITRE XII

LE CRÉDIT AUX MUTILÉS ET ANCIENS COMBATTANTS

Une législation spéciale a été créée en France pour donner aux mutilés et anciens combattants français et aux veuves pensionnées de guerre des avantages particuliers en matière de crédit.

Cette législation comprend les lois du 13 mars 1917 et du 24 octobre 1919 sur le crédit commercial, les lois des 5 août 1920 et 7 décembre 1922 sur le crédit agricole.

En vertu de la loi du 24 octobre 1919, des prêts individuels à long terme peuvent être accordés par les banques populaires aux petits commerçants, industriels ou artisans démobilisés ou à leurs veuves pensionnées de guerre pour une durée maximum de 10 ans et un montant maximum de 10.000 frs au taux de 3 % l'an.

La loi du 7 décembre 1922 autorise les caisses de crédit agricole à consentir à tout agriculteur, pensionné militaire ou victime civile de la guerre, des prêts à long terme d'une durée de 25 ans au taux exceptionnel de 1 % l'an.

En Tunisie, un décret du 12 juin 1925 a institué des prêts à long terme en faveur des agriculteurs mutilés. Ces prêts sont consentis par l'intermédiaire des Caisses régionales de crédit agricole mutuel, pour une durée maximum de 25 ans et un montant maximum de 40.000 frs au taux de 1 %.

Les mutilés non agriculteurs et toutes les autres catégories d'anciens combattants ne bénéficient d'aucun avantage particulier en matière de crédit.

Au Maroc, la législation créée dans cette matière s'applique aux mutilés et anciens combattants et aux veuves pensionnées de guerre.

Le *Crédit agricole* en faveur de cette catégorie d'intéressés est organisé par le dahir du 10 février 1926 (B. O. 695 du 16 février 1926), modifié et complété par le dahir du 22 décembre 1926 (B. O. 743 du 18 janvier 1927) et par le dahir du 2 mai 1928 (B. O. 811 du 8 mai 1928).

Il consiste dans des prêts à long terme. A l'origine, ces prêts étaient consentis par l'Office des mutilés et anciens combattants, au moyen d'avances spéciales de l'Etat, prélevées notamment sur les redevances de la Banque d'Etat du Maroc. Depuis le dahir du 2 mai 1928, ils sont accordés par l'intermédiaire de la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc, sur présentation de l'Office des mutilés et anciens combattants.

Le montant des prêts, qui était limité au début à un maximum de frs 40.000, peut maintenant atteindre un chiffre quelconque, jusqu'à concurrence de 60 % de la valeur du gage. Le taux d'intérêt est de 1 % pour les premiers 40.000 francs ; pour le surplus, la Caisse de Prêts applique son taux habituel. Des ristournes d'intérêt sont prévues en faveur de cette catégorie d'emprunteurs.

Les prêts à long terme consentis par l'Office des mutilés et anciens combattants se sont élevés au chiffre de frs 3.500.000. Au 30 juin 1928, la Caisse de Prêts immobiliers avait accordé des prêts pour un montant de frs 160.000.

Le *Crédit commercial et industriel* a été créé sans le concours de l'Etat par une délibération du Conseil supérieur de l'Office des mutilés et anciens combattants, en date du 1^{er} janvier 1927.

Ce crédit est assuré sur les disponibilités budgétaires de l'Office ; il est par conséquent limité.

Les avances sont d'un montant maximum de frs 20.000, consenties pour une durée maximum de 5 ans, au taux de 3 %. Elles doivent être garanties par un nantissement sur le fonds de commerce de l'emprunteur.

Les prêts accordés à ce jour au titre du crédit commercial et industriel s'élèvent à la somme de frs 300.000.

L'Office des mutilés et anciens combattants consent également à ses membres, sur ses ressources propres, des *prêts d'honneur*, sans intérêts, qui sont accordés en tenant compte uniquement de la garantie morale de l'emprunteur.

Le montant de ces prêts ne dépasse jamais 10.000 francs.

L'ensemble des prêts de cette nature consentis à ce jour s'élève à la somme de frs 700.000

Les pensionnés de guerre et anciens combattants bénéficient d'avantages spéciaux, prévus au dahir du 4 juillet 1928, portant institution du *Crédit aux habitations* salubres et à bon marché par l'intermédiaire de la Caisse de Prêts immobiliers.

Outre l'avance de 60 % qui est accordée par la Caisse de Prêts, des avances gratuites ou à intérêts réduits peuvent être consenties par l'Etat à concurrence de 20 % des dépenses engagées. Ce pourcentage est porté à 30 % pour les ressortissants de l'Office des mutilés et anciens combattants, ayant au moins trois enfants âgés de moins de 18 ans. Les ressortissants de l'Office peuvent ainsi bénéficier d'une avance totale variant entre 80 et 90 % des dépenses engagées.

CHAPITRE XIII

LES MAGASINS GÉNÉRAUX ET WARRANTS

On a signalé précédemment que certains établissements de crédit s'adonnaient aux opérations d'avances sur marchandises. Ces opérations sont également traitées par les entreprises de Magasins généraux et Warrants.

Les Magasins généraux et Warrants ont été institués au Maroc et réglementés par le dahir du 6 juillet 1915 (B. O. 144 du 26 juillet 1915), complété par le dahir du 18 juillet 1922 (B. O. 510 du 1^{er} août 1922) et les arrêtés viziriels du 15 novembre 1924 (B. O. 633 du 9 décembre 1924) et du 10 janvier 1925 (B. O. 638 du 13 janvier 1925).

Leur installation doit être autorisée par un arrêté viziriel. Plusieurs autorisations ont été accordées, puis retirées par suite de la carence de leurs titulaires.

La *Société des Magasins généraux et Warrants du Maroc* a été constituée en 1912 par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, sous forme de Société anonyme française, au capital de 350.000 frs. Elle s'est établie à Oujda. Son capital a été porté en 1919 à 2.000.000, avec le concours du Crédit Foncier, de la Compagnie Algérienne et de la Compagnie Générale du Maroc. En 1920, elle s'est installée successivement à Casablanca, Marrakech, Fès, Meknès et Tanger, et en 1921 à Safi.

Le bilan au 31 décembre 1921 indique que la valeur des warrants — seule branche de son activité qui nous intéresse ici — émis par ses agences et en circulation à cette date, s'élevait à 12.000.000 de francs.

De 1922 à 1926, l'activité de la Société s'est considérablement restreinte à la suite de quelques mécomptes. En 1927, la Société s'est transformée en Société anonyme marocaine, sous la déno-

mination de *Compagnie Chérifienne de Magasins généraux*. Le siège de la nouvelle société est à Casablanca ; son capital est fixé à 2.500.000 francs.

A l'heure actuelle, c'est la seule entreprise de magasins généraux et warrants que possède le Maroc. Les agences de Marrakech, Safi, Meknès et Tanger ayant été fermées, elle n'est plus établie qu'à Casablanca, Fès et Oujda.

Le concours direct apporté par cette Société aux affaires est déjà appréciable. D'autre part, en offrant ses magasins pour l'entrepôt des marchandises, elle rend plus aisées les opérations d'avance sur marchandises et d'ouvertures de crédits documentaires traitées par les banques. Celles-ci, en effet, trouvent dans la possibilité de déposer dans ses entrepôts les marchandises qu'elles prennent en gage, l'économie d'une organisation de magasins coûteuse et délicate, et un encouragement à développer leurs opérations d'avances.

Une organisation solide d'avances sur marchandises est de nature à jouer un rôle d'intérêt général très utile au Maroc. Le marché marocain est extrêmement sensible à toutes les influences de l'extérieur et de l'intérieur. Les cours des marchandises subissent des fluctuations incessantes. La baisse surtout — quand elle se produit — a tendance à s'aggraver rapidement en véritable déroute par suite de la liquidation des stocks, principalement des stocks détenus par les petits et moyens commerçants pressés par le règlement de leurs échéances. Cette situation se répète périodiquement.

Elle se produit parfois à la veille de certaines fêtes juives, pendant lesquelles le commerce israélite chôme durant des périodes de huit à dix jours; de même pendant le mois du ramadhan, le carême musulman. En prévision de ces périodes de chômage ou de ralentissement des affaires, les commerçants sont contraints de liquider des marchandises pour faire face à leurs échéances, et il en résulte une baisse des cours et des pertes pour le commerce.

Une bonne organisation d'avances sur marchandises pourrait intervenir utilement pour permettre aux commerçants pressés par leurs échéances d'y faire honneur sans recourir à des mesures qui ont pour résultat de déprécier les stocks. Elle aurait un rôle précieux à remplir en période de crise et pourrait en atténuer dans une certaine mesure les effets.

En un mot, elle concourrait à assurer la stabilité des cours, condition nécessaire à la prospérité du commerce sain.

Une organisation capable de jouer ce rôle doit être servie

par une direction compétente qui la garantisse des erreurs préjudiciables à ses propres intérêts. Mais cette compétence, qui doit pouvoir apprécier une grande variété de produits, ne saurait exister chez une seule personne, ni chez un collègue d'hommes d'administration ou de bureau. Elle pourrait être trouvée dans un comité composé de commerçants, représentant les principales branches de l'activité économique (1).

Une entreprise qui s'attacherait la collaboration d'un tel comité serait assurée de remplir avec succès et profit le rôle que nous lui assignons plus haut.

(1) Ce comité doit joindre aux qualités de compétence, des garanties d'impartialité et de désintéressement, qu'on ne peut être assuré de trouver que chez des commerçants retirés des affaires. Dans un pays neuf, cette condition est difficile à réaliser, et il faudra pendant de longues années encore recourir à des commerçants en activité, choisis parmi ceux que leur position commerciale et leur situation morale placeront, le plus possible, au-dessus des contingences locales.

CHAPITRE XIV

LE BUREAU DES CHÈQUES POSTAUX

En mentionnant l'institution des chèques postaux dans une étude consacrée au crédit, nous restons dans la matière de notre étude.

Le but principal de cette institution est de développer le système des compensations pour réduire la circulation de la monnaie. N'est-ce pas là un des objets du compte courant de banque ?

On peut, dans une certaine mesure, comparer le service des chèques postaux aux *London Joint Stock Banks* du système bancaire d'Angleterre. L'activité presque entière de celles-ci réside dans le mouvement de leurs comptes d'espèces: comptes sans intérêts et dont les titulaires utilisent les services de la banque pour leurs opérations de chèques et virements, comme dans le système des chèques postaux.

On verrait volontiers dans cette institution une forme de la spécialisation bancaire, qui représenterait avec la Caisse de Prêts immobiliers, en matière de crédit hypothécaire, un deuxième exemple de cette tendance au Maroc.

Un bureau de chèques postaux existe et fonctionne à **Rabat** depuis le 1^{er} juin 1926. Il s'est développé rapidement.

Après 19 mois de fonctionnement, il y a avait au Maroc un compte ouvert par 45 Européens ; après le même laps de temps, la proportion était, en France, de 1 compte par 910 habitants et, en Algérie, de 1 compte par 250 Européens.

Pour la même période, le montant global des opérations s'était élevé à frs 20.270.000.000 en France, à frs 1.400.000.000 en Algérie, à frs 1.810.000.000 au Maroc. Dans ce total, la proportion des chèques de virement, sans manipulation d'espèces, par rapport aux chèques d'assignation payables en espèces était de : en France 1,30, en Algérie 1,40, et au Maroc 7,40.

L'année 1927 a enregistré les mouvements suivants :

Mouvement des versements	frs 419.065.343,35
Mouvement des virements :	
Au crédit : Virements sur France	3.813.561,25
Virements du Maroc	314.581.734,32
Total au crédit	frs 318.395.295,57
Au débit : Virements sur France	218.884.738,20
Virements du Maroc	314.581.734,32
Total au débit	frs 533.466.472,52

Le nombre des titulaires de comptes courants s'élevait, au 31 décembre 1927, à 2182 ; au 30 juillet 1928, à 2694. Leur avoir total en fin d'année était passé de 3.700.000 en 1926 à 17.000.000 en 1927.

On doit au service des chèques postaux du Maroc deux innovations : le virement par avion avec la France, le virement télégraphique au Maroc. Ce dernier n'existe encore qu'en Allemagne, au Danemark et dans la Sarre.

Par parenthèse, signalons que le mouvement global des mandats-poste et virements postaux sur la France a atteint, en 1927, la somme de frs 745.988.574,79. Il est intéressant de noter que les banques sont comprises dans ce mouvement pour frs 497.588.000.

Dans certains pays, telle la Hongrie, la Caisse nationale d'épargne est fusionnée avec le service des chèques postaux. Cette fusion est réclamée en France ; elle permettrait de donner au public l'outil idéal pour ses opérations de placements et d'échanges monétaires, que constituent les 13.000 bureaux de poste de la Métropole.

La Caisse d'épargne

La Caisse d'Epargne, qui est une sorte de banque de dépôts, ne présente au Maroc aucun caractère particulier.

Indiquons seulement que, pour l'année 1927, les bureaux de Caisse d'épargne au Maroc ont totalisé un mouvement de frs 42.633.212, qui se décompose en : versements 27.199.887 ; retraits 15.433.325.

CHAPITRE XV

LE CRÉDIT COMMERCIAL

Le crédit consenti par les banques et les institutions similaires au Commerce, à l'Industrie, à l'Agriculture, etc., n'est pas tout le crédit. Il faut mentionner aussi le crédit commercial : crédit de marchandises, entre commerçants.

Mais l'étude de cette matière présente une double difficulté. Le crédit entre commerçants s'appuie sur le crédit bancaire. A ses difficultés propres, s'ajoutent les difficultés rencontrées déjà, au cours de notre travail, sur le crédit bancaire.

L'examen de cette branche du crédit suppose la connaissance du mouvement du commerce extérieur — qu'il est facile d'obtenir — et du mouvement du commerce intérieur — qu'il est impossible de déterminer, même d'une manière approximative. Ces chiffres nous fixeraient sur l'importance de l'activité économique du pays dans son ensemble : premier terme de notre étude.

Le deuxième terme comprendrait le chiffre global du crédit entre commerçants : crédit des fournisseurs de l'extérieur aux maisons marocaines ; crédit de celles-ci à leurs acheteurs de l'étranger ; crédit consenti dans le commerce intérieur.

Le portefeuille des banques pourrait nous renseigner sur le mouvement des remises à l'encaissement ou à l'escompte de l'extérieur sur le Maroc, du Maroc sur l'extérieur, et sur les remises du Maroc sur le Maroc. La discrétion des banques nous prive de tous renseignements à cet égard. De plus, il faudrait connaître le montant des effets existants dans les portefeuilles des maisons de commerce, celui des crédits consentis par elles en compte courant, et il est impossible d'avoir à ce sujet aucune indication.

Ce serait donc poursuivre une tâche chimérique que de vou-

loir entreprendre une étude de ce genre et, à défaut de chiffres, on doit se contenter d'impressions.

L'opinion d'une haute personnalité financière du Maroc est qu'il existe dans ce domaine un véritable abus de crédit, dû souvent aux sollicitations de la concurrence, mais qui n'en représente pas moins un sérieux danger pour l'essor du pays.

Si le crédit mesuré est indispensable aux affaires, son exagération, en permettant des approvisionnements, des stockages excédant les besoins normaux, devient vite une source de mécomptes, de crises néfastes au développement de l'économie.

Le Maroc a fait à cet égard, son expérience. Banquiers et commerçants ont largement payé pour savoir que seule une politique de mesure, de prudence, est capable de garantir au pays un essor vigoureux et constant.

CHAPITRE XVI

ROLE et ORGANISATION de la BANQUE dans la DOCTRINE et dans les FAITS

Les constructions théoriques, qui ont visé dans le passé à une transformation de l'économie, n'avaient pas accordé une grande attention au crédit.

Il faut arriver à Saint-Simon et à Proudhon pour constater les premiers essais de doctrine économique où le crédit joue un rôle important.

Saint-Simon et les Saint-Simoniens

Saint-Simon assiste à la naissance de la société nouvelle, issue du développement du machinisme, et il en est profondément remué. Il a une haute opinion du rôle de l'industrie, c'est-à-dire de tous les éléments actifs de la production. Il l'exprime dans sa parabole célèbre : pour lui le Gouvernement officiel n'est qu'une façade, et ce sont les savants, industriels, banquiers, négociants, qui gouvernent en réalité et détiennent le véritable pouvoir.

Il souhaite un nouveau régime où l'organisation sociale sera combinée en vue de favoriser l'industrie, où les classes disparaissent, où le Gouvernement devient, dans une large mesure, inutile, où l'association nationale est considérée comme une entreprise industrielle.

Dans ce régime, le Gouvernement économique se substitue au Gouvernement politique. L'autorité sur les hommes fait place à une administration des choses. Les nations sont transformées en associations productives.

C'est jusqu'ici une sorte de libéralisme.

Les Saint-Simoniens vont faire un pas de plus vers le socia-

lisme. Ils s'attaquent à la propriété privée, à l'héritage, qui aboutissent à une distribution aveugle des instruments de travail. Il faut que l'Etat devienne le seul héritier, pour que, mis en possession de tous les instruments de travail, il les distribue au mieux des intérêts sociaux.

Ils conçoivent le Gouvernement sur le modèle d'une grande banque centrale, dépositaire de tous les capitaux, de tout ce qui compose aujourd'hui la masse entière des propriétés individuelles. Dans ce système, dit « système général de Banque », la banque centrale représenterait le Gouvernement dans l'ordre matériel. De cette banque centrale dépendraient des banques de second ordre, au moyen desquelles elle se tiendrait en rapports avec les principales localités, pour en connaître les besoins et la puissance productrice.

Celles-ci commanderaient à leur tour à des banques de plus en plus spéciales, réparties sur tout le territoire : « aux banques supérieures convergeraient tous les besoins ; d'elles divergeraient tous les efforts ».

Les Saint-Simoniens pensent que leur système s'accorde avec la tendance de l'évolution telle qu'elle s'est réalisée jusque-là. Au début, la propriété s'étend même aux hommes, par l'esclavage. Puis le droit sur l'esclave subit des restrictions et disparaît. La propriété des choses se transmet d'abord au gré du propriétaire. Puis l'autorité publique impose au père, comme héritier, le fils aîné. Et la Révolution institue le partage égal entre les enfants, multipliant ainsi les bénéficiaires. D'autre part, la baisse du taux de l'intérêt réduit graduellement l'avantage du propriétaire et assure au travailleur une part toujours plus grande sur le produit. Il n'y a plus qu'un dernier pas à faire : assurer à tous les travailleurs un droit égal à l'usage des instruments de travail, par l'attribution de tous les héritages à l'Etat représenté par la Banque centrale.

Proudhon

Proudhon se distingue de tous les réformateurs qui l'ont précédé en ce qu'il combat également avec la même ardeur la propriété et le socialisme.

Le droit de propriété qui est à la base du système social existant, en explique toutes les injustices. On connaît son mot fameux : « La propriété c'est le vol », qui résume la violence avec laquelle il attaque la propriété et les économistes, ses défenseurs.

Comment réformer ce système ? Les systèmes socialistes, ceux d'Owen, des Saint-Simoniens, de Fourier, Cabet, Louis Blanc, ont tous abouti à des impasses. Il faut corriger les vices de la propriété privée sans tomber dans les erreurs du socialisme.

En 1848, la Révolution éclate et Proudhon se voit forcé de donner à ses idées une forme concrète. Il forge un système : la Banque d'Echange. Au lieu de supprimer la propriété, stimulant nécessaire du travail, il faut la mettre à la disposition de tous, en réformant non la production ni la répartition, mais le système d'échange. Sa théorie de mutualité, d'échange en nature, se présente « comme une synthèse au point de vue de l'être collectif des deux idées de propriété et de communauté ». Parmi tous les capitaux qui permettent à leur propriétaire de percevoir, sous diverses appellations, un droit d'aubaine sur le produit du travailleur, le plus important est la monnaie. Si la monnaie se prêtait pour rien, ce droit disparaîtrait aussitôt pour tous les capitaux.

Or la monnaie reçoit un intérêt pour remplir une fonction d'agent de circulation. Cette fonction, un billet ne la remplirait-il pas tout aussi bien ? La Banque de France avance aux porteurs d'effets de commerce des billets échangeables contre du numéraire. Pour ce service, elle perçoit un escompte destiné à rémunérer son capital. La solution consisterait donc à fonder une banque sans capital, qui ferait l'escompte des effets de commerce, au moyen de « bons de circulation » ou « bons d'échange », qui ne seraient pas convertibles en numéraire (comme c'est le cas dans un régime de cours forcé du billet de banque) et ne coûterait presque rien, puisqu'il n'y aurait pas de capital à rémunérer. Il faudrait pour cela assurer le remboursement des bons d'échange par des marchandises ou des services, les gager par des produits. Le moyen est donné par Proudhon de la manière suivante :

Cent mille fabricants, manufacturiers, négociants, agriculteurs, entrepreneurs de transports, etc..., dans toute la France, se réunissent à l'appel du Gouvernement. Ils s'engagent respectivement et réciproquement à adhérer aux statuts de la Banque d'échange.

La Banque d'échange escompte à ses adhérents des effets de commerce représentant des produits livrés ou, au moins, acceptés. Elle leur remet en contre-partie des bons de circulation, au moyen desquels ils pourront se procurer les produits qui leur sont nécessaires chez d'autres adhérents de la Banque.

Ces derniers à leur tour les utiliseront pour s'approvisionner auprès des commerçants ou fabricants également affiliés à la Banque, etc...

L'émission des bons de circulation n'a lieu que contre bonnes valeurs de commerce et au fur et à mesure des demandes d'escompte, sans qu'elles puissent jamais être exagérées comme celles des billets de banque ordinaires. Lorsque la France entière aura adhéré aux statuts de la nouvelle Banque, l'émission de bons sera égale à chaque instant à la totalité des valeurs circulantes. Comme d'autre part les bons ne sont délivrés que contre produits livrés ou acceptés, cette condition exclut l'idée d'une production anormale ou disproportionnée.

En résumé, « le billet de banque est l'expression du crédit unilatéral, le bon d'échange est l'expression du crédit réciproque. Le premier a pour gages l'or, l'argent, le sol, la promesse de l'Etat ; le second s'appuie sur le produit. Celui-là représente le commerce anarchique et monopoleur ; celui-ci l'échange égal, le commerce solidaire ».

Dans un pareil système, l'intérêt autrefois payé aux banquiers et détenteurs de numéraire devient une commission minime destinée à rémunérer la fonction circulatoire. Cette fonction n'appartient à aucun individu, à aucune compagnie : « c'est la fonction sociale par excellence ; elle est remplie par les délégués de toutes les industries, sous la surveillance et la protection de l'Etat, mais indépendamment de l'Etat ».

On reproche au système de Proudhon d'avoir une conception fausse de la notion de l'intérêt. L'intérêt n'est pas seulement la rémunération de la monnaie, il représente la différence de valeur entre un bien présent, par exemple les billets de la Banque de France, et un bien futur, la lettre de change, réalisable dans quelques mois.

Cette différence apparaîtra bien vite avec la Banque d'échange, mais au lieu d'être prélevée par celle-ci, elle sera perçue par les commerçants eux-mêmes qui auront deux prix : un prix pour les ventes au comptant, et un prix légèrement supérieur pour les ventes en bons d'échange.

La critique consent cependant à découvrir dans la théorie de Proudhon, « à travers l'idée fausse du crédit gratuit, l'idée vraie du crédit mutuel ». Le billet de banque n'a de valeur que par la confiance que lui accorde le public. Il est l'instrument par lequel le public fait crédit à la banque, et la banque au public. Finalement, au moyen du billet, le crédit se réalise

du public au public par l'intermédiaire de la banque. En supprimant cet intermédiaire, on économise la rémunération qu'il perçoit et on aboutit au crédit mutuel corporatif.

*
* *

On a confondu la Banque de Proudhon avec d'autres banques différentes, dont l'idée avait surgi peu de temps avant lui, et qui donnèrent lieu à de nombreuses réalisations pratiques.

Ces banques se proposaient, non de supprimer l'intérêt, mais de rapprocher les consommateurs des producteurs, en achetant elles-mêmes et en payant en bons d'échange toutes les marchandises qui leur seraient offertes. Les acheteurs, à leur tour, seraient venus à la banque pour se fournir des objets nécessaires, en les payant en bons d'échange.

Un essai de ce genre avait été fait en 1829 par un certain Fulcrand Mazel. L'inconvénient d'un pareil système, c'est que la valeur des bons émis en paiement varierait nécessairement avec les fluctuations du prix des marchandises dans l'intervalle de leur paiement par la banque et de leur achat éventuel par le consommateur. Dans le projet de Proudhon, la Banque n'escompte que des effets représentant des marchandises déjà achetées ou livrées. Elle ne se charge pas du placement.

La Banque Bonnard s'est établie en 1838 à Marseille. Elle fonctionne encore aujourd'hui. Dans ce système, le client, au lieu d'apporter une marchandise et d'en toucher le prix en bons de papier, reçoit au contraire de la banque la marchandise dont il a besoin et souscrit en échange un billet par lequel il s'engage à fournir un produit de sa fabrication, quand la banque le lui demandera. Sur chaque affaire, la banque perçoit une commission en espèces. Elle n'a d'autre but que de mettre en rapports les acheteurs et les vendeurs, et les billets souscrits ne sont autre chose que des billets à ordre, stipulés payables en nature.

Enfin, de nos jours, un grand industriel belge, M. Solvay, a présenté un plan de « comptabilisme social », qui introduirait un système de paiement perfectionné aboutissant à la suppression de la monnaie métallique, remplacée par un système de chèques et de virements.

Ce projet est inspiré par la pratique moderne des *clearing houses* ou chambres de compensation. L'Etat délivre à chaque « comptabiliste » un carnet de chèques pour une somme correspondant à sa fortune mobilière ou immobilière. Ce carnet

porte deux colonnes, l'une pour les recettes, l'autre pour les dépenses. En cas de vente d'un objet, l'acheteur doit poinçonner le carnet du vendeur (colonne recettes), tandis que ce dernier poinçonne le carnet de l'acheteur (colonne dépenses). Le carnet, une fois poinçonné jusqu'à épuisement, est renvoyé au bureau de l'Etat, où toutes les inscriptions sont portées au compte de l'individu.

L'avantage du système serait d'abord de faire l'économie de la monnaie métallique. Il fournirait en second lieu, à l'Etat, un moyen pratique de connaître la fortune de chacun et, par des impôts appropriés sur les successions, de supprimer peu à peu l'hérédité de la fortune acquise, et par là l'injustice fondamentale des sociétés modernes, l'inégalité au point de départ.

Le comptabilisme n'est lui-même qu'un élément d'une conception plus générale, le « productivisme », basé sur le principe de la justice distributive : à chacun selon sa production.

*
* *

L'organisation bancaire au Maroc n'est que le prolongement de l'organisation française. On connaît les caractères de celle-ci. Dès 1862, un auteur les analysait en ces termes :

« En France, la Banque de France exerce la fonction rectrice. Autour d'elle gravitent quatre grandes compagnies anonymes : le Comptoir National d'Escompte, le Crédit Mobilier, le Crédit Foncier, le Crédit Industriel et Commercial, et autour de ce noyau se meut, dans tous les sens, la multitude des établissements privés.

« A part quelques opérations spéciales, telles que l'émission des billets à vue et au porteur, qui est exclusivement réservée à la Banque de France, le trafic des valeurs industrielles et la commandite des grandes entreprises industrielles qui forment l'apanage du Crédit Mobilier, la loterie des obligations à terme qui est monopolisée par le Crédit Foncier, à part ces opérations spéciales, toutes les autres transactions financières forment un fonds commun où ces divers établissements puisent à l'envi, indistinctement, chacun selon ses convenances et selon ses ressources.

« Aussi la première impression produite par cet ensemble est celle de l'indivision dans le travail, de la confusion dans les attributions...

« Cet ensemble de fonctions forme comme un pêle-mêle

d'éléments hétérogènes et incompatibles à travers lequel l'analyse se dirige avec peine...

« Les deux vices constitutionnels de notre organisation financière sont, d'une part l'excès de centralisation, d'autre part l'indivision du travail financier, d'où résulte le défaut d'économie et d'aménagement de l'administration du capital... » (1).

A travers les crises qui se sont succédé, celles de l'Union Générale, du Comptoir d'Escompte de Paris, de la Caisse des dépôts et comptes courants, malgré les diverses propositions émises à ces différentes occasions, l'organisation bancaire française ne s'est pas modifiée et, au début de ce siècle, une campagne contre les établissements de crédit signalait encore « les graves conséquences de la confusion d'activités diverses et contradictoires dans les grandes banques de dépôts, conséquences beaucoup moins graves pour les déposants que pour le Commerce et l'Industrie qui ne pouvaient plus trouver le crédit nécessaire » (2).

Les défauts de cette organisation sont encore plus accusés au Maroc, par le caractère même du pays, où l'activité se dépense en des entreprises nouvelles forcément aléatoires, où les agents de cette activité sont parfois des émigrants sur lesquels les banques sont assez mal renseignées.

D'autres défauts s'y ajoutent, qui tiennent à l'éloignement des organes directeurs des banques, à la diversité d'origine de la clientèle, à la méconnaissance des habitudes bancaires et des principes comptables par une partie importante de cette clientèle, l'élément indigène.

Les banques ne sont pas spécialisées. Elles font toutes les opérations de banque. Elles opèrent dans toutes les branches d'affaires, avec toutes sortes de clientèles.

D'autre part, le nombre des établissements de crédit est disproportionné à l'importance de l'activité économique naissante du pays. En surnombre même sur les grandes places comme Casablanca, ils ont le tort d'étendre leur réseau à des centres dont l'importance ne justifie pas la présence de plus de deux ou trois banques. De fait, on constate que, dans ces places, sur cinq ou six banques installées, deux ou trois au plus réalisent des bénéfices, tandis que les autres couvrent péniblement leurs frais ou sont même en déficit.

(1) J. A. Rey, *Les crises et le crédit*

(2) André E. Sayous, *loc. cit.*

Les frais généraux sont très élevés et entraînent une vive concurrence. Cette concurrence aboutit à l'octroi de crédits exagérés en faveur de maisons qui ne méritent pas toujours les crédits qu'elles obtiennent, encourageant ainsi l'esprit de spéculation, générateur de pertes et de faillites. Le contentieux et les immobilisations des banques marocaines sont dus en grande partie à cet état de choses.

Il en découle également, à la suite de chaque nouvelle crise, des restrictions de crédit généralisées, qui pèsent sur le commerce sain et sérieux et gênent son essor, au grand dommage du pays.

Cependant il existe dans d'autres pays des exemples, et en France même, des tendances nouvelles, dont un pays neuf comme le Maroc devrait s'inspirer pour réaliser, par des mesures appropriées, un meilleur agencement et une distribution plus judicieuse du crédit.

*
**

L'Angleterre est le pays de la spécialisation bancaire.

On trouve d'abord les banques de Londres : *London Joint Stock Banks*, qui sont uniquement spécialisées dans la centralisation des capitaux disponibles. Leur tâche essentielle est de faire fructifier les sommes importantes qui leur sont confiées comme dépôts avec un intérêt minime, ou qui leur sont laissées en compte d'espèces sans intérêt.

Quel que soit le crédit d'un client, elles ne font aucune opération à découvert. Elles emploient la plus grande partie de leurs disponibilités en placement *on call*, en dépôts à vue chez les *bill brokers* ou escompteurs. L'argent *on call* est souvent remis contre 1/2 ou même 1/4 % l'an. Le profit de la banque est fait surtout par le volume des opérations.

Les *Foreign Banks* sont installées à l'étranger ou en Angleterre, et s'occupent exclusivement d'opérations d'escompte avec la clientèle de l'étranger.

Les *Banques coloniales* travaillent surtout avec l'Extrême-Orient.

Les opérations d'escompte sont assurées par les *bill brokers*, ou courtiers d'effets, qui sont à leur tour spécialisés : les courtiers qui s'occupent de l'escompte des effets payables en Angleterre, et ceux qui servent d'intermédiaires pour l'achat et la vente des lettres de change créées en Angleterre et payables à l'étranger. Ils opèrent avec leurs capitaux et avec ceux

que mettent à leur disposition les *London Joint Stock Banks*.

Ce système est dominé par la Banque d'Angleterre, institut d'émission, organe centralisateur et régulateur du crédit.

*
**

Aux Etats-Unis, on ne constate pas une spécialisation comme en Angleterre, mais, depuis la réforme de 1913, une unification des banques d'émission.

Il existait, jusqu'en 1912, environ 7.000 *banques nationales* d'émission, indépendantes les unes des autres, dépourvues de chefs, d'unité de but et de direction. La réforme de 1913 a créé 12 *banques fédérales de réserves*, qui sont avant tout les banques des banques et servent de trait d'union entre leurs membres, les banques de district. Au-dessus des banques fédérales, est un Conseil de la Réserve fédérale, *Federal Reserve Board*, qui est presque un organe d'Etat, chargé de surveiller étroitement l'activité de chaque banque et de la diriger en conformité des intérêts de l'économie nationale, des principes d'une circulation monétaire saine et de la fixation d'un intérêt normal d'escompte.

Les milieux bancaires des Etats-Unis, qui avaient accueilli avec hostilité le nouveau système, reconnaissent maintenant son utilité absolue.

*
**

Le Mexique est un des rares pays où la loi est intervenue pour organiser un système complet de banque. Cette loi date de 1897. En principe, la liberté des banques a été respectée. Un particulier ou une société peuvent s'établir au Mexique, faire des avances, de l'escompte, le commerce des valeurs, recevoir des dépôts, etc..., mais à la condition de ne pas se servir du mot *banque*.

La loi établit et réglemente trois types de banques :

Les banques d'émission, qui créent des billets remboursables à vue et au porteur ;

Les banques hypothécaires, qui consentent des prêts à long terme, garantis par un gage réel, en faveur de l'agriculture et de l'industrie ;

Les banques réfectionnaires, qui s'adonnent aux opérations de prêts de courte durée, en faveur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

Le principe de cette organisation, excellent pour assurer à tout le pays la distribution d'un crédit approprié aux besoins variés des diverses régions, présentait un point défectueux : l'isolement des banques.

L'initiative privée y a remédié par la fondation de la Banque Centrale Mexicaine, réalisée avec le concours financier de la Deutsche Bank, de la Maison Bleichroeder, de la Banque G. P. Morgan et de la Banque de l'Union parisienne. La Banque centrale crée un lien de solidarité entre les diverses banques locales, leur sert de *clearing house* et assure l'unité du système. Par une formule ingénieuse, tous les établissements sont intéressés directement aux affaires de la Banque centrale. Le capital a été divisé en deux séries : les actions de la série A représentent le capital souscrit par les actionnaires en général, la série B est réservée aux banques.

L'action de la Banque centrale se manifeste principalement au cas où une banque se trouve en danger. Par son intermédiaire, toutes les autres banques doivent contribuer, suivant des modalités prévues, au sauvetage de la banque en défaillance.

*
* *

En Australie, les banques ont vécu longtemps sous d'anciens règlements, datant de 1840 et de 1846. Il existait une espèce de division toute théorique en banques de commerce, banques agricoles et pastorales, banques de crédit foncier.

Dans la pratique, il régnait une grande confusion entre les attributions des différentes banques. Les banques de commerce consentaient des prêts hypothécaires, et les banques foncières recevaient des dépôts, employant ainsi à des opérations à longue échéance des fonds qu'elles pouvaient être amenées à rembourser dans de courts délais. Une concurrence très vive entre toutes les banques augmentait les inconvénients d'un pareil système. Il en résulta, en 1893, une crise bancaire tellement grave, qu'elle fut considérée à Londres comme un Panama britannique.

Cependant les mesures adoptées dans ces circonstances n'eurent pas d'autre portée que de sauver de la débâcle les banques les plus solides et de tâcher, par des dispositions de détail, de les assurer contre le retour de crises de cette sorte dans l'avenir.

Il faut arriver jusqu'en 1910-1911, sous un gouvernement

socialiste pour voir soulever la question des banques et envisager pour elles une solution d'ensemble. Les comités socialistes réclamaient une banque fédérale avec pouvoirs illimités, qui entrerait en concurrence avec les autres banques, et par laquelle on arriverait à supprimer, sans indemnité, les banques qui existaient alors. Ils obtinrent la création d'une *Commonwealth Bank*, institution dont l'originalité consiste en ce qu'elle opère sans capital propre et se contente d'engager les fonds réunis par ses sections de caisse d'épargne.

*
* *

En Allemagne, loin de se spécialiser, les banques étaient devenues, suivant l'expression d'un auteur allemand, « des entreprises à tout faire ».

Elles combinaient, dans une proportion variable, les fonctions de banque de dépôts, de banque de crédit et de banque d'affaires.

Ce caractère des banques allemandes n'a pas complètement disparu, mais les concentrations qui se sont effectuées ont modifié la physionomie du système bancaire allemand. De plus, un autre trait prédominant de ce système, c'est l'étroite connexion qui a toujours existé entre les banques et l'industrie et le commerce. Or on remarque que les premières ont toujours cherché à avoir comme clients toutes les maisons se rattachant à une même branche de la production, à laquelle elles s'intéressaient spécialement. C'est ainsi que, depuis longtemps déjà, la Dresdner Bank s'est particulièrement attachée au développement des industries textiles et chimiques; la Deutsche Bank aux sociétés d'électricité, la Diskonto Gesellschaft aux entreprises de transport (1).

C'est un exemple frappant de la spécialisation s'introduisant de toute manière dans un système basé sur la non-spécialisation.

D'autre part, après la guerre et surtout après l'inflation et la crise de 1923, d'autres conceptions vont dominer les milieux économiques de l'Allemagne. Dans tous les domaines, on procède à la « rationalisation » des entreprises, qui tend à accroître leur productivité en mettant un terme au gaspillage d'énergies et de capitaux.

(1) G. Le Montréer, *loc. cit.*

La « rationalisation » intégrale comporte : en premier lieu une « rationalisation » interne, s'effectuant par la standardisation, la taylorisation de la production et, à un stade plus élevé, une « rationalisation » externe, interindustrielle ou intercommerciale, comprenant la répartition des spécialités et l'élimination des entreprises les moins productives.

C'est cette deuxième forme de « rationalisation » qui nous intéresse ici. Elle s'est opérée dans le domaine bancaire sous forme d'ententes qui ont abouti actuellement à deux résultats importants : les suppressions de succursales et la création d'un organisme spécial chargé de centraliser le mouvement de titres de toutes les banques : les *Effektengyrobanken*.

En 1913, le réseau des filiales des grandes banques allemandes était encore peu important :

Deutsche Bank, 15 ; Diskonto Gesellschaft, 17 ; Dresdner Bank, 50 ; Darmstädter Bank, 60 ; Commerz und Privat Bank, 8 ; Mittel Kredit Bank, 19.

Au plus fort de la dépréciation monétaire, le réseau de filiales de ces établissements atteignait les chiffres suivants :

Deutsche Bank, 156 ; Diskonto Gesellschaft, 141 ; Dresdner Bank, 113 ; Darmstädter Bank, 212, Commerz und Privat Bank, 308 ; Mittel Kredit Bank, 37.

Un tel réseau grevait considérablement les frais généraux des banques et, dès 1923, elles s'efforcèrent de le réduire. A fin 1925, on estimait que les quatre grandes banques « D » avaient supprimé 200 filiales. Dans certains cas, les banques ont procédé de leur propre chef à la fermeture de leurs succursales improductives. Parfois elles ont conclu des accords, tel l'exemple de la Deutsche Bank et la Commerz und Privat Bank, qui se sont entendues pour ne maintenir qu'une seule agence dans les petites localités où les deux banques étaient autrefois représentées.

Les six grandes banques citées restent cependant en concurrence sur un grand nombre de places où leurs frais généraux s'additionnent inutilement. Les économistes allemands l'ont signalé comme un danger que, seule, une action commune peut conjurer : ils y voient non seulement l'intérêt des banques, mais celui de l'économie nationale tout entière, tant il est vrai que c'est la seule condition de vivifier le commerce, en permettant de fournir des crédits aux moindres prix



En Turquie, le Gouvernement a participé à la création de la Banque pour l'Industrie et le Commerce, qui a pour but de développer et d'administrer les fabriques d'Etat et les grosses industries. D'autre part, la municipalité de Constantinople et les organisations professionnelles ont fondé la Société anonyme de la Banque de l'Industrie de Constantinople, dont l'objet est de financer l'exportation des produits du pays et l'importation des machines étrangères.



En France, l'initiative privée paraissant se désintéresser du problème de la spécialisation en matière bancaire, on doit à une intervention de l'Etat la création de la première institution de crédit à objectif spécialisé.

La loi du 23 octobre 1919 a créé une Banque Nationale française du Commerce Extérieur.

En dehors de la tendance à la spécialisation que marque cette institution, elle présente un grand intérêt par un certain nombre d'autres particularités.

Le capital de la nouvelle banque est souscrit par les principaux établissements de crédit français.

L'Etat lui accorde son aide sous forme d'une subvention annuelle de 2 millions et d'une avance sans intérêts jusqu'à concurrence de 25 millions (devant alimenter un compte de réserve spéciale).

Les bénéfices sont répartis de la manière ci-après :

5 % à la réserve légale ;

6 % sous forme d'un intérêt au capital versé ;

Le solde, aussi longtemps que la Société sera sous le régime des avances de l'Etat ;

60 % à la disposition de l'Assemblée générale des actionnaires ;

5 % au Conseil d'administration ;

5 % au personnel ;

30 % à l'Etat.

Cette part de l'Etat sert d'abord à compléter à 25 millions le compte de la réserve spéciale, puis à rembourser au Trésor le montant de ses avances. Après quoi, la part de l'Etat est réduite à 20 %.

La participation de l'Etat à des entreprises bancaires s'est

encore manifestée plus récemment à l'occasion de la création de la Banque de Madagascar, par la loi du 22 décembre 1925.

Les statuts du nouvel institut d'émission ont attribué à l'Etat 3.000 parts bénéficiaires donnant droit à une portion des bénéfices fixée, après différents prélèvements, à 50 % du solde pour la partie des bénéfices inférieure à 4 % du capital nominal, 55 % pour la partie supérieure à 4 % et inférieure à 8 %, aux deux tiers pour la partie supérieure à 8 % et inférieure à 12 %, 70 % pour la partie supérieure à 12 % et inférieure à 16 %, 75 % pour la partie supérieure à 16 %.

*
* *

Nous avons multiplié à dessein les exemples pour montrer, en premier lieu, la tendance actuelle à la spécialisation des banques, en second lieu la tendance de l'Etat moderne à intervenir dans le domaine de l'organisation du système bancaire et à se réserver une participation aux bénéfices des banques.

Au Maroc même, on constate que le Gouvernement a marqué sa volonté d'entrer dans cette voie par la part qu'il a prise à la constitution de la Caisse de Prêts immobiliers, le caractère de spécialisation qu'il a donné à cet organisme et la participation qu'il s'est fait attribuer dans ses bénéfices (1).

*
* *

Nous avons mentionné les principaux défauts de l'organisation bancaire du Maroc. Le plus grave réside dans la proportion exagérée des frais généraux.

Les frais généraux sont fonction de la spécialisation. En Angleterre, où les banques sont spécialisées, ils représentent à peine 1,6 % du capital et des dépôts ; en Allemagne, cette proportion est de 5,9 % pour l'ensemble des banques, elle est par contre de 2,9 % pour la Berliner Handelsgesellschaft qui n'a pas de succursales. Par rapport aux profits et pertes bruts, la proportion des frais généraux est de 84,5 % pour les banques

(1) L'intervention de l'Etat dans le domaine économique rencontre une vive opposition de la part des milieux capitalistes. Mais ces mêmes milieux n'hésitent pas à solliciter son intervention dans les périodes de crise. Le concours donné aux banques par le Gouvernement australien, durant la crise de 1890, illustre d'un exemple typique l'anomalie d'une situation où le caractère d'intérêt général des institutions de crédit n'est reconnu que dans les moments où l'intérêt particulier de celles-ci est en jeu. Voir à ce sujet, J. Deroux, *Les Banques Australiennes*, Paris, 1914.

allemandes, d'un tiers à peine de ce pourcentage pour les banques anglaises,

En France et au Maroc, les banques s'abstenant en général de publier la balance de leurs profits et pertes, il est malaisé d'établir un calcul de ce genre. Dans ces conditions, nous n'avons pu nous baser que sur l'exemple de la Banque Nationale française du Commerce extérieur (banque à siège unique) et du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie (banque à succursales) pour les banques françaises, et pour les banques marocaines, sur l'exemple de la Banque Commerciale du Maroc.

Pour la France, la proportion des frais généraux par rapport aux profits et pertes bruts ressort à 77,4 % et 79 % ; par rapport au capital et aux dépôts, elle est de 4,56 % et de 4,15 %.

Au Maroc, la proportion est respectivement de 57,96 % et 5,18 %.

En comparaison des pourcentages anglais, il apparaît bien qu'un effort peut être tenté pour réduire les frais généraux au Maroc comme en France.

Signalons que, pour la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc, institution de crédit spécialisée, à siège unique, la proportion des frais généraux aux profits bruts n'est que de 35 %.

*
* *

Etablissements nombreux à agences multiples, frais généraux élevés, non-spécialisation entraînant l'ignorance des situations, défaut d'entente et concurrence excluant toute possibilité de contrôle sur les affaires, tout moyen d'assurer une distribution judicieuse des crédits : tels sont les défauts les plus saillants de l'organisation actuelle des banques au Maroc.

Pour y remédier, une entente des banques est nécessaire.

Depuis que la Banque d'Etat subsiste comme seule banque de réescompte au Maroc, elle contrôle, en temps normal (1), la presque totalité de la circulation des effets de commerce et elle est en mesure de fournir des avis autorisés et utiles aux établissements de crédit. Mais pour qu'une collaboration de cette nature pût s'établir, il faudrait qu'au préalable la Banque

(1) A l'heure actuelle, ce contrôle lui échappe, par suite des importantes disponibilités que les banques peuvent se procurer auprès de leurs sièges en France, et qui leur permettent de ne pas recourir au réescompte. Mais c'est là une situation exceptionnelle, qui est appelée à disparaître.

d'Etat se cantonnât dans le rôle d'une banque de réescompte et cessât ses opérations directes avec la clientèle.

En mai 1926, on est arrivé péniblement à un accord sur certaines conditions de banque. Cet accord semble avoir été en général appliqué et a fait l'objet d'un avenant en août 1927. Mais il se rapporte à des opérations secondaires, et les deux points essentiels dans l'activité des banques, le taux d'intérêt des dépôts et le taux de l'escompte, ont été laissés en dehors de l'accord.

La concurrence subsiste donc, acharnée, dans les deux branches les plus particulièrement importantes, les seules peut-être où une entente apparaît le plus indispensable. De plus, loin d'évoluer vers un système de restriction des frais généraux, les banques continuent d'étendre leur réseau d'agences sans tenir compte des possibilités de travail limitées qu'offrent certaines places du Maroc.

Une entente générale entre les banques établies au Maroc ne paraît pas impossible, si l'on envisage l'origine de ces banques, et que l'on considère les liens souvent étroits qui unissent entre eux leurs conseils d'administration.

C'est une observation maintes fois répétée que si l'évolution économique, contrairement à l'affirmation de Karl Marx, n'a pas réalisé une concentration des fortunes, par contre il s'est produit progressivement une concentration de la direction économique. Celle-ci se trouve dans les mains des conseils d'administration, qui relèvent théoriquement des assemblées d'actionnaires, mais en fait agissent en pleine indépendance, les assemblées étant en général passives et incompétentes, et se ralliant toujours aux propositions de leur conseil. Bien plus, au sein des conseils eux-mêmes, on peut affirmer que seuls un ou deux membres (le président, l'administrateur délégué) à forte personnalité arrêtent et imposent les décisions principales (1).

Une étude de la composition des conseils d'administration de près de 500 Sociétés parmi les plus importantes de France, qui additionnent ensemble un capital actions, obligations et réserves de près de 90 milliards de francs, révèle que 3.114 administrateurs figurent dans un seul conseil, 515 dans deux

(1) Ceci n'est pas une critique. On reconnaît généralement qu'un conseil d'administration ne fait œuvre utile que lorsque, parmi ses membres, se révèle un homme qui inspire confiance et impose sa manière de voir et son programme.

conseils, 227 dans trois conseils, 133 dans quatre conseils, 58 dans cinq conseils, 40 dans six conseils, 47 dans sept conseils, 11 dans huit conseils, 13 dans neuf conseils, 10 dans dix conseils, 10 dans onze conseils, 5 dans douze conseils, 2 dans treize conseils, 3 dans quatorze conseils, 1 dans quinze conseils, 1 dans seize conseils, 1 dans dix-sept conseils.

Il est certain que les administrateurs les plus influents ne sont pas ceux qui font partie d'un petit nombre de sociétés, et que les véritables chefs de l'économie de la France sont la centaine d'administrateurs qui figurent dans plus de six à sept conseils d'administration.

Si une centaine d'individualités forme tout l'état-major des forces capitalistes françaises, il n'est pas exagéré de penser que le sort des dix établissements de banque installés au Maroc ne doit pas dépendre de plus de quatre à cinq grands dirigeants résidant à Paris.

Il suffirait de l'accord de quatre à cinq personnalités et du Gouvernement pour que n'importe quelle réforme, si radicale fût-elle, se réalisât dans le domaine de l'organisation bancaire au Maroc.

CONCLUSION

Esquisse d'une nouvelle organisation bancaire

L'absence d'une organisation d'ensemble du système bancaire au Maroc a pour conséquence de produire des résultats contraires tant aux intérêts particuliers des banques qu'à l'intérêt général de la collectivité.

Les conditions de l'économie moderne indiquent une concentration de la direction économique favorable à la conclusion d'ententes capables de réaliser toutes les réformes utiles.

Ces données nous ont amené à concevoir le plan schématique d'une réforme bancaire qui permettrait de diminuer le nombre des banques et de réduire les frais généraux, de supprimer la concurrence, créer l'entente entre banques et les solidariser, de les spécialiser et de rendre possible une connaissance plus sûre de la clientèle et un contrôle réel des affaires et qui, dans sa réalisation totale, aboutirait à une transformation sociale considérable.

*
* *

I. — Les banques actuelles disparaissent. Un organisme spécial, dans lequel figurent des représentants de toutes les banques, est chargé de la liquidation des affaires anciennes, contentieux et immobilisations, pour le compte de chaque établissement.

La nouvelle organisation comprend des banques spécialisées :

Banque pour le commerce en gros ;

Banque pour le petit et moyen commerce ;

Banque pour l'industrie et les travaux publics ;

Banque pour l'agriculture et l'élevage.

Ces banques sont constituées sous la forme de Sociétés anonymes.

II. — Toutes ces banques sont groupées en une fédération et leurs intérêts sont solidarisés. Leur capital est souscrit par les établissements disparus, proportionnellement à l'importance relative de leur activité ancienne, déterminée par le nombre de leurs agences, le chiffre de leur mouvement d'affaires, de leurs risques et de leurs dépôts, au moment de leur disparition.

La Banque Nationale française du Commerce extérieur offre un exemple de banque créée avec le même caractère de spécialisation et un capital souscrit par les principaux établissements de crédit de la Métropole.

Au Maroc, le dahir du 22 décembre 1919 dispose (art. 12) que le capital de la Caisse de Prêts immobiliers sera souscrit par les Sociétés de crédit foncier, « qu'elle est appelée à remplacer dans leur activité hypothécaire », au prorata du capital qu'elles utilisent.

III. — Chaque Conseil d'Administration comprend un représentant de chacune des banques disparues et un représentant du Gouvernement. Un comité interbancaire fonctionne à Paris, et un autre au Maroc, au sein desquels le Gouvernement marocain et la Banque d'Etat du Maroc sont représentés.

IV. — Les nouvelles banques sont créées avec l'autorisation gouvernementale. Cette autorisation leur confère un privilège, et aucune autre banque ne peut plus s'installer au Maroc.

Toutefois, ce privilège n'a pas les inconvénients du monopole pour deux raisons :

1° Les banques étrangères (anglaise ou italienne) existant au Maroc subsistent dans leur organisation actuelle (1).

2° Les conditions de banque sont établies et modifiées par un Comité composé pour moitié de délégués des banques et de la Banque d'Etat, pour moitié de délégués des chambres élues du Maroc, sous la présidence d'un délégué du Gouvernement (2). Au moment de la création des nouvelles banques, les conditions sont déterminées d'après le taux d'escompte de la

(1) On a parlé d'une dénonciation de l'Acte d'Algésiras. Si elle se produisait, le Gouvernement aurait les mains libres et pourrait englober les banques étrangères dans la réforme.

(2) Si une entente de cette nature n'a jamais été réalisée ni au Maroc ni en France, il existe par contre en Angleterre, pour les Banques Coloniales, un syndicat dont le comité fixe une fois par semaine le cours des changes et le taux d'escompte auxquels ces banques s'engagent à opérer.

Banque d'Etat et la moyenne des conditions pratiquées dans les dix dernières années.

V. — Chaque banque a autant d'agences, sous-agences et bureaux qu'il existe de centres intéressants, par leur mouvement d'affaires, la spécialité qu'elle représente. La banque pour l'agriculture et l'élevage sera représentée dans les centres agricoles et d'élevage ; la banque pour le commerce de gros dans les grandes villes, etc...

Ainsi tous les centres seront desservis par un organisme bancaire, sans que les banques puissent être en surnombre nulle part. On réalise la multiplicité des banques sans qu'il y ait encombrement, et cette multiplicité assure l'économie de capital, l'activité des affaires et l'éducation économique de la population. Elle assure la sécurité, parce que, en localisant et en spécialisant la clientèle, elle rend le contrôle possible et efficace.

VI. — Les actions des nouvelles banques sont et demeurent nominatives. Il est créé par chaque banque un certain nombre de parts de fondateur qui sont attribuées à l'Etat. Ces parts de fondateur ont droit à 30 % des bénéfices.

Le principe de cette participation de l'Etat aux bénéfices a été admis par la loi du 9 septembre 1919 sur le nouveau régime des concessions minières, par la loi du 16 octobre 1919 sur le régime des chutes d'eau, par les statuts de la Banque de Madagascar, et au Maroc même par le dahir du 25 novembre 1925 sur le crédit agricole à moyen terme.

VII. — L'entente, la suppression de la concurrence, permettent d'abaisser le taux des intérêts accordés aux dépôts. Le taux actuel, qui atteint jusqu'à 4 %, pourra être réduit sensiblement. En France, le taux varie en général entre 1/2 % et 1 1/2 %, et les banques voient toujours affluer les dépôts. En Australie, les accords bancaires ont supprimé l'intérêt pour les dépôts à vue. De même, en Angleterre, les London Joint Stock Banks ne servent pas d'intérêt à leurs comptes d'espèces.

Depuis que l'économie politique a distingué deux sortes d'épargnes : l'épargne-réserve et l'épargne-dépense, il ne saurait plus être question de réclamer contre la réduction du taux d'intérêt appliqué aux dépôts à vue. L'épargne-réserve, qui alimente ces dépôts, représente les sommes que l'individu met momentanément en réserve parce que, en reculant la dépense de ces sommes, il escompte une satisfaction supérieure à celle qu'il éprouverait en les dépensant immédiatement. Ce prêteur n'a pas de taux minimum au-dessous duquel il ne consente pas

à descendre ; il se contente d'un loyer quelconque, parce que ce loyer, si faible soit-il, est un avantage supplémentaire.

Au Maroc, en particulier, où les dépôts à vue ont surtout le caractère des comptes courants de commerçants et sont très mobiles, on pourra sans inconvénient limiter le taux des intérêts servis à ces comptes et, par voie de conséquence, réduire sensiblement le taux de l'escompte et des avances à la production.

VIII. — La suppression de la concurrence, la possibilité d'assurer un contrôle rigoureux de toutes les affaires, réduisent au minimum les risques de contentieux.

Malgré le taux modéré des conditions bancaires, les banques réalisent des profits importants.

Pour éviter les dissimulations de bénéfices, il conviendra de déterminer, par une réglementation précise, la question des amortissements et la création des réserves spéciales autres que la réserve légale. On s'inspirera des dispositions qui régissent, à cet égard, la Banque de Madagascar et la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc.

IX. — La part des bénéfices revenant à l'Etat est versée à une Caisse spéciale créée au profit des Chambres de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture, des Syndicats industriels et professionnels, d'ouvriers, de techniciens, etc., en un mot des organes représentatifs de toutes les activités productrices du pays, et administrée par les délégués de ces organes.

Les sommes dont dispose cette Caisse sont affectées exclusivement au rachat obligatoire des actions des banques privilégiées, de telle sorte qu'au bout d'un certain nombre d'années l'association des producteurs devient propriétaire de la totalité de ces actions.

Ce rachat s'opère de la même manière que s'il était réalisé par les banques elles-mêmes, au moyen de leurs réserves. Les anciens actionnaires restent détenteurs d'actions de jouissance. Mais ces actions sont à leur tour rachetables dans les mêmes conditions que les actions ordinaires.

Le prix de rachat des actions ordinaires est déterminé par leur valeur intrinsèque d'après le bilan. Celui des actions de jouissance d'après le dividende distribué par la banque.

X. — L'expropriation des actionnaires au profit de l'ensemble des producteurs met à la disposition de la production les crédits dont elle a besoin, qu'elle distribuera entre ses membres d'une manière judicieuse et à un taux très réduit. La nouvelle organisation n'ayant pas, en effet, de capital à rémunérer, ne

recherchera pas les bénéfices. Le loyer de l'argent sera établi à un taux qui permettra de couvrir les frais généraux et de constituer un fonds de prévoyance.

Les techniciens de la Banque demeurent à son service ; il leur est accordé une participation spéciale dans les bénéfices.

La Banque d'Etat devra continuer son concours aux banques dans des conditions en rapport avec les exigences de la nouvelle organisation, en matière notamment de tarifs et de crédits. En particulier, ceux-ci ne seront plus déterminés comme aujourd'hui d'une manière arbitraire et factice, par les dispositions de la métropole.

La Banque d'Etat se conformera aux besoins de la production :

1° Parce que la production, présentant un front uni et détenant les banques, aura une grande influence sur le Gouvernement qui peut agir efficacement sur la Banque d'Etat.

2° Parce que la production pourra rappeler à la Banque d'Etat que son existence dépend de la confiance accordée à son papier par la masse des producteurs ;

3° Parce que la Banque d'Etat y aura elle-même un intérêt direct : plus elle aidera les banques, plus celles-ci pourront encourager et développer la production, et plus le mouvement d'affaires de la Banque d'Etat s'accroîtra, compensant la réduction des tarifs par l'importance des opérations.

Au surplus, la question se pose de savoir quelle serait, dans une semblable organisation, la situation de la Banque d'Etat.

On peut admettre que la Banque d'Etat conserve sa constitution actuelle ; c'est le cas qui vient d'être envisagé.

On peut aussi vouloir intégrer la Banque d'Etat dans la nouvelle organisation bancaire. Avec cette formule, elle serait cédée au Consortium des banques installées au Maroc, propriétaire des futures banques fédérées, et elle recevrait la même constitution que les banques fédérées, au point de vue notamment de la répartition des bénéfices et de la destination à donner à la part attribuée à l'Etat.

Dès lors, deux attitudes sont possibles au Conseil d'Administration de la nouvelle Banque d'Etat : ou consentir à la clientèle des conditions modérées et, en limitant les profits, retarder l'expropriation ; ou hausser les conditions, augmenter par là les profits, mais en même temps hâter l'expropriation. Dans les deux cas, la production trouve son bénéfice.

*
**

Après le transfert des banques à la production, se pose le problème de leur gestion par la masse des producteurs. Cette gestion est conditionnée par l'organisation de groupements corporatifs représentant tous les intérêts en présence.

Il existe à ce point de vue plusieurs théories qui préconisent la représentation indépendante des forces économiques. Dans le domaine des réalisations pratiques, des essais de réforme ont été tentés dans divers pays.

Un jeune groupement politique dont la doctrine — le Fédérisme — proclame que « les instruments de production doivent être placés entre les mains les plus aptes à en tirer le rendement maximum », propose comme une mesure conforme à la méthode scientifique la création, à côté du parlement politique, d'un parlement professionnel élu par les organisations économiques. Ce parlement aurait l'immense avantage de connaître et de préciser mieux les problèmes, de mieux faire l'analyse des besoins (1).

Dans un camp opposé, Georges Valois affirme que le perfectionnement résultera non de la concurrence, mais de la syndicalisation générale, de l'organisation corporative généralisée à la fois dans le milieu patronal et dans le milieu ouvrier.

Une théorie plus avancée de Paul-Boncour souligne la tendance de la société actuelle à se transformer progressivement en une société syndicale, à la suite de la conquête de la souveraineté économique par les groupements professionnels. Le groupement professionnel exerce d'abord son action sur les membres qui le composent. Puis, par le contrat collectif dont l'application tend de plus en plus à comprendre les non-adhérents, il devient obligatoire en fait. On s'achemine ainsi vers une organisation dans laquelle les syndicats exerceront une véritable souveraineté sur leur travail, l'Etat se bornant à fixer les grandes lignes de la constitution des groupes sur lesquels il étendrait sa tutelle. Il serait « le grand protecteur des républiques professionnelles fédérées » (2).

Dans la pratique, des institutions sont nées, qui s'apparentent à ces conceptions d'origine opposée et tendent également à donner la prépondérance aux intérêts économiques.

(1) J. Archer, *Rénovation*, 1923.

(2) J. Paul-Boncour, *Le Fédéralisme économique*, 1900.

En France, il existe, depuis le 16 janvier 1925, un Conseil économique national, de création gouvernementale, composé de représentants des différentes forces économiques de la nation : la Population (coopératives de consommation, ligues d'acheteurs, municipalités, mutuellistes) ; le Travail (intellectuel, universitaire, de direction, salarié, ou indépendant) ; le Capital (industriels et commerçants, propriétaires urbains et ruraux, banquiers, assureurs), délégués pour deux ans par les groupements les plus représentatifs de l'esprit de leur catégorie (1).

L'Allemagne est allée plus loin dans cette voie. L'organisation professionnelle comprend : à la base, des Conseils d'usine ; au-dessus, des Conseils régionaux (commissions paritaires de patrons et de salariés) ; enfin au sommet, un Conseil ou Parlement économique national, véritable parlement professionnel de 326 membres, qui est le couronnement d'un vaste édifice de représentation paritaire aux différents degrés.

L'Italie a établi en fait la syndicalisation obligatoire. La loi du 3 avril 1926 pose le principe que, dans chaque catégorie professionnelle, il ne peut exister qu'un seul syndicat autorisé. Celui-ci devient une institution de droit public, à qui l'Etat confère la représentation légale de la catégorie intéressée tout entière. Au-dessus des associations ou syndicats primaires, se trouvent les fédérations et confédérations autorisées, à raison également d'une seule par grande branche. Ces groupements nationaux peuvent même être réunis en organes centraux, corporatifs, qui représentent alors l'ensemble des forces productrices du pays.

Ces diverses institutions acquièrent une signification et une portée d'autant plus générales qu'elles ont été établies dans trois pays : la France, l'Allemagne, l'Italie, différents par la structure économique, par les conceptions politiques et les tendances générales intellectuelles et morales de leur population.

La syndicalisation obligatoire, qui réunit dans un même groupement tous les représentants d'une même industrie ; les Conseils économiques nationaux, qui groupent toutes les activités productrices du pays, apparaissent comme des modèles dont on pourrait s'inspirer pour former la représentation des

(1) Un mouvement semble se dessiner dans la presse marocaine pour la création au Maroc d'un Conseil économique, sur le modèle de celui qui existe en France.

intérêts collectifs appelés à recueillir la succession des banques fédérées.

*
* *

Ce projet n'est qu'un simple essai, une esquisse à peine ébauchée où nous avons marqué seulement les grandes lignes. Il aurait besoin d'être approfondi dans ses modalités d'application, ses répercussions. Peut-être donnera-t-il l'idée de quelque réforme de détail : devant la routine maîtresse, on n'ose l'espérer, on n'ose même le souhaiter, tant l'entente des banques sans contrepoids serait un danger pour les affaires.

Quant à une réalisation intégrale, ne serait-il pas téméraire de l'escompter en l'état actuel de l'économie moderne ?

Certes, les banquiers accepteraient une réforme qui leur assurerait au début une sorte de monopole. Ils consentiraient à reconnaître à l'Etat une participation aux bénéfices et à la gestion, dont le principe a déjà été admis dans d'autres entreprises, en France et au Maroc. Mais toléreraient-ils l'emploi auquel est destiné le produit de cette participation et la menace d'expropriation qu'il comporte pour eux ?

Une réforme qui touche à la structure de l'économie actuelle sera combattue pour son principe même : son application, en effet, en s'étendant à toutes les branches de l'activité économique, est susceptible d'aboutir, dans ses derniers développements, au transfert de l'ensemble des richesses nationales : banques, assurances, mines, transports, etc..., à la collectivité de ceux qui produisent.

L'opposition des financiers sera donc irréductible.

Quel est le Gouvernement capable de vaincre une telle opposition ?

Vu le Président :

OUALID.

Vu le Doyen :

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX ..

- Le Pentateuque**, traduction L. Woguë, 1869.
Le Coran, traduction Kasimirski.
J. ARCHER, **Rénovation**, Paris, 1923.
PAUL-BONCOUR, **Le Fédéralisme économique**, Paris, 1910.
J.-G. COURCELLE-SENEUIL, **Les opérations de Banque**, Paris, 1922.
GERMAIN-MARTIN, **Cours d'économie politique** (Doctorat en droit, année 1926-27).
GERMAIN-MARTIN, **Histoire économique et financière** (dans **Histoire de la Nation française**, t. X).
GIDE et RIST, **Histoire des doctrines économiques**.
J. GOULVEN, **Traité d'économie et de législation marocaine**, Paris, 1921.
P.-J. PROUDHON, **Organisation du Crédit et de la circulation**, Paris, 1849.

OUVRAGES SPECIAUX

- Fabrice ALLIZE, **L'Organisation des Banques en Suisse**, Paris, 1923.
BENALI FEKAR, **L'usure en Droit musulman**, Paris-Lyon, 1908.
Stéphane BERGE, **La Justice française au Maroc**, Paris, 1917.
BERNARD, **Conférence sur l'immatriculation foncière**, Rabat, 1923.
Pierre BONNET, **La Banque d'Etat du Maroc et le problème marocain**, Paris, 1913.
Etienne BRANLY, **Comment a été résolue la question monétaire au Maroc**, Rabat, 1923.
Paul CATAT, **L'activité bancaire à Madagascar**, Paris, 1928.
J. DEROUX, **Les Banques australiennes**, Paris, 1914.
Edmond DOUCEDE, **L'œuvre officielle du Crédit agricole**, Paris, 1913.
E. EPSTEIN, **Les Banques de commerce russes**, Paris, 1925.
Robert ESTOUBLON, **Justice Algérienne**, 1890.
Jean FAVRE, **Les Banques au Mexique**, Paris, 1907.
M. JAEGER, **La Banque d'Etat du Maroc**, Paris, 1911.
Georges LE MONTREER, **La « rationalisation » des banques en Allemagne**, Paris, 1928.

- Raphaël Georges LEVY, **Qu'est-ce qu'une Banque ?** Paris.
- Marcel MORAND, **Etudes de Droit musulman algérien**, Alger, 1910.
- W. OUALID, **Le nantissement immobilier en droit indigène algérien**, Thèse, Aix, 1907.
- F. PIETRI, **Les Finances du Maroc pendant la Guerre** (Conférence, Mars 1918).
- J. A. REY, **Les crises et le Crédit**, 1862.
- Antoine REYNIER, **La Banque d'Etat du Maroc et les banques d'émission coloniales**, Casablanca, 1926.
- R. ROSIER, **Les sociétés indigènes agricoles de prévoyance au Maroc**, 1925.
- André-E. SAYOUS, **De la réglementation des Banques en France** (dans « Revue Economique Internationale », 10 mai 1925).
- B. SIDBON BEYDA, **La question monétaire au Maroc**, Paris, 1921.
- TALEB ABDESLAM, **Organisation financière de l'Empire marocain**, 1911.
- Georges WALCH, **Le Crédit mutuel et la Coopération agricole au Maroc**, Casablanca, 1923.

PERIODIQUES, PUBLICATIONS DIVERSES

- Annuaire de Statistiques Générales du Maroc**, 1926.
- Annuaire financier « France-Maroc »**, 1927-1928.
- Annuaire Chaix, Les principales Sociétés par actions**, 1924.
- Annuaire du Bureau des Chèques-postaux du Maroc**, 1928.
- Bulletin de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Casablanca.**
- Bulletin Officiel du Protectorat de la France au Maroc (B. O.).**
- Comptes rendus des opérations des Caisses de crédit agricole mutuel au Maroc.**
- Comptes rendus de la Session du Comité des Etudes économiques**, 1918.
- Pierre Leris, **La publicité de la pré-immatriculation** (dans le « Recueil de Législation et de Jurisprudence marocaine », n° 92, novembre 1927).
- E. MICHAUX-BELLAIRE, **Les crises monétaires au Maroc** (dans « Revue du monde musulman », tome XXVIII).
- L'œuvre** (dans « Archives marocaines », t. XXVII).
- Organisation des Finances au Maroc** (dans « Archives marocaines », t. XI).
- Notice sur la Caisse de Prêts immobiliers du Maroc**, 1917.
- Notice sur le Crédit agricole au Maroc** (éditée par la Banque d'Etat, 1928).
- Notice sur la circulation monétaire au Maroc** (édit. Banque d'Etat, 1918).
- Notices sur le fonctionnement des Sociétés indigènes agricoles de Prévoyance au Maroc** (éditées par la Direction des affaires indigènes, 1926-1927).

F. PIETRI, La question du hassani (dans la revue « France-Maroc », 15 février 1918).

Procès-verbaux du Syndicat d'Initiative et de Tourisme de Casablanca.

Rapports de la Commission sur la réforme monétaire au Maroc, 1916.

Rapports annuels de la Banque d'Etat du Maroc.

- **Banque Commerciale du Maroc.**
- **Compagnie Algérienne.**
- **Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.**
- **Société Générale.**
- **Société Marseillaise.**
- **Banque Industrielle de l'Afrique du Nord.**
- **Banque Foncière du Maroc.**
- **Société de Magasins Généraux et Warants du Maroc.**
- **Caisse de Prêts Immobiliers du Maroc.**

Rapport sur le service des Comptes courants et Chèques postaux (édité par le Sous-secrétariat d'Etat aux P. T. T., 1920).

Statuts et rapports de la Banque Nationale française du Commerce Extérieur.

Statuts de la Banque de Madagascar.

Vœux et rapports de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Casablanca.

Vœux et rapports de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rabat.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — La Monnaie	11
CHAPITRE II. — L'intérêt et l'usure	33
CHAPITRE III. — Le crédit et la Banque	53
Les Banques (avant le Protectorat)	53
La Banque de Paris et des Pays-Bas	58
CHAPITRE IV. — La Banque d'Etat du Maroc	61
CHAPITRE V. — La Banque Algéro-Tunisienne	99
CHAPITRE VI. — Les Banques de Commerce	103
Société Générale	103
Société Marseillaise	106
Compagnie Algérienne	107
Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie	110
Banque Industrielle de l'Afrique du Nord	113
Banque Commerciale du Maroc	114
Banque Française du Maroc	117
Crédit du Maghreb	118
Bank of British West Africa	119
CHAPITRE VII. — Les opérations de banque	123
Les conditions de banque	127
Clientèle et méthode de travail	128
CHAPITRE VIII. — Le Crédit Agricole	133
Les Sociétés indigènes agricoles de Prévoyance	146
CHAPITRE IX. — Le Crédit hypothécaire	149
La Caisse de Prêts immobiliers du Maroc	154
Les Sociétés hypothécaires	168
CHAPITRE X. — Le Crédit hôtelier	171
CHAPITRE XI. — Le Crédit populaire	173
CHAPITRE XII. — Le Crédit aux mutilés et anciens combattants.	177
CHAPITRE XIII. — Les magasins généraux et warrants	181
CHAPITRE XIV. — Le bureau de chèques postaux	185
La Caisse d'Epargne	186
CHAPITRE XV. — Le Crédit Commercial	187
CHAPITRE XVI. — Rôle et organisation des banques dans la doctrine et dans les faits	189
CONCLUSION. — Esquisse d'une nouvelle organisation bancaire. ..	207
BIBLIOGRAPHIE	215

TABLE DES MATIÈRES

**Imprimerie « LES PRESSES MODERNES », 45, rue de Maubeuge, Paris.
Ateliers à Troyes (Aube) et à Bar-le-Duc (Meuse)**
